voy prépare un ellègement de l'impôt sur le

revenu de l'ordre de 3 millards de francs. Dans

l'immédiat, le premier ministre va devoir rem-

placer deux de ses ministres, MM. Michel Cha-

rasse et Jean-Marie Rausch, entrés dimanche

Retards roumains:

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14827

ONGTEMPS ennsidérée comme la mauvalse élève de l'Europe post-communiste, la Roumanie semble avnir confirmé, dimanche 27 septembre - si l'on en croit les résultats partials de ces deuxièmes élections libres, - son retard sur les nouvelles démocraties esteuropéannes : le présidant llieseu est bien placé pour deve-nir, au soir du second tour le 11 octobre, le seul chef d'Etat de la région à éviter une rupture totals avec l'ancien système:

De multiples facteurs peuvent expliquer le meintien de M. Iliescu au pouvoir. On ne subit pas impunément, des décennies durant, l'une des pires dictatures du monde communiste. L'électorat roumein paie encore les conséquences de l'ennihilation politique, culturelle et sociele imposée par la régime Ceausescu.

CE n'est pae un hasard si Cles meetings du principal candidat de l'apposition, M. Emil Constantinescu, faisaient salle comble à Bucarest alors que les campagnes et les villes moyennes ont plutôt voté lliescu : le niveau d'éducation politique reste très bas en Roumanie, et, pour les paysans et les ouvriers, le président lliescu demeure un personnage sécuri sant. De son côté, l'opposition réune au sein de la Convention démocratique pare ses erreurs tactiques : la désignation tar-dive de son candidat à la présidence, M. Constantinescu, qui a mené une campagne honorable mais trop brêve, aînsi que fa on créée par le Parti paydominante de la Convention démocratique, qui e paru parfois plus préoccupé par la restauration de la monarchie que par la victoire aux élections.

Parmi les autres leçons de ce scrutin, on pourra retenir la déconfiture de l'ancien premier ministre Petre Roman, dont le retournement trop tardif ne s'est pas révélé payent, et la montée du danger nationaliste qui compliquera ancore un peu plus la situation politique rou-maine, déjà fragilisée par l'absence probable d'une majorité claire au Parlement.

ES forces démocratiques peuvent néanmoins trouver des éléments encourageants dans ces électione ; la campegne s'est déroulée de manière plus ordonnée qu'en 1990, la participation cemble avoir été élevée et, eprès tout, le score de M. lliescu — environ 48 % - se rapproche infiniment plus des normes européennes que les 85 % de 1990. Totalement incomm il y e trois mois, M. Constantinescu n'e per démérité, et tout porte à croire que les forces démocratiques ferent mieux la procheine fois. En Roumanie, simplement, cela prend un peu plus de temps.

Meis le véritable défi de le dépit des réels efforts du très discret premier ministre Theodor Stolojan, le réforme de l'économie roumaine n'e pas décollé. L'inflation demeure élevée, les privatisations trainent, les investisseurs étrangers hésitent. Si M. Iliescu, qui ne sempréjugés à l'égard du marché, ne prend pas le taureau par les comes, la Roumanie risque fort de trouver là la pire source

> Lire page 3 l'article de JEAN-BAPTISTE NAUDET



Après la crise monétaire

Les Douze réaffirment leur confiance dans le SME

Les ministres des finances de la CEE étaient réunis lundi 28 septembre à Bruxelles pour tirer les leçons de la grave crise des changes qui e secoué le système monétaire européen (SME). Avant le conseil extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, le 16 octobre à Birmingham, les responsables monétaires devaient affirmer leur confiance dans les mécanismes du SME, malgré les défections de la livre britannique et de la lire italienne, et confirmer leur volonté de prograsser vers l'Union économique et monétaire (UEM).



Tout en refusant une relance « prématurée »

M. Bérégovoy prépare un allègement de l'impôt sur le revenu

M. Pierre Bérégovoy a indiqué, dimanche soir 27 septembre, au « Grand Jury RTL le Monde », trois jours evant l'examen par le conseil des ministres du projet de budget pour 1993, qu'il n'était pas question de relancer « de manière prématurée » l'activité économique et que le gouvernement ne succomberait pas à « le facilité», notamment en dévaluant le franc. Toutefois, pour «accélérer la reprise», M. Bérégo-

par Thomas Ferenczi

Outre leurs effets - mineurs sur la composition du Sénat, à quelques jours de la désignation d'un nouveau président, les élections sénatoriales auront pour première conséquence un remaniement ministériel dont M. Pierre Bérégovoy a fait savoir, dimanche soir, ou «Grand Jury RTL-le Monde», qu'il serait « très limité». Il s'agira de remplacer

MM. Michel Charasse et Jean-Marie Rausch, de retour l'un et l'autre au palais du Luxembourg, et non pas, si l'on en croit le premier ministre, d'amorcer le «recomposition» politique que le résultat étroit du référendum a

Le moment n'est pas venu, en particulier, de faire entrer au gouvernement les dirigeants des monvements écologistes, qui, du reste, par la voix de M. Brice Lalonde,

au Sénat, au terme d'un scrutin dont le PS sort vainqueur grace à sa bonne tenue aux municipales de 1989, mais le remaniemant devrait être, selon M. Bérégovoy, « très limité ». avaient par avance refusé cet honneur. Même si certains d'entre eux sont prêts à l'accepter, ils ne représenteront qu'eux-mêmes. M. Bérégovoy conduira donc la bataille des législatives à la tête de l'équipe qu'il dirige depuis six

rendue, à court terme, impossible.

Sénatoriales : six pages de résultats

u Les socialistes sont les grands bénéficiaires du scrutin per ANNE CHAUSSEBOURG et GILLES PARIS

a Manquivres pour la présidence ■ Point de vue : « Un renouvellement peut en cacher un

per JEAN ARTHUIS, sénateur (Union centriste) pages 12 et 13 mois: il ne juge pas utile de l'élargir pour donner un nouvel élan à son action. De même, le premier ministre n'entend pas céder à ceux qui lui demandent, comme l'a fait le

comité directeur du PS au lendemain du référendam, d'accentuer aun certain nombre d'actions sociales » en infléchissant le budget pour 1993, que le conseil des ministres devrait adopter mer-

Lire la swite page 11 informations pages 10 et 11 Lire egalement l'article de MICHEL NOBLECOURT page 27 et notre dossier «Le budget de l'Etat»

Angola: un scrutin à haut risque

Les premières élections libres succèdent à trente années de conflits, mais la tension reste vive dans le pays

de notre envoyé spécial

La paix e tenn. Les accords signés le 31 mai 1991 à Lisbonne par le président José Edus rdo dos Santos et M. Jonas Savimbi, le chef de l'Union pour la libération totale de l'Angola (UNITA), ont été globalement respectés. Quelques accrochages entre les rebelles de l'UNITA et des soldats gonvernementaux se sont bien produits ici et là, mais sans iamais remettre en cause un processus placé sons la haute surveillance de la communauté interna-

L'élection, merdi 29 et mer-credi 30 septembre, du futur pre-sident et de deux cent vingt-trois députés devrait, comme le prévoient les accords, mettre un terme définitif oux seize années de guerre civile qui ont suivi les quatorze ans de lutte pour l'indé-pendance contre les colons por-tugais. Mais les Angolais sont inquicts. La tension est vive dans le pays. Les incidents se sont multipliés, ces dernières semaines, ou fil de la campagne électorale, et l'approche du scru-tin e augmenté les craintes.

L'incapacité de la «société civile» à s'organiser pour favoriser l'émergence d'une «troisième

force», social-démocrate, a laissé le champ libre aux deux poids lourds de la scène politique. Le Mouvement pour la libération de l'Angnia (MPLA) du président Dos Santns et l'UNITA de M. Savimbi monopolisent le ter-rain et les intentions de vote.

Les deux hommes sont candi-dats à la présidence de la République et chacun est convaineu que son parti sortira vainqueur de la course au Parlement. Les neuf autres postulants à la présidence n'ont soeune chance de jouer les trouble-fête.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Un plan pour la lecture

L'appareil de la compagnie pakistanaise PIA est tombé non loin de Katmandou. Il transportait, selon certaines sources,

Un Airbus s'ecrase au Nepal

dans les écoles et les collèges

M. Lang présente un plan pour une lecture et una écriture totalement repensées autour da l'idée d'apprentissage continu.

Un entretien avec Umberto Eco

«La quête d'une langua perfaite dans l'histoire da la culture européenne»: tel est le sujet que le sémiologue italian e choisi pour sa leçon inaugurale au Collège de France. Il e confié see réflexions à l'écrivain Jean-Noël Schifano.

ESPACE EUROPÉEN

Allemagne: la décennie Kohl Le chenceller sans eurécle de l'unification . Le règne de l'hédonisme = Economie : retour à la case départ

Dérangeante ARTE

La chaîne culturelle européenne enfin accessible au grand public

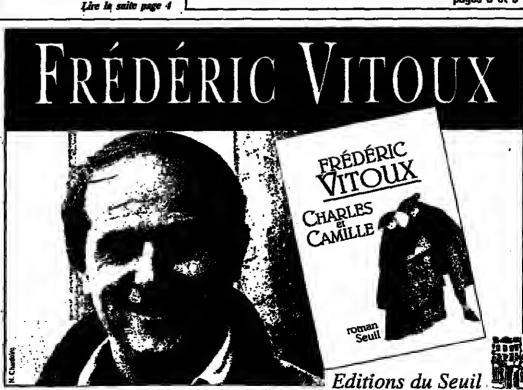
par Michel Colonna d'Istria

Combiant en soirée le vide laissé par La Cinq, une «nou-velle» chaîne de télévision part le 28 septembre, dès 19 heures, à la contre du public français. Avec le rire des Monty Python, le désir revu par Wim Wenders, ARTE sort de l'ombre où elle se cantonsont de tomore ou eue se canton-nait dans l'Hexagone depuis mai, reçue par les seuls foyers câblés. C'est une seconde naissance pour un beau rêve : celui d'une chaîne culturelle et européenne, publique

Son slogan, «Laissez-vous déran-ger par ARTE», ne saurait mieux résumer ses ambitions, ni les pro-blèmes qui l'attendent. Car ARTE

dérange. Elle détonne dans un pay-sage audiovisuel français largement converti aux vertus du Médiamat, elle qui prétend s'affranchir d'un suivi jnurnalier et anxieux des courbes d'audience. Elle étonne, en respectant les langues d'origine de respectant les angues o trigue de ses émissions, en mêlant ces idiomes d'Europe au nom de la compréhension des peuples. Elle buissonne, à côté des recettes éta-blies et des stars mille fois invitées, une autre vérité en images.

La petite nouvelle a déjà une longue histoire. En même temps qu'il lançait à marche forcée La Cinq et TV6 (devenue M6 après l'alternance), le gouvernement décidait la création d'une chaîne



Un entretien avec Umberto Eco

«Il faut placer notre espérance dans une Europe de polyglottes»

« La quête d'une lengue par-faite dans l'histoire de la culture européenne » : c'est le sujet que vous evez chalei paur votre lecon inaugurale au Collège de France. N'est-ce pas là une uto-

 Vnus avez dit: «utopie», « gargantuesque » et « quête du Graal»: e'est une quête du Graal; e'est une utopie; c'est gargantuesque parce que depuis trois ans que je travaille sur ce sujet, je me suis aperçu que la quantité de per-sonnes qui, tels Descartes, Mer-senne, Bacon..., se sont occupées de ce problème est énorme. Gardée de projet farfelue, délirante. Paur vraiment couvrir tout, dix dant vingt ans pour faire quarante volumes... Au fur et à mesure que je procède, même moi qui suis col-lectionneur de livres anciens, je plètement inconnus, nn bien qui nnt été mentinunés, mettons une fois, par Leibniz, une autre fois par un autre type... et ça en fait une

- Et qu'est-ce que ça signifie pour l'Europe qui n'e cessé de se déchirer en révant de se

- Ca veut dire que l'histoire de l'Europe, traversée par des cou-pures, des guerres, des divisinas, des tentatives de rétablir l'Etat, est continuellement accompagnée par cette quête ponctuée d'éventuels remous politiques. Par exemple : Postel. Postel rêve de la redécouverte de l'hébren original parfail pour permettre la concorde universelle religieuse et politique sous le roi de France. Et on voit bien la l'élément nalionaliste, l'élément concordataire de la paix universelle – jusqu'à Nicolas de Cues – pour mettre d'accord les juifs, les musulmans et les chrétiens.

» Les Rose-Croix chercheut, eux, une langue magique - ca va s'encheverrer avec la langue des oiscaux, la langue naturelle de Jacob Böhme; mais au-dessous, il la paix universelle, qui est la paix entre catholiques et protesants. Sous la Convention, il y a la langue parfaite républicaine de Delormel pour la coocorde la que des Lumières: ce thème traverse touinurs l'histoire européenne. C'est une ulopie parce qu'il n'y a pas de langue parfaite, et toute la quête est fascinante.

Une quête du Grael, donc vouée à l'échec, non?...

- Oui. C'est un Graal parce que c'est une quête impossible. Certes, et c'est l'autre thème qui m'intéresse, cette quête qui, dans chacun de ses épisodes, fait faillite mais produit ce que les Anglais appel-ient des «effets collatéraux»: la langue de Lulle fait faillite comme langue de la concorde religieuse, mais elle fait naître toutes les com binatnires, jusqu'au computer. La langue de Wilkins fait faillite comme langue universelle, mais elle produit tnutes les nouvelles classifications des sciences natu relles. La langue de Leibniz fait faillite, mais elle produit la logique formelle contemporaine...

- Il reste donc toujours un petit héritage...

- Dans chaque activité quatidienne aujourd'hui, que nous fassions de l'algèbre, que nous inuions avec l'ordinateur, nnus profitons

lui inspirent ses essais de l'Œuvra ouverte (Le Seuil, 1965). Il enseignera successivement l'esthétique et les communications visuelles à Turin, Milan, Florence, Bologne où lui échoit la chaire de sémiotique. Il déploie dans ce domaine une infatigable activité de chercheur et d'animateur : travail éditorial, collaboration régulière aux plus grands journaux, création de revues de recherches internationales, incessants voyages eutour du globe pour animer les plus prestigieuses rencontres internationales ; humaniste hors pair, il est conduit à enseignar dans bien des universités américaines de renom et, aujourd'hui, au Collèga de France. Analyste érudit at aigu des comportements culturels contemporains, Umberto Eco poursuit une œuvre d'easayiste (citons, per exemple, la Structure absente, Mercure de France, 1972; Lector in fabula, Grasset, 1985 ; la Guerre du faux, Grasset, 1985) et de romancier (le Nom de la rose, Grasset, 1982 ; le Pendule de Foucault, Grasset, 1990) au succès mondial. le 2 octobre 1992, il a confié ses réflexions à son traducteur et

Né le 5 janvier 1932 à Alessandria, dans le Piémont, Umberto

Eco conclut ses études de philosophie à l'université de Turin, en

1954, avec une thèse consecrée su Problème esthétique chez Tho-

mas d'Aquin. Mais ce sont les formes d'art les plus modernes qui

A l'occasion des leçons qu'il va donner au Collège de France des ami, l'écrivain Jean-Noël Schifano.

effectivement de certains héritages de la quête d'une langue parfaite. Et c'est d'autaul plus fascinant pour un linguiste, un sémanticien, que, en étudiant les raisons pour lesquelles les langues pafaites n'ont pas marché, on découvre pourquoi les langues naturelles sont ce

- Une lengue pour tout le monde, ce serait une unifica-tion. Est-ce un idéal pour vous, une lengue pour tout le monde?

- Non, Même si l'on peut penser qu'un jour le Parlement euro-péen opte pour le français, ou l'anglais, ou l'espéranto, ce serait toujours une langue auxiliaire - otile pour certaines choses, mais pas pour le reste de la vie... Toute recherche de langue parfaite partait loujours de la description des défauts de la langue naturelle.

jet, si vous vous posez cette question, n'est-ce pas en fin de compte perce qu'en Italia un naît evec deux langues : l'offi-cielle, la standardisée, la tosne, et la langue de sa région.

- Oui, la langue de Dante naît comme la réponse à la recherche d'une langue parfaite. An début, Dante discute seulement sur la langue d'Adam, quelles sont ses carac-téristiques; pais il prend cette déci-sion vraiment merveilleuse : la langue parfaite, ce sera la sicune, celle qu'il inveate pour son usage poétique, et qui, ensuite, devient langue nationale. La naissance de la langue italienne paraît done, effectivement, comme un effet d'une grande recherche sur la lan-

Et elle est devenue ertificiellement nationale...

Si vous voulez, l'italien souffre d'être né du projet d'une langue parfaite. Alars qu'au contraire l'an-glais naissait imparfait et, ensuite, glais naissau impanient pour leur compte, faisaient évaluer la langue... D'nu, en Italie, toutes les lamentations sur les hommes politiques qui parlent une langue incompréhensible... L'italien a été et est resté une langue de laboratoire. Cherchant nne langue par-faite, Dante invente son italien;

comme l'Italie n'est pas unifiée en tant que nation, elle ne devient jamais la langue parlée par tous, mais elle reste seulement la langue des écrivains. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore nous parlons la langue des écrivains sans qu'elle ait évohié. Il n'y a pas en ce passage entre la langue de Chancer, la langue de Shakespeare, la langue de Jean de Meung, la langue de Rabelais, la langue de Scarron et la langue d'Hugo. C'est si vrai que Manzoni parlait encore l'italien de Dante.

«Aucune révolution technologique ---ne peut tarir une langue»

- Et seion vous, c'est un bien ou un mai?

- C'est un mal l L'italien n eu son unification standard evec la lélévisinn. N'oublions pas que Victor-Emmanuel, il n'y n pas plus d'une centaine d'années, qui unid'une centaine d'années, qu'uni-fiait l'Italie, après la bataille de San-Martino, dit à ses ufficiers : « Aujourd'hul, nous arons donné aux Autrichiens une belle raciée, » Et il le dit en français... Parce qu'il parlait français avec sa femme et ses officiers; en dialecte avec ses soldats... Et en italien, peut-être, avec Garibaldi...

En France, en Angleterre, en Amérique, on aseiste à un appauvrissement du langage.

- L'appanyrissement du langage qui pensent qu'une langue, étant un neganisme vivant, réussit tnu-jours à s'enrichir et à survivre, à résister à toute « barbarisation », produire des poésies, etc. Il est évi-dent qu'à New-York où l'on trouve des Portoricains, des Indiens, des Pakistanais, etc., tous ces gens imposent au reste de la communauté un langage simple, de deux mille nn trois mille mots, aux

constructions faciles. C'est certainement un phénomène qui se pro-duit aux Etats-Unis, je ne dirais pas que cela se produit déjà en Europe. Je ne suis pas de ceux qui se scandalisent quand les nouvelles générations parlent leur jargon standard, parce que la langue est si

» Reste ce que les sociolinguistes ont appelé la division sociale des langages. Evidemment, un profes-seur d'université a une langue plus riche qu'un chauffeur de taxi; Richelieu avait une langue plus riche que celle de ses paysans. La division sociale du langage a tou-jours existé. El pois ca n'engage pas la notion d'appauvrissement-enrichissement : l'anglais est indubitablement la intigue la plus riche legicalement et, du fait de la divi-sion sociale des langages, de ce lexique le chauffeur de taxi de New-York ae connaît qu'une toute petite portion. Mais la richesse de la langue anglaise n'est pas en cause : elle survit à travers la littérature. Je peuse danc qu'nucune révulution technulugique ne peut tarir une langue. C'est une crainte trop grande chez les Français.

 L'Italie, langues multiples et unité qui se cherche, n'est-elle pas une sorte de microcosme de l'Europe actuelle ?

- Je dirais one non parce que l'Italie a sa langue, et c'est tont. Au contraire, l'Europe, dans mon his-toire, cherche une langue unifiée. Sans l'atteindre. Il y a encore vingt ans, on inclinait à penser que quaans, on incinent a penser que qua-tre ou cimq langues fondamentales pouvaient suffire aux peuples euro-péeus. Et ce que nous voyons, nprès l'effundrement de l'empire soviétique, e'est une multiplication de langues réginnales : dans l'ex-Ynuguslavie, dans l'ex-Union soviétique. Mais cela dunnera force aussi nux autres langues minoritaires, le basque, le catalan,

le breton... - Mais c'est un bien, et non un mai i...

- Certainement ! L'Europe duit dane tronver une unité politique nu-dessus de ce grand morcelle-ment linguistique – bien plus grand qu'en 1950. Par rapport à ça, le problème de la langue universelle devient secondaire. Cela peut être utile de décider quelle langue véhi-culaire na ntilise : l'anglais, l'espagnol un l'espéranto. Ce sera un problème technique à résoudre. problème technique à resoudre. Mais le problème de l'Europe, e'est d'aller vers le polylinguisme; il faut placer notre espérance dans une Europe polygintte. Le problème de l'Europe, c'est de trouver une unité politique à travers le polygiottisme... Même si l'on déside avien Parlement susception. décide qu'an Parlement européen on parle l'espéranto et que dans les aéroports on parle espéranto. Mais la vraie unité de l'Europe est ce polygiottisme...

» En Italie, le problème n'est pas le même parce que l'Italie, avec sa diversité de dialectes, de traditions, a édifié dans un italien standard, oui, sa langue oationale. L'Italie n'est pas la Yoogoslavie, les pays baltes. Personne ne pense - les ligues séparatistes non plus - qu'on doive parler le milanais à Milan. Les différences linguistiques sont, somme toute, réduites... L'Italie a des divisions économiques, elle des divisions ethniques qui sont recouvertes apparemment du fait que cet italien standard. langue nationale, personne ne veut l'abandonner. L'Europe, non. L'Europe doit prendre modèle non pas sur l'Italie, mais sur la Suisse. C'est-à-

- Paul Valéry est moins opti-miste que vous : à Nous sen-tons qu'une civilisation a le même fragilité qu'une vie. Les circonstances qui enverraient les œuvres de Keats et celles de Baudelaire rajoindre les œuvres de Ménandre ne sont plus du tout inconcevables : elles sont

- Si l'on regarde ce qui se passé dans les universités américaines, où l'on déconseille l'étude de Sha-kespeare au profit de celle de la culture africaine ou indienne, na entrevoit un avenir de science fiotion dans lequel Hemingway pour-rait être Ménandre. Certainement. Mais j'insuttroms due tu'il y a une qualité, une force de l'Europe : c'est qu'on ne tombe pas dans ces nalvetos, a de l'acte e la respiration construit un Institut du monde arabe où l'on peut aussi bien étu-dier les civilisations ocientales...

» On peul concevoir un lycée où en meme temps que l'histoire de France; un étudie nussi l'histoire des peuples africains. L'Europe n'est pas assez ingénue pour dire ; jetous Shakespeare pour nous plon-ger dans les religions hindoues l Done, la possibilité qu'un Valéry y devienne un Ménandre est inférieure à ce qu'elle est en Amérique. Quant à Ménandre, pour qu'il soit devenue Ménandre, il a failu justement qu'à un moment donné sa langue soit devenu une langue morte. Donc, avant que les langues vivantes d'Europe ne devicament des langues mortes, avec cette capacité qu'elles out de se rénover, il laudrait vraiment qu'il y ait une tragédie planétaire, faisant tomber les pays occidentaux edans une

«L'Union européenne existe pour empêcher que l'on puisse penser à une Europe allemande ou française»

- Aucun risque qu'Eco se devienne Ménendre I...

- C'est une caractéristique de notre temps : nous avons en mille ans d'bistoire médiévale. Après quni, personne ne savait plus le grec et l'on ne pouvait plus lire Platon. Anjourd'hui, sauf catastrophes cosmiques accompagnées d'invasions de Martiens, on lit Platon aussi – et on a les œnvres des auteurs indiens traduites en italien et en français. La circulation planétaire d'informations rend bien plus difficile le risque qu'un jour Notre-Dame ne soit vue comme les sta-tues de l'île de Pâques I...

· Alberto Savinio écrit, le 14 anút 1943 : « Le concept « nation », qui à ses origines était un concept expansif, et donc actif et fécond, et comme tel inspira et forme les nations de l'Europe au milieu desquelles nous sommes nés et avons vécu jusqu'à présent, a perdu désor-mais ses qualités expansives et s'est chargé en contraire de qualités restrictives.

- Je partage avec Savinio cette ision unitaire et européenne. Il est

très improbable qu'aujourd'hm il y ait en France un Richelieu qui prétende que tonte l'Europe parle français ou qu'un Kaiser, un Fre-déric II veuille que toute l'Europe parle allemand... Tandis que la notion de nation devient un élé-ment typique d'identité. Et alors les Français du Nord, qui ont peur que l'unité enropéenne n'efface l'identité nationale, ne se rendent pas compte que Ricbelien n construit la nation française sans emplicher pour autant un Marseil-lais de se sentir profondément marseillais avec toutes ses traditions méridinnales, nvec sa culture, et même sa pronnuciation, son dia-

» En Italie, l'idée de nation pourrait coexister avec la tradition, avec le fait que je me sens intime habitant de la Botte se sent intimement nanolitain. Car il ne faut pas censer on on puisse concevoir une Europe sans le concept expansif de nation L'Union europée justement pour empêcher que l'on paisse penser à une Europe allenande ou à une Europe française. Et pointant la nation reste comme un élément profond d'identité. Cet élément d'identité, le problème est qu'il doit se fondre avec cette perspective polylinguistique, dans une Europe de polygiottes...

- Les traducteurs y seront comme des poissons dans

Oui : une Enrope de traducteurs. Le traducteur est quelqu'un qui a un profond respect pour le texte original et un amour profond pour la propre langue d'origine, et il cherche à construire un équiva-leat. Voità l'idée de l'Europe, A travers: la traduction, notre langue même. Use Europe où n'existent plus le franc, le mark, mais l'écu : ca me convicut partaitement. Mais une Europe où, quand on est à Para où est à Paris, et quand on est à Berim on est à Berim I Avec deux civilisations profondémen différentes qui se font comprendre

BELEVIN

Dig. ...

3

≱::, . . .

The same

- - A propos de Babel, savezvous qu'on projette d'édifier, à Peris, dans le quartier de la Défense, une « tour sans fin », une tour qui serait la plus haute du monde et qui se fondrait dans le clel et les nuages parce qu'elle deviendrait de plus en plus claire et transparente... On retrouve ce désir de tour dans un des grands romans de Branceti, les Années perdues : une utopie 7 une image de force et de conquête, de communication universelle ?

- Je pense qu'entre le dix-buitième et le dix-neuvième siècle, le mythe de la tour devient positif, comme symbole du progrès, des lendemains qui chantent. Il n'y n plus la peur qu'on ne fasse une tour qui se lance jusqu'à Dieu, par défi, par orgueil. Au début, Babel était un péché; pour le mande moderne, elle est devenue une tion de construire sa tour de Babel, il l'a déjà prise, et cela s'appelle le moderne a construit la tour de Babel en allant sur la Lune et en cherchant à comprendre ce qui se passe aux confins de l'univers. Elle est en pleine construction, sa tour de Babel. Quant au désir actuel d'une tour, il ne peut s'agir que d'une métaphore archaïque.

- Toujours optimiste, en cette

Mais. fondamentalement, oui. A long terme, Parce qu'au fond je crois en l'évalution, aux capacités d'ndaptatinn des espèces. A court terme, non ; je peux parfois être extrêmement pessimiste... Un seul problème pour le long terme : la possibilité de survie écologique de la planète. Là-dessus, i'ai commence depuis quelque temps à nourrir un certain pessimisme, cer-taines peurs. Quant à l'écrivain, le problème est toujours le même : si on te lit encore dans dix mille ans. peux même mourir demain. Mais si le système solaire disparaît dans cinq mille ans, alors ca te les

- La der des der, promis ! De quel peintre vous plairait-il ou vous eurait-il plu d'avoir votre portrait ?

casse I

- D'Antonello da Messina, de Manet... et, somme toute, de

> Propos rechedes per JEAN-NOEL SCHIFANO

Livre et télévision: concurrence ou interaction?

ROGER ESTABLET ET GEORGES FELOUZIS

L'opposition entre la télévision et le livre est devenue un lieu commun. A tel point que l'on entend souvent dire que les Français lisent moins parce qu'ils regardent plus la télévision. Mais cette idée toute faite d'une concurrence terme à terme n'est-elle pas trop simple? Livre et télévision permettent des combinaisons variées de pratiques et d'attitudes: c'est ce que cet ouvrage, réalisé avec le concours de l'Observatoire France Loisirs de la lecture, nous démontre.

Collection "Politique d'aujourd'hui" Puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

M. Iliescu semble assuré d'être réélu au second tour • Pas de majorité en vue au Parlement

Le président lon l'iescu est arrivé largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec près de 48 % des voix, selon les estimations des instituts de sondage diffusées, dimenche soir 27 septembre, à l'issue du scrutin. Le second tour aura lieu le 11 octobre. Aux législatives, qui se déroulaient le même jour, meis é la proportionnelle à un seul tour, le parti de M. Iliescu réaliserait également le meilleur score - 27,5 % selon les mêmes estimations mais eura vraisemblablement beaucoup de mal à former une coalition majoritaire.

BUCAREST -

de notre correspondant :

Lorsque les estimations des institots de sondage allemand INFAS et roumain IRSOP sont apparues, peu après 21 heures dimanche soir 27 septembre, sur le petit écran, alors que tous les bureaux de vote o étaient pas fermes, on e entendu des cris jaillir des appartements de

Pour les partisans de l'opposition, nombreux dans la capitale roumaine,

comme pour ceux qui avaient réalisé les sondages préélectoraux, la surprise était de taille: avec un score estimé à 48 % des voix, le président son liesce était soin, très soin (à quinze points) devant le représentant dans la course présidentielle de la Convention démocratique (coalition de l'opposition anticommuniste), M. Emil Constantinesse, qui ne requeilles it. Constantinescu, qui ne recueillerait que 33 % des suffrages exprimés.

Après la surprise, une évidence s'imposait : M. Iliescu allait probablement être le seul ex-responsable communiste (mais aussi dissident du Parti) d'Europe de l'Est à être élu (avec 85 % des voix en mai 1990) puis réélu, au second tour, le 11 octobre 1992. Si l'on s'intéressait un peu au bon score (10 % seion INFAS) du candidat annoncé en troisième position, M. Gheorge Funar, le nationaliste du Parti de l'unité natio-nale des Roumains (PUNR), ce n'était que pour constater que, avec une partie des voix nationalistes, qui lui semblent acquises, M. Riescu pourrait même être confortablement rééln. D'autant plus que M. Funar dénonçait déjà dans les médias la amonstrueuse coalitions: la Convention démocratique alliée avec le parti de la minorité hongroise, -l'Union démocratique des Magyars de Rou-manie (UDMR), généralement décrit

après l'avoir donné battu, beaucoup se résignaient à voir M. Iliescu gagnant au second tour. Même le Front de salut national (FSN) de M. Roman, dont les électeurs semblent avoir voté pour M. Iliescu à la présidentielle, puisque le candidat do FSN à la présidence ne réunirait que 2,5 % des voix (le plus mauvais score), tandis que le parti de M. Petre Roman aurait rassemble les 11 % attendus aux élections parie-

> Confusion probable an Parlement

Une autre déception attendait les partisans de l'opposition et les experis prédictionanx – et une divine surprise pour le parti du président, le Front démocrate de salut national (FDSN), créé de toutes pièces il y à peine cinq mois, après la scission entre les partisans du président et ceux de soo ex-premier ministre, M. Roman. Selon INFAS, le FDSN, vraisemblablement tiré par la «locomotive Iliescu», serait, avec 27.5 % des suffrages, le premier parti au Parlement, loin devant la Conventioo démocratique (23 %); très loin devant la Conventioo démocratique (23 %); très loin devant la convention de «ESN Bournes» (11 %) au convention de convention d le «FSN-Roman» (11 %) en guerre ouverte avec le président. Le détail des estimations de l'INFAS fait apparaître que les campagnes ainsi

Front démocrate. Même si le président perd près de la moitié de son électorat de mai 1990, comme le faisait observer M. Constantinescu.

Au Parlement, élu en un tour dimanche à la proportionnelle, les choses étaient beaucoup moins claires. Saisissant les calculettes, chacun s'essayait alors, sans y réussir, à tenter d'y former, sur le papier, une majorité. En additionnant les 23 % prêtés à la Convention, avec les très sûrs 7 % des Hongrois de l'UDMR (qui se présentaient sur des listes séparées) et les 11 % presque acquis de M. Roman (il exclusit toute costi-tion avec M. Iliescu, s'attristant que «le plus puissant parti de Roumanie soit encore un parti communiste»), en ajoutant les 4 % flottants attribués par INFAS aux libéraux de M. Radu

assurance, les 3 % du Mouvement écologiste roumain (MER) en apesan-teur dans le paysage politique boule-versé, l'opposition n'obtenait, avec 48 %, toujours pas de majorité au Parlement. Le camp de M. Iliescu ne paraît guère mieux loti. Un bloc très bétéroclite rassemblant formations «nationalistes» et «de gauche» autour du FDSN o'aurait pas, avec au total 46 % des voix, non plus de majorité assurée. A moins d'y rajouter des formations de l'opposition hésitantes, comme le parti de M. Campeanu ou le mouvement écologiste, mais dont la cohabitation avec les nationalistes ou les commu-

Même si chaque parti espère que les résultats officiels, les effets du seuil de 3 % et la répartition des restes de la proportionnelle, uni ne

Campeanu, puis en comptant, sans seront connus que le 6 octobre, vont qui lui sera favorable, aucune majo-rité solide – ni gouvernement durable - ne semble pouvoir se dégager. Alors que, déjà, la luite pour le second tour a durci les positions. Probablement réélu, le président Diescu devra faire preuve de toute son habileté politique pour sortir du blocage parlementaire qui se profile, pour briser le cordon sanitaire qui encercle son parti, même triomphant et réussir l'ouverture, «l'unité», qu'il semblait une fois de plus appeler de ses vœux après l'énoncé des estimations. Sinon, il pourrait être rapide-ment obligé de dissoudre le Parlement, qui doit voter sa confiance à jours suivant sa première réunion

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ESPAGNE

Plusieurs dizaines d'immigrants clandestins se sont noyés dans le détroit de Gibraltar

de notre correspondant

Au moins trente-cinq Africains, pour la plupart des Marocains, ont péri, samedi 26 septembre, en ten-tant de franchir le détroit de Gibraltar pour rejoindre l'Espagne. On ne saura probablement jamais combien ils étaient exactement, ni oo oe conoaîtra leur identité et leur oatiooalité. Ils oot sombré avec leurs deux barques dans ce détroit qui était celul de l'espoir et qui devient de plus en plus aujour-d'hai uo cimetière marin (le Monde do 10, octobre 1991). Trente-huit autres de leurs compaguons sont tombés aux mains de la garde civile et seroot expulsés après quelques jours de détention.

Tout ce que l'oo sait est que quatre barques soot parties des côtes marocaines et que deux seu-lement sont arrivées. La troisième a fait naufrage. Quatre rescapés ont pn être récupérés et quatre cadavres ont été retirés de la mer. La quatrième a été retrouvée sans per-sonne à bord. Combien étaient-ils? Quarante-deux, selon des témoinages, ponr les deux embarcations, mais le nombre fluctue et les survivants ne sont guère bavards.

L'organisateur du passage pré-pare déjà une autre traversée, une autre barque de fortune construite rapidement pour ceux qui sont prets à recommencer - et en général ils le sont - ou ponr de nouveaux veous, moyenoant 3 000 à 4 000 francs. Cela varie. Le commerce est deveno lacratif. Il serait désormais aux mains d'une mafia locale à Tanger et à Ceuta.

La presse marocaine a avancé le chiffre de mille disparus dans le détroit pour l'année 1991. Seul est conou le combre de ceux qui sont

dent ensuite dans la nature en quête de l'Eldorado dont ils ont revé depuis l'Ethiopie, le Sénégal, l'Algérie. De toute l'Afrique affluent ces candidats à une vie meilleure, ces risque-tout heureux de pouvoir mettre uo pied en Europe. Ils économisent billet par billet le prix du passage, celui des quatorze kilomètres qui les séparent d'un moode qu'ils esperent meilleur. Uo journal espagnol a estimé qu'uo claodestio mourait tons les trois jours dans les eaux du détroit. Des organisations d'entraide aux immigrants estiment cependant que l'exode s'accroît et one ce o'est que le début d'un courant que les eaux tumultueuses du détroit et la police espagnole autont bien du mal à arrêter.

MICHEL BOLE-RICHARD

RUSSIE: la visite à Paris du président du Parti libéral-démocrate

par le candidat nationaliste comme

une «tête de pont» d'une invasion de

L'étrange programme de M. Jirinovski

de février 1917 en Russie [contre le tsar] a conduit à celle d'Octobre [bolchevique], de même la nivolu-tion d'acult-1991 conduira à une secolule l'eviblich et elle et a l'eu en novembre 1992 (...). Un puisch n'est pas désirable, mais il serait préférable à la situation actuelle, car c'est le seul moyen que nous avons de guérir. D'ailleurs, la Russie a besoin d'un régime autori-

マチャ サ とおし

. Acres to the

- 人名埃尔斯斯斯

24 14421 82.

The second second . w .84 77535

2 1-12 272

فتتحوال بوروس

Vladimir Jirinovski, quarante-six mocrate de Russie, parie sur un ton sans réplique, un ton qui s'est encore durci depuis qu'il faisait campagne, an juit 1991, contre Boris Eitsine pour la présidence de Russie. Mais il n'e pas oublié qu'il avait recueilli alors prèa de 8 % des voix et pense qu'il l'emporte-cait micurd'itri avec... «62 %». De rait aujourd'hui avec... «52 %». De passage à Paris, il a dévaloppé devant quelques journalistes un e programme » qui a laissé sea interlocuteurs tour à tour rêveurs et vaguement inquiets.

Pour Vladimir Jirinovski, an de restaurer l'empire russa dans ses demières frontières, celles de l'Union soviétique, Même pas sous la forme d'una fédération, mais d'une République unitaire, « comme le France», dont les diverses com-posantes deviendront des «pro-l'Irak un «aillé stratégique». Cela

beau résultat sans déclencher une guerre en Europe?

Pour le candidat à la présidence russe, el seffica d'établir en pouvoir fort à Moscou, de leisser les Répu-bliques sécessionnistes s'entre-déchirer, comine tio Caucase, après quoi leurs chefs aferont la queue au Kremin pour demander à redevenir une province russe», il an ira de même pour les Beites et pour les Ukrainiens. Mais, dans ce dernier cas. Moscou commencera pa demander la sécession de tout ans, président du Parti libéral-dé- l'Est ukrainien, peuplé de douze millions de Russes...

Cetta conception de l'empire, où chacun aurait son «autonomie cu-turelle», aurait pu porter M. Jiri-novski-à se réjouir de voir des non-Russes accéder aux responsa-bilités. Il n'en est rien, puisqu'il critique la présence auprès de M. Etsine de «Beltas» comma MM. Tchoubals et Bourboulis, du Caucasien Khasboulatov à la prési-dence du Parlement, sana parlar des juifs, qui composent «80 % du corps journalistique en Russie».

Car II est clair que la Russie e affet, la première chose à faire est « deux ennemis : l'influence américaine et le sionisme». «Le but d'Israël est de créer un second Etat juif sur le territoire soviétique, en alliance avec les Etats-Unis qui veulent affaiblir leur concurrent. »

vinces». Comment arrivar à ce dit, «nous ne sommes pas antisémites ..., et il n'est «pas nécessaire de parler d'un complot juif

"COnant aux problèmes éconômi-

ques, ils seront réglés de la même manière, «au canon», dans tous manière, «au canon», unio comi les sens du terme : d'abord en arrêtent immédiatement la reconversion de l'industria militaire, qui doit continuer de produire des armes at les vendre à l'étranger. ctotale» à la spéculation. Enfin, en rendent au dollar sa perité par repport au rouble (240 roubles pour un dollar aujourd'huil). Un peu plus sérieusement, le modèle de M. Jirinovski est la Chine sur le plan économique, et sur le plan politique la Turquie: «Les militaires y jouent un rôle important et entreprennent périodiquement des putschs pour rétablir l'ordre.»

M. Jirinovski a expliqué à M. Le Pen, avec lequel il s'est entretenu deux heures vendredi 25 septembre et qu'il a invité au prochain congrès de son parti, son ambition de faire de Moscou un ecentre des partis de droite». Pour le reste, il n'a reçu qu'un accueil mitigé des droites françaises: M. Chirac lui n fait aavoir qua la «tradition» exigeait de prendre rendez-vous six mois à l'avance...

MICHEL TATU

"LE" BARUK

Comprendre la langue mathématique



En dépit des accords de cessez-le-feu

Les affrontements se multiplient dans le Caucase

M. Edouard Chevardnadze, président du Conseil d'Etat géorgien, devait rencontrer, lundi 28 septembre à Moscou, M. Boris Eltsine, le président russe, pour tenter, une nouveile fois, de trouver une solution au conflit se déroulant en Abkhazie, République autonome de l'ouest de la Géorgie qui tente de faire sécession. En dépit de l'accord de cessez-le-feu signé le 3 septembre, sous le-feu signé le 3 septembre, sous l'égide de M. Eltsine, par les dirigeants géorgiens et abéhazes qui s'étaient engagés à retirer leurs forces respectives de la région, les affrontements se sont poursuivis. Des combats entre forces géorgiennes et avolontaires » armés, venus du nord du Caucase, ont ainsi fait au moins trois morts et plusieurs blessés, samedi, dans la région d'Ochamchira, à environ 70 kilomètres au sud de Soukhoumi, la principale ville d'Abhazie, Les volontaires, envoyés par khazie. Les volontaires, envoyés par la Confédération des peuples monta-gnards du Caucase du Nord, ont la suite d'un retrait des troupes géor-

L'état d'urgence a été instauré niens de l'enclave – (AFP, Itar-Toss, dipunche à Nalichik, la capitale de l'erefax)

la République autonome de Kabar-dino-Balkarie, dans le sud de la Russie, où des manifestants ont tenté d'attaquer les sièges du gouverne-ment et de la télévision en réclamant ia démission du président, M. Valéri Kokov. Depuis plusieurs jours, des milliers de manifestants à Naltchik réclament la libération de M. Iouri Chanibov, président de la Confédération des peuples montagnards du Caucase du Nord, arrêté mercredi dernier sur ordre du parquet de la Fédération de Russie (le Monde daté 27-28 septembre).

Dans le Haut-Karabakh, région située en Azerbaldjan mais peuplée en majorité d'Arméniens, les combats se sont, là aussi, poursuivis ce weekend, maigré un nouveau cessez-le-feu conclu samedi. Selon le ministère de la défense de Bakou, les forces arméniennes auraient attaqué les positions azerbaidjanaises le long de la ligne de front. Du côté arménien, on fait pormarta du Caucase du Nord, du inconcé qu'ils ne se retireraient qu'a sonte d'un retrait des troupes georgiennes de la région.

L'état d'urgence a été instauré niens de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche à Nalterik, la capitale de l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liganche l'enclave. — (AFP, Itan-Tass, liga

TADJIKISTAN Deux officiers russes pris en otage

Deux officiers russes et un appelé ont été pris en otage durant plusieurs heures, samedi 26 septembre, par des militants nationalistes tadjiks qui ont attaqué une colonne de véhicules de défense aotiaérienne de la CEI, a déclaré un porte-parole du ministère russe de la défense à Moscou, qui a ajouté que les militaires avaient été libérés dimanche.

Les assaillants avaient menacé

de tuer les deux officiers - un colo-nel et un commandant - si les forces russes basées dans la région ne détruisaient pas tous les chars en leur possession, a ajunté l'agence Interfax, qui précise que la plupart des officiers des forces de la Communauté des Etats indépendants (CEI) sont russes alors que la majorité des appelés sont des Tad-jiks. De violents combats se sont poursuivis entre partisans et adversaires du président déchu, M. Rakhmon Nabiev. Les milices nationalistes tadjikes (progouverne-mentales) se sont emparées de deux agglomérations dans le sud

Section 12

DIPLOMATIE

Le débat sur l'Europe

Bonn récuse toute idée de « cavalier seul franco-allemand »

nouveau démenti les informations réitérées de la presse allemande selon lesquelles MM. Kohl et Mitterrand se seraient entendus pour la création accélérée d'une Union monétaire à deux ou à cinq (avec les pays du Benelux). Le ministre des affaires étrangères, M. Kleus Kinkel, a récusé samedi 26 septembre toute idée de «cavalier seul franco-allemand». « Nous ovons commencé à douze, nous devons continuer à douze», a-t-il affirmé.

Le porte-parole du gouverne-ment fédéral a qualifié pour sa part d'e invention pure et simple » l'arti-cle du magazine Der Spiegel, publié dans l'édition de lundi, qui, citant des conseillers à la chancellerie, affirme qu'un projet de banque centrale franco-allemande existe centrale franco-allemande existe déjà sur le papier. L'établissement, affirme Der Spiegel, serait basé à Francfort et dirigé par un Français. Les deux pays accepteraient d'autres partenaires mais seraient prêts, à défaut, à créer l'établissement seuls. Le quotidien Die Well evait déjà publié des informations allant dans le même sens jeudi dernier. dans le même sens jeudi dernier.

Un des conseillers cités par Der Spiegel souligne toutesois que e c'est un plan de souvetage, pas une priorité». Il précise que le mioistre des affaires étrangères et le ministre de l'économie, Jürgen Möllemann, o'ont pas été associés

Le président de la Commission M. Jacques Delors, s'est défendu samedi d'avoir prôné ni même annoncé l'émergence d'une Europe à deux vitasses lors de son inter-vention au « Forum de l'Expansion » la semaine dernière, nous rapporte notre correspondant en Suisse Jean-Claude Bührer.

M. Delors s'explique

Au cours des négociations sur le traité de Maastricht, e explique M. Delors, e une discussion o eu lieu sur l'option survante: faut-il lieu sur l'option suivante : Jaut-il que cinq ou six pays aillent de l'avant en entraînant les autres, ou bien faut-il maintenir le principe que les Douze ont leurs chances d'y accèder et adapter un calendrier en conséquence? Si vous lisez le traité, c'est le deuxième point de vue qui a prévalu, après une très longue discussion. [...]

» Il faut vous rendre compte que d'une certaine manière, pour réali-ser le grand marché, j'ai pratiqué l'Europe à plusieurs vitesses. Par exemple, j'ai proposé dès 1986 la libération totale de tous les mouvements de capitaux, parce que je savais que c'était une mesure-clé. Mais quand cela a été décidé, nous avons occordé des délais de transicertains pays. Est-ce que ces pays se sentaient écartés pour autant? Pas du tout. Il y a dans l'expression Europe à deux vitesses, un élément péjoratif que je voudrais écarter. »

e Je ne suis dans le secret de rien. a encore ajouté M. Delors. Comme acteur et historien de la construction européenne, l'ai simplement dit que l'on ne peut écarter cette hypothèse (...). J'ol dit que, si certains traînent les pieds, d'autres peuvent avoir la tentation d'aller de l'avant

O Quatre Européens sur cinq favo-rables à un référendum sur l'Union européenne. — Selon un sondage réalisé par CNN et l'Internationa Herald Tribune, quatre Européens sur cinq sont favorables à un réfé-rendum sur le traité de Maastricht, six sur dix voteraient pour. Le même sondage donne 41 % de personnes favorables en traité en Grande-Bretagne, en Irlande et nu Danemark (en Irlande le pourcen-Danemark (en france le pointent tage des «oui» e été de 68,7 et au Danemark de 49,7 aux référen-dums dn mois de juin); les pays du Benelux diraient «oui» à 77 %, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce à 65 % et l'Allemagne à 64 %, toujours selon ce sondage.

Le Parti travailliste britannique est en proie à la discorde

Labour (travailliste) s'est ouvert, dimanche 27 septembre, à Blaekpool, M. Bryan Gould, chef de file des « eurosceptiques n, a démissionné du « cabinet fantôme n. Le Premier ministre britannique, M. John Major, se rendra, quant à lui, jeudi 1º octobre à Paris pour préparer le sommet européen extraordinaire du

LONDRES

de notre correspondent

La crise au sein du Labour a éclaté à la veille d'un congrès censé démon-trer l'unité des travaillistes par opposition aux dissensions qui s'expriment chez les conservateurs. M. Bryan Gould, qui incarne la tendance « eurosceptique» des travaillistes, n démissionné evec éciat du « cabinet fantôme», où il exerçait les fonctions de responsable du patrimoine natio-nal, pour retrouver sa liberté de

Rival malchanceux de M. John Smith en juillet dernier, lors de la regnerre de succession» pour la direc-tion du parti ouverte après le départ de M. Neil Kinnock, M. Gould avait vainement tenté d'ouvrir un large débat public pour analyser les raisons de l'échec des travaillistes lors des

M. Gould est im «eurosceptique» de longue date, et représente sur ce point la tendance «historique» (mais aujourd'hui minoritaire) du Labour. Depuis cinq ans, les fravaillistes ont beaucoup évolué sur l'Europe, comme sur d'autres questions (la défense, le nucléaire, le rôle du «marché» dans l'économie, etc.). Le chef du parti, M. Smith, europhile convaincu, est partisan de la ratification du traité de Maastricht. Hostile au principe d'un référendum, il estime, en outre, que la référendum, il estime, en outre, que la livre sterling doit revenir au sein d'un système monétaire européen corrigé.

M. Gould est en désaccord total avec la ligne du chef de file travailliste, laquelle n'est pas fondamentalement différente de celle du gouvernement différente de celle du gouverne-ment. M. Gould a donc tiré la conclusion de sa position de « rebelle», soulignant que l'apparte-nance au « cabinet fantôme» consti-tuait un « bâillon et une comisole de force qui empéchent un réel débat». Ce départ intervient à un mauvais moment pour M. Smith, M. Bryan Gould va sans doute prendre la tête d'un mouvement pour réclamer l'or-ganisation d'un référendum sur la ratification du traité de Maastricht.

élections générales d'avril. A l'époque, les principaux responsables du Labour avaient fait bloc pour marginaliser débat interne risque de diviser les transition sans heurt à la tête du parti. Il était alors considéré comme acquis que le débat aurait fieu à l'ocasion du congrès.

Même si le congrès va endosser, à ce sujet, la position de la direction, le débat interne risque de diviser les transition sans heurt à la tête du parti. Il était alors considéré comme acquis que le débat aurait fieu à l'ocasion du congrès. question européenne. M. Smith, una-nimement déclaré « vainqueur » de la joute parlementaire qui l'a récemment opposé à M. Major (le Monde du 26 septembre), comptait parachever son « triomphe» à l'occasion du

> Voilà d'excellentes nouve M. Major. Suffiseront-elles à faire M. Major. Sumsetoni-ettes à rante oublier que la querelle européenne ne cesse de s'enfier dans son propre camp, alimentée par de nouvelles déclarations discordantes : alocs que M. Michael Howard, ministre de l'environnement, défend la thèse des «intérêts britanniques d'abord», et semble accepter le principe d'une «Europe à deux vitesses», le ministre de l'agriculture, M. John Gummer, souligne qu'il n'y a pas d'avenir pour la Grande-Bretagne en eligne de touche», et M. Tristan Garel Jones, secrétaire d'Etat chargé de l'Europe, affirme qu'il s'agira d'une «humiliation» si la Grande-Bretagne ne ratife pas le traité européen. Ces prises de position soulignent à quel point M. Major, tout comme M. Smith, doit réaffirmer son autorité sur son parti, une tâche qu'il devra assumer dans deux semaines, à l'occasion du

> > LAURENT ZECCHIN

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk et M. Mandela s'accordent sur une reprise rapide des négociations

cussions menées à Johannesburg, le samedi 26 septembre, le président Frederik De Klerk et M. Nelson Mandela ont rendu publics les termes d'un accord qui devrait permettre la reprise des discussions entre le gouvernement et le Congrès national africain (ANC), interrompues depnis plusieurs mois, et alléger un climat politique sensiblement dégradé.

Le monvement de M. Mandela s'était retiré totalement du processus des négociations multipartites en juin dernier, après la tuerie de Boinathons au cours de laquelle quarante-cinq personnes, membres ou proches de l'ANC, evaient été massacrées par les partisans de l'Inkatha, parti du chef zoulou campagne d'« actions de masse ».

table des négociations, l'ANC a obtenu du gouvernement d'importantes concessions. Les quelque cinq ceuts « prisonniers politiques» encore détenus - pour le gouverne-ment sud-africain il s'agit en réalité de prisonniers de droit commun seront libérés avant le 15 novem-

Assemblée constituante

Dès samedi, cinquante personnes ont été immédiatement rendues à

critiqué par le gouvernement, trois Blanches à Durban, en 1986. Enfin, les deux parties se sont l'ANC s'était alors engagé dans une Uoe centaine d'autres devraient mises d'accord pour que soit interdroite qui evait assassiné huit Noirs en 1988.

> M. De Klerk et M. Mandela sont également tombés d'accord sur la rapide mise en place d'une Assemblée constituante - sans en préciser le mode d'élection - ainsi que sur la prochaine formatioo d'un gou-vernement intérimaire, L'ANC avait fait de ces deux mesures la conditioo sine qua non de son retour à la table des négociations. En échange, M. Mandela a déclaré que son mouvement examinera « en urgence » l'opportunité de la poursnite de son monvement d'actions de masse».

être élargies dans les prochaines dit dans les manifestations le port heures, parmi lesquelles un militant d'un groupuscule d'extrême (lances, sagaies, machettes). Les hostels (foyers de travailleurs migrants) seront en outre clôturés par du fil de fer barbelé. Ces dernières mesures visent en priorité les partisans de l'Inkatha, majoritaires dans les hostels, dont l'ANC demande avec insistance le désarmement et le contrôle. M. Buthelezi, dont dix partisans ont été assassinés par des inconnus, samedi, dans la région de Durban, a immédiatement réagi en dénonçant les termes de l'accord et en se retirant par avance des prochaines

négociations. - (AFP, Reuter.) « Nous avons le choix entre Chaka-Zulu (1) et Ali Baba et les quarante voleurs », constate cyniquement M. Joachim Pinto de Andrade, un ancien prêtre, unanimement respecté, qui incama jusqu'au mois d'avril les espoirs de la «troisième force» et condamne M. Dos Santos pour la

vénalité de ses ministres. A la veille du scrutin, les Angolais s'involuzient moins préoccupés par le nom du vainqueur – leur futur président – que par les réactions du vaincu, ceini qui pourrait les replon-ger dans les affres de la guerre civile. FRÉDÉRIC FRITSCHER

D Quatorze morts dans un accident d'hélicoptère. — Quatorze personnes ont trouvé la mort à Uige, dans le nord du pays, dans un accident d'hélicoptère de la Mission de vérification des Nations unies en Angola, a indiqué dimanche 27 septembre un responsable du Conseil national des élec-

gite. - Dans une large partie du Burundi, une épidémie de ménimente a déjà fait au moins 209 morts. Le fléau n'est désormais plus très loin de Bujumbura, épargnée jusqu'à présent. Des cas ont été signalés, vendredi 25 septembre, dans une commme située non loin des quartiers périphériques de la capitale, dont les habitants redoutent une rupture prochaine des approvisionnements; ceux-ci proviennent en grande partie des provinces touchées par l'épidémie. – (AEP.)

Six membres des forces de l'ordre ont été assassinés en vingt-quatre heures

27 septembre, près de la mosquée de la cité Maquaria, dans le quar-tier algérois d'Hussein-Dey. D'eutre part, deux officiers en civils un gendarme et un militaire - ont été assassinés, dimanche, près de Blida, par des individus qui ont réussi à prendre la fuite.

Le ministère de la défense nationele eurait créé une structure « hautement 'spécialisée » dans la lutte antiterroriste, qui serait dirigée par le général Mohemed Lamari, ancien commandant des forces terrestres, a annoncé, samedi, le quotidien El Watan. Formée d'unités d'élite de l'armée, cette structure disposerait de tous les moyens (hélicoptères, blindés, etc.) « pour traquer les bandes

Quatre policiers en patrouille ont armées, où qu'elles se trouvent », et été tués par des inconnus, dans la serait déployée dans la région de nuit du samedi 26 au dimanche Blida, au sud d'Alger, où ont lieu la plupart des attentats contre les forces de l'ordre, indique le jour-

> D'autre part, 1 200 détenus islamistes - ou considérés comme tels (sur 4 000) - ont été libérés, depuis la décision annoncée, le 8 août, par le Haut Comité d'Etat (HCE), de fermer les « centres de sûreté » installés au Sahera, a déclaré, dimanche, le président de l'Observatoire des droits de l'homme. M. Kamel Rezzag Bara. Au nombre des militants intégristes ainsi clargis, figure l'imam de la mosquée Es Sunna, située dans le quartier de Bab-el-Oued, à Alger, M. Abdelkader Moghni, incarcéré depuis plus de sept mois. - (AFP.)

TUNISIE: la réception du grand rabbin de France par le président Ben Ali

Un geste envers les juifs

Grand battage vient d'être fait autour de la visite qu'ont rendue au chef de l'Etat MM. Joseph Sitruk et Pierre Bansard, respectivement grand rabbin de France et président du consistoire israélite de France. «Les juifs de ce pays sont den Tunisiens à droits et les mêmes devoirs que les autres », n tenu à souligner le président Ben Ali.

Joignant le geste à la perole, le chef de l'Etat e accordé sa grâce à deux prisonniers juifs de droit commun, dont l'un possède la nationalité française, et il a surtout promis de hâter le déblocage des avoirs des Francais criginaires de Tunisie. D'aucuns se sont plu à njouter, à l'énoncé de ces mesures, des commentairnn sur l'accueil exceptionnel réservé à ses deux hôtes par M. Ben Ali, qui leur a fait faire, presque main dans la main, le tour de son palais de

M. Sitruk, pour sa part, n's pas tari d'éloges sur la chef.de l'Etat, le quelifiant d'chomme courageux, modéré, et clairvoyant». «Il a voulu montrer à la communauté julve internationale, a-t-il dit, qu'il fait un geste · en me recevent, tout en étant proche des plus durs y Alfusion

installé son quartier générel à

Cette opération de séduction, la pouvoir l'n entamée II y e quelques semainen. Alnsi, la grande récaption offertn, en noût, par les eutorités locales, dans un palace de la capitale. nux trèn nombreux estivants juifa, originsires de Tunisie, n'est-elle pas passée inaperçue. Tout comme la réouverture. dans la bantieua nord de Tunis, de le synagogue de la Goulette.

Effet d'image d'abord ; cette opération s'inscrit dans le cadre d'une politique qui vise à redorer le blason d'un pays, quelque peu terni par les abus auxquels s donné lieu la lutte implacable engagée contre les islamistes et par les lenteurs dans la fonctionnement de la machina démocratiqua. Ca rapprochement avec una communauté juive, aujourd'hui composée de quelque deux mille membres, qui s'était marginalisée, n'est Das non nius átranger au souci très prosatque de M. Ben Ali de l'intéresser nu développement économique de la Tunisie.

Angola: un scrutin à haut risque

Seul M. Holden Roberto, le président du Front national de libération de l'Angola (FNLA), peut espérer obtenir suffisamment de voix pour se placer en position d'arbitre en cas de deuxième tour.

Personne n'ose plus se risquer au jeu dangereux des pronostics. Ceux qui croyaient l'an passé à la victoire de M. Savimbi out rengainé leurs cer-titudes. Les inconditionnels de M. Dos Santos ont fait de même. Ni les intellectueis inandais ni les diplotes accrédités à Luanda ne parient plus sur les chances de l'un ou de l'autre.

Une insécurité croissante

Les deux candidats ont pourtant mené leur campagne tambour battant, sillonnant le pays en tous sens M. Savimbi, dans son rôle de «challenger», a parcouru dix-sept des dixhuit provinces, se rendant plusieurs fois dans certaines d'entre elles. De son côté, le chef de l'Etat, s'il a visité à deux reprises les fiefs traditionnels de M. Savimbi, a couvert dans son nériole l'ensemble du territoire nationai. Il a même pris le risque politique de se rendre dans l'enclave petrolifère de Cabinda, où il o'a pas reçu un accueil chaleureux; les mouvements indépendantistes y ont décrété une grève générale, et appeté au boycot-tage des scrutins présidentiel et législa-tif, menaçant ceux qui iraient voter.

Pressé par l'état-major du MPLA, M. Dos Santos, en fin de campagne, a haussé le ton, répondant aux attaques de M. Savimbi. Il n'a certes pas

les mêmes qualités de tribun que son les mêmes qualités de tribun que son adversaire, mais ses arguments ont porté. «A bas la dictature de Jamba [QG de M. Savimbil]! Vive la démocratie!», a-t-il lancé à Huambo, beccean de l'UNITA, après nvoir stignatisé à Namibe «l'alliance contre nature de M. Savimbi avec le régime rociste de Pretoria », «Nous allons casraciste de Pretoria», «Nous allons cas-ser la gueule des brigades anti-émeutes» créées récemment par le gouvernement, a répété inlassable-ment M. Savimbi, rappelant qu'il n'excluait pas de reprendre «le maquis» en cas de défaite aux élec-tions.

Ces propos alarmistes et belliqueux n'ont pas contribué à détendre l'at-mosphère. Dans Luanda martyrisée par seize ans de guerre fistricide, les cortèges du MPLA et de l'UNITA se croisent plusieurs fois par jour, échangeant jets de pierres et invectives. De temps à autre, des cours de feu claquent, apportant à la paix son contingent de victimes. Plusieurs personnes ont été tuées au cours d'escarmouches entre les deux camps. Les nuits sont régulièrement déchirées par des rafates d'armes automatiques. Les Luandais, traumatisés par l'insécurité croissante,

lendemains d'élections. Que fera le candidat battu? Cette question revient de manière lancinante dans les conversations. MM. Dos Santos et Savimbi ont bien promis de respecter la démocratie et les résultats du scrutin. Mais tout le monde remarque que le chef de l'Esat o'a jamais envi-sagé sa défaire. Et les propos contra-dictoires de M. Savimos ne sont pas gusturants. Au sortir de son mitoris

de Jamba, en septembre 1991, le chef autoritaire de l'UNITA avait affirmé qu'il s'en remettrait à la volonté populaire et prendrait la tête d'une opposition parlementaire s'il échousit à l'élection présidentielle. Mais, dès le mois d'avril, il confiait aux ambassa deurs de la Communauté européenne qu'il ne se voyait pas en chef de file de l'opposition et préférerait certaine-ment abandonner la direction de

Inconnue : la réaction du vaincu

Dans un nouveau revirement, il avertissait au cours d'une conférence de presse, il y a une dizzine de jours, qu'il était «toujours aux commandes d'une amée» et qu'il se réservait «la possibilité de reprendre les armes» si les résultats des élections ne lui conve-

Chacun des deux camps, après

s'être clairement engagé à respecter le verdict des élections estampilées «libres et justes» par les observateurs des Nations unies, a peaufiné ses arguments d'après-scrutin, se préparant à la contestation. M. Savimbi doute déjà de la régularité du vote. Il estime que le Conseil national des élections (CNE), ou siègent des représentants de terre les porties à faitif à sentants de tous les partis, a failli à son devoir, n'enregistrant pas cinq cent mille électeurs qui auraient été favorables à l'UNITA. Le président Dos Santos considère, pour sa part, que l'UNITA a contrarié l'extension de l'administration aux zones restées sous son contrôle et déplore ainsi que les antres partis n'aient pas eu la possibilité d'aller se faire entendre dans ces régions. Les Angolais sont placés devant un choix difficile. Voteront-ils pour le MPLA, l'ancien parti unique que beaucoup accusent de mauvaise gestion, de corruption, de bureaucratie et d'incompétence, ou préféreront-ils

(1) Le roi Chaka-Zulu organisa l'em-ire zoulou au début du dix-neuvième ècle et la révolte contre le colonialisme.

poissore du Conseil namonal des elec-tions. Aucun observateur international ne se trouvait à bord de l'appareil, les quatre membres russes de l'équipage et dix délégués angolais des assem-blées de vote provinciales ont été tués. — (AFP.) D BURUNDI: épidémie de ménin-

Carthage.

å

proje a la discorde



La Corbeille d'or 1992 de la revue Mieux Vivre récompense chaque année l'Etablissement Financier qui, sur un an, obtient les meilleures performances sur l'ensemble de sa gamme de SICAV actions et obligations. En 1992, la Corbeille d'Or a été attribuée à la Caisse d'Épargne.

Avec plus de 160 milliards d'encours répartis sur une gamme complète de SICAV, allant des SICAV monétaires jusqu'à celle de l'éco-industrie, la Caisse d'Épargne se situe parmi les tout premiers établissements bancaires: 1400 000 clients lui ont déjà fait confiance.

La Corbeille d'Or récompense la qualité de la gestion, le professionnalisme et la compétence des équipes d'Écureuil Gestion, filiale spécialisée de la Caisse d'Épargne et de la Caisse des dépôts. Le développement récent et spectaculaire des produits boursiers de la Caisse d'Épargne est une promesse de succès au bénéfice de tous ses clients.



Le président Roh Tae-woo scelle la réconciliation avec Pékin

Le chef de l'Etat sud-coréen, M. Roh Tae-woo, a sntamé, le kındi 28 saptembre, den entretisns avec les autorités chinoises. Il était errivé la veille à Pékin pour une visite de quatre jours, consacrant une réconciliation entre la Chine et Sécul marquée le 24 août par l'établissement de relations dinloma-

de notre correspondent

Les médias chinois ne se sont pas privés d'exalter le succès que représente la première visite à Pékin d'un chef d'Etat sud-coréen peu evant le quarantième anniversaire de l'armistice signé à Panmunjom, le 27 juillet 1953, qui mit fin à la guerre de Coree, mais inaugura la guerre froide dans la péninsule. L'agence Chine nouvelle écrit que ce séjour, ainsi que celui, fin octobre, de l'empereur du Japon, et celui, attendu en décembre, du Russe Boris Eltsine – sans oublier la normalisation diplomatique avec plusicurs pays, dont Israel - résultent d'une «approche pragmatique et flexi-ble» de Pékin dans ses relations avec la communauté internationale.

M. Roh, pour sa part, a déclaré vant son départ de Séoul qu'il allait avant son depart de seoui qu'il allait «chercher [evec ses interlocuteurs chinois] les moyens de surmonter le passé douloureux des relations entre les deux pays et d'ouvrir une nouvelle ère d'amitié» avec un pays qui professait, naguere, son indétectible soutien à la Corée du Nord. «A présent, un pays qu'il n'il a corée du Nord. «A présent, un pays d'obstatele extérieure à la il n'y a plus d'obstacle extérieur à la réunification», a-t-il ajouté.

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

En vigneur dans plusieurs régions depuis le coup d'Etat san-

glant de 1988, la loi martiale a été

levée, samedi 26 septembre, en Birmanie. En juillet 1989, les com-

mandants de région eveient recu

des pouvoirs extraordinaires et des

tribuneux militaires d'exception

avaient été mis en place, instances

qui n'evaient le choix qu'entre

trois sentences: an moins trois ans

de travaux forcés, la prison à vie

La levée de la loi martiale inter-

vient - ce n'est sans doute pas fortuit - à la veille du débat sur la

Birmanie à l'ONU. Plusieurs

mesures de libéralisating ont été

prises ces derniers mois par la

dn 22 septembre). Mais les princi-

paux opposants au régime militaire

demeurent en prison ou en rési-

plus célèbre d'entre eux. Mes Aune

nte militaire (le Monde du 21 et

ou la peine de mort.

On s'attend en effet que l'essentiel du volet diplomatique de ses conversations à Pékin porte sur l'avenir du régime de Pyongyang, dont la Chine reste le seul ami politique, et dont Séoul espère un assoupissement à la faveur de ses nouvelles relations avec Pékin. M. Roh a en particulier fait savoir qu'il comptait aborder avec les dirigeants chinois la question du programme nucléaire nord-coréen, à propos duquel existent nombre d'incertitudes – y compris aux Etats-Unis (1). Pékin soutient un pacte inter-coréen d'interdictinn des armements nucléaires qui n'a pu être mis en œuvre jusqu'à présent en raison du refus de Pyongyang d'autoriser Séoul à visiter ses équipements. On s'attend en effet que l'essentiel

Une coopération économique florissante

Accompagné de trois ministres et d'une trentaine d'hommes d'affaires, M. Roh Tae-woo devait également présider à la conclusinn d'accords scellant la coopération économique, technologique et scientifique entre les deux pays. Ces documents donneront un cadre officiel à une coopération économique d'ores et déjà florissante, avec un commerce qui devrait atteindre 10 milliards de dollars dans les deux sens cette année.

Une hausse de la tension était per ceptible à Pékin avant l'arrivée du président sud-coréen. Un dispositif policier d'une rare densité avait été disposé sur l'itinéraire du cortège depuis l'aéroport. Une faule plus semblée aux carrefours. Les consignes de la police ont placé Pékin, pour la période aliant jusqu'à la visite de l'empereur Akibito, sur un pied

San Suu Kyi, prix Nobel de la paix

1991, qui est assignée à résidence

Un récent remaniement ministé-

riel a en outre renforcé le poids des

militaires au sein du gouverne

ment. Le général Than Sbwe, prési-dent du SLORC (Conseil de restau-

ration de la loi et de l'ordre, label

nfficiel de la junte), a déclaré le

15 septembre que, pour « des ral-

sons politiques et de sécurité », le

régime demeurerait au pouvoir jus-

Des libérations de prisonniers

politiques se poursuivent pourtant.

Mais le SLORC refuse de

reconnaître le résultat des élections

de 1990. Elles avaient été empor-tées haut la main par les partisans

de M= Suu Kyi, qui avaient alors

obtenu 85 % des voix. La junte

annonec toujours la réuninn,

en février 1993, d'une « conven-

tinno chargée de soumettre aux

militaires un prujet de régime

qu'au « moment apportun ».

BIRMANIE

La loi martiale a été levée

depuis 1989.

d'alerte équivalent à l'anniversaire. en juin, des journées tragiques de Tiananmen en 1989. Outre la fête nationale, le la octobre, la période verra également la réunion du XIV congrès du PCC.

La résurgence, dans les universités d'un petit mouvement décidé à tenir hant les griefs non éteints de la population envers les crimes de guerre japonais, semble considérée par les autorités comme porteuse de troubles potentiels. Pékin, qui a promis à Tokyo que rien ne viendrait ternir l'éclat de la visite impériale, redoute apparemment que ce lobby - pent-être manipulé par des milieux politi-ques hostiles à la direction actuelle ne vienne embarrasser la diplomatie chinoise en mettant en exergue la position en pointe de la Corée du Sud dans la controverse régionale à propos des edames de réconfort» offertes, durant le dernier conflit mondial, au repos des guerriers nippons dans les pays conquis. Derrière la «diplomatie flexible» des anciens ecteurs de la guerre froide en Extrême-Orient, dont témoigne le voyage de M. Roh, les vieilles plaies sont loin, en effet, de s'être refer-

(1) Alors que, comme Séoul, le dépar-tement d'Etat américaln incline à penser que Pyongyang a abandonné ses projets d'armement nucléaire - peut-ètre à la suite d'échecs répétés - le Pentagone et la CIA, avec son directeur et M. Robert Gates, estiment que la Corée du Nord n est proche, et peut-être tres proche, de disposer d'une capacité d'armement nucleaire ».

CAMBODGE : selon le prince Sibanonk

Les Khmers rouges -n'accepteront pas les élections

Les Khmers rouges rejetteront les élections prévues en mai sous la supervision de l'ONU, s'est alarmé le samedi 26 septembre, le prince Sihannuk, « ils m'ant fait savoit qu'ils n'en accepteraient pas le résultat », a affirmé le chef de l'Etat cambodgien.

Les Khmers rouges justifient leur position en observant que des Vietnamiens immigrés participeraient au scrutin. Le prince, qui s'exprimait devant le premier ministre australien, M. Paul Keating, de passage à Pbnom-Penh, a souhaité 'intervention du Canseil de sécu-

Par ailleurs, un accrochage entre Khmers rouges et soldsts gouverne-mentaux a fait, samedi, deux morts et douze blessés dans le nord-oues du pays, a indiqué, dimanche 27, un responsable des « casque bleus » françaia en présence du ministre de la défense, M. Pierre Juxe, actuellement en visite au Cambodge. - (AFP, Reuter, UPI.)

AMERIQUES

BRESIL: la procédure de destitution du chef de l'Etat

Le sort de M. Fernando Collor de Mello se jouera dans les prochains jours

recoue le pays touche à sa fin. L'Assemblée nationale et le Sénat déciderent dans les prochains jours du sort du président Fernando Collor de Mello. Cekri-ci risque la destitution. Le chef de l'Etat est accusé de corruption pour des sommes atteignant plusisurs millions de doi-

de notre envoyé spécial

lations sur la corraptinn endémique de la classe dirigiante donnent l'occasion, comme le réclame cha-que soir depuis des mois le présentateur de la chaîne de télévisinn SBT, M. Boris Casoy, de «nettoyer le Brésil, quel qu'en soit le cout». Mais il apparaît tout eussi vraisem-blable que les revendications de clarté et d'hunnêteté, réclamées de multiples reprises par des cen-taines de milliers de manifestants ne pourront pas être totalemen négligées. La modification de la lo sur le financement des partis, qui exclusit tout versement non privé, sera prochainement décidée. Fait inhabituel, des personnalités incul-pées pour détournements de fonds ont aussi de grandes chances d'être condamnées à des peines de prison

Car l'aspect le plus positif de cette longue période d'incertitudes et d'affrontements concerne le fonctionnement pratiquement irré-prochable des institutions. Le pouprochable des institutions. Le pouvoir judielaire, qu'il s'egisse du Tribunal suprême ou d'autres instances, les eutorités législatives de l'Assemblée nationale et du Sénat, et jusqu'à l'exécutif, ont agi dans un strict respect de la Constitution, « Pour la première fois dans l'Histoire, pratiquement pas une voix ne s'est élevée pour prôner une solution qui sorte du vadre de notre charte suprême, dit M. Celio Borja, ministre de la instice, en soulismant « la tre de la justice, en soulignant « la discrétion et le comportement exemplaire de l'armée, devenue, dit-il en français, notre graade muette ».

La crisc e cependant aussi montré les profondes résistances au changement et les archaïsmes d'un système politique inadapté. « Il est évident, souligne un diplomate, que beaucoup de secteurs réfractaires de la modernisation économique en cours se sont allies à l'apposition dans l'espoir qu'un covo de frein serait donné à l'ouverture des marchés. » D'une menière plus pro-fonde encore, la bataille de la destitutinn a mis en lumière le cruissant décalage entre les diffé-rents Etats du Brésil, entre le Sud riche et le Nordeste à la traîne.

« Cela d'autant plus, dit le député José Direcu (Parti des tra-vailleurs, gauche) que notre système de représentation politique devient chaque jour plus absurde. Comment accepter que les Etats de Sao-Paulo et du Minas-Gerais n'envoient, avec 35 millions d'habitants, que

A TRAVERS LE MONDE

alors que la dizaine de petits Etats du Nordeste, regroupant 10 millions de personnes, en élisent 80. » Ce déséquilibre grandissant, et l'extrême morcellement des mouvepersonnes, en elisent 80. » Co ments politiques, devrait conduire à une modification radicale de la

de conscience

De même, la crise ectuelle a donné un nouvel élan aux partisans du parlementarismn dans la pers-pective de la prochaine consultation, prévue pour 1993, sur le choix du futur régime politique du pays. Un bouleversement du rapport de forces s'est aussi produit parmi les grands dirigeants traditionnels. Les sempiternelles bésitations et calculs du gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Leonel Brizola, ont quelque peu entamé son crédit, alnrs que la détermination et la rigueur de celui de Sao-Pauln,

apparaître comme l'un des grands artisans de la «nouvelle moder-

L'échiquier politique, dans la perspective du ebengement de régime, en sera sans nul doute modifié, même si les résultats des élections municipales dn 3 octobre élections municipales de 3 octobre prochain ne seront pas d'um grand enseignement, tant la campagne a été occultée par la procédure en cours. « Nous ne passerons pas de l'enfer au ciel en quelques semaines, résume le sénateur Fernando Henrique Cardoso, mais il est incontestable que cet épisode a donné aux Brésieurs usans doute quest à l'extérieur une grande aussi à l'extérieur, une grande confiance dans les institutions du pays, et a montré l'urgente nécessité de poursuivre et d'amplifier la modernisation.» Reste à savoir si cette prise de conscience aura des effets durables, ou si elle restera dans l'Histoire comme un événo-

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS

Un rapport du Congrès préconise la limitation des ventes d'armes aux pays du Proche-Orient

Alors que la compétition s'accélère entre les cinq membres permanents du Canseil de sécurité de l'ONU du Canseil de sécurité de l'ONU pour la vente d'armes aux pays du Proche-Orient, une étude de l'Office du budget du Congrès américain, rendue publique dimanche 27 septembre, indique que l'adoption de limites contraignantes sur les ventes d'armes à ces Etats pourrait aider à diminuer les tensions dans la région.

L'incidence d'une telle réduction sur l'industrie américaine est évaluée à environ 3 milliards de dollars par an et à quelque 20 % des exportations totales d'armes du pays, entraînant une perte de 75 000 emplois environ. Toutefois, souligne le rapport, cette action devrait permettre eux Etats-Unis de réduire leurs forces dans la région et de réali-ser des économies annuelles évaluées à quelque 10 milliards de dollars.

« Magic » Juhason se déclare en faveur de M. Clinton. - Earvin «Magie» Jubason, jnueur vedette de basket-ball, qui e rendu publie le fait qu'il est séropositif, s'est déclaré, dimenche 27 septembre, en faveur du candidat démocrate à la Maison Blanche, Bill Clinton, a l'occasion d'une émission télévisée de la chaîne NBC. «Magic» Johnson a également enconragé les Nuirs à voter le 3 novembre en lieu de s'abstenir. - (AFP.)

Démission de secrétaire aux anciens combattants. - M. Edward Derwinski a démissionné samedi 26 septembre de son poste de secrétaire eux anciens combattants pour rejnindre l'état-majnr de la campagne du président sortant George Bush comme directeur-ad-joint pour les minorités ethniques. M. Derwinski, âgé de soixante-six ans, d'origine polonaise, a fait part

Dans une déclaration accompagnant le rapport, le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, M. Dante Fascell, et cehri de la commission sur le Proche-Orient, M. Lee Hamilton, ont relevé que les Etats-Unis svaient vendu plus de 10 milliards de dollars d'ar-mements dans la région et envisagent de vendre des avions, pour 9 milliards, à l'Arabie saoudite.

Samedi, Washington s annonce qu'il allait fournir des hélicoptères Apache et Blackhawk à Israel et prépositionner des équipements mili-taires dans ce pays, conformément à l'engagement pris de e maintenir raels dans la région. Le nombre d'hélicoptères n'e pas été précisé. - (AFP.)

de sa démission dans noe lettre poblice par la Maison Blanche à Arliagton (Ohio), où M. Bush fai-sait étape lors d'un voyage en train dans le Centre-Ouest. e Le président m'a demandé de me consacrer à ce bloc important d'électeurs, e indiqué M. Derwinski, et de souligner le rôle de l'administration Bush en faveur de la démocratie et de la liberté dans le mande. » – (AFP.)

a PÉROU : le chef du Seutier lumineux transféré de Lima à la base navale de San-Lorenzo. - Le chef du Sentier lumineux, Abimaël Guzman, n été transféré, samedi 26 septembre pen avant l'aube, du centre de Lima à une base navale située sur la netite ile de San-Lorenzo, au large de la capitale, a annuncé la police, dimanche. - (AFP.)

G BANGLADESH : cinq réfugiés birmans tués par la police. - Au moins cinq Rohingyas birmans ont été tués le vendredi 25 septembre lors d'affrontements avec les forces de l'ordre du Bangiadesh dans un des camps où sont rassemblés deux cent cinquante mille de ces réfugiés musulmans chassés de leur pays par les atrocités de la junte militaire de

Rangoon. Quelque trois cents per sonnes ont été arrêtées.

G INDE : douze militauts musulmans tués au Cachemire. - Douze militants musulmans et deux soldats indiens ont été tués au Cachemire, dimanche 27 septembre, lors d'affrontements entre séparatistes et forces de l'ordre. Un porte-pa role du ministère de la défense a indiqué, à New-Delbi, que les rebelles ont ouvert le fen evec des armes nutomatiques, provoquant la fusillade., - (AFP.)

G INDONÉSIE : discussions avec le Portugal sur Timor-Oriental, -Les ministres des affaires étrangères du Portugal et de l'Indonésie ont décidé, samedi 26 septembre an siège des Nations unies à New-York, d'ouvrir un décembre des pourparlers à propos de Timor-Oriental sous l'égide du secrétaire général de l'ONU. Les deux pays ont rompu norès que Diakarta ent annexé, en 1976, ce territoire, colonise par Lisbonne au seizième siècle. Les Nations unies n'ont jamais reconnu la souveraineté indonésienne et appellent à l'urganisation d'un référendum. - (AFP, Reuter,

COMORES

Le président minimise la tentative de coup d'Etat

Le président Satd Mohamed Djohar, en visite privée à Paris, n minimisé la portée de la tentative de coup d'Etat qui e eu lieu samedi 26 septembre à Moroni Ve Monde daté 27-28 septembre), en qualifiant les auteurs de ce coup de force d'enfants qui voulaient n'amuser».

Selon des sources officielles, un des trois meneurs de cette tentative est un « capitaine Combo », ancien de la garde présidentielle et etrès proche » du mercenaire français Bob Denard, les deux autres étant les fils de l'ancien président Ahmed Abdallah, les lieutenants Abderamane et Cheikh Abdallah. eLe premier a fui mais les deux autres ont été arrêtés, a affirmé le président, selon lequel, « derrière, il y n des chefs de pertis». Imerrogé sur une éventuelle implication de son principal rival politique, M. Mohamed Taki, M. Djohar e répondu : «Ses partisans sont derrière, donc il est derrière.» «Il faut des exemples », a ajouté la président, en annonçant son intention de créer par décret, dès que possible, une Haute Cour qui jugera len auteurs de cette tentative de coup

ÉGYPTE

Dix blessés lors d'une émeute devant un commissariat

Dix personnes, dont cinq policiers, ont été blessées samedi 26 septembre, lors d'une émeute dans la ville d'Abou Hammad, dans l'est du delta

pris d'assaut le commissariat de la ville, à la suite d'informations selon esquelles un jeune boulanger de vingt-cinq ans avait trouvé la mort après avoir été torturé per la police. Jeudi, cet homme avait eu un accrochage avec un policier mécontent de la qualité du pain. Selon le quotidien Al Wate (opposition libérale) du lundi 28 septembre, le boulanger e été convoqué è deux reprises au commissariat, où il e été bettu. Samedi. le boulanger, qui souffrait d'une maladie cardiaque, est mort, ce qui s provoqué la colèra de ses parants qui se sont attaqués au commissarist. Le ministère de l'intérieur affirme que la victime n'a pas été molestée. Deux mille policiers ont été dépêchés sur les lieux, où un couvre-feu a été instauré, Trois personnes avaient été tuées et une dizeine d'autres blessées, le 12 août, dans la ville d'Edico dans le nord-est du delta. à la suite d'un incident similaire. - (Corresp.) 4

. . . 4

IRAK

L'opposition décide de se doter d'une direction collégiale

Réunie dans le Kurdistan iralden (le Monde du 24 septembre), l'opposition au régime du président Saddam Hussein e décide de se doter d'un cabinet fantôme de dixsept membres, d'une direction col-légiale dont la composition n'n pas été précisée et d'un Cangrès mational qui comprendrale 174 membree. Cette assemblée devra être formés à 35 % de sumites et de chiites, à 25 % de Kurdes et à 40 % de nationalistes arabes, n Indiqué un représentant du Congrèe netlanel irakien, M. Ahmad Chalabi.

Les participants sont en outre convenus du principe d'un Irak « démocratique, pluraliste et parle-mentaire », qui établirait un Etat de droit où les droits de l'homme seraient respectés et toute discrimination etimique serait abolie, e déclaré le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalei Telebani. Plusieurs déléguén ont indiqué que les participants avaient discuté de plens militaires pour renverser le régims du président Saddam Hunsein. Les détails en ont été gardés secrets. - (AFP.)

NIGÉRIA

160 officiers tués dans un accident d'avion

Cent unixante officiers de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, en cours d'instructinn à l'Ecnie de guerre de Jeji Etat de Kaduna, dens le nord de la fédération), ainsi que trois mem-bres d'équipage unt trouvé la mort dans un accidant d'avion, samedi 26 septembre près de Lagos.

L'evion, un Hercules-C-130, e'est écrasé dans des marécages, eu nord de Lagos, qualques minutes après avoir décollé à destination de Kaduna. Selon les spécielistes, il ramenait lee officiers stagiaires à teur école. e C'est une tragédie. Ils étalent les officiers de l'evenir», a estimé un haut fonctionnaine.

L'École supérieure de guerre da Jaji constitue eu Nigéria le tremplin quasiment obligatoire pour les carrières militaires supérieures. Le préeident Ibrehlm Babanguide, ancien élève de cette école qui e fourni les dirigeante militaires du pays, a fait savoir dimanche qu'il annulait tous ses rendez-voue officiets pendant una semaine, «an signa de deuil et da sympathie

TOGO

Participation élevée au référendum

Le taux de participation au référendum du dimenche 27 septembre, sur l'adoption de la nouvelle Constitution togolelse, devrait se situer entre 60 % et 75 %, estimait dimanche soir le secrétaire d'Etat chargé des consultations électorales, M. Georges Combevi Agbodian.

Le serutin s'est déroulé sans autre incident qu'une epagaille » notoire – selnn l'expreeninn du chef de l'Etat, le général Gnas-singbé Eyadéma. Celui-ci, comme le premier ministre, Me Jaseph Kokou Koffigoh, evalt eppelé les Togolais à voter « oui ».

Cette consultation avait été reportée trois foin au cours des six derniera moie, en raieon d'une vague de violences politiques et ethniques qui e fait plus de 80 morts.

Si, comme tout le laisse à penser, la Constitution ent adoptée, les prochaine rendez-vous électoraux sont prévus pour le 14 octobre (électionn incalen), les 31 octobre et 14 novembre (législetives) et las 6 et 20 décembre (présidentielle) - (AFP, Reutain)

MERIQUES

Pernando Collor de No

■ Le Monde ■ Mardi 29 septembre 1992

CINQ CYLINDRES, 20 SOUPAPES, ABS, SIPS SIEGE-BEBE, DELTA-149900.

ET VOUS QUI PENSIEZ QU'UNE VOLVO N'AVAIT PAS DE PRIX

NOUVELLE VOLVO 850 GLE La plus méditerranéenne des Suédoises.

36 15 VOLVO

* SIPS: Side Impact Protection System: Protection en cas de choc latéral. ** Delta link: Nouvelle suspension arrière à effet autodirectionnel.

WOTWO

ALLEMAGNE 1982-1992 : LA DÉCENNIE KOHL

Le « chancelier de l'unification » sans auréole

Dix ans après son accession au pouvoir, Helmut Kohl a perdu les bénéfices politiques engrangés lors des retrouvailles des deux Allemagnes

célébration du dixième anniversaire de l'accession d'Helmut Kohl à la tête du gouvernement de la Répu-blique fédérale d'Alle-e 1 octobre, est loin d'être ne réunifiée, le 3 octobre 1990, chancelier ploie de nouveau sous critiques. On hu reproche à la fois gouverner de façon trop person-e et de manquer de fermeté dans la conduite des affaires publiques; on lui en veut de n'avnir pas su précoûteuse; on le soupçonne de vouloir brader les intérêts de l'Allemagne en poussant trop vite les feux de l'inté-

Admiré à l'étranger, rassurant pour es antres Européens, Helmut Kohl n'a jamais réussi chez lui à asseoir si popularité. Dans un pays traumatis llemands craignent pnur leur perdu pied à l'Est; à l'Ouest, il est menace par la montée des mécontentements dont profite l'extrême droite. Les Cassandres, comme si droite. Les Cassandres, comme si souvent depuis dix ans, prédisent à nouveau la chute du chancelier, tan-dis que les observateurs voient des complots jusque dans son propre camp. Mais les prochaines échéances importentes sont encore loin; les élections législatives n'auront lieu

A soixante-deux ans, Helmut Kohl a encore du temps devant lui. Il a cours de sa carrière pour qu'on ne sous-estime pas ses capacités à tenir bon dans l'adversité. Seconde par le président de la CSU bavaroise, Theo Waigel, garant comme ministre des finances d'une stricte politique bud-gétaire, Helmut Kohl dispose d'une getaire, ricimur Rolli oispose à une equipe gouvernementale plus soudée que jamais après le retrait de Hans-Dietrich Genscher, qui lui faisait de l'imbre, et le remplacement de ce dernier à la tête du ministère des affaires etrangères par le dynamique Klaus Kinkel. Helmut Kohl a son parti bien en main.

Un géant malhabile

Le chancelier sûr de lui pour l'après-réunificatinn, qui prend avec philosophie les coups de tabac, n'a plus grand-chose à voir avec le géant maihabile, ombrageux, de ses débuts difficiles. Ses premiers pas à la tête du gouvernement sont catastrophi-ques. Le retour de la droite au pouvoir est guetté avec méfiance par la classe intellectuelle, qui se gausse de lni et de ses fameuses «gaffes». Ne compare-t-il pas à Goebbels Mikhaïl Gorbatchev, avec lequel il sera à tu et à toi quelques années plus tard? Même les milieux économiques, qui applandissent le retour des démotes-chrétiens au pouvoir, regrettent le brio d'un Helmut Schmidt qui, bien que social-démocrate, avait si bien su asseoir à l'étranger l'influence de la nouvelle puissance éco-

Président de la CDU depuis 1973, Helmut Kohl n'avait perdu que de justesse les élections législatives de 1976. Deux mois plus tard, il avait démissionné de ses functions de ministre-président de Rhénanie-Palatinat pour venir à Bonn et se consacre automatique de la relation de Rhénanie-Palatinat pour venir à le publicue étations de la consacre de la publicue de la consacre de la publicue de la consacre de la con cer entièrement à la politique fédérale en tant que chef du groupe parlementaire commun à l'Union démocrate-chrétienne et à son ade bavaroise, l'Union sociale chrétienne. Mais il n'est jamais arrivé à se défaire de cette image de politicien de province qu'alimentent les sarcasmes de son grand rival de tou-jours dans le camp conservateur, Franz-Josef Strauss. Pour le bouillant ministre-président de Bavière, qui avait subi un cinglant échec comme candidat à la chancellerie aux élections de 1980, l'élection d'Helmut Kobl est un affront personnel et il le lui fera toujours sentir.

Pour abandonner la coalition avec les sociaux-démocrates et s'allier de nouveau – comme avant 1966 – avec la démocratie chrétienne, les rebrousse-poil, confirmant ses adver-libéraux posent comme conditinn saires dans leurs commentaires peu l'absence de Franz-Josef Strauss du



reconnaît aujnurd'hui que le leader bavarois a largement sous-estimé Helmut Kohl. Lors des élections législatives anticipées de mars 1983, les deux partis chrétiens frôlent, avec 48,8 % des voix, la majorité absolue, Strauss accuse même ses partenaires d'avoir donné en dnuce des consignes de vote afin de faire passer les libéraux pour éviter un gouvernec'est lui le perdent. Il restera à Munich jusqu'à sa mort le 3 octobre

Parter haut et fort

L'alliance d'Helmut Kohl evec Hans-Dietrich Genscher, le président des libéraux, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, va conduire l'Allemagne à être de plus en plus active en Europe et à reven-diquer un rôle dans les affaires du diquer un rôle dans les affaires du monde. Dans un premier temps, elle permet un rapide redressement économique. En butte aux exigences de son propre parti, Helmut Schmidt evait laissé les finances publiques mal en point. La nnuvelle coalition inaugure une politique de restriction budgétaire et de diminution d'impôts qui porte ses fruits. L'Allemagne de l'Ouest, à la fin des années 80, avant la réunification, n'a jamais été aussi riche. Elle devient la première puissance exportatrice, accumulant les surplus commerciaux. Sous le pression des syndicats, inquiets de l'effet des gains de productivité sur l'emploi, la durée de la semaine de travail est réduite. Sur le plan social, les démocrates-chrétiens mettent en place une politique familiale et de natalité axée sur le maintien de la femme au foyer. La société altemande des années 80 connaît une mande des années 80 connaît une phase de conservatisme bon teint. Elle est de plus en plus fiére de son modéle d'économie sociale de marimposent la défense de l'environne-ment comme priorité essentielle, elle est sûre d'être à la pointe de la civili-

Ce regain d'assurance n'est pas sans répercussion sur l'attitude de l'Allemagne à l'extérieur. L'arrivée du changue à l'exterieur. L'arrivée du chancelier Kohl et de sa nouvelle coalitinn n bloqué dans un premier temps la tentation nentraliste qui commençait à voir le jour. Avec le soutien de Willy Brandt, président de la social-démocratie, l'aile gauche du Parti social-démocrate avant pris fait et cause pour le mouvement pacifiste contre la politique de réarmement du président Ronald Reagan. La coalitinn démocrate-chrétienne libérale reste fidèle à la solidarité atlantique et impose en 1983, avec l'appui de François Mitterrand, le déploiement des missiles nucléaires de portée intermédiaire sur le sol allemand.

La politique des premières années Kohl ne paraît pas d'une grande clarté. Le chancelier semble prendre un malin plaisir à brouiller les cartes et à prendre tout le monde à flatteurs sur sa manière de gouver-ner. Il laisse Hans-Dietrich Genscher

Polonais en refusant de s'engager sur l'irréversibilité de la frontière Oder-Neisse; il est aussi en froid avec Mikhail Gorbatchev. Malgré la tempête de protestations soulevée aux États-Unis et dans le monde, il oblige le président Ronald Reagan lors d'une visite en mai 1985, à visioù l'on a découvert au dernier moment qu'il y avait aussi des tombes de soldats de la Waffen SS. Par des déclarations pas toujours très adroites, le chanceller Kohl mani-feste que la démocratie allemande, sans pour autant oublier la période nazie, ne doit pas indéfiniment pornazie, ne dost pas indéfiniment por-ter le poids du passé. Il se flatte lui-même d'être le premier chancelier à avair été trop jeune pour porter l'uniforme; au cours d'une visite en Israël, il défeud en janvier 1984, devant la Knesset, « la grâce de la naissance tardise»

naissance tardive». Helmut Kohl trouvers dans le pré-sident François Mitterrand un inter-locuteur nttentif. Celui-ci, redoutant la dérive de l'Ostpolitik, est venu prêter main forte an chancelier dans le débat sur le déploiement des misie debat sur le depoiement des ma-siles, contre ses propres amis sociaux-démocrates. Le 22 septembre 1984, il reçoit le chancelier Kohl au cimetière militaire de Verdun. Les deux hommes confirment symboli-quement leur volonté de tourner la present en conforment le main devant page en se donnant la main devant les tumbes. Helmut Kohl s'est tou-jours vouln l'héritier du chancelier jours vouin l'héritier du chancelier Adenauer, le père de la politique européenne allemande. Irritée par la sortie de la France de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, l'Allemagne s'était pendant longtemps repliée sur sa relation privilégiée avec les Etats-Unis. Avec Helmut Kohl, la construction de l'Europe et le confirmament de l'avec des etats-unis france et le confirmament de l'avec de l'europe et le l'europe et le confirmament de l'europe et le le confirmament de l'europe et le leurope et le leurope et le l'europe et le l'europe et le leurope et le l'europe et le l'europe et le l'europe et l'europe et l'europe et le l'europe et l'europe et l'europe et l'europe et l'europe et l'europe et le l'europe et l'europe et le l'europe et l'europe et l'europe et le l'europe et l'europe et l'europe et le l'europe et le l'europe et l'europe et l'europe et l'europe et le l'europe et l'europe et l'europe et le l'europe et le l'europe et l'europe le renfincement de l'axe franco-alle-mand redeviendront insensiblement la priorité de la politique allemande. Elles serviront de contrepoint à son besoin d'affirmation. La réunification n'interrompra que momentané ment le processus.

La visite d'Erich Honecker

Les élections de janvier 1987 sont Les élections de janvier 1987 sont gagnées, certes, par la coalition sortante, mais avec des pertes importantes pour la CDU, ce qui affaiblit la position du chancelier. La grande affaire de l'année, c'est la visite, en septembre, d'Erich Hunecker, chef du parti et de l'Etat est-allemands. Plusieurs fois remise en raison de l'opposition soviétique, cette visite constitue l'aboutissement de la rollitique de dialogue avec l'Est inspolitique de dialogue avec l'Est instaurée par Willy Brandt et Helmut Schmidt. Nul, à l'époque, n'aurait parié sur un écroulement brutal du système communiste en RDA : au gouvernement, comme dans l'opposi-tion social-démocrate, on mise plutôt sur une évolution vers le réformisme communiste du régime de Bedin-Est. Le SPD publie un document commun avec le SED, le Parti communiste est-allemand, affirmant que les deux formations puisent aux racines communes de l'humanisme, et que le

l'existence du mur de Berlin, que «le

pour le chancetier. Un scandale met démocrate-chrétien dans le Land de Schleswig-Hulstein: le ministre-président sortant, Uwe Barschel, convaince d'avoir fait espionner son concurrent social-démocrate Björn Engholm, se donne la mort dans une chambre d'hôtel de Genève. Au mois de mai, les électeurs sanctinnneot durement cette bayure : le SPD obtient pour la première fois la majnrité absolue dans ce Land de

une attaque du chancelier Kohl sur

sus qui mènera à l'unificatinn alle-mande. Depuis l'ouverture du mur de Berlin, qui le surprend en pleine visite officielle à Varsovie, jusqu'à la

tion, le 3 octobre 1990, il s'attache à mener de front les dialogues nécestaux, peu pressés de voir se réaliser cette unité dont ils ont toujours soutenu le principe, et avec l'Uninn soviétique, qui détient la clé de la percée décisive : Mikhail Gorbatch consent à ce que la partie est de l'Al-

Au sein de la CDU, c'est le temps des utrigues et des complots : le secrétaire général du parti, Heiner Geisaler, travaille à saper les posi-Spath. Tout en assumant, pendant ie premier semestre 1988, la présidence les rails, lors du sommet de Hanovre, le processus qui allait conduire au traité de Maastricht, le chancelier s'attaclie à contrecarrer les plans de ceux qui veulent son départ au sein de la CDU,

tradition ennservatrice. Un autre

scandale, plus enntroversé celui-là, amène la démission d'un intime du chancelier, Philipp Jenninger, de la présidence du Bundestag. Un dis-

enurs prononcé par ce dernier en novembre 1988 à l'occasion du

de cristal, point de départ de la répression antisémite du pouvoir nazi, suscite une levée de boucliers :

Philipp Jenninger a maladroitement tenté d'expliquer l'état d'esprit de l'opinion allemande en 1938, laissant

L'heure de gloire

Serait-il parvenn à ses fins sans le tourbillon de l'Histoire qui allait ren-voyer les intrigues politiciennes de ses adversaires au rayon des péripé-ties sans lendemain? Le Congrès de la CDU de septembre 1989 s'achève

Helmut Kohl, politicien instinctif, sait alors que son heure de gloire est près de sonner. Dans les trois mois qui suivent, il donne toute sa mesure et dirige de main de maître le proces-

La gestion de l'unification sera tnutefois moins facile à mettre en

œuvre. Une fois passée l'euphorie de la liberté retrouvée, les Allemands de l'Est, qui ont plébiscité Helmut Kohl lors des élections législatives de janlaisse jouer les dures lois du marché : ferment, et, en dépit de l'argent injecté dans les nnuveaux Lander, l'insatisfaction crée une atmosphère délétère dans l'ensemble du pays. Les Allemands de l'Est trouvent un dérivatif à leurs frustrations en attaquant leurs concitoyens occidentaux rechignent à accepter les sacrifices nécesments dans l'ex-RDA. A l'extérieur, l'Affernagne est en botte aux critiques de ses partenaires, qui l'accusent de profiter de la position dominante du mark pour maintenir des ard hui reveall a la situation politique incertaine qui était la sienne à la veille de l'unité : celle d'un chancelier dont on salue les performances politiques, mais à qui plus aucum faux pas n'est désormais per-

Le règne de l'hédonisme

Ces dix ans ne laisseront pas de grandes traces dans l'Histoire de la créotion; mois les Allemands ont profité d'une société repue

encore couramment de «l'ére Adenauer», marquée par l'étrnitesse petite-bourgeoise dominant dans la société, ou de «l'ouverture brandtienne», caractérisée par la libérali-sation des mœurs d'une République fédérale ayant accédé au bien-être et cherchant furieusement le bon-heur dans les années 70? Vraisem-blablement pas. L'évalution de la société alle-

mande dans la décennie 80 est pla-cée plutôt sous le signe de la conti-nuité que sous celui des ruptures. L'arrivée an pouvoir d'une coali-tion conservatrice après treize ans de dimination social démocrate ne s'est pas traduite, loin s'en faut, par un retour à une conception morali-satrice de la vie sociale. La présence des libéraux du FDP au gouverne-ment, la baisse d'influence des cié-ricaux bavarois et la large autono-mie en matière culturelle et sociale laissée aux Länder, souvent dominés par les sociaux-démocrates, ont fait échec aux timides tentatives de retour aux valeurs morales ennser-vatrices pronées par une partie de la classe politique et une fraction de la hiérarchie catbolique. L'unité allemande a, de ce point de vue, conforté le camp « progressiste » ; la libéralisation de l'interruption de grossesse, instement contestée à l'Ouest, est finalement devenue loi commune sous la pression des citoyens de l'ancienne RDA, nu l'avortement était autorisé depuis

Snciété repue, l'Allemagne du chancelier Kohl a cultivé sans complexe l'hédonisme jusqu'au banle-versement de 1989. Le sentiment d'avoir bien travaillé s'accompagnait d'une bonne conscience à jouir des bienfaits de l'existence

les années 60.

ARLERA-T-ON de «l'ère ne le fut la génération précédente : la réduction de la durée du travail, obtenue de haute lutte par des syndicats puissants, répondait à cette aspiration à la jouissance qui était une idée neuve en Allemagne.

une idée neuve en Allemagne.

Fatiguée de penser à la réforme générale de l'humanité, l'Allemagne s'attachait à préserver dans tous les domaines un état de choses qui lui paraissait le plus satisfaisant de mémoire d'homme. Si l'on devait placer dans le temps le monde idéal tel que se le représentaient les Allemands, c'est au début des années 80 qu'il se situerait : les générations de la reconstruction nut rempli leur inflice pour sortir le pays de ses ruines, et les « soixante-huitards » d'nutre-Rhin ont dépoussiéré les vieilles institutions comme l'Uni-versité et les médias avant d'amorcer leur « langue marche dans les institutions ». Daniel Cohn-Bendit est devenu adjoint au maire de Francfort et les Verts ont capitalisé le potentiel politique de la contesta-tion étudiante de la fin des

La disparition des grands noms

Helmut Kohl a la chance d'arri-ver au pouvoir dans une société apaisée, où seuls les derniers desperados de la Fractinn armée rouge, rescapés de la fameuse « bande à Baader », parviennent, à intervalles réguliers, à se rappeler par des assassinats anssi horribles qu'absurdes au mauvais souvenir d'une population qui les a rejetés depuis

Ces époques ne sout, hélas, pas les meilleures pour l'art et la créa-tion. Les «années Kohl» seront plus marquées par la disparition des grands noms de la décennie précédente, comme l'écrivain Hein-rich Böll ou le sculpteur Joseph gouvernement. Helmut Kohl n'en demande pas tant. Vieil ami de Strauss, l'ancien ministre de l'inté-strauss, l'ancien ministre de l'inté-straus, l'ancien ministre de l'inté-st

philosophes ou bistoriens - surtout quand ils se situaient «à gauche» se sont distingués aux yeux du grand public par leur myopic et leur complaisance vis-à-vis du totalitarisme communiste et leur réticence à accepter l'unité allemande. A la scule exceptinn peut-être du poète Wolf Biermann, symbole de la dis-sidence est-allemande des années 70, aujourd'hui pourfendeur des lacbetés drapées de progressisme de ses pairs, que ce soit pen-dant la guerre du Goife où dans le douloureux problème de la compli-cité des cleres avec l'ancien régime de la RDA.

Le Zeitgeist, cet esprit du temps qui marque les diverses époques de la subjectivité germanique, fut un moment, sous Helmut Kohl, plus frivole qu'il ne le fut jamais en Allemagne. On vit apparaître des émissions lestes à la télévision à des emissions lestes à la télévision à des heures de grande écoute. Les jeunes loups de la politique ne se formalissient pas d'être qualifiés de membres de la afraction toscane, en raison de leur prédilection pour les lougs séjonts dans la campagne florentine. Le joyeux individualisme d'un Boris Becker nu d'une Steffi Graf remulaçait dans le panthéon Graf remplaçait dans le panthéon de la jeunesse les destins tragiques des héros de la génération précé-

Les femmes, quelque peu acariatres dans les années de la revendication féministe, redevenaient plus abordables depuis les concessions arrachées à l'univers machiste de la politique, comme les quotas sur les listes électorales. On avait même fini par s'habituer aux immigrés turcs, qui faisaient partic dn paysage urbain. Cela, c'était avant qu'un mur ne tombe, et ne vienne mettre quelque trouble dans une société anjourd'hui mal à l'aisc d'avoir été bousculée.

La rigueur imposée pendant les premières années a été minée par la réunification, nous déclare Karl-Heinz Paqué, de l'Institut pour l'économie mondiale de Kiel

« Existe-t-il une « kohlonomics » de la même façon que l'on a parlé de la « reaganomics » pour parler de la politique économique

sans auréo

pays, provoquant une césure très nette. Il n'y a pas de «kohlono-mics» au sens d'une politique conti-nue sur dix ans. Il fant parier d'un Kohl I et d'un Kohl II, pour distin-guer les années 1982-1989 et la suite.

» Pour résumer, le premier Kohl est celui de la consolidation budgé-taire. Il faut se souvenir qu'en 1982 l'Allemagne souffre d'un déficit des finances publiques qui est devenu insupportable anx yeux de l'opinion. Le conte Otto Lambadorff, ministre de l'économie, membre du Parti libéral (FDP), vient de publier m texte critique contre la politique du chancelier Schmidt, contribuant à la rupture de la coalition de son parti avec le SPD. La politique budgétaire finit de fragiliser la coalition déjà troublée par les différends sur la

confié un mandat très précis au nou-veau chancelier : remettre de l'ordre dans le budget. Helmut Kohl s'est appuyé sur son premier ministre des finances, Gerhard Stoltenberg, qui a, je crois, reussi. L'Allemagne a de pays bien géré et stable, qui avait été entamée auparavant.

générale des dépenses, moyen classi-que. Ensuite par une réforme fiscale qui a allégé, en plusieurs étapes, certaines impositions. Cette politique conservatrice provenait de la même inspiration que celle de M. Thatcher en Grande-Bretagne. Mais evec une grosse différence : elle n'a pas été aussi radicale. Le résultat en a été un arrêt de la progression des prélèvements obligatoires par rap-port au produit intérieur brut.

tions versées à l'Ouest, par exemple à l'agriculture, aux mines de char-bon on aux entreprises publiques déficitaires, n'ont pas été réduites. C'est un premier point négatif. Il y en e un autre : le rythme des priva-tisations et des dérèglementations a été trop lent. Par exemple dans les PTT, dont les archaismes ont ralenti

»La politique européenne est, en revanche, à mettre à l'actif du chan-celier Kohl. Il n'y a ici pas de doute : son engagement envers l'Eu-rope de l'Acte unique a été bénéfi-

- Et Kohl #17

- Tout change evec la réunifica-tion. On peut dire que toutes les économies budgétaires de Kohl I ont été mangées par Kohl II. L'Alle-magne a dépensé ce qu'elle evait épargné et se retrouve dans la même mauvaise position qu'au début des années 80. C'est un retour à la case départ.

» L'explosion des dépenses publi-ques pour la restructuration de l'Est repose aujourd'hui un problème de consolidation. La politique budge-taire entraînant une politique moné-taire stricte, on peut dire que l'Alie-magne exporte chez ses partenaires, au travers des taux d'intérêt, la charge de son unification, un peu comme les Etats-Unis avaient exporté celle de leur croissance, au début des années 80, au travers de la hausse du dollar.

- Le chanceller évoque la mise en œuvre d'un « pacte de solida-

- Les éléments du redressement

logies dans le pays. Nous sommes de faire un choix et à présenter une politique cohérente. C'est maintenant que l'absence de coupes claires dans les subventions à l'Ouest durant la première période fait sen-tir ses effets. Il va falloir faire rapifaudrait présenter un plan é moyen terme solide. Le drame est qu'on évoque tous les jours des projets de taxes différents. L'opinion est dés orientee. Les Allemands accepteraient à la rigueur de payer, mais à condition que ce soit dans certaines limites, qu'on leur dise la vérité et qu'on fixe une perspective. Il le faut avant que la politique économique ne tourne au désastre.

> celui des autres responsables européens, aura été de signer trop vite le traité de Masstricht et de forcer l'al-lure de l'Union européenne. Les dirigeants ont vouln décider sans consulter les citoyens, et cela se retourne contre eux. Comme l'opi-nion craint de perdre le mark et de devoir payer de nouveaux impôts. cette fois pour aider les partenaires européens du Sud, l'Europe devient moins populaire.»

> > Propos recueillis par

Le plus grand succès, la plus grande crise

IX ans après être arrivé à la chancallerie, Helmut Kohl est en charge d'un géant blèmes gigantesques. Avec la réu-nification, le potentiel économique de l'Allemagne s'est accru de 7 %. Sa populátion a augmenté de 25 %. Ses difficultés ont cr0, en étent pru-

Le succès d'Helmut Kohl est fondé sur quetre élements. D'abord, persévérance inébranlables dans l'adversité, ceractéristiques qu'il a prouvées, par exemple, pendant la crise sur le stationnement des missiles à moyenna portéa en Allemagne, immédiatement après être arrivé au pouvoir en 1982. Deuxemement, guidé plus par son instinct que par son intelligence, Il a su prendre les bonnes décisions en temps opportun. Les réductions d'impôts pour les sociétés et les ménages se sont révélées propices à la relance d'une économie an stagnation au milieu des années 80.

Evincer les rivaux

Troisièmement, Helmut Kohl e parfaitement su combiner la politi que étrangère et la politiqua inté-neure. Son succès le plus retentis-sant a été de convaincre Michail Gorbtachev en 1990 qu'une Allemagne unie serait bonna non seulement pour les Allemands mais aussi pour l'Union soviétique (aujourd'hui disparue). Sa politique de concertation étroite avec Francois Mitterrand (malgré l'Artitation provoquée par la politique française face à l'unification) et avec le président Bush est également une mani-festation de ce même facteur.

Quarriemement, Helmut Kohl a mené une politique déterminée et parfoie brutale pour évincer ses rivaux. Une théorie de personnalités autrefois considérées comme des prétendants au pouvoir au sein de retremants au povor au ser con l'Union chrétienne-démocrate - Rainer Bazel, Kurt Biedenkopf, Gerhard Stoltenberg, Heiner Geissler, Lother Spath - ont disparu de l'avant-scène politique. La politique a horreur du vide, et deux nouveaux de l'avant-schaff de l'avantrivaux potentiels - des protégés de Kohl - ont émergé dans la parti, tous les deux protestant évidemment de leur loyauté à son égard : Wolfgang Schauble et Volker Rüha. Leurs chances de lui succéder l'année prochaine sont cependant très

L'emprise de Kohl sur la hiérar-chie de son parti est beaucoup plus grande que celle de Ludwig Erhard, écarté quand le grande coalition a été formée en 1966. Les spécules tions, qui allaient bon train ces derniers mois à Bonn, sur le fait que Kohl pourrait être mis sur la touche par une affance entre le SPD et le FDP doivent donc être considérées

Melgré les problèmes croissents de l'Allemagne, il est peu probable que Kohl perde la pouvoir à la faveur d'un putsch interne au parti. Et il est encore moins probable qu'il abandonne de son propre gré avant qu'à n'ait battu le record d'Adenauer, resté quatorze ans à la chancellerie, ce qui n'arrivera pas avent 1996.

Le plus grand triomphe de Kohi a plongé l'Allemagne – et lui avec – dans sa plus grande crise, Helmut sa carrière politique qua l'unification de l'Allemegne se produirait un jour. Mais, dans un moment de candeur, lors d'une visite à Moscou, an 1988, il a admis devant Gorbatchev qu'il ne vivrait sans doute pas assez vieux pour voir les deux parties de l'Allemagne de nouveau réunies. Il e saisi l'occasion quand elle a'est présentée, avec courage et détermination. Toutefois, comme beeucoup, il n'y était pes préparé. Son échec dans la matrise des conséquences économiques de la réunification était peut-être inévitable, eu égard aux énormes problèmes laissés par l'ex-RIDA. Mais II a placé son pays et l'Europe devant des années de difficuttés politiques et économiques qui risquent de porter un coup à l'ob-jecur poursulvi per Kohl lui-même, à savoir l'unification européenne.

Une des meximes favorites d'un homme dont la convarsation consiste essentiellement en slocens et en lieux communs est que cl'unité de l'Allemagne et l'unité de l'Europe sont les deux faces d'une même médeille ». Il n'e pas prévu que les deux côtés de la médaille pouvaient se temir en même temps. Le deutschemark est le symbole du Wiederaufbau allemand (la reconstruction), le fondement de sa prospérité et de sa stabilité. Surtout en période de difficultés, les Allemands ne veulent pas l'abandonner, même pour una union monétaire à deux formé avec la France

L'unité a engendré des occasions et des risques sans précédent. En matière fiscale, Kohl a abandonné le principe « pes d'expériences » qui avait guidé la politique allemande pendant quatre décennies. Des déficits publics énormes sont responsabies des taux d'intérêt élevés - et non pas l'intransigeance de la Bun-desbank qui fait son travail en esseyant de maintenir l'inflation à un bes niveau. Il e toujours été évident qu'il ne serait pes facile de démon-ter le système communiste est-allement et de réperer ses erreus et ses crimes. Mais les problèmes ont été aggrevés par l'absence à Bonn de vision à long terme.

Kohl n'a jamais su le début d'un projet d'imégration de l'Est. C'était probablement une bonne chose. Si le chanceller avait manifesté avant novembre 1989 le moindre intertion d'« annexer » la RDA, il aurait FDP doivent donc être considérées subi des attaques inimaginables, à comme largement prématurées.)

mettra en danger la stabilité de l'Eu-Après la chute du mur da Berlin, la gouvernement Kohi a dû agir d'abord et penser ensuite. Le chanceller a montré des capacités d'im-

provisation remarquables. Mais il n'a pas toujours pris les bonnes décisions. Il avait probablement raison au début de 1990 de pousser les feux d'une union monétaire rapide entre l'est et l'ouest de l'Almagna. Il a fait ce choix contre l'avis de la Bundasbank. Mais le retarder n'aurait que repoussé les difficultés économiques, et aurait conduit à des complications encore plus grandes dans les négociations sur le retrait de l'armée soviétique.

rope et la paix du monde.

Pas de sacrifices

Peu au fait des questions écono-miques, Kohi n'a cependant pas compris que la réforme monétaire de 1948 en Allemagne occidentale et l'introduction du dautschemark en Allemagne de l'Est en 1990 n'étaient pas comparables, il a sous-estimé les effets d'un change sur la base de 1 deutschemark pour 1 mark-Est. Il a cru que la prise en charge de la RDA serait pratiquement autofinancée, grâce à une aug-mentation des recettes fiscales qui iviterait des hausses d'impôts. A l'été, il proclama : «Personne n'est appelé à faire des sacrifices pour

Kohl n'a pas promis un succès ammédiat. Mais il aurait dû expliquer clairement que la réunification supposait edu sang, de la sueur et des larmes», et des sacrifices financiers pour l'Ouest opulent. Sa prévision la

Pratiquer

I'EurOpe

NE LAISSEZ PAS L'EUROPE

SE FAIRE SANS VOUS

magne de l'Est serait un epays florissant» valait pour les élections de 1994, non pour 1992. Cependant, comme l'est de l'Allemagne est maintenant la région la plus pauvre de le Communauté, il ast évident que cette prévision ne sara paa mensonge électoral. En fait, le chanceller n'a pas sciemment induit les sans doute plus terril sa propre propagande.

Dans une obscure étude publiée dana lag annéas 60, Halmut Schmidt, le prédécasseur de Kohl, prévoyait qu'une ouverture totale du marché est-allemand aux produits occidentaux provoquerait un effondrement de l'économie du pays. Si Schmidt eveit été à la chancelleria au momant da la réunification, il aurait été plus avarti des dures conséquences économiques de l'entrée soudaine du deutschemark en Allemagna da l'Est. Il aurait été beaucoup plus prudent dans la gestion de la réunification. Mais on ne peut s'ampêchar da ae demandar si, alors, l'occasion n'aurait pas été totalement manquée.

► Ancien correspondant à Bonn, David Mersh est responsable du département « Europe » eu Financial Times. Il est l'euteur de New Germany : at the Cross-roads (la nouvelle Allemagne : à la croisée des chemine) at de The Bundasbank: the Bunk that Rules Europe (la Bundesbank, cette banque qui gouverne l'Eu-

Pratiquer l'Europe

reseaux de A à Z

de Bruno Vever

François Perigot

pour prendre l'Europe

528 pages, 245 F

Un livre

en main

Stratégies et

plus répandue selon lequelle l'Alleremplie. Le SPD accuss Kohl da électeurs en erreur. Son erreur a été

> Depuis les pistoleros jusqu'aux hiérarques, dixneuf juges racontent la justice et lui donnent chair humaine... Jamais ils n'ont parlé si bien, si franchement,

> > Pierre-Laurent Mazars,

Remarquablement construite et maîtrisée, cette enquête est un modèle !

Le Figaro

ESPACE EUROPÉEN

LA DÉCENNIE KOHL

 Pour évoquer la politique économique allemande depuis dix ans, il faut tout de suite couper la période en deux. La réunification e complètement changé les données

- La politique de consolidation a-t-alle été réussie?

- D'abord par une réduction

» Pourtant, les énormes subvenl'introduction des nouvelles techno-

- Et la politique européenne?

- Le tort du chancelier, comme

ERIC LE BOUCHER

573 p

av regard de leur fonction. Bien au-delà de la langue de bois. C'est passionnant.

Le Monde ● Mardi 29 septembre 1992

Laurent Greilsamer

Daniel Schneidermann

Fayard

Ils parlent, beaucoup trop

Blandine Grosjean, L'Événement du Jeudi

si fort... Tout est abordé. Le Journal du Dimanche

Alain-Gérard Slama,

FAYARD

de l'hedonismi

-

A distriction

M. Bayrou souhaite que la droite adopte «une position unanime»

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a affirmé dimanehe 27 septembre au « Forum RMC-l'Express» que la cohabitation est, selon lui, « une mauvaise solution pour la France». Refusant que ce sujet soit « utilisé comme une pomme de discorde entre les formations politiques de l'opposition», au risque de rendre le discours de celle-ci « de moins en moins crédible », il a précisé : e Nous sommes très nombreux à penser que la cohabitation n'est pas l'intérêt de la France, qu'il faudrait que la président de la Républiqua en tire les consèquences et que nous nous mettions d'accord sur une méthode. (...) Je souhaite que, si nous voulons traiter la question de la cohabitation, alors nous la mettions à l'ordre du jour et nous adop-

Pour sa part, le secrétaire général de l'UDF estime qu'à la place de M. Mitterrand il considérerait, en cas de désaven de la majorité, que « ce désaveu frappe non seulement les exécutants, mais l'inspirateur », c'est-à-dire le président de la République, et qu'il serait normal que celui-ci « en tire les conséquences ». Il rappelle enfin ce qu'il nnmme

D M. Barrot (CDS) souhaite « une alternance de ploin exercice», -M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, estime, dans un communiqué publié vendredi 25 septembre, qu'en demaodant le départ de M. Mitterraod si la droite l'emporte largement aux élections légis-latives M, Chirac « a exprime un souhait largement partagé ». e La majorité sortie des urnes devra exiger une alternance de plein exercice, sans ambiguîté, scellée par un véritable contrat de législature, affirme le député de la Haute-Loire. Si le président, après une nette victoire de l'opposition, décide, contre l'attente de nombreux Français, de rester, il faudra « la solution Millerand » (1), soulignant : « Quand un président de la République veut nommer un gouvernement contre l'avis de l'Assemblée, il peut se faire que l'Assemblée refuse de participer à ce gouverne-

M. Bayrou pense d'autre part que «si on demandait à beaucoup de Français aujourd'hui la disse rence qu'il y a entre la gestion socialiste et la nôtre, ils diraient : nu fond, c'est à peu près la même chase». Indiquant que l'opposition veut « rester à une politique de défense du franc », il ajonte : « Je pense qu'il faut se mettre à la recherche de ces gestes, de ces symboles, de ces mots forts qui seront que les Français accepteront les nécessités de la rigueur : on ne peut pas s'en abstraire, mais au moins ils considereront que c'est fait pour eux et qu'ils y sont associés.»

(1) Au lendemain des élections législa tives de 1924, marquées par la victoire de la gauche, le président de la République, Alexandre Millerand, s'était démis de ses fonctions après s'être heurté au refus des personnalités qu'il avait pressenties pour former un gouvernement.

D M. Bosson (CDS) considère la question de la cohabitation comme « un très maurais thème de campagne». - M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, affirme, dans un entretien au Parisien daté 26-27 septembre, que «si l'opposi-tion conquiert quatre cents ou quatre cent vingt sièges de députés, il est évident qu'un président de la République ainsi désavoué doit s'en aller». Le député de la Haute-Savnie ajoute: e Ce débot sera fonction de l'ampleur de notre victoire. Si nous bénéficions d'une lame de fond, notre demande de départ du président de la République sera parfaitement comprise par l'opinion publique.» M. Bosson estime toutefois que cette question est eun très mauvais thème

M. Edouard Balladur exclut «tout ce qui peut s'apparenter à un coup de force»

Invité de l'émission «7 sur 7» de TF 1, M. Ednuard Balladur a estimé, dimanche soir 27 septemestimé, dimanche soir 27 septembre, que si M. François Mitterrand décide de ne pas se retirer après une victoire de la droite aux législatives, «Il faudra bien que le gouvernement de la France soit assuré». L'ancien ministre a exclu atout ce qui peut s'apparenter à un coup de force». M. Balladur a souhaité que « les dirigeants de l'opposition ouvrent un débat devant les françois Invalement», sur la coba-Français, loyalement », sur la coha-bitation.

Le député RPR de Paris a demandé à ces dirigeants de répon-dre à quatre questions : «1) Si nous gagnons les législatives, le pré-sident doit-il en tirer la conséquence qu'il doit se retirer? 2) S'il décide qu'il doit se retirer? 2) S'il décide de ne pas se retirer, que faisons-nous? 3) Quel projet proposons-nous pour une politique différente? 4) Sommes-nous prêts-pour une-élection présidentielle anticipée, avons-nous décidé de faire en sorte de n'avoir qu'un seul candidat? L'opposition devrait, dans les mois qui viennent, de façon prioritaire et urgente, s'atiacher à répondre à ces questions, faute de quol nous risurgente, s'attacher à répondre à ces questions, faute de quoi nous ris-querions de perdre », a poursuits M. Balladur, qui a « souhaité que ce débat, au lieu de donner lieu à des prises de position plus ou moins personnelles, soit organisé au sein de l'opposition, sinon les Français auraient le sentiment du désordre et

de la désurion». Pant keviter l'emiettement conduisant à ce qu'on élise à nou-veau un président de gauche », il s'est prononcé « pour un système dans lequel l'opposition soit assurée d'avoir un seul candidat pour l'en-semble de l'opposition ». « Jacques semble de l'opposition ». « Jacques Chirac paraît le mieux placé, d'après les sondages », a précisé M. Balladur, en ajoutant : « C'est tout ce que je peux dire. » Il a jujé que l'opposition o'est « pas encore unie ». « Elle n'n pas été en mesure n'est pas encore sortie de propos d'ordre très général sur la nécessité d'organiser des primaires. Elle n'a pas encore fait connaître quel était

son projet pour l'avenir.» Au sujet des problèmes internes au RPR, M. Balladur s'est déclaré « tout à fait partisan de mettre les choses sur in table » afin qu'e on choses sur in tables with all won s'explique sur la politique qu'on veut meners pour la France. Enfin, il a jugé «légitime» que l'opposi-tion censure le gouvernement sur le budget 1993, qui «signe quatre années de gestion qui nous ont conduits dans une impasse».

M. Séguin : renouer avec l'électorat populaire

Onelques heures auparavant, M. Philippe Séguin avait assuré, à «L'heure de vérité», sur France 2, qu'en cas de victoire de la droite aux législatives la questinn de la cohabitation ne se poserait pas en « termes radicalement différents » du point de vue juridique et politi-que par rapport à 1986 si le chef de l'Etat décide de rester. Le député des Vosges a cepeodant souhaité que le futur premier ministre ait les moyens « de gouver-ner comme il l'entend ». Celui-cì, ner comme il l'entena ». Ceiu-ci, selon lui, devra, « le soir où il sera désigné, dire au président de la République qu'il va de soi que, dans la mesure où il serait empêché de gouverner comme il l'entend, il remettrait sa démission sur l'heure ». Pour autant, M. Séguin entena que e seruf dubremente arté. estime que, « sauf évènements exté-rieurs », M. Mitterrand « attend de pied ferme la cohabitation ».

tent sur la véritable réponse aux

rogé sur ses propositions pour répondre à l'attente de cet électo-rat, il a indiqué qu'il voulait notamment « réhabiliter l'idée de notamment « réhabiliter l'idée de nation », « remettre en route l'Etat » et « restaurer les valeurs républicaines ». Il a distingué trois sortes de chômage : le chômage « culturel », anquel on ne pourra remédier que par une réforme de l'éducation, le chômage « technologique », qu'il juge inévitable mais qu'il souhaite aussi bref que possible, et le chômage « économique », qui ne sera résorbé que par un retour de la crossance.

A propos de Maastricht, le maire d'Epinal a souligné, en réponse à M. Valéry Giscard d'Estaing, qu'il n'avait « aucune intention d'abju-rer » ses convictions, notamment sur l'Europe, « quel qu'en soit le prix à payer». Il a indiqué que dans l'hypothèse d'un retour de la droite au pouvnir, il ferait preuve d' « un soutien critique ».

M. Devedjian : détacher Jacques Chirac

Avant lui, au micro de Radin J, dimanche, M. Patrick Devedjian, dimanche, M. Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, a déclaré: e Dès que la campagne présidentielle sera pius active, Jac-ques Chirac sera obligé de se déta-cher de la présidence du RPR pour trouver la plénitique d'expression dans se condidates à l'Esprés. dans sa candidature » à l'Elysée. « Un candidat n vocation à rassembler et à se situer au-delà des partis. bler et à se situer au-delà des partis.
Notre histoire récente montre que,
dans l'exercice de ses fonctions de
président Jacques Chirac est de plus
en plus gêné aux entournures », a
ajouté le maire d'Antony. Estimant
que la cohabitation est «inévitable » et qu'éléc doit, faire-l'abjet
d'un débat et d'un vote au RPR,
M. Devediur à indicité ou les M. Devedjian à indique qu'en relançant ce débat M. Chirac « a

Séguin-Pasqua ». « Il obéit à des considérations de tactique interne, a-t-il dit. Il s'agit de couper l'herbe sous le pied de Charles Pasqua en déployant un discours anti-cohabita-tionniste, seul créneau qui lui res-

Ces propos ont valu, dans la soi-rée, à M. Devedjian une réponse acerbe de M. Pasqua, selon lequei ce « quadra », qui est « Isolé » dans son mouvement, est « intelligent mais devrait réfléchir avant de par-ler». Le président du groupe RPR dn Sénat a eu une conversatinu, dans son bureau, avec MM. Chi-rac, Juppé, et Séguin qui étaient venus assister à la soirée électorale au Palais du Luxembourg. Le président du RPR a assuré qu'il ne fallait pas voir dans sa rencontre avec le tandem qui a assuré la promotion du « non» à Maastricht au sein du RPR des a retrouvailles se MM. Pasqua et Séguin ont refusé de participer, merèredi 23 septem-bre, à la réunion du conseil national qui a renouvelé sa confiance à M. Chirac à une écrasante majo-

 M. Lang met en garde coutre un « pronunciamiento institutionnel ».

 M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a déclaré, dimanche 27 septembre déclaré, dimanche 27 septembre sur France 3, en évoquant le débat sur la cohabitation, qu'il était « choqué par ces nituques constantes, permanentes, contre la fonction et la personne du chef de l'Etat ». « Il n'est pas convenable, il n'est pas normal qu'en permanence des hommes d'Etat puissent ainsi mettre en cause la Constitution », a-t-il dit, avant d'ajouter : e si ces attaques contre le chef de l'Etat et contre la Constitution elle-même se perpétuaient, oir sesait, en inférence, perpenuaient on senait en présence, très étrangement dans in grand pays civilise comme la France, d'une sorte de pronunciamiento

L'UDF juge la question prématurée

Les dirigeants de l'UDF ne s'attendaient pas que le débat sur la cohabitation revienne aussi vite sur le tapis. Encore moins que M. Chirac, en personne, se charge de la manœuvre, avec le concours zélé de l'un des leurs, M. Gérard Longuet. Le mouvement que préside M. Giscard d'Estaing juge un tel débat prématuré et por-

La question de la cohabitation avait été évoquée au suriendemain du référendum sur Maastricht au s'était dit que M. Charles Pasqua ne tarderait sans doute pas à s'emparer du sujet pour embarrasser un peu plus MM. Chirac et Balladur, mais que, en tout état de cause, mieux valait s'en préserver, car « les Français n'attendent pas leur salut de la politique politicienne, avait expliqué M. Giscard d'Estaing au lendemain du référendum. Le calendrier politique viendra plus tard. » A cet argument M. Longuet en avait lui même ment, M. Longuet en avait lui-même ajouté un second, à savoir qu'il lui semblait délicat, sinon malsain, d'évoquer un tel sujet compte tenu des problèmes de santé du chef de

donc surpris, beaucoup à l'UDF n'étant pas loin de considérer que ale» et «la dignité» – pour reprendre les propres termes du pré-sident du RPR - commandaient aussi de demeurer discret sur cette question. Le fait que M. Longuet se soit empressé de relayer immédiatement les propos de M. Chirac, en expliquant que la réponse de l'opposition à la cohabitation scrait plus

OÙ TROUVER UN Livre épuisé ?

Ecrivez ou téléphonez : LIBRAIRE (service 18)

LE MONDE DU LIVRE 60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS **75006 PARIS 2** (1) 43.25.77.04

« primaires » dégageaient enfin son candidat unique à l'élection présidentielle, ne pouvait qu'ulcérer les giscar-L'UDF se trouve donc pintôt

gênée aux entournures. Au terme de leur campagne pour le «oui» à Maastricht, ses dirigeants ne peuvent raisonoablement contrarier la démonstration de M. Chirac sous peine d'être suspectés de vouloir raccore une fois rendre service à peine d'être suspectés de vouloir encore une fois rendre service à M. Mitterrand. Ce qui peut expliquer les propos de son accrétaire général, M. François Bayrou, au Forum RMC-l'Express comparant la situation future de M. Mitterrand à celle de Millerand en 1924, lequel avait été contraint à la démission par le cartel des gauches, vainqueur des élections à la Chambre des députés. Pour donner le change, les responsables de l'UDF sont pratiquement condamnés à suivre M. Chirac, mais le fond de leur analyse o'a pas changé par rapport à 1986.

Tout le monde est d'accord pour

Tout le monde est d'accord pour dire que, en cas de cohabitation-bis, M. Mitterrand ne pourra plus avoir le même comportement et que l'op-position, devenue majorité, se devra, elle, de ne plus avoir les mêmes fai-blesses. L'épisode des ordonnances sociales du 14 juillet 1986 n'a pas été ' nublié. Mais chacun est bien contraint d'admettre qu'une fois encore M. Mitterrand aura l'essentiel des cartes en main et que tout dépendra également, comme le dit M. Bernard Bosson, « de l'ampleur de

Les circonstances

et les convictions Bref, pour l'UDF, le débat sur la cohabitatinn apparaît prématuré, compte tenn de l'incertitude du calendrier électoral, et en tout cas porteur de bien des désagréments. Comme en 1986 avec les barristes, beaucoup redoutent, comme l'a dit M. Bayrou, que cette question ne soit une nouvelle pomme de discorde au sein de l'opposition. M. Bayrou exprime une sorte de veu pieux quand il souhaite que l'opposition adopte une position unanime. Car chacun sait bien que ce débat dépend plus des circonstances que des

En février dernier, M. Giscard d'Estaing demandait «une accéléra-tion des échéances», allant jusqu'à préconiser «une autodissolution» de l'Assemblée nationale. M. Chirac fit la sourde oreille. Le président de l'ULF est désormais moins pressé.

alsée à trouver si, sans tarder, les dernière, a besoin de temps (...) et doit respecter les échéances, » Son discours ne va guère varier. M. Giscard d'Estaing a besoin de temps pour laisser M. Pasqua continuer son travail de sape au RPR. Plus le RPR va donner l'impression de s'agiter, plus l'UDF va chercher à faire la démonsroude va chercher a saine in dethons-tration de sa sérénité et de sa résolu-tion. « Il faut respecter la règle, préve-nait déjà en 1986 M. Giscard d'Estaing. La France a une Constin-tion. Chacun devra la respecter. Celui qui ne la respectera pas prendra des risques. » Voici M. Chirac dûment alerté.

Enfin, il est de plus en plus clair que M. Giscard d'Estaing n'entend pas plus qu'hier mettre le doigt dans l'engrenage des «primaires». M. Bayrou a trouvé un nouvel argument.
Les Français, explique-t-il, jugeraient
« inconvenant», compte tenn de l'état
de santé de M. Mitterrand, que l'opposition s'organise d'ores et déjà pour sa succession. La partie de cache-cache est loin d'être terminée. DANIEL CARTON

M. Noir suggère un référendum sur la durée

du mandat présidentiel

M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, estime, dans un entretien publié Inadi 28 septembre par le Progrès qu'avec le reférendum sur le traité de Maastricht «les clivages politiques traditionnels ont sauté», mais estime qu'une recomposition est « impossible aujourd'hui» et qu'à six mois des élections législatives « le stata quo est Inévitable » : « Cela aboutit à un paradoxe, souligne-t-il. Nous aurons pour les prochaînes échéances face à face les anciens clivages, alors qu'on s'aperçoit que les notions de droite-gauche ne sont plus déterminantes pour la majorité des

Rappelant que M. Mitterrand avait évoque un «tollettage des ins-titutions», M. Noir juge « opportun » et «cohèrent» d'organiser un référendum sur le quinquennat, le référendum d'initiative populaire et le renforcement do Parlement. Si ce référendum avait lieu avant les légis-latives, dit-il, e le président de la République pourrait s'appliquer à hi-même la réduction du mandat et Concurrencée par les communistes contestataires

La direction du PCF se pose en championne de la recomposition de la gauche

Le directeur de l'Humenité, M. Roland Leroy, membre du bureau politique, devait présenter eu comité central du PCF, convoqué lundi 28 et merdi 29 septembre, un rapport sur « les enseignements de la campagne et du vote du référendum » du 20 septembre et sur r la situation qui en découle et l'activité du parti. » A cette occasion, la direction du PCF va tenter de se poser en chempionne de la recomposition de la

La situation à laquelle les sénateurs communistes sont confrontés au len-demain du renouvellement de leur assemblée apparaît mès symbolique de la nécessité politique qui s'unpose aujourd'hui à l'ensemble des diri-

geants de leur parti. Pour continuer à disposer d'un groupe parlementaire au Palais du Lexembourg, après la défaite, en Moselle, du maîre de Thionville, M. Paul Souffrin, ces sénateurs, réduits à quatorze, auront impérativement besoin de conserver le renfort de leur unique «apparenté», M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre, sénateur de la Guadeloupe. Or, il n'y s vraiment plus grand-chose de commun entre cet étu antillais et les mise à une forte concurrence interne, un an, avec le Parti communiste guadeloupéen, et le nouveau parti qu'il a créé localement, avec d'autres dissimilie de leurs amis respectifs, o'ont visiblement l'intention de grace.

dents, le Parti progressiste démocrati-que guadeloupéen (PPDG), fonde sa démarche sur des principes qui n'ont « rien à voir, selon ses dirigeants, « avec le communisme».

Pourtant, cela n'empêchera sans doute pas les sénateurs du PCF de continuer à coexister en bonne entente avec ce «frère hérétique» parce que chacun y trouvera certai-nement son intérêt.

accompli

De la même façon, la direction nationale du PCF est contrainte de continuer à s'accommoder de ses contestataires. Sinon, elle se contredi-nait au moment où, dopée par l'am-pleur du « non » an référendum du 20 septembre, elle se sent pleinement en phase avec l'électorat populaire et en prase avec l'electorat populaire et est portée – comme l'a fait M. Georges Marchais dans ses déclarations au Monde du 26 septembre – à accentuer ses appels au rassemblement de toutes les forces de ganche. Elle s'en arrange d'autant plus facilement que contestataires et orthodoxes ont mené campagne à l'unisson.

La carte sociologique du «non» ouvrant un large espace d'action aux partis protestataires, la direction du PCF va naturellement tenter d'élargir cene brèche à son profit en se posant en championne de la recomposition de la ganche. Mais elle est déjà sou-mise à une forte concurrence interne.

leur isolement, à leur entreprise convergente de transformation du PCF menée de l'intérieur.

Bien an contraire, M. Fiterman Bien an contraire, M. Fiterman vient de s'affranchir encore un peu plus de la tutelle du bureau politique en mettant celui-ci devant le fait accompli de sa déclaration de candidature aux prochaines élections législatives dans la quatrième circonscription de la Loire, dont le siège est détenn jusqu'à présent par l'ancien maire de Firminy, M. Théo Vial-Massat. Intronisé par celui-ci au cours d'une conférence de presse commune, le 23 septembre, M. Fiterman a balisé son terrain en déclarant que « l'entente démocratique» qu'il appelle de ses vieux devia être «plurielle, martente democratique» qu'il appelle de ses vœux devra être ephirielle, marquée par la capacité d'écoute, le respect mutuel, le rejet de toute volonté hégémonique, la libre adhésion sans cesse renouvelée à des tâches communes». Il mênera campagne au nom des «refondateurs» et sa candidature en annonce d'autres ailleurs.

M. Marchais, préalablement informé par M. Fiterman, n'a émis aucune objection devant cette spec-taculaire entorse aux provident taculaire entorse aux procédures habi-tuelles. Peut-être le secrétaire général du PCF n'était-il pas faché de voir l'ancien ministre des transports partir à la conquête d'un mandat dans la Loire alors qu'il aurait pu le faire, comme en 1978, dans le Val-de-Marne, son propre département

Quarante-huit houres plus tard, dans une déclaration commune, les dans une déclaration commune, les porte-parole des communisses « refondateurs » rendaient publique leur prope analyse des résultats du référendum en y voyant surtout un appel des Français à des « novations urgentes et hardies dans les choix politiques, les modes d'intervention, les comportements » pour réprondre au sur réseau de la comportement » pour réprondre au pres de la comporte de la comporte de la comporte de la comporte de la composition de la comporte de la composition de la com monts a intervention, les compone-ments, pour répondre aux « muta-tions projondes que comaît la société française». Des mutations que la direction de leur parti, selon cuz, ne

prend pas assez en compte.

Comme M. Herzog entend contimuer, pour sa part, à approfondir le dialogue tous azimuts par l'intermédiaire de l'association Confiontations, il ne fait donc plus aucam doute que la campagne législative se caractérisera, chez les communistes français, par un phénomère indist l'America. par un phénomène inédit : l'émer-gence d'authentiques courants dans le

champ electoral. ALAIN ROLLAR

Se Monde EDITIONS

ENQUÊTES SUR LA DROITE EXTRÊME

RENÉ MONZAT

«Je ne ferai jamais une politique sociale à crédit»

déclare M. Bérégovoy au «Grand Jury RTL - le Monde»

M. Plerre Bérégovoy, qui était, dimenche 27 septembre, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde», a affirmé que ∢rien n'est joué » pour les élections législatives et qu'il a « la ferme volonté de renverser la tentives et qu'il a « la ferme dance ». Il a indiqué que le tranc ne sersit pas dévalué et qu'il se refuserait à una politique de facilité, laissant eux « démagogues » la responsabilité de mener « une politique sociale à crédit ». Voici les principaux extraits de son intervention.

à un coup de forc

F SE DIST HI CLUME

Remaniement gouvernementul. — «L'attendrai qu'ils [MM. Charasse et Rausch, élus au Sénat] me disent ce qu'ils vont faire. (...) Si l'un et l'au-tre décident de rester au Sénat, ils seront remplacés. (...) Je crois que le remaniement, s'il y n remaniement, sera très limité.»

■ La cohabitation. - «Je suis partisan, comme le président de la République, du respect des échéances. Les élections législatives devront avoir lieu à l'heure dite; l'élection présidentielle anssi. Tout le reste est supputation; (...) Pour ce qui est des élections législatives, il peut y avoir un cas de figure où une appréciation du président et du pre-mier ministre sera nécessaire : c'est appreciation du président et du pre-mier ministre sera nécessaire : c'est celui où une majorité déciderait à l'Assemblée nationale de censurer le gouvernement. Dans ce cas-là, je dis tout de suite que nous examinerona très attentivement la situation, mais que le gouvernement est prêt à faire face à toute échéance.

» Je suis très frappé d'entendre celui-là dire qu'il refuse la cohabitation, et un autre dire qu'il l'accepterait à telle ou telle condition. cepteran a rene ou rene conomon.
On ne joue pas avec les institutions de la Va République. On les respecte. On ne peut pas accepter qu'il y ait une sorte de putsch institutionnel. "Plus 'taid," le premier ministre précisers qu'en parlant de putsch,

Les élections législatives. — «Je suis très frappé de voir tel ou tel dirigeant de l'opposition (...) nous annoncer que l'opposition va largement gagner les élections législatives. Attendons un peu. J'ai la ferme volonté de renverser la tendance. Rien n'est joué. (...) Cenx qui vendent la peau de l'ours, (...) comme s'ils se partagenient déjà les postes, se tromocat.

Pour « une maiorité clairement européenne »

» Les Français équilibreront les » Les Français équilibreront les camps. Ils en ont assez de ce manichéisme qui veut que tout soit bon
d'un côté et tout manvais de
l'autre. (...) Ils ne metiront pas tous
leurs œuis dans le même panier.
Moi, ce que j'espère, c'est que sortira des urnes, à une date plus ou
moins rapprochée, une majorité de
progrès clairement européenne, une
majorité sociale et européenne qui
majorité sociale et européenne qui
mourrait regrouper des femmes et majorité sociale et européenne qui pourrait regrouper des femmes et des hommes qui se sont prononcés clairement pour le «nui», et qui pourra rassembler sussi des femmes et des hommes qui, à travers le «noi», ont exprimé des inquiétudes mais qui, au fond d'eux-mêmes, sont pour l'Europe.»

■ Quels alliés pour les socialistes? «Les alliés des socialistes seront les Françaises et les Français, d'où pouvoir s'entendre des adversaires de l'Europe et des partisans de l'Eu-rope? Parce que le problème qui va se poser au gouvernement issu des éléctions législatives de 1993, va être d'appliquer le traité de Maastricht au mieux des intérêts de la France et de l'Europe (2) Croyez-vous qu'il soit façile de composer un gouverne-

» Ceux qui iront aux élections avec des idées claires, qui ne céderont pas aux corporatismes et manifesteront à la fois un sens aigu des
problèmes sociaux et un sens aigu de
leurs responsabilités nationales,
ceux-là seront entendus du pays. (...)
La France attend sécurité et autorité, e'est pourquoi je n'accepterai
pas le désordre. (...) Dans le même
temus. l'attends que le sonvernetemps, j'attends que le gouverne-ment fasse preuve d'une capacité

■ La révision de la Constitution. «Il y a un temps pour tont. La révision constitutionnelle serait sans donte nécessaire. Aurons-nous le donte necessaire. Autons-nons le temps de la mettre au point dans un climat de concorde nationale d'ici à mars 1993? Tout dépendra de l'état d'esprit des français et de l'état d'esprit des responsables politiques. (...) Je ne souhaite pas ouvrir prématurément (...) un

■ Le franc. — «Le franc a étè préservé. Il va sortir consolidé de l'épreuve qu'avait voulu hi infliger la spéculation (...) encouragée par les adeptes du renoncement national. Je n'arrive pas à comprendre comment (...) des femmes et des hommes de talent se soient prétendus les défenseurs d'une France. dus les défenseurs d'une France forte, de la sonveraincté nationale et dans le même temps aient recom-mandé, parfinis clairement, parfois de façon altosive, la dévaluation du franc. (...) Le franc ne sera pas déva-

> Refuser la facilité de la dévaluation

■ L'économie. - «Notre économie se porte bien et nous en avons en la preuve dans la crise que nous venons de traverser. (...) Nous fai-sons moins d'inflation que la plupart de nos partenaires. (...) Nous avons des comptes extérieurs en excédent et une balance des paiements en

il pensait «un peu à M. Jacques ment où l'on mettrait la moitié d'ad-Chirac». — Les élections législatives. — «Je partisans de l'Europe? — équilibre et, si notre déficit budgé-taire est supérieur à nos prévisions, il sera nettement inférieur à celui de nos partenaires (...) Le chômage de longue durée diminue dans notre pays. Les six cent cinquante mille entretiens individuels que les ser-vices de l'ANPE ont eus avec les chômeurs de longue durée donnent des résultats. Demain ou après-demain, M= Martine Aubry annoncera un chiffre de demandeurs d'emploi inférieur à deux millions neuf cent mille. Autrement dit, le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans

» Notre taux de croissance est supérieur à celui de tous les pays du G7 [Etats-Unis, Italie, Alle-magne, Canada, Grande-Bretagne et Japon]. (...) La croissance est insuffi-sante dans le monde. (...) Il faut en effet, comme nous le recomman-dons, aussi bien M. Balladur que moi, mettre de l'ordre dans le système monétaire international. Il ne faut pas croire qu'en relançant de manière prématurée l'activité on réglerait nos difficultés. Cela étant dit, des mesures sont prévues dans le budget et d'autres seront préparées pour accélérer la reprise de l'économie. Ne croyez pas que nous succomberons à la facilité. Par construe nous entendons répondre aux tre, nous entendons rénondre aux inquiétudes des Français. (...) C'est pourquai le budget de l'aménage-ment du territoire est l'un des budgets prioritaires.»

■ Un budget plus social? «Nous faisons une politique sociale en luttant contre l'inflation, en assurant la compétitivité de nos entreprises, en refusant la facilité de la dévaluation, car la dévaluation, ce serait la mise en cause du pouvoir d'achat de la France et des Français, et en particulier des salariés et des épargnants, en refusant une politique d'austérité qu'accompagnerait nécessairement une dévaluation du franc. Lorsque nous défeodons la monnaie ou lorsque nous menons une politique anti-inflationniste, nous créons les conditions d'une,

véritable politique sociale. (...) Moi, je ne ferai jamais de politique sociale à crédit. Je laisse cela aux de subsidiarité (...) Il n'y aura pas démagogues. Mais, dans le même temps, je défendrai le droit à la retraire à soixante ans, je défendrai

la Sécurité sociale.» ■ Le budget de 1993. – «Il y aura un déficit entre 160 et 170 milliards de francs. (...) La priorité sera donnée à l'éducation nationale, à la jus-tice, à la sécurité. (...). Dans le même temps, je sais qu'il y a une attente du côté du logement. Il y aura donc un nombre de prêts loca-tifs aidés (PLA) suffisant pour accélérer la reprise de cette activité avec d'autres avantages fiscaux. Mais ne comptez pas sur moi, ni sur les socialistes qui ont parfaitement compris la leçon de ces dix dernières années, pour faire de la démagogie.»

■ Le traité de Maastricht. - «Le traité de Maastricht ne pent pas être pliquer tel qu'il est. Ce qui est aussi certain, c'est qu'il y a besoin de clarifier certains points sans modi-

M. Helmut Kohl sur les abus de la Commission, M. Bérégovoy a déclaré: «Il ne faut pas en vouloir aux experts d'avoir exercé leurs res-ponsabilités si, ici ou là, le pouvoir politique a été défaillant. (...) La grande leçon du référendum vaut pour la Commissinn de Bruxelles, elle vaut pour l'administration allemande, elle vaut pour l'administra-tion française : il fant être à l'écoute du pays. On ne peut pas décider sans expliquer. (...)

» Nous acceptons de partager des compétences. Nnus ne construisons pas les Etats-Unis d'Europe à l'image de ce qu'est l'Amérique d'aujourd'hni. Dans un siècle ou

■ Une candidature à l'élection présidentielle? - A cette question, M. Bérégovoy a de nouveau répondu : « Non ». Il o ajouté : « Que les sondages m'aient inscrit sur leurs

politique étrangère

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Vers un retour des guerres balkaniques?

nº 2/92 - 100 F

En vente en fibrairie ou par correspondance à Armund Colin BP 22-41354 VINEUIL Codex

Un allégement de l'impôt sur le revenu

Si M. Michel Charasse quitte le ministère du budget, ce n'est pas pour laisser son successeur ouvrir les vannes, au risque d'accroître encore le déficit budgétaire. M. Bérégovoy a été catégorique : comme il n'entend pas mener « une politique sociale à crédit », abandonnant cela aux « démagogues», il refuse de relancer « d'une manière prématurée » l'activité économique - même s'il précise que des mesures « seront préparées pour accélérer la reprise de l'économie ».

Il a certes affirmé le soir même du référendum que le gouvernement devait être « plus qu'hier à l'écoute du pays » et il a redit dimanche qu'il lui fallait faire preuve « d'une capacité d'écoute renouvelée», mais il ne croit pas que ceux qui ont voté «non» le 20 septembre voulaient « davan-tage de social ». La politique sociale, dit-il, il la fait « en huttant contre l'inflation, en assurant la compétitivité de nos entreprises, en refusant la facilité de la dévaluation». Le gouvernement ne changera pas de polítique : M. Bérégovoy est persuadé que c'est en défendant la mnnnaie qu'il crée « les conditions d'une vėritable politique sociale».

Susciter l'adhésion sur un projet

Face à cette rigueur maintenue, faire entendre sa différence. Le « déficit social » confirmé par le faible succès dn « oni » an référendum lui sert de prétexte pour tenter de mieux se distinguer des socialistes, alors même que les Français, aux dires de M. Francois Bayron, secrétaire général de

Ainsi M. Balladur a-t-il public il y a quelques jnurs un texte réfutant les déclarations qui pré-sentent la politique de M. Bérégovoy et celle qu'a menée l'an-cien ministre de 1986 à 1988

entre les deux politiques», le député RPR de Paris souligne notamment que, si « une politique de stabilité monétaire est indispensable», elle « doit être complétée par une action éconòmique. budgétaire et fiscale qui permette une meilleure croissance».

M. Séguin, à sa manière, n'a pas dit autre chose en présentant à «L'heure de vérité» ses propositions pour lutter enotre le chomage et « renouer avec un électorat populaire» qui s'est éloigné du RPR, même s'il redoute que la droite ne s'en tienne à « des solutions conservatrices et libérales ». Plus prudent, M. Bayrou, an & Fnrum RMC-l'Express », a insisté sur la défense dn franc, mais souhaité des feront accepter aux Français « les nécessités de la rigueur». L'un et l'autre considèrent que l'opposi-tion n'a pas encore réussi a susci-ter l'adhésion sur un projet et qu'il lui faut convaincre l'opinion qu'elle ne fera pas « du Bérégovoy sans Bérégovoy». Tel est aussi le sens de la question posée par M. Balladur à ceux qui, dans son propre camp, se voient déjà revenus au pouvoir : « Quel pro-jet pour une politique différente?»

Entre la « rigueur » de M. Bérégovoy et la « politique différente » qu'entend promonvoir l'apposition sans pouvoir encore la définir clairement, les électeurs trancheront le inur venu. Ce jour peut être plus proche que prévu. La deuxième conséquence des élections sénatoriales est en effet de réduire encore la marge dont dispose le gonvernement an Palais-Bourbon et de le mettre plus que jamais à la merci d'une motion de censure : quatre dépu-tés socialistes font leur entrée au palais du Luxembourg contre un seul député de droite et, en raison de la proximité de l'échéance législative, ces nouveaux élus ne seront pas remplacés à l'Assem-

Toutefois, an-delà de l'arithmétique, c'est l'assise politique du gouvernement qui est en jeu; «comme étant de même nature». du gouvernement qui est en jeu; Refusant toute «assimilation et au-delà de l'autorité de

M. Bérégovoy, c'est celle de M. Mitterrand qui est aujourd'hm en cause. Pour la première fois, en effet, la question de son l'opposition, et si, officiellement, maladie du président de la République n'est pas invoquée par les porte-parole de la droite, il est évident qu'elle n'est pas étrangère au climat que ceux-ci entretiennent en participant, à la suite de M. Chirac, au débat sur

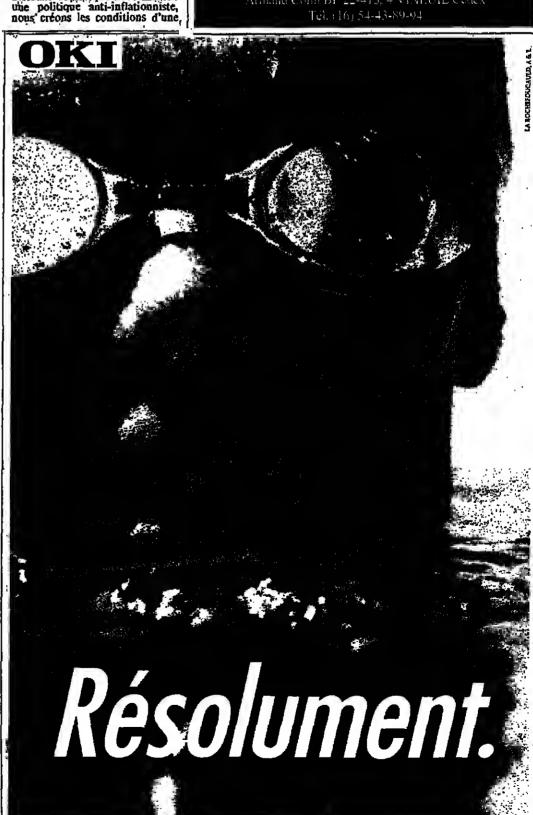
Une attitude commune sur la cohabitation

Le président dn RPR avait ouvert le tir en affirmant que « la morale» et «la dignité» devaient conduire le chef de l'Etat à se retirer en cas de large victoire de l'opposition. Il n'avait cependant pas indiqué ce qu'il ferait si M. Mitterrand choisissait de rester à son poste. M. Bayrou est allé plus loin en rappelant, au « Forum RMC-l'Express », que l'Assemblée peut toujours refuser son soutien à un gouvernement nommé par le président de la République. Mais il a surtout souhaité, comme M. Balladur l'a fait sur TF1, que l'opposition définisse une attitude commune.

« Nous sommes très nombreux à penser, 2-t-il dit, que la cohabi-tation n'est pas l'intérêt de la France, qu'il faudrait que le prési-dent de la République en tire les conséquences et que nous nous mettions d'accord sur une méthode.» M. Jacques Barrot, an nnm dn CDS, a estimé que M. Chirac nvait exprimé « un souhait largement partage ». Ainsi, maigré quelques nuances dans la formulation, et avant que M. Giscard d'Estaing ne s'exprime à son tour lundi soir, la droite donne-t-elle, pour l'essen-tiel, raison au président du RPR lorsque celui-ci, en se disant résolu à éviter la cohabitatinn, accentue sa pression sur M. Mit-

Les divers porte-parole de l'opposition soulignent toutefois à l'envi que le chef de l'Etat demeure le maître des opéra-tions. De sa brève retraite de Belle-lle-en-Mer, celm-ci administre une nouvelle fois la preuve qu'il reste expert dans l'art de

THOMAS FERENCZI



POLITIQUE

Les premières Assises nationales de l'écologie politique

«Je dis merci aux Verts d'avoir gardé la boutique»

déclare M. Brice Lalonde

Les premières Assises nationales de l'écologie politiqua, organisées par les Verts, ont réuni un peu plus de six cents perticipents, semedi 26 et dimanche 27 saptembre, à le Cité des sciences et de l'industrie, à Paria, Lors du débat da ciôture, M. Brice Lalonde e rendu hommaga aux amis de M. Antoine Waechter pour avoir a gardé la boutique ».

M. Brice Lainnde, dès înrs que l'heure est à la constitution d'«un pôle écologiste fort», qui pourrait se révéler fort utile dans l'avenir, Après svoir réclamé eu printemps dernier le possibilité de coorganiser les Assies de l'écologie imaginées par les seuls Verts, puis eprès s'être retiré au début de l'été du comité d'organisa-tion de la manifestation sous le pré-texte que le date choisie était trop proche du référendum du 20 septembre, le président de Génération Eco-logie e fait savoir, vendredi 25 sep-tembre, qu'il représentemit lui-même son mnuvement à le réuninn du week-end, à la Cité des sciences de La Villette. «J'al toujours pensé qu'on devait davantage travniller ensemble», 2-t-il lancé à une salle composée en majorité de sympathi-sants des Vens. «A Génération Ecologie, nous sommes davantage pour la démocratie que pour livrer un projet de société clefs en main, a-t-il ayouté. Mais je dis merci aux Verts d'avoir gardé la boutique, Il faut trouver une nouvelle déontologie de la politique, et les Verts ont commence à faire ce travail miers en pour

Dans le rôle de «l'impromptu de La Villette», M. Lalonde est einsi parvenu, une nouvelle fois, à faire ressortir le peu d'empressement de M. Antoine Waechter pour une union à tout prix des écologistes. Selon le porte-parole des Verts, « des différences subsistent », et lui-même n'a « pas envie de recommencer l'ex-périence des primaires de 1980» — au été choisi comme candidat des écologistes à l'élection présidentielle de gistes à l'élection présidentielle de l'année suivante. Assez peu dupe de l'engouement récent de MM. Ckude Bartoinne (PS), député de Seine-Saint-Denis, Philippe Herzog, député européen et membre du bureau politique du Parti communiste, ou Alain Madelin (UDF-PR), député d'ille-et-Vilaine, pour l'écologie, M. Waechter a en nutre affirmé: « A l'évidence, nous n'avons aus le même dictionsa en nutre affirmé: « A l'évidence, nous n'avons pas le même dictinnnaire à la maison, ou alors, il n'est
pas de la même époque. L'écologie est
par définition une pensée globale.
Pour renouveler la politique, il faut
une pensée cohérente et il faut aussi
renouveler les formations. Il faut privilégier le débat de fond sur la carrière,
ou, comme l'a dit un jour M. Michel
Noir, mieux vant perdre les élections
que de perdre son âme, »

Le débat - parfaitement inimagi nable il y a quelques mois seulement – entre les deux mouvements écologistes s'est ainsi doublé d'un échange parfois surprenant entre les représentants des partis traditionnels et les Verts. « Nous, les communistes, nous avons fait l'expérience de la pensée globale et nous sommes en train d'en revenir», expliqua M. Herzog à M. Waechter. « En tant que libéral, je M. Waechter. « En tant que libéral, je me mèfie de la politique. Chaque fois qu'on le peut, il faut trouver des sobitions atternatives aux sobations politiques », affirme M. Madelin. Pour M. Bartolone, en revanche : « L'absence de politique, l'absence de grand dessein consiste à refermer toutes les portes et les fenêtres, et c'est ce qui représente le plus grand dommage pour la planète. »

M. Bartolone (PS): savoir « passer des compromis »

Mais à la différence des ateliers, consacrés précédemment aux relaions entre la nature et la science, à l'entreprise citoyenne ou su partage du temps de travail et pour lesquels les responsables politiques n'avaient pas pu se libérer, aucun des intervenants, à l'exception de M. Wacchter et de M. René Dumont, présent dans la salle, n'e paru mesurer à quel point la logique même d'une politique écologique conduirait à une province de la mainmante de la contratat remise en cause de la croissance éco-nomique des pays industrialisés et à l'établissement de nouveaux rapports Nord-Sud, «Nous attendons beaucoup des écologistes, mais nous espérons aussi qu'ils vitendent eux-mêmes un enrichissement venant des autres», a affirmé M. Herzog, en faisant référence à un rapprochement entre éco-logistes et communistes autogestionnames. «Les paris politiques sont-ils recyclables? a-t-il ajouté en réponse à une question. Les résultats sont incertains, mais c'est un pari qu'il faut tenier, car nous sommes porteurs d'un

Plus directement encore, le principal artisan d'un éventuel rappro-chement entre le PS et les Verts, aux fins de non-recevoir qui lui ont jusqu'ici été opposées : « Vous ne pourrez pas rester sur l'Idée que vous avez été les premiers à prendre la dimension de la crise écologique. Votre problème, aujourd'hui, est d'ao-cepter l'idée de passer des compromis. Ce n'est par quelque chose d'abject.» entretien avec tel ou tel responsable des Verts, le dirigeant socialiste a pu avoir le sentiment de vivre sur une autre planète. « Nous sommes de la flotte à 80 %. Alors, si nous ne sommes pas capables de nous occuper des problèmes de l'eau, nous sommes condamnés à disparaître », a lancé, par exemple, un «écolo de base» su public, relativisant sinsi de besucoup la question d'un éventuel accord élec-

JEAN-LOUIS SAUX

La convalescence du chef de l'Etat

M. Mitterrand alterne promenades et temps de repos à Belle-Ile

M. François Mitterrand, arrivé à Belle-lle (Morbihan) le 25 septembre au soir, à bord d'un hélieoptàre, devait séjnumer jus-qu'eu snir du lundi 28 septembre ou au matin du 29 eu Castel-Clara, complexe hötelier disposant d'un centre de thelassothérapie. En convalescence eprès l'opération de le prostate qu'il aveit subie le 17 septembre, le président de le République a répundu eux journalietes qui l'interrogeaient sur sa santé : e Ca va, ca va. s M. Mitterrand e commenté son séjour dans l'île, qu'il aveit découverte, en juillet dernier, à l'invitation de M. Georges Kiejman, en déclarant : « Je connaissais un peu, et j'ai trouvé que c'était un des beaux endroits où l'on pouvait venir se repnser. En plus, l'air y est excellent. Tout est beau ici. »

Protégé per un service de sécurité d'une vingtaine de personnes, le président séjourne à Belle-lie en compagnie de son épouse Danielle, de l'un de ses frères, M. Robert Mitterrand, du ministre de la santé at de l'action humanitairs. M. Bernard Kouchner, qu'accompagnent snn file et son épouse, M*- Christine Ockrent. M. Mit-M. Christine Ockrent. M. Mit-terrand est sorti de l'hôtel en fenêtre de sa chembre.

samedi et dimenche, pour des promenades. Accompagné de son frère et de M. Kouchner, il e'est promené. Intemment. pendent environ une demiheure, dimanche après-midi, sur le port de Seuzon, où il a serré les mains des pramensurs, event de vieiter un megasir d'articles de marine, où il acheté un sextant. Le précident c'est rendu dans deux restaurants de l'île, à Sauzon, samedi midi, pour y déguster des tourteaux farcis, et à Bangor, le soir, pour

M. Mitterrand avait souhaité ennserver à son séjnur un carectère etrictement privé. Le personnel de l'hôtel a reçu des consignes pour ne nen dévoller des conditions du séjour du chef de l'Etat. Quelques supporteurs du précident, qui evaient tenté samedi de le rencontrer au Castel-Clara pour lui faire part de leurs vœux de prompt rétablissement, ont d0 repertir sans avoir pu parvenir à leura fins. Selon Mr. Mitterrand, la président met à profit ces quelques jours pour «se reposer, pour lire et pour pensers et pour profiter de l'air vivifiant de la Côte sau-

LES ÉLECTIONS

Les socialistes sont les grands

Ironie de la politique : à la veille d'échéances législatives périlleuses, les socialistes sont lee grands bénéficiaires du renouvellement triennal. Ils ont à la fois su profiter des divisions de le droite, dans la Pas-de-Calais et la Moselle, et tirer tout le bénéfice des résultats positifs qu'ils avaient engrangés lors des élections municipales de 1989.

Avec un gain de cinq sièges, le groupe socialiste, qui enmpte désormais soixante et onze mem-bres, devient le deuxième groupe du Sénat, loin derrière le groupe RPR mais reléguant l'Union centriste à le troisième place. Le succès du PS, notenu en dépit de mauvais reports de voix à gauche, eurait pu être amplifié par une modification du mode de serutin, qui fevoires actuallement le durite. modification du mode de scritin, qui favorise actuellement la droite. Cette réforme, engagée par Mª Edith Cresson, s'est évidemment heurtée à l'opposition de la majorité sénatoriale, qui l'e repoussée en décembre 1991, et M. Pierre Bérégovoy n'en a pas fait une de ses priorités depuis son arrivée à Matignon.

Cinq députés ont échoué

Les socialistes, s'ils se renforcent eu Sénet, emenuisent cependant leur représentation à l'Assemblée leur représentation à l'Assemblée nationale. En rejoignant le palais du Luxembourg, quatre députés PS, MM. Marcel Charmant (Nièvre), Roland Huguet (Pas-de-Calais), Pierre Menroy (Nord) et Charles Metzinger (Moselle), laissent vacants leur siège eu Palais-Bourbon jusqu'aux prochaines législetives. La majorité théorique du gouvernement à l'Assemblée nationale s'en trouve rédnite d'sunationale s'en trouve réduite d'su-tant, alors qu'il n'avait manqué que trois voix à la dernière motion de censure, déposée par la droite contre la réforme de la politique agricole commune et votée par les communistes, pour être adoptée. Depuis ce vote, il est vrai, M. François Léotard (UDF-PR, Var) a démissionné-de soo siège de

Seize sortants sont battus

Seize sénateurs sortants, qui se représentaient dimanche, ont été battus : il s'agit de MM. Clande Mnat (UDF-CDS, Loire), Auguste Chupin (UDF-CDS, Maine-et-Loire), Jean-Eric Bnusch (RPR, Moselle), Psul Snuffrin (PC, Mnselle), Jean-Psul Bataille (UDF-PR, Nord), Claude Prou-voyeur (CNI, Nord), Hubert d'Andigne (RPR, Orne), Henri Olivier (CNI, Orne), Henri Collette (RPR, Pas-de-Calais), Jacques Moutet (UDF-rad., Pyrénées-Atlantiques), Franz Duboscq (RPR, Pyrénées-At-lantiques), Hubert Peyou (ex-MRG, Hsutes-Pyrénées), Paul Alduy (UDF-PSD, Pyrénées-Orien-Aldy (UDF-PSD, Pyreness-Orientales), Albert Ramassamy (PS, la Réunion), Louis Virapoullé (UDF-CDS, la Réuninn), Dick Ukeiwé (RPR, Nouvelle-Calédonie),

Vingt-six sénateurs ne se représentaient pas

Vingt-six sénateurs ne sollicitaient pas le rennuvellement de leur mandat. Il s'agit de MM. Marcel Fortier (RPR, Indre-et-Loire). André-Georges Vnisin (app. RPR, Indre-et-Loire), Yves Goussebaire-Dupin (UDF-PR, Landes), Jacques Thyraud (UDF-PR, Loir-et-Cher), Michel Chauty (RPR, Loire-Atlantique), Bernard Legrand (UDF, Loire-Atlantique), Marcel Costes (PS, Lot), René Travert (CNI, Manche), Jean Amelin (RPR. Marne), Roger Boileau (UDF-CDS, Meurthe-et-Moselie), Hubert Mar-tin (UDF-PR, Meurthe-et-Moselie), Richard Pouille (maj. p., Meurtheet-Moselle), Robert Guillaume (PS, Nièvre), M= Marie-Fanny Gournay (RPR, Nord), MM, Roland Grimaldi (PS, Nord), Arthur Moulin (RPR, Nord), Hector Viron (PC, Nnrd), Amédée Bonquerel (RPR, Oise), Jean Natali (RPR, Oise), André Delelis (PS, Pas-de-Celais), Henri Gallet (PS, Pas-de-Calais), Roger Poudonson (UDF-CDS, Pas-de-Calais), Gilbert Belin (PS, Puy-de-Dôme, qui était toutefois candidat comme suppléant de M. Michel Charasse), André Daugnac (UDF-CDS, Pyrénées-Orientales). Jean-Pierre Bayle (PS, Français de l'étranger), Olivier Roux (UDF, Français de l'étranger).

cette élection, un seul député, M. Daniel Goulet (RPR, Orne), a tenté evec succès de rejoindre le

Ont été moins heureux dans leur Ont eté moins heureux dans leur tentative cinq députés : MM. André Labarrère (PS, Pyré-nées-Atlantiques), Auguste Legros (div. d., la Réunion), Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), Jean Scit-linger (UDF, Moselle) et Claude Walff (UDF, Puy-de-Dôme).

Le retour au palaie du Luxem-bourg de MM. Michel Charasse, ministre du budget, et Jean-Marie Rausch, ministre délégué an com-merce et à l'artisanat, qui a profité de la multiplication des listes de droite, devrait entraîner par ailleurs, an sein du gouvernement, un réaménagement; qualifié par M. Pierre Bérégovny de «très limité». Les deux ministres, qui

député. Mais à droite, au cours de ont un mois pour choisir entre leur nouveau mandat parlementaire et leur portefeuille, n'ont pas caché leur préférence pour le Sénat.

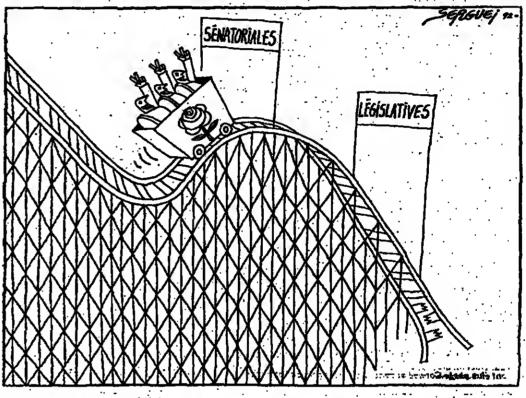
Le scrutin du 27 septembre e confirmé la fragilité, voire la préca-rité, du groupe communiste. Avec quatorze sénateurs et un apparenté, les communistes sont théorique-ment au-dessons du scuil de quinze ment au-dessous du seun de quinze sénateurs nécessaire à la constitu-tion d'un groupe. Ra ont cepeadant déjà conno une pareille situation à la suite des élections sénaturiales de 1986. A cette époque, ils avaient d'ailleurs bénéficié d'une interprétation conciliante du règle-ment du Sénat.

A droite, le RPR, habitué à voir ses effectifs croître à chaque renouvellement, marque singulièrement le pas. Il perd un siège dans l'Indre-di-Loire au profit de l'UDF et il ne conserve pas en Moselle le

au gouvernement de M. Rausch. Il gagne en revanche un siège dans les Pyrénées-Orientales et un autre en Maine-et-Loire. Il peut espérer réconérer de nouveaux arrivants comme M. Eric Boyer, éla divers escomptent, eux aussi, le ralliement leur groupe de nouveaux élus, qui leur permettrait de se mainte-nir à leur niveau actuel (soixantehuit sénateurs).

L'asure du pouvoir local sanctionnée

et européen limite les dégâts. Il ne devrait perdre au total qu'un siège si M. Rausch, il l'a laissé entendre



	Sénateura sortants	Sécateurs non renouvelables	Sécuteurs renouvelables	Elus / Rédius	Séast
PC PS Divers gamelae UDF UDF-CDS UDF-rad UDF-rad UDF-PSD RPR et app Div. dr	16 62 13 15 42 13 45 4 89 21	12 45 10 9 25 7 32 3 61	4 17 3 6 17 6 13 1 28	3 22- 3 6 17 5 12 0	15 67 13 15 42 12 44 -13 88 22
Total	320 (1)	218	102	103	321

Manœuvres pour la présidence être le groupe le plus puissant au

Les nauvaeux sénateurs qui croient rejoindre rue de Veuglrard un club confortable de vieux meseieurs palsiblea riequent d'étre désagréablement surpris : une sourde compétition devreit s'instaffer jusqu'à le fin de la semeine dens les couloirs du palaie du Lucembourg. La bataille pour la succession de M. Alain Poher, président du Sénat Juequ'à vendredi, est ouvert, et les nombreux prétendents ont com-mencé à se manifester dene le vasta salle des conférences surchargée de fresques épiques et de dorures que M. Jean-Luc Mélenchan (PS) surramme drôlement, à cause de cette profusion, is « caveme du barbare ».

Après s'être entretenu dane ann bureau de président du groupe RPR avec MM. Jacques Chirac Alain hand Chirac, Alain Juppé et Philippe Séguin, M. Charles Pasqua a réi-téré, dimanche soir 27 septembre, son souhait de voir s'organiser, au sein la mejorité UDF-RPR, une « primaire » qui permettrait à la droite sénatoriale de s'entendre au préalable sur la nom du son candidat à la présidence du Sénat, «Ce qui me paraît capital, a-t-ll dit, c'est que la majorité sénatoriale, qui dispose de près de deux cent trente sénateurs sur trois cent vingt et un, soit capable de désigner en son sein le futur président du Sénat et qu'elle ne se laisse pas

Il va sans dire que M. Paaqua ne se fait pas l'avocat de cette procedure par hasard, ou par pur esprit d'union. Le RPR est peut-

arbitrer par les socialistes. 3

Sénat avec plus de quatre-vingtdix élus - même e'il n'e pas procrassé à l'occasion de ce demier rennuvellement. - . Il n'en demeure pas moins minoritalre face à l'UDF, émiettée au Sénat en trola groupes : l'Union centriste, les Républicains et indépendents et le Ressemblement démocratique et européen.

La parade de PUDF

M. Pasqua e'accommoderait donc volontiers d'une profusion de candidatures au sein de l'UDF et d'une dispersion de ses forcee qui permettrait su RPR, dans le meilleur des cas, d'imposer une candidature gaulliste, ou plue simplement de chnistr «son» candidat centriste ou républicain et indépendant.

Pour l'UDF, la parade est simple, du moins en théorie. Il suffirsit en effet que les trois groupes se ressemblent et qu'ils se prononcent sur un nom. Avec plus de cent trente voix - si on s'en tient strictement aux effectifs actuels - l'Impétrant serait eines certain de l'emparter le 2 octobre prochain. L'Union centriste proposera cette formule à ses deux partenaires au cours d'une réunion prévue mercredi 30 septembre. M. Jeen-Pierre Fourcade (Rép. et Ind.) est lui eussi décidé à e tout mettre en œuvre pour que le président

dant, le président de son groupe, M. Marcel Lucotte, a d'ores et déjà fait savoir le peu d'enthou-sissme que lui inspirait cette procédure. Soucieux de ne pes «fracturer» la majorité; il se rallierait plus volontiers à la eprimaire y de M. Pasqua.

1

Si des réticences de cet ordre devaient e eccumuler, l'élection de vendredi serait à coup sûr un remake dévastateur de celle de 1989 qui vit les candidate UDF, MM. René Monory, Daniel Hoeffel et Jean Lecanuet pnur les centristes, Jecques Larché, Pierre-Christien Teittinger, Mercel Lucotte et Jean-Pierre Fourcade pour les Républicains et Indépendents, eans parler de M. Jean François-Poncet pour le RDE, e'entre-déchirer evec alecrité pour finalement échouer face à M. Poher, soutenu-par le RPR.

Dimanche eoir, M. Monory a replique à M. Pasqua. «Le président du Sénat, e-t-il dit sur France 2, devra être républicain et européen. » En juin dernier, à l'occasion de la révision de la Constitution préalable à la ratification des accords de Mesetricht, l'UDF, pour une fois unie, aveit mis nettement en minorité le RPR. Il reste maintenant aux responsablee de l'UDF - étant admis qu'ils accordent beaucoup de prix à cette présidence - à savoir ai cette majorité-là peut être ressuscitée.

7:

sont les grand.

day .

THE PARTY OF

AR LEE

bénéficiaires du scrutin

se décide finalement à le rejnin-dre. En revanche, pour les Répu-blicains et indépendants, la perte risque d'être sèche, notamment dans les départements où leurs sortants ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat (Landes, Loir-et-Cher, Manche, Meurthe-et-Moselle). Ils perdent également dans l'Orne et dans le Nurd, un leurs sortants sont battus. Des revers que ne compense pas le succès obtenu en Indre-et-Loire.

Vingt-six sénateurs ne se représentaient pas et seize ont été bat-tus. Effet mécanique du renouvel-lement, l'abaissement de la moyenne d'âge de soixante-cinq à soixante-deux uns - le nuuveau sonante-deux nas — le nauveau benjamin da Sénat est un élu RPCR de trente-einq ans, M. Simon Loueckhote — s'accom-pagne d'une arrivée de sénateurs

Qui ont nuveriement mené compagne sur le thème de la rénuva-tion. La cuisante défaite de MM. Hubert d'Andigné (RPR), soixante-quinze ans, et Henri Oli-vier (CNI), soixante-quinze ans, dans l'Orne, l'échet flagrant de M. Claude Mont (UDF-CDS), snixante-dix-neuf, dans la Luire, de M. Auguste Conpin (UDF-CDS), suixante-treize ans, en Maine et-Loire, ou encore celui de M. Peni Alduy (UDF-PSD), soixante-dix-huit ans, dans les Pyrénées-Orientales, en témoient a contrario. La fronde victorieuse de M. Alex Türk, ancien secrétaire départemental du RPR. relevé de ses fonctions par M. Alain Juppé, contre la liste officielle UDF-RPR est un autre indice de la volonté des grands électeurs de sanctionner l'usure du

Cinq des quarante-trois nun-veaux sénateurs sont des femmes. Le PS, qui n'en comptait que deux, est le principal artisan de cette féminisation mesurée avec trois éines. Proportiunnellement, le groupe communiste reste le plus «féministe» avec six élues au lieu de einq. Jusqu'à l'élection de Mª Anne Heinis (div. d., Manche), les trois groupes UDF, le RDE, l'Union centriste et les Républicains et indépendants, ne comptaient pas une seule pariementaire! Quant mi RPR, sa seule sortante ne se représentait pas. Il n'en compte done plus que quatre.

Le Sénat, qui, de par l'article 24 de la Constitution, « assure la représentation les collectivités territoriales de la République», accueillera quatre présidents de conseils généraux (MM. Jacques Bandut, UDF-CDS, Meurthe-et-Muselle; Roland Huguet, PS, Pas-de-Calais; René Marquès, UDF, Pyrénées-Orientales; Eric Boyer, div. d., la Réunion). Nenf eutres présidents d'assemblée départementale unt conservé leur fanteuil de sénateur MM. Jean Delaneau, UDF-PR, Indre-et-Loire; André Jourdain, RPR, Jura; Lucien Neuwirth, RPR, Loire; Charles-Heuri de Cossé-Brissac, UDF-PR, Loire-At-lantique; Kléber Malécot, UDF, Loiret; Jean François-Puncet, UDF, Lot-et-Garonne; Albert Vecten, UDF-CDS, Marne; Jean Arthuis, UDF-CDS, Mayenne; et Rémi Herment, UDF-CDS, Meuse). En revanche, M. Hubert d'Andigné (RPR, Orne), qui avait sauvé à l'arraché son mandat de président de l'assemblée départementale de l'Orne en mars dernier, est bettu. Quant à MM. Roger Goemaere (RPR, Loir-et-Cher) et Jecques Donney (RPR, Nord), leur qualité de aura pas suffi pour assurer leur élection. Aucun président de conseil régional n'était candidat à ce scrutin,

ANNE CHAUSSEBOURG et GILLES PARIS Un renouvellement peut en cacher un autre

Réponse sous-entendue dans le meilleur des cas : à rien! La question est à la fois toujours présente, jamais vrair posée et - l'amour-propre des sénateurs dût-il en souffrir - guère susceptible de passianner lea

POINT DE VUE

Comme on guette dans la brume le monstre du Loch Nesa, d'aucuns ont ettendu et d'autres unt redouté, tout au long de la dernière législature sénetoriale, une réforme constitutionnelle réduisant le rôle de la Haute Assemblée. pas venue, mais le Sénat est sorti renforcé de le tourmente aul n agité le Parlement à l'occasion de a retification du traité de Maas-

Dann l'examen de la réforme constitutionnelle précédant cette ratification par le Congrès, le Sénat n montré qu'il ne ronronnait pas : la détermination des uns et dea autres n'y n pee été moins nette qu'eu Pelais Bourbon. L'originalité des débats sénatoriaux e devantage tenu à une volonté de la Haute Assemblée de jouer pleine-ment le rôle constituent qui est le sien et de mettre au point un texte qui ne compromette aucune solution pour l'avenir de l'Europe.

Il en est sorti un texte qui renforce à la fois le Parlement français et le Sénat en particulier. Il renforce le Parlement tout entier en lui donnant un droft d'avle sur les projets de directives européennes qu'un evait constamment refueé jusqu'à présent eux élus de le natiun, et qui n'est pourtent qu'une modalité logique de leur mission de contrôle de l'exécutif,

Le Sénat lui-même sort renforcé, non seviement parce qu'il e eu un poids décisif dans le débat constiutionnel, non seulement perce que le texte adopté eu Congrès en Juin fut le elen, meis aussi parce que l'adoption de l'amendement sur le

quai sert le Sénet? vote des étrengers - l'un des points les plus sensibles - en soumet les modalités à una loi organique votée en tarmes identiques par les deux Assemblées.

par Jean Arthuis

L'examen de ce passé récent, à quelques mois d'échéences électorales décinives, livre des leçons pour l'avenir du Sénat. Il montre d'abord que c'est dans le supplément de réflexion qu'elle est capable d'epporter que la fieute Assemblée justifie le mieux le miseion législativa gul lui assigne la Constitution. Le Sénet représente et duit continuer de représenter une garantie pour les Français.

Conjurer quatre risques de rupture

langement du rôle jaué par les commissions d'enquêtes perlentaires créées à son initiative, le Sénat peut jouer un rôle déterminant en faveur de la rigueur et de la transparence de la vie politique nationale. Deux conditions aujourd'hui nécessaires de la réhabilitation du politique dans notre pays et de son poids au sein de l'Eu-

Aussi, l'avenir du Sénat ne passe-t-il pas tent par une intensification de le médiatisation de ses débats et de ses hommes que par le renforcement de son efficacité, l'amélioration de ses conditione de travail ou l'élergissement de sun

Pour l'immédiat, sa contribution doit elder la France à conjurer quatre risques de rupture :

- Rupture de l'autorité de l'Etat dont les grandes missions sont effectées par le dysfunctionnement croissant des instruments de pouvoir public : justice et service pénitentiaire, enseignement, sécurité, défense, diplomatie, pacte

 Rupture de l'équilibre entre la réginn perinianne, les grendas

agglomérations et la monde rural. Rupture entre la logique d'Etat qui vise à maintenir la solidarité parmi tous ceux qui habitent un territaire - las prélèvements ubligatoires frappant les salaires et les activités de production - et le lugique d'entreprise qui tend à déplecer la production dons le pays où les coûts sont les plus faibles - Maghreb, Sud-Est asiatique - : sens réforme fiscele, la résorption du chômage est illu-

- Rupture des solidarités et de la etabilité européennes : eu mament aù les mannaiee sont meimenées et qua s'accumulent les incertitudes dans les relatione internationales, le Sénat est appelé à e'effirmer comme régulateur et médiateur actif.

C'est an devenant de plus en plue et da mieux en mieux ce qu'il est, c'ast-à-dire une Assemblée politique composée d'hommes et de femmes de convictions expérimentées, et plus indépendants des partis car souvent en charge de destinées territoriales importantes. que le Sénet remplire pleinement sa mission dens l'avenir et répondra à l'attente des Français.

Tel est l'enjeu. Tal est le vœu que l'on peut former pour la Haute Assemblée au moment où, renouvelée par l'élection d'une partie de ses membres, elle est appelée à poursuivre son propre renouvellement. Il y a trois ans, la rénovation e'est emorcée. Les conditions sont aujourd'hui réunies pour lui donner corps. Il convient de lui trouver un

▶ Jean Arthuis eet sénateur (Union centriste) et président du conseil général de la Mayenne.



Les réactions

les, ministre de l'intérieur, e estimé que les résultats a traduisent une sensible poussée du Parti socialiste, dont le groupe passera de 66 à 71 sièges ». Selon lui, « le PS apparaît comme le principal bénéficiaire » de ce scrutin puisqu'il obtient, a-t-il souligné, « un nombre d'élus supérieur à 30 % au nombre d'élus supérieur à 30 % au nombre de ses sénateurs sortants ». Le ministre e « salué » l'élection des deux membres du gouvernement qui se présentaient, MM. Michel Charasse, dans le Puy-de-Dôme, et Jean-Marie Rausch, en Moselle.

D M. Richard (PS): « Un gain de sièges important». - M. Alain Richard, secrétaire national du PS chargé des élections, s'est félicité des résultats des élections sénato-riales qui, a-t-il souligné, « montraics qui, 2-1-11 soungue, «mon-trent un gain en sièges important pour le PS (le groupe PS et appa-rentés passant de 66 à 71), les autres èlus Majorité présidentielle restant stables ». «Directement llé aux dernières élections locales, 2-1-il nionté de sentit possible : 2-1-il njouté, ce scrutin confirme l'excellent résultat des municipales de 1989 où le PS et ses alliés avaient remporté un succès marquant. » M. Richard a également noté que « cette consultation per-mettra aux socialistes de multiplier meura aux socialistes de multiplier par trois leur représentation fémi-nine puisque désormais pour 7 % le groupe est composé de femmes, soit la part la plus importante des groupes de la Haute Assemblée». u M. Estier (PS) : « Extrêmement satisfait ». - M. Claude Estier

D. M. Quilès (PS): « Sensible (Paris), président du groupe socia- et ind., Seine-et-Marne), président poussée socialiste». — M. Paul Quilliste du Sénat, e déclaré que « le de la commission des lois, a indipe PS est extren des résultats ». « Il est évident que le groupe socialiste demeure minoritaire au Sénat mais nous pouvons constater que nous sommes le seu groupe à avoir progresse de façon significative alors que les autres groupes reculent ou stagnent », a-t-il ajunté, précisent que « le groupe PS, avec 71 sièges, redevient le second groupe du Senat, avec les

> iamais connus». D M. Lucotte (Rép. et ind.) : «Ne pas fracturer» la majorité.
>
> M. Marcel Lucotte (Rép. et ind.,
> Saône-et-Loire), président du
> groupe de l'Union des républicains et Indépendants, s'est déclaré e plutôt réconforté par ces résultats dans la série la plus difficile» pour son groupe. Il a toutefois regretté la edivision de l'apposition» ayant notamment entraîné, a-t-il enulinotamment entraine, a-t-il enui-gné, la défaite de M. Jean-Paul Bataille dans le Nord, et a admis que le « gain de sièges nouveaux » avait été obtenn dans des e condi-tions parfois difficiles ». « L'élection a été plus ouverte qu'on ne le croyait », a-t-il ajouté. En ce qui concerne l'élection du nouvean président du Sénat. il a annelé de président du Sénat, il a appelé de ses vœux une « candidature unique » de la majorité sénatoriale (les trois groupes de l'UDF et le RPR), qu'il convient, a-t-il souhaité, de

effectifs les plus importants qu'il alt

e ne pas fracturer ». M. Larché (Rép. et ind.): «La promotion de l'institution sénato-riale». – M. Jacques Larché (Rép.

qu'il avait « favoriser un candidat UDF à la présidence du Senat », ectuellement détenue par le centriste Alain Poher. « Je souhaite, a-t-il précisé, un schéma qui permette d'abo une stabilité et à la promotion de l'institution sénatoriale.»

M. Fuurcade (Rép. et ind.):

Grande stabilité politique ».

M. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind., Hauts-de-Scine) e noté, à l'issue du scrutin, une etrès grande stabilité politique » et un « renouvellement des personnes, avec l'ar-rivée de plus de femmes ». S'agis-sant de la présidence du Palais du Luxembourg, il a réaffirmé qu'il fallait « tout mettre en œuvre pour que le président appartienne à l'UDF».

D M. Taittinger (Rép. et lud.): « Les maires de 1983 ont gagné ». -M. Pierre-Christian Taittinger (Rép. et ind., Paris) s'est déclaré « satisfait » de la « grande stabilité » et e souligné que e ce sunt les maires de 1983 qui ont gagné».

D M. Poher (Un. centr.) : « Je n'ai que des satisfactions». – M. Alain Puber (Un. centr., Val-de-Marne), président du Sénat, a indiqué qu'il gardait « une excellente impression de cette journée», « Je n'ai que des satisfactions », a-t-il confié.

u M. Hueffel (Un. centr.):

«Quand la majorité sénatoriale
s'est trop divisée...» – M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), président du groupe centriste du Sénat, n «constaté» que « quand la majorité sénatoriale s'est trop divisée, elle a globalement perdu des sièges au détriment du PS, notamment dans les départements où l'élection se fait à la proportionnelle».

M. Cartigny (Rass. dém. em.): «Très satisfait». – M. Ernest Car-tigny (Seine-Saint-Denis), président du groupe Rassemblement démoeratique européen du Sénat, a estimé que les résultats montraient e une grande stabilité dans les différents groupes », ajoutant qu'il en était « très satisfait ».

n Mª Lne (PC) : « Un scrutin autidémocratique ». - M= Héiène Luc, président du groupe PC du Sénat, a déclaré que « maigré le scrutin antidémocratique, le Sénat comptera toujours un groupe communiste dans ses murs ». « Nous avons déjà vécu une situation de ce type entre 1983 et 1986 », a-t-elle



GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT Christiane Tricoit

COFORMA - Editions François-Robert Distribution : DISTIQUE TEL:(16) 37-34-84-84 Fax:(16) 37-39-78-65

Pour ses nouvelles collections littéraires important éditeur recherche
MANUSCRITS INEDITS
Ro mans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuves retenues avont publiées et défusées
et bénéaceront d'une véritable promoton auprès de lous les médias
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix littéraire annuel
dois de 50 000 francs
(contrat règle 49 de les lout 11 maps 1957)
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPEENNE DU LIVRE
EDITEUR

17, rue Gailée - 75118 PARIS - Tél. (1) 47 80 11 08 - Minitel : 3617 AEL

vent donner lieu à des travaux

--- amilitie an acticit additing.

ÉLUS: James Bordas, UDF-PR; Jean Delaneau, UDF-PR; Dominique Leclerc, RPR. PREMIER TOUR

L, 1 279; V., 1 264; E., 1 256. Isolés: Jean Delaneau, UDF-PR, s. Dominique Leclerc, RPR, c.c., c.g.,

m. de La Ville-aux-Dames, 441; James Bordas, UDF-PR, c.r., c.g., m. de Chambray-lès-Tours, 409; Michèle Beozelio, div. d., c.g., adj . m. de Tours, 396; Michel Lezzau, ex-RPR, c.g., m. de Ballan-Miré, 252; Pierre de Beaumont, UDF-rad., c.g., 128; Ray-mond Lory, UDF-CDS, c.g., m. de Joué-lès-Tours, 108.

PS: Yves Dauge, c.r., c.g., m. de Chinon, 331; Alain Kergoat, c.g., m. des Essards, 246; Jean-Luc Galliot, m. de Notre-Dame-d'Oé, 233.

PC: Jean-Paul Moreau, c.m. de Bourgueil, 40; Jannick Porcheron, c.m. de Loches, 38; Michel Mesmin, 1º adj. m. de Saint-Pierre-des-Corps.

FN: Emile Paccard, 45. SECOND TOUR

V., I 267; E., 1 200.

Dominique Leclerc, RPR, 520____ James Bordas, UDF-PR, 426____ Michèle Beuzelin, div. d., 416; Yves Dauge, PS, 332; Alain Kergoat, PS, 240; Michel Lezeau, ex-RPR, 192; Michel Mesmio, PC, 33; Jean-Paul Moreau, PC, 29; Emile Paccard, FN, 7.

1983. - L. 1 239. 1" tour : V., 1 229 ; E., 1 223.

1" tour: V., 1 229: E., 1 223. Isolés: Marcel Fortier, RPR, s., 567; Jean Deleneeu, UDF-PR, 509; André Voisin, sour. RPR, 479; Michel Trochu, div. d., 332; James Bordas, UDF-rad., 283; Pierre de Geaumont, UDF-rad., 164; Gilbert Buron, div. d., 126; Michel Morcher, div. d., 117; Jean Roux, CNIP, 78; Fernand Andréanl, div. d., 68; Philippe Dubreuil-Chembardel, UDF, 62; PS: Norbert Echapt, 176; Michel Blondeau, 174; Huguette Boussiquet, 168; PC: Lucatte Chapsau, 88; Jacques Vigier, 66; Jean-Paul Moreau, 64. 2: tour: V., 1 238; E., 1 214. Fortier, 876, RÉÉLU; Delaneau, 875,

Fortier, 878, RÉÉLU; Delaneau, 875, ELU; Voisin, 757, ELU; Echapt, 210; Blondeau, 200; Vigler; 178; de Beaumont, 133; Trochu, 12; Bordas, 5; Chapeau, 1.

L'UDF gagne un siège et le RPR en perd un. Seul sortant à se représenter, M. Delaneau, sénateur depuis 1983, s'est succédé à lui-même, comme prévu, dès la premier tour, en dépas sant de vingt-six voix la majorité abso-lue. Pour le second tour, MM. Lory et de Beaumont ont été les candidats les olus en vue à se retirer. Nouveau sénaplus en viue a se retura. Houveau sena-teur, M. Leclerc semble avoir bênéficié du fait qu'il est le gendre de M. Fortier, sénateur qui, après trois mandats, ne se représentait pas pour raison de santé. Le troisième siège revient à Sante, Le troisiente siege revent a M. Bordas qui l'emporte de dix voix sur M. Beuzelin, adjokate au maire de Tours, M. Jean Royer, dont elle est proche. Chef de file des candidats socialistes, M. Dauge, chargé de mis-sion auprès du président de la Républi-que, n'a amélioré son score que d'une et Bordas, tous deux conseillers régio-neux et généraux, devront abandonner une de leurs fonctions, dans le cadre de sur le cumul des mandats.

ISÈRE

SORTANTS: Jean Boyer, UDF-PR (RI); Guy Cabanel, UDF-PR (RI); Charles Descours (RPR); Jean Foure,

UDF-CDS (UC). ÉLUS: Jean Boyer, UDF-PR; Guy Cabanel, UDF-PR; Charles Descours, RPR; Jean Faure, UDF-CDS.

PREMIER TOUR L, 2 440; V., 2 417; E., 2 390. L, 2 440, V., 2. . Un. d.: Jean Foure, UDF-CDS, \$, 6.8., 202 m. d'Aotrans, 1 303 REELU Charles Descours, RPR, s., c.g., c.m. de

Grands Described REELU Grands REELU (Grands REELU 225 REELU 225 REELU Jean Boyer, UDF-PR, s., c.g., a.d., PS: Edmond Roy, m. de Bourgoin-Jallieu, 692; Charles Guibbaud, m. de Gières, 690; Gilbert Rovetto, adj. m. de La Motte-Saint-Martin, 648; Made-leine Moulin, adj. m. de Vienne, 646.

PC: Robert Veyret, c.r., c.g., m. de Saiot-Jean-de-Moirans, 391; Gérard Arnaud, c.g., m. de Pinsot, 316; Louise Carty, adj. m. de Villesontaine, 313; Maurice Poiner, c.g., m. de Roussillon, Reol.: Thierry Chomel, GE, m. de Saiote-Marie-du-Mont, 103; Monique

Gondrand, Veris, c.m. de Meylan, 94; Serge Revel, GE, m. de Pressins, 94; Thierry Lehnebach, GE, c.r., c.m. de

FN: Pierre Vernet, c.m. de Charvieux-Chavagneux, 74. SECOND TOUR

V., 2 371; E., 2 087. Jean Boyer, UDF-PR, 1 152.....RÉÉLU Charles Guibbaud, PS, 827. Thierry Chomel, GE, 107. Robert Veyret, PC, 1.

ROOCH Veyler, P., 1.

1983. – I., 2 318.

1 tour: V., 2 314; E., 2 305.

Un. d.: Jean Boyer, UDF-PR, 1 065; Guy Cabanel, UDF-PR, 1 032; Charles Descours, RPR, 975; Jean Faure, UDF-CDS, 935; PS: Reymond Espagnac, s., 741; Maurice Pulssat, 892; Plerre Cudot, 678; Augustin Giraud, 561; PC: Paul Jargot, s., 558; Maurice Polnier, 360; Michel Bacconnier, 352; Georges Maugiron, 337; Jeolés! Pierre Grataloup, div. d., 534; Yves Grailet, CNIP, 63; Jean-Claude Berthet, div. d., 16.

2 tour: V., 2 314; E., 2 305.

2. tour : V., 2 314; E., 2 306. Boyer, 1 208, £LU; Faure, 1 184, £LU; Cabanel, 1 178, £LU; Descours, 1 153, £LU; Jargot, 1 098; Espegnac, 1 051; Oudot, 1 D18; Pulssat, 1 008; Grataloup, 1.

Les quatre sénateurs sortants UDF et RPR ont été réélus. La seule véritable incertitude du vote de dimanche résiincertitude du vote de dimanche resi-dait dans leur élection ou non au pre-mier tour. Finalement, seuf M. Boyer et son suppléent, M. Alain Carignon, meire (RPR) de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, ont été mis en ballottage. Les deux hommes ont probablement payé les conséquences de leur affrontement public en mars demier, lorsque M. Carignon avait envi-sagé de se lancer, contre l'avis de derner, lorsque M. Cargnon avait enve sagé de se lancer, contre l'arc de M. Boyer, à la conquête de la prési-dence du conseil régional, tenue par M. Charles Millon (UDF-PR). Leur

réconciliation « à l'occasion des élections sénatoriales a été diversement appréciée à droite, et certains grands électeurs l'ont exprimé en rayant de

ه کذار من را لامل

leur builetin de vote le nom de M. Carlvals report des volx communi vais report des voix communistes. Les candidats du PCF se sont retirés au second tour mais sans donner de consigne de vote, et leurs grands électeurs ont manifestement préféré le vote nul ou bianc, dont le nombre est passé entre les deux tours de 27 à 284. (RI), n.s.r.p.

La liste commune des Verts et de Génération Ecologie enregistre pour sa-pert un très bon score, compte tenu de la falble base électorale des écolo-gistes, qui na pouvalent compter offi-ciellement que sur une vingtaine de grands électeurs.

JURA $\{2\}$

UDF-rad. (RDE); André Jourdain (RPR), devenu sénateur le 18 septembre 1989 en remplacement de Pierre Brantns, UDF-CDS (UC), décédé. ÉLUS : Pierre Jeamhrum, UDF-rad.; André Jourdain, RPR.

PREMIER TOUR L, 976; V., 972; E., 958.

Dir. d.: Jean Burdeyron, div. d., c.g., m. de Moirans-en-Mootagne, 220; Gérard Fernoux-Coutenet, UDF, c.g., m. de Rochefort-sur-Nenon, 135. PS; André Vauchez, c.g., m. de Tavaux, 196; André Bezio, m. de Saint-Didier, 159.

Samt-Didier, 159.

PC: Marrice Faivre-Picon, c.g., m. de Damparis, 39; Robert Lançon, m. de Ravilloles, 36.

Isolés: Michel Morean, écol., c.g., c.m. de Champagnole, 37; Jean-Etienne Normand, FN, 26.

1983. - I., 959 1953. – I., 959

1* tour : V., 956; E., 949,

Un. d. : Pierre Jeambrun, UDF-rad., s.,

707 volx. REE.U : Pierre Brantus, UDF-CDS, 688, E.U.; PS : Marc Mignot, 179; Jecques Chamberd, 165; PG : Maurice Faivre-Picon, 78; Claude-Roger Jeanne-ret, 74.

Le scrutin a été sans surprise puisque les deux sortants — M. Jeambrun et M. Jourdain, président du conseil géné-ral, qui avait remplacé en 1989 Pierre Brantus (UDF-CDS), décédé — ont été réélus des le premier tour. Après s'être nettement imposé en 1974 puis en 1983, M. Jeambrum, ancien collabora-teur d'Edgar Faure, perd toutefols des voix au benéfice du deuxième vice-prérivix au maneixa du deutrene vice-pre-sident du conseil général, M. Burdey-iron. Sa récente inculpation de recel d'abus de biens sociaux dans une affaire de fausses factures a probablement pesé dans le recul de son

LANDES {2}

SORTANTS: Yves Goussebaire-Du-pin, UDF-PR (RI), n.s.r.p.; Philippe Labeyrie (PS). ÉLUS: Jean-Louis Carrère, PS; Philippe Labeyrie, PS.

PREMIER TOUR I., 948; V., 945; E., 934. PS: Philippe Labeyrie, s., m. de Mont-de Marsan, 474 RÉELU

PC: Franck Marcadé, c.g., m. de Mouscardès, 119; Maric-Pierrette Fon-tenas, c.g., m. de Tarnos, 110.

SECOND TOUR V., 937; E., 852. Jean-Louis Carrère, PS, 497... Michel Simon, RPR, 353; Eric Barrouillet, 2, FN.

1983. – I., 898.
1 – tour : V., 895 ; E., 878.
Isolés : Yves Goussebeire-Dupin,
UDF-PR, 406 ; André Mirtin, RPR, 356 ;
Philippe Labeyrte, PS, 324 ; Jacques
Dutin, PS, 309 ; Alain Dutoya, MRG,
132; PC : André Maye, 85 ; Franck Mar-

La logique mathématique a été res-La logique mathématique a été respectée. La droite perd le siège qu'elle détenait, ce qui permet à la formation de M. Henri Emmanueill, président du conseil général, de détentir, à ce jour, la totalité des sièges de parlementaires (3 députés et 2 sénateurs) du département. M. Labeyrie, sénateur sortant, maire de Mont-de-Marsan, a été réélu dès le pramier tour, mais de justesse. La majorité absolue se montait à 468 voix : Il en a obtenu 474. Au second tour, son colistier, M. Carrère, a bénéficié du retrait des communistes et du MRG, Maléré une forte poussée de bui-MRG. Malgré une forte poussée de bul-letins blancs au second tour (87), il a totalisé 497 suffrages, soit 58 % des volx, contre 353 au candidat de droite qui s'était maintenu contre lui.

LOIR-ET-CHER

SORTANTS: Jacques Bimbenet. UDF (RDE), devenn sénateur le 10 septembre 1986 en remplacement de Charles Beaupetit, div. d. (GD), décédé; Jacques Thyrand, UDF-PR

ÉLUS : Jacques Bimbenet, UDF; Pierre Fanchon, UDF-CDS.

PREMIER TOUR L, 904; V., 896; E., 889 .

Pierre Fanchon, UDF-CDS, c.r., c.g., m. de Choue, 333; Roger Goemaere, RPR, p.c.g., c.r., a.d., 265; Aymar de Boisgrollier, FN, c.m. de Busloup, 29. PS: Michel Eimer, c.g., m. de Saiot-Gervais-la-Forêt, 241; Jean-Philippe Félard, m. de Saint-Firmin-des-Prés,

PC: Roger Lectere, 15; Jean-Claude Delanoue, c.m. de Romorantin-Lanthe-

SECOND TOUR V., 893; E.; 879.

Pierre Fauchon, UDF-CDS, 380 ... ELU Michel Elmer, PS, 250; Roger Goe-maere, RPR, 249

1983. – L, 878.

1 – tour: V., 872; E., 855. *Un. d.*: Charles Besupett, UDF-rad., s., 592, RELU; Jacques Thyraud, UDF-R, s., 499, RELU; Jacques Thyraud, TDF-R, s., 499, RELU; Jacques Thyraud, TDF-CDS, 224; Pierre Péph, PS, 111; Yves Pieu, PS, 105; Jean Maudut, dv. d., 51; PC: Michel Lhommède, 36; Jean-Jacques Mansart, 35.

Le favori du scrutin, M. Goemaere, président du conseil général, est battu. Fortement engagé dans la défense du monde rural, M. Goemaere n'en a pas moins été victime d'un vote-sanction de nous ete vicime d ul votesancion de la part des grands électeurs modérés qui lui reprochent son trop grand appé-tit politique – Il est aussi vice président du conseil régional – ainsi qu'une complaisance, jugée excessive, à l'égard des socialistes, en général, et du maire de Blois, M. Jack Lang, en particulier. Les divisions internes du RPR semblent également lui avoir fait perdra des suf-frages. En revanche M. Bimbenet est très facilement réélu, alors qu'il y a neuf ans il n'était que le suppléant de Charles Beaupetit; il le doit certaine-ment à sa forte présence dans le dépar-tement. En maintenant un candidat au second tour, la gauche s'est refusé à arbitrer le duel entre Mill. Goemaere et Fauchon. La victoire de ce dernier RPR est privé d'un siège sur lequel il comptail.

LOIRE

SORTANTS: François Mathieu UDF-rad. (UC), élu à l'occasioo d'une élection particlie organisée le 4 septem-bre 1988 à la suite de la démission de Michel Durafour, UDF-rad. (GD), entré au gouvernement; Louis Mèrcier, UDF-CDS (UC); Claude Mont, UDF-CDS (UC); Lucien Neuwirth (RPR). ÉLUS: François Mathieu, UDF-rad; Louis Mercier, UDF-CDS; Lucien Neuwirth, RPR; Guy Poiricux, UDF.

PREMIER TOUR L, | 743; V., | 735; E., | 699. Un. d.: Lucien Neuwirth, RPR, s., p.cg, a.d., 979 REELU

François Mathieu, UDF-rad, s., c.g., c.m. de Saint-Etienne, 838; Louis Mercier, UDF-CDS, s., m. de Coutouvre, 824; Gay Poirieux, UDF, c.r., c.g., m. de Montbrison, 810.

de Montbrison, 810.

Maj. p.: Jean-Claode Frécon, PS, 2g., m. de Pouilly-lès-Feurs, 583; Jacques Badet, PS, c.m. et a.m. de Saint-Chamond, a.d., 345; André Friedenberg, MRG, 315; Albert Lauriac, PS, m. de Saint-André-d'Apchon, 314.

Dir. d.: Clande Mont, UDR-CDS, s., c.g., m. de Noirétable, a.d., 276; Roger Murat, ex-RPR, c.m. de Saint-Etienne, 114; Jean Barnier, div. d., m. de Saint-Marcellio-en-Forez, 93; Auguste Pralus, div. d., 61.

lus, div. d., 61.

Isolés : François Mazoyer, UDF-CDS, c.r., m. d'Andrézieux-Bouthéon, 251; Jean Carré, FN, c.r., 58. PC: Fernand Montagnon, c.g., c.m et a.m. de La Ricamarie, 161; Serge

Fengère, c.r., adj. m. de Roanne, 151; Sergel Fengère, c.r., adj. m. de Roanne, 151; André Géry, m. de Rive-de-Gier, 150; Françoise Gamper, c.m. de Saint-Etienne, 145.

SECOND TOUR V., 1 729; E., 1 687. François Mathieu, UDF-rad., ...

Louis Mercier, UDF-CDS, 882 REELI Guy Poiricux, UDF, 872... Jean-Claude Frécon, PS, 708; Fran-cois Mazoyer, UDF-CDS, 295; Fer-nand Montagnon, 249; André Géry, 27; Serge Feugère, 22; Françoise Gam-

1- tour : V., 1 651; E., 1.819. Un. d.: Lucien Neuwirth, RPR, 833, £LJ; Claude Mont, UDF-CDS, s., 663; Louis Mercier, UDF-CDS, 834; Michal Durstour, UDF-rad., 606; Dhv. d.: Guy Poirieux, UDF, 569; Claude Metton, UDF, 445; PS: Jean-Claude Frécon, 365; Louis Barjon, 333; Claude Chabolssier, 329; Jean Hugon, 305; Isolés: Paul Guillaud, div. d., 218; Vina Merley, dv. d., 152; Jean Allicler, dv. d., 152; div. d., 152; Jean Alligier, div. d., 152;

PC: Fernand Montagnon, 193; Paul PS: Gabriel Gay, m. de Sainte-Flo-Descoches, 154; André Géry, 102; Fran-rine, 136; Pietre Gibert, m. de Costa-cole Torres, 100 cols Tomas, 100. 2- tour : V., 1 650; E., 1 812.

2: tour: V., 7 680; E., 1 612.
Mercier, 1 047, EUJ; Mont, 1 040, REELU; Durafour, 1 000, EUJ; Frécon, 513; Barjon, 457; Montagnon, 394; Chabolesier, 111; Hugon, 14; Politicux, 13; Desroches, 4; Metton, 2; Géry, 2; Guilaud, 1; Merley, 1.
Election partielle du 4 septembre 1988. – L., 1 688.

. 1988. – I., 1689.

1 - tour: V., 1671; E., 1654.
François Mathieu, UDF-rad., 520;
Jean-Claude Frécon, PS, 481; Gérard.
Save, UDF-CDS, 274; Fernand Montagroup, PC, 187; Cleude Faure, UDF, 97;
François Mazoyer, UDF-CDS, 74; André
Delorme, div. d., 21; Jacques Delore,
div. d., 11.

2 tour: V., 1671; E., 1585.

Mathleu, 907, £10; Frécon, 635; Faure, 43.

A l'issue d'un scrutin plus politique qu'à l'accoutumée, l'UOF et le RPR ont conservé, maigre la présence d'une liste dissidente de droite, leurs quatre sièges de sénateurs. Seul-M. Lucien Nouwith (RPR), président de conseil général de la Loire, a êté réélu aisément dès la premier trur. Les troisment dès la premier trur. Les trois ment dès le premier tour. Les trois autres candidats de droite, MM. Francols Mathleu (UDF-rad) et Louis Mercler (UDF-CDS), sénateurs sortants, et M. Guy Polrieux (UDF) sont parvenus à rassembler au second tour sur leurs noms une partie des suffrages qui s'étalent portés sur la liste dissidants conduite par le sénateur sortant, Claude Mont (UDS-CDS).

Cetul-ci e modestement réussi à atti-rer sur son nom une partie des décus de la majorité départementale. Dépité par son résultat médiocre, M. Mont s'était retiré à l'Issue du premier tour sans donner de consigne de vote. Trente-sept ans après avoir été étu au Sénat, M. Mont a donc manqué sa sortie. Son âge - solvante-dix-neuf ans, -la présence à ses côtés de son gendre, qui ne dispose d'aucun mandat électif, et de maires peu représentatifs auront été les principaux handicaps du maire de Noirétable. Son successeur, M. Poide Norretane. Son successeur, m. ror-rieux, touché par le cumul des man-dats, devrait selon toute vraisemblance. conserver son poste de vice-président chargé de l'éducation au conseil régional Phône-Alpes et abandonner le siège de conseiller général qu'il occupe

depuis 1973. Quant à la gauche, elle n'a guere pro-fité de la division de la droite et les mauvais reports de voix entre socia-listes et communistes ont contribué à la défaite de M. Jean-Claude Frécon (PS). Avec 708 volx au second tour, ce dernier confirme capandant sa bonna Implantation personnale: 1

HAUTE-LOIRE

SORTANTS: Jean-Paul Chambriard, UDF-PR (RI); Adrien Goutey-roo (RPR). ÉLUS: Jean-Paul Chambriard, UDF-PR; Adrien Gouteyron, RPR.

PREMIER TOUR L, 699; V., 698; E., 693.

Un. d.: Adrien Gouteyroo, RPR, c.g., c.m. et a.m. de Brioude, ros, 126.

Isolés : André Reynand, UDF-CDS diss., c.g., m. de Vals-près-Le Puy, 106; Raymond Vincent, div. g., m. du Chambon-sur-Lignon, 70; Marcelle Badiou, div. d., m. de Saint-Germain-Laprade, 40; Gérard Astic, FN, 8. PC: Paul Roux, c.m. da Pay-en-Velsy, 14; Marc Maurin, adj. m. de Brioude, 13.

1983. - L, 682; V., 680; E., 667. Un. d.: Adrien Goutsyroh, RPR, s., 529, RPELU; Jeen-Paul Chembriard, PR, 457, ELU; Isolé: René Chazelle, s., 204: PC: Raymond Dechiron, 43; René Filiof, 30.

MM. Jean-Paul Chambriard et Adrien Gouteyron sont réélus des le premier tour dans ce bastion de la droite. Les socialistes ne constituaient pas de dan-ger véritable, même si les élections synclonies de 1000 missions contrains ger veritable, mame si les elections municipales de 1989 avaient quelque peu rosi l'échiquier politique de la Haute-Loira. La droite classique crai-gnaît, en revenche, que la multiplication des candidatures modérées ne contra-rie la réélection des deux sortants au premier tour et ne les oblige à un second, plus aléatoire. Les autres can-didats n'ont copendant pas réalisé les course qu'ille espéralent et les deux didats n'ant cependant pas reanse les scores qu'ils espéralent, et les deux sortants, qui représentalent le départe-ment de manière équilibrée, ont été facilement réélus, même s'ils sont en recul par rapport à 1983. La Front national, sens élus locaux, donc sans électeurs déclarés, obtient huit voix.

LOIRE-ATLANTIQUE (5 – RP)

SORTANTS: François Autain (PS); Michel Chauty (RPR), n.s.r.p.; Char-les-Henri de Cossé-Brissac, UDF-PR (RI); Luc Dejoie (RPR); Bernard Legrand, UDF (RDE), n.s.r.p. ÉLUS : François Antain, PS; Char-les-Heuri de Cossé-Brissac, UDF-PR;

Luc Dejole, RPR; Marie-Madeleine Diculangard, PS; Guy Lemaire, RPR. L, 2 222; V, 2 202; E, 2 154 Un. d.: 1 085, 3 sièges.

E 19

X

1.

.

Charles-Henri de Cossé-Brissac, UDF-PR, s., p.cg., m. de Saint-Mars-Luc Dejoie, RPR, s., c.g., m. de Ver-

Claude Vincendeau, div. d., c.g., vi. de Saint-Philbert de Grand-Lien; Jean Guyon, div. d., c.r, c.g., c.m. de

PS: 796, 2 sièges.

(François Autain, s., m. de Bouguenais, REELU Henri Baron, m. de Fercé; Charles Gautier, c.g., m. de Saiot-Herblain; Patrick Marcschal, c.g., adj. m. de

PC: 14! (Jean-Louis Le Corre, m. de Trignac; Claude Constant, adj. m. de Nantes; Marc Justy, m. de Saiot-Joachim; Mireille Rocher, c.m. de Saint-Nazaire; Jacques Guilbaud, adj. m. de Rezé).

Mode d'emploi

Les résultats des élections sénatoriales sont publiés par ordre alphabétique de département. Le nom de ce demier est suivi du nombre de sièges à pourvoir et de la mention RP dans les quatre départements où le mode de scrutin en vigueur est la proportionnelle.

Le nom des sénateurs sortants est suivi de leur étiquette politique et, entre parenthèsee, de leur appartenance à un groupe sénatorial quand le sigle en est différent.

Les abréviations utilisées sont 1. : inscrits.

V.: votants. E. : exprimés. ADD: Association des démo-

crates (favorable à la mejorité présidentielle). app. : apparenté. AREV : Alfiance rouge et verte (extrême gauche). CNI: Centre national des

diss. : dissident (quand le candidat n'e pas recu l'investiture de son partil. div. d. : divers droite.

div. g. : divers gauche. div. ; divers. écol : écologiste. FLNKS: Front national de libération kanake socialiste.

FN: Front national, GD : Gauche démocratique (devenue RDE). GE: Génération Ecologie (M. Brice Lalonde).

ind. : indépendantiste. Maj. p. : Majorité présiden-MRG : Mouvement des radi-

caux de gauche. n. i. : non inscrit.

PC : Parti communiste. PCR: Parti communiste réu-

PS : Parti socialisto. ratt. adm. : rattaché administrativement (à un groupe séna-RDE: Rassemblement démo-

cratique et européen (appellation de l'encien groupe Gauche démocratique du Sénat). rég. : régionaliste. RI: Union des républicains et

indépendants (groupe du Sénat). RPR: Ressemblement pour la République. sout. : soutien. UC : Union centriste (groupe

UDB: Union démocratique UDF: Union pour la démocra-

.UDF-CDS : Centre des démo-UDF-PR : Parti républicain. UDF-rad, : Parti radical.

Un. d.: union RPR-UDF et divers droite. Verts: Verts (M. Antoins Waechter). a. : ancien.

adj. m. : adjoint au maire. c. g. : conseiller général. c. m. : conseiller municipal. c. r. : conseiller régional. d. : député. . d. e. : député européen.

m. : maire. min. : ministre. p. c. g. : président du conseil p. c. r.: président du conseil

régional. s. : sénateur sortant. n. s. r. p. : ne se représente

alternatives économiques

UN REGARD CRITIQUE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE **ET SOCIALE**

N° 100 **NOUVELLE FORMULE**



Chez votre marchand de journaux

Abonnement 1 an: 150 F Alternatives Economiques 12 rue du Chaignot 21000 DIJON

Ecol.: 108 (Jean-Claude Demaure, GE, c.r., adj. m. de Nantes; Charles Templier, Verts, c.r.; René Boulzennec, UDB, c.m. d'Orvault; Danièle Estay, AREV, c.m. de Guérande; Raphaël Romi, Verts).

RADIA ROMI, Verisi.

FN: 24 (Ludovie Cassard, c.r.;
Thierry Monvoisin; Pierre Péraldi;
Christophe Bouhier; René Bouin, c.r.).

1983. - L, 2 120; V., 2 114; E, 2 084. 1983. – L. 2 120; V., 2 114; E., 2 084.

Un. d.; 1 498 (Charles-Henri de Cossé-Brissac. UÇIs-rad., ELU; Michet Chauty, s., REELU; Bernard Legrand, UDF-CDS, s., REELU; Luc Dejoie, RPR, ELU; Robert Girard, UDF; Jun. g.: 560 (François Autain, PS, ELU; Eve Gendraut, PS; Camille Durand, PS; Jean-Louis La Corra, PC; Plerre-Ange Marchi, PS); UDB: 28 (Geneviève Beudry; Armen Benec'h; Michel François; René Martin; Alexandra Russon).

La Parti socialiste gagne un siège au détriment de l'opposition. C'est l'effet mécanique de la poussée à gauche constatée aux élections municipales du 1989, et notenament de la conquête de la ville de Nantes, qui rassemble le quart des électeurs du département. Pour la première fois, la PS comptera donc deux sénateurs en Loire-Atlantique: M. Autain, maire de Bouguanais, ancien ministre, aud avait été élu ouer la que: M. Autsm. maire de Bougianais, ancien ministre, qui avalt été élu pour la ipremière fois en 1983, et Mme Dieulan-gard, adjointe au maire de Saint-Na-zaire et suppléanta de M. Claude Evin, député, ancien ministre, qui entre au Palais du Luxembourg.

Paties du Livembourg.

La droite, pour se part, comptera désormais trois êtus au lieu de quatre : MM. de Cossé-Brissac (UDF) et Dejois (RPR), tous les deux sénateurs sortants, et M. Lemaire (RPR), nouvel étu, proche de M. Olivier Guichard, dont il est l'adjoint à la maire de La Baule. La liste a obtenu toutsfols moins de suffrades ou elle pouvait en espèrer. C'est trages qu'elle pouvait en espérer. C'est sans doute la sanction de certains censans doute la sanction de certains cen-tristes - telle Mme Papon, député CDS qui contestalent l'attribution au RPR de la troisème place sur la lista. Cette légiere perte d'audience n'a pas eu pour autant d'effet sur le résultat. Elle a manifestement profité au Parti socia-liste qui a obtenu 796 votr alors qu'il comptait seulement sur 720 grands électeurs.

Les trois autres listes, celles du Front national, du Parti communiste et des écologistes, réalisent un score à peu près conforme à leur représentation,

LOIRET

SORTANTS: Louis Boyer, UDF-PR (RI); Kieber Malécot UDF (UC); Paul Masson (RPR).

A 14

ÉLUS : Louis Boyer, UDF-PR; Klé-ber Malécot, UDF; Paul Masson, RPR. PREMIER TOUR

L, 1433; V., 1416; E., 1396. : Louis Boyer, UDF-PR, s, cg, Gien, 907 REGUU m. de Gian, 907. Paul Masson, RPR, s., c.r., m. d'Es-touv, 895 REELU

PS: Jean-Pierre Delport, c.g., l'adj. m. d'Orléans, 361; Heury Berthier, m. de Pithiviers, 347; Bernard Delaveau, m. de Paucourt, 337.

PC: Max Nublat, c.r., m. de Montargis, 113; Michel Guérin, m. de Saran, 112; Monique Choquel, c.m. de Sarateam, 111.

FN: Maurice Etienne, c.r., 55. 1983. - I., 1 387.

1963. — I., 1 367.

1 * tour : V., 1 381; E., 1 375.

Un. d.; Kleber Meldcot, UOF, s.,
1 049, REPLU; Louis Boyer, UDF-PR, s.,
1 045, REELU; Paul Masson, RPR,
1 025, ELU; PS : René Aleux, 243; Marcel Joriot, 223; Jean Poulain, 227; PC :
Marcel Thomas, 95; Michel Kister, 95;
Michel Guérin, 94.

y 820 %

il n'aura failu qu'un seul tour aux grands électeurs du Loiret pour réinstailer dans leurs fauteulis les trois séna-teurs sortants au terme d'un scrutin teurs sortants au terme d'un scrutin dont le résultet n'a jamais fait mystère. MM. Kléber Malécot, UDF, président du consell général, maire de Neuville-aux-Bois, et Louis Buyer, UDF-PR, vice-pré-sident du consell général, maire de Glen, vont entanner lour troisième mandat et M. Paul Masson, RPR, vice prési-dent du conseil régional du Centre, qui fut dans le milieu des années 70 préfet du coms me imme des sources / o protect du Loket, va commencer son demième. Les trois hommes, qui botalisent environ 64 % des suffrages at qui ont depuis longtemps la faveur des ruraux, obtiennent un succès confortable, même s'ils perdent quelques points par rapport à l'élaction de 1983.

Les trois candidats socialistes, avec à leur tête M. Jean-Pierre Delport, conseiller général et adjoint au maire d'Origans, obtiennent environ 25 % des suffrages. Le Parti socialiste, à l'Issue du scrutin, mettalt en avant la sous-re-présentation de la ville d'Orféens au sein du collège des grands électeurs pour expliquer le modestie de ses résul-tais. Les représentants du PC obtien-

Le Monde

SCIENCES

LOT (2)

SORTANTS: André Boyer, MRG (RDE), devenu sénateur le 13 juin 1988 en remplacement de Maurice Faure, entré au gouvernement; Marcel Costes (PS), n.s.r.p. ELUS : André Boyer, MRG; Géraré

PREMIER TOUR L, 620; V., 618; E., 610. Mal. p.: André Boyer, MRG, s. c.g., m. de Saint-Céré, 356, REELU Gérard Miquel, PS, c.r., c.g., m. de; Nuzéjouls, 308, ELU

Isolés: Serge Inskiewenski, div. d., cr., cg., 263; Alain Chastagnol, RPR, cg., m. de Souillac, 250; Jacques Tanrand, FN, d.c., 1. PC: Bernadette Baloche, c.m. de Beauregard, 27; Michel Lavayssière, adj. m. de Reilhac, 22.

1983. - L, 604. 1" tour : V., 604; E, 592 1" tour: V., 604; E., 592.

MRG: Meurice Faure, 413, É.U.; Jean
Milhau, 165; Inolée: Mercel Costes, PS,
218; Alein Chastagnol, RPR, 214; Jacques Breil, div. d., 14; PC: Clément
Cayrol, 62; Michel Cammas, 39.
2-tour: V., 604; E., 591.
Costee, 324, E.U.; Chestagnol, 267.

Un MRG au nord, un socialiste au sud : la gaoche se partage toujours la représentation sénatoriele dans le Lot. En dépit de son succès aux élections cantonales de mars, M. Serge juside wenski (div. d), vice-président du consell régional, n'a pas pu brouiller le jeu, qui resta dominé par les personnalités du MM. Maurice Faure (MRG), mem-bre du Conseil constitutionnel et prési-dent du conseil général, et Martin Mahy (PS), secrétaire d'Etat chargé des rela-tions avec le Parlement, porta-parole du

Avec deux volx de plus que la majorité absolue, M. Gérard Miquel (rocar-dien) succède dès le premier tour à M. Mercel Costes (PS) qui avait décide de ne pas se représenter, en raison notamment de son échec aux élections es de mars contre M. Juside

LOT-ET-GARONNE

SORTANTS: Jean François-Poncet UDF (RDE); Raymond Soucaret UDF-rad. (RDE). KLUS: Jean François-Poscet, UDF; Raymond Soucaret, UDF-rad.

PREMIER TOUR L, 925; V., 921; E., 905.

PS: Guy Saint-Martin, c.r., c.g., an. de Boé, 292; Jean-Pierre Ousty, c.g., m. de Tonneins, 254.

PC: Jean Querbes, c.r. adj. m. de Tonneins, 76; Hubert Delpont, c.m. de Nérac, 70. Isolé: Henri Génin, FN, 33.

· 1983. - I., 896. 1" tour : V., 894; E., 889.

1" tour : V., 894; E., 889.

UDF.: Jean François-Poncet, UDF,
449, ELI; Raymond Soucaret, UDF, rad.,
s., 389; Isolás: Pierre Esplau, PS, 218;
Mercel Garrousta, PS, 183; Henri Cellisver, MRG, s., 108; Louis Bacqué, MRG,
22; RPR: Michel Feure, 118; Jacques
faulong; 114; PC: Henriette Brustolin,
187; André Vigness, 84.
2- tour: V., 895; E., 889. Souceret, 531, REELU; Espley, 349.

Comme II y a neuf ans, le RPR ne présentait pas du candidat. Mais à la différence de 1983, où M. Soucaret ne l'avait emporté qu'au second tour, un conserver leur mandat.

Avec 58,58 % des suffrages exprimés, le président du conseil général, V. Jean François-Poncet, ambilore sen-iblemant san score de 1983 (50,05 %). La progression est encore plus nette pour son colistier, M. Soucaret : 57,34 % au lieu de 41,5 % .

ret: 57,34 % au lieu de 41,5 %.

Les quatre principaux candidats, tous partisans du «oui» au référendum sur l'Union européenne (MM. François-Poncet, Souvaret, Saint-Martin et Ousty) n'ont a priori pas souffart du rejet du traité de Maastricht qui avait été avrejestré le 20 septembre (53,54 % pour le «non») dans le département.

70 bulietins panachés ont été décomptés. Le «ticket» François-Poncet-Saint-Martin a été retenu par 24 votants : la nom du président du conseil général se retrouvant cinq fois associé à celui de l'autre candidat socialiste, et cinq fois encora à celui du candidat du Front national ; 11 grands électeurs ont rayé le nom de M. Fran-

électeurs ont rayé le nom de M. Franelecteurs ont raye in nom de M. Fran-cols-Poncet au profit, dans dix cas, de M. Saint-Martin (PS) at, une fols, de-celul de M. Génin (FN). Reste que ces alliances inattendues se sont comreba-lancées. Et, au bout du compte, les résultats correspondent à l'audience des forces politiques en présence dans le corps des grands électeurs. Le Front national, qui na disposalt que d'un seul électeur potentiel, a tota-lisé 33 suffrages.

LOZÈRE

SORTANT: Joseph Caupert, UDF-PR (RI), devenu sénateur le 28 mai 1985 en remplacement de Jules Roujon, UDF-PR (RI). ÉLU: Joseph Campert, UDF-PR.

> PREMIER TOUR I., 338; V., 338; E., 333.

Georges Brunel, PS, m. de Langogne, 52; Albert Breton, GE, 12; Guy Galvier, PC, c.m. de Saint-Chely-d'Apcher,

1983. - L. 338; V., 334; E.301. leciés : Jules Roujon, UDF-PR, s., 242, REELU: Yven Calvet, PS, 49; Claude Turc, PC, 10.

Dans un département où la vie politique est très largement dominée par PUDF, la réélection du sénateur sortant PUDF, la réélection du sénateur soriant Joseph Caupert ne faisait aucun doute. Il l'emporte aisément au premier tour de scrutin avec 77,7 % des suffrages exprimés. A noter une petite tronde venue de Marvejois, où quelques grands électeurs ont barré la nom de Mr Janine Bardou, présidente du conseil général de la Lozère et sup-pléante de M. Caupert, pour mettre à la place colui de M. Georges Meissonnier, maire (RPR) de Marvejois.

MAINE-ET-LOIRE (3)

SORTANTS: Auguste Chupin, UDF CDS (UC); Iean Huchon, UDF CDS (UC); Charles Jolibois, div. d. (rat. adm. RI). ELUS : Jean Huchon, UDF-CDS : Jean-Paul Hugot, RPR ; Charles Joli

PREMIER TOUR

L, [751; V., 1 740; E., 1 723. Isolés : Jean Huchon, UDF-CDS, s. c.r., m. de La Salle-et-Chapelle-Anbry,

PS: Claude Desblancs, c.g., m. d'Ecouliant, 367; Joseph Marsault, adj. m. de Montrevault, 232; Isabelle Gastineau, c.m. de Segré, 225.

Ecol. Astogestion: Marc Gicquel, c.r., 51; Jean-Michel Marchand, c.m. de Saint-Lambert-des-Levées, 45. PC : Jean Bertholet, m. de Trélazé, 48 ; Jack Proult, c.m. d'Angers, 48 ; Hubert Dupont, adj. m. du May-sur-Evre, 47.

SECOND TOUR V., 1 735; E., 1 707

. 1983. - I., 1 680.

1= tour : V., 1 870; E., 1 657 1 tour: V., 1 870; E., 1 657.

Isolie; Auguste Chupin, UOF-CDS, s.,
1 119, Rich, U; Jean-Pierre Huchon, UOF,
833, E.U; Cherles Jolkols, div. d., 779;
Lucien Gauder, RPR, s., 742; Ghette
Leroux, PS, 253; Michel Neuraye, PS,
248; Claude Gouzy, PS, 211; Prosper
Devid, div. d., 93; Bernard Mancesu,
dv. d., 48; PC: Marcel Paqueresu, 45;
Bernard Blotseu, 43; Jean-Pruf Gouraud,
41; PSU: Morlique Bellerd, 42.
2-tour; V., 1 873; E., 1 837. 2-tour: V., 1873; E., 1837. Jollois, 862, ELU; Gartier, 542; Leroux, 220; Sallard, 9; Mancesu, 4.

Deux des trois sénateurs sortants qui Deux des trois sénateurs sortants qui soilicitaient le renouvellement da leux mandat, MM. Jean Huchon (Un. cent.) et Charles Joélous (div. d.), ont retrouvé leur siège. Mais M. Auguste Chupin (CDS) a du céder la place au jeune maire RPR de Saumur, M. Jean-Paul Hugot. Après deux mandats au paiais du Luxembourg II a en grande partie été bettu sur son âge (sociants-douze ans) face à un adversaire de quarants-quatre

Aris.

Mais l'élection de M. Hugot exprime aussi la volonté des grands électeurs de renouveler le personnel politique et il manifeste le dynamisme du RPR, qui entend blen rééquilibrer la représentation parlementaire du département accusages par presque entièrement accaparés par l'IDF avec six sièges de députés sur sept et, jusqu'à dimanche, les trois sièges de sénateurs.

sièges de sénateurs.

M. Hugot a bénéficié du désistement du candidet « gauillate Indépendant », M. Henri Coury, tandis que M. Chupin ne semble pas avoir tiré tout la parti qu'il attendait du soutien « officiaux» du PS, allié au CDS au sein de la municipalité angevine de M. Jean Mousier et dont le seul candidat maintenu au second tour a réalisé un bon soure persounel. Male la droite risque de garder les traces de l'affrontement de ce dimanche : pour les prochaines législatives on parlait, au soir du scrutin, de primaires dans toutes les circonscriptions.

Le PC a maintenu ses faibles résulf-

toutes les circonscriptons. Le PC a maintenu ses faibles résul-tats de 1963, devençant cependant les candidats « écologistes autogestion-maires» et la représentant du FN.

Single notice of the second of the second

MANCHE

SORTANTS: Jean-Françuis Le Grand (RPR); Jean-Pierre Tizon, UDF-PR (RI); René Travert, CNI (RI), n.s.r.p. ÉLUS: Jean-François Le Grand, RPR; Anne Heinis, div. d.; Jean-Pierre Tizon, UDF-PR.

PREMIER TOUR L, 1 562; V., 1 553; E., 1 533. Us. d.: Jean-François Le Grand, RPR s., c.g., m. de Lessay, 911 ____REELU

Jean d'Aigneaux, CNI, c.g., c.m. de Benzeville-la-Bastille, S62; Jean-Pierre Tizon, UDF-PR, s., c.g., S58. Isokis: Anne Heinis, div. d., m. de Valognes, S34; Bernard Tréhet, UDF-PR, m. de Brécey, 332; Michel Thoury, UDF-CDS, c.r., c.g., m. de Saint-James, 271; Fernand Le Rachi-nel, FN, c.r., c.g., m. de Canisv, 205:

saint-lames, 271; Fernand Le Rachinel, FN, c.r., c.g., c.m. de Canisy, 205; Simonne Cailland, div., c.m. d'Angoville-sur-Ay, 38.

PS: Michel Levilly, c.g., c.m. de Caint-Lò, 260; Daniel Dufour, m. de Querqueville, 220; Micheline Lecostey, m. de Donville-les-Bains, 210. PC: Emile Doucet, adj. m. de Tour-laville, 25; Yves Guenée, 23; Bernard Pontais, 22. GE : Olivier Bidon, cr., 71; Marc

Michelle, 28. SECOND TOUR V., 1 533; E., 1 464.

Anne Heinis, div. d., 684 Jean-Pierre Tizon, UDF-PR, RÉÉLU

Jean d'Aigneaux, CNI, 478; Bernard Tréhet, UDF-PR, 391; Michel Levilly, PS, 175; Daniel Dufour, PS, 156; Fer-nand Lerachinel, FN, 108; Olivier Bidou, GE, 33.

1983. - L, 1 539. 1983. – 1, 1639.

1=tour: V., 1531: E, 1513.

Ut. d: Jegn-François La Grand, RPR, s., 1084, REELU; Jean-Pierra Tizon, CABP, a., 1003, REELU; René Travent, CABP, a., 888, REELU; René: Fernand La Rachinel, div. d, 473; PS: Bernard Dupuls, 225; René: Veillant, 213; Georges Jourdam, 200; PC: Bernard Ragnault, 46; Victor Fagerd, 42; Michel Boulsy, 40.

Dans ce départament solidement acquis à le droite, il a failu deux tours, pour départager les nombreux candi-dats de cette familie politique. La défaite de M. d'Algneaux, soutenu per ISM, Pierre Aguiton (UDF-PR), président

du conseil général, René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie, et René Travert (UDF), sénateur sortant qui ne se repré-

cour), seraceur soranz qui ne se repre-sentalt pas, confirme que nombre d'élus de la Manche n'apprécient pas les choix faits par les états-majors locaux des partis, révolte qui était déjà apparue lors des élections régionales et cantonales de mars dernier. Une fois cantonales de mars dernier. Une fois acquise la facille réélection de M. Le Grand, la victoire de M. Heinis, qui a largement distancé M. Jean-Pierre Tizon, autre sénateur sortent, a prouvé la force de cette contestation. D'autant que, bien que devancée par M. d'Algneeux au premier tour, elle l'a battu au second maigré le maintien d'un autre contestataire, M. Trênet. En fait, M. Heinis a bénéficié du retrait d'un autre : leune . M. Thourv. et. apparenautre (jeune), M. Thoury, et, apparen-ment, de quelques volx de gauche qui ont abandonne les candidats du PS

MARNE (3)

entre les deux tours.

SORTANTS: Jean Amelin (RPR) n.s.r.p.; Jacques Machet, UDF-CDS (UC); Albert Vecten, UDF-CDS (UC). ÉLUS: Albert Vecten, UDF-CDS; Jean Bernard, RPR; Jacques Machet, UDF-CDS,

PREMIER TOUR L, I 500; V., 1 488; E., 1 478.

Un. d.: Albert Vecten, UDF-CDS, s., p.c.g., 759, REELU Jean Bernard, RPR, c.g., a.d., a.m. de Vitry-le-François, 688: Jacques Machet, UDF-CDS, s., cg., m. de Jonchery-sur-Suippe, 662;

Dit. d.: Pierre-Yves Jardel, ex-UDF-CDF, de la Pierre-Yves Jardel, ex-UDF-CDF, ex-

CDS, c.r., c.g., m. d'Orbais-l'Abbaye, 326, Christian Lanciot, div. d., a.m. de Lachy, 259; Jean-Bernard Latte, div. d., m. de Montigny-sur-Vesle, 169. Isolés: Philippe Amelin, RPR, c.g., m. de Montmirail, 324; Sylvain Gliozzo, FN, c.r., 58.

PS: Jean-Mare Teyssier, c.g., m. de Bignicourt-sur-Marne, 239; Hubert Carpentier, c.g., c.m. de Reims, 208; Elisabeth Genel, adj. m. de Châlonssur-Marne, 205.

PC: Jean Reyssier, c.g., m. de Châluna-sur-Marne, a.d., 83: Claude Lamblin, c.r., a.m. et c.m. de Reims, a.d., 74; Jacques Perrein, c.m. et a.m. d'Epernay, 73.

Verts : Gérard Crouzet, c.m. de Reims, 33; Marc Lefèvre, adj. m. d'Ay, 25; Francis Leloup, c.m. de ChâlonsSECOND TOUR

V., 1 468; E., 1 405. Jean Bernard, RPR, 779,

Philippe Amelin, RPR, 506; Jean-Marc Teyssier, PS, 183; Hubert Car-pentier, PS, 149; Jean Reyssier, PC, 75; Claude Lamblin, PC, 70; Pierre-Yves Jardel, ex-UDF-CDS, 35; Christian Lanciot, div. d., 21; Marc Lefèvre, Verts, 14; Gérard Crouzet, Verts, 13; Sylvain Gliozzo, FN, 8; Jean-Bernard Latte, div. d., 4; Elisabeth Genet,

1- tour : V., 1 435 ; E., 1 427.

1 - tour: V., 1 435; E., 1 427,
Vn. d.: Albert Vecten, UDF-CDS,
779, ELU; Jean Amelin, RPR, s., 722,
RÉELU; Jacques Machet, UDF-CDS,
630; Div. d.: Jean Bernard, RPR, 541;
Jacques Houdard, UDF-PR, 362; PS:
Robert Geutier, 228; Marie-Ange Rahola,
21D: Alain Perlt. 205; PC: Maurice
Mestre, 108; Bernard Berberousse, 107;
Jacques Perrein, 105.
2-touer: V., 1 433; E., 1 327.
Machet, 544, ÉLU; Bernard, 507;
Gaurier, 275; Houdard, 1

Les trois sièges mis en jeu n'échap-pent pas à la droite, en dépit de la dis-sidence qui a traversé tant le RPR que sidence qui a traverse tant le RPR que l'UDF. Les deux sénateurs sortants (UDF-CDS), MM. Vecten, président du conseil général, at Mechet, conseiller général, retrouvent leur siège. Quant au candidat officiel du RPR, M. Bernard, II n'a finalement pas souffert de la dissidence de M. Philippe Amelin, maire (RPR) de Montmirall, vice-président du conseil général, qui avait voulu protester contre l'éviction de son frère, M. Jean Amelin, sénateur sortant, par les états-maiors mannais et parisiens

Les résultats pourraient toutefois être remis en cause en raison d'un imbroglio au second tour : maigré le retratt de la liste de M. Jardel (div. d.), recrat de la asse de M. Jardal (dv. d.), des bulletins à son nom étalent dispo-nibles alors que manqualent ceux en faveur des socialistes. Le PS, qui estime que des irrégularités ont enta-ché le déroulement des opérations de vote, a déposé un recours devant le tri-bunel administratif.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements: 46-62-74-43



vent donner lieu à des travaux

ment avec les gonvernements

PREMIER TOUR L, 874; V., 866; E., 859. Isolés: Georges Berchet, UDF-rad.

Jacques Delong, RPR, s., c.g., a.d., 405; Bruno Sido, div. d., 227. PS: Jean-Claude Médard, PS, m. de Riaucourt. 183; Marcel Marchand, PS, c.m. de Saint-Dizier, 127. PC: Jean-Luc Bouzon, c.g., adj. m. de Saint-Dizier, 29; Anne-Marie Del-pui, adj. m. de Saint-Dizier, 27.

SECOND TOUR V., 864; E., 839. Isolés: Jacques Delong, RPR,

Bruno Sido, div. d., 203. PS: Jean-Clande Médard, PS, 200.

1983. - 1., 880. 1" tour : V., 977; E., 860. Isolés : Georges Berchet, UDF-rad., s., 697, REELU : Jacques Delong, RPR. s., 828, REELU : PS : Jean-Claude Popko, 142; Gérard Hooquet, 108; PC: Pol Fontaine, 54; Marc Souveton, 50.

Les daux sénateurs sortants, MM. Berchet et Delong retrouvent sans difficulté leur slège. Comme en 1974 et en 1983, M. Berchet est élu des le premier tour, alors que M. Delong a été gêné par la candidatura do M. Sido (div. d.). Se maintenant au second tour, M. Sido, quarante et un ans, président en congé - de la FDSEA, a séduit une bonne partie des grands électeurs des communes rurales. Son score, légère-ment supérieur à ceiui du candidat socialiste, M. Médard, tul permet de prendre date pour les prochaînes élec-

MAYENNE (2)

SORTANTS: Jean Arthuis, UDF-CDS (UC), étu à l'occasion d'une par-ticle organisée le 24 juillet 1988, à la suite de la démission de Georges Des-saigne (UDF-CDS); M. Dessaigne avait succédé le 20 avril 1986 à M. Arthuis, entré au gouvernement René Ballayer, UDF-CDS (UC). ÉLUS : Jean Arthuis, UDF-CDS; René Ballayer, UDF-CDS.

PREMIER TOUR L, 853; V., 849; E., 829. Isolés: Jean Arthuis, UDF-CDS, s. p.c.g., m. de Château-Gontier, s.min.,

René Ballayer, UDF-CDS, s., adj. m. d'Ernée, a.p.c.g., 538 REELU Gérard Helly, sout. ADD et GE, adj. m. de Lavat, 67; Moise Lesage, ext. d., 36; Jacques Dansan, FN, c.r..

PS: Michel Sorin, m. de Saint-Berthevin, 175; Alain Pers, 103.

PC: Jacques Poirier, adj. m. de Laval, 13; Marie-Germaine Bourgoin, c.m. d'Evron, 8

1983. - I., 791. 1993. – I., 791.

1 w tour: V., 790; E., 790.

Isolés; René Balleyer, UDF-CDS, a., 569, RELU; Jean Arthule, UDF-CDS, 417, ELU; Henri de Gestines, RPR, 273; Michel Sorin, PS, 129; Georges Minzière, PS, 113; Jeen-Claude Prioleau, PC, 9; Jacques Pokier, PC, 8.

Election partielle du 24 juillet 1988.

L., 601.

et par l'autre, leur prise de position sur Maastricht, alors que le monde rural était majoritairement favorable au .non., n'a, semble-t-li, eu aucune incidence sur le résultat de dimanche.

Une légère progression du Parti socialiste est à noter grâce à M. Michel Sorin, le maire de Saint-Berthevin, qui arrive en troistème position mais avec seulement 21,10 % des suffrages.

Le Front national feisait une première apparition aux sénatoriales et son can-didat, M. Jacques Dansan, conseiller régional, devance celui du PCF avec 2,77 % des volx.

MEURTHE-ET-MOSELLE

SORTANTS : Roger Boileau, UDF-CDS (UC), n.s.r.p.; Claude Huriet, UDF (UC); Hubert Martin, UDF-PR (RI), n.s.r.p.; Richard Pouille, maj. p. (RI), n.s.r.p.

ELUS: Philippe Nachber, UDF-PR; Jacques Bandet, UDF-CDS; Claude Huriet, UDF; Jean Bernsdeaux, UDF-CDS.

PREMIER TOUR

L, 1 981; V., 1 963; E., 1 948. L, 1981; V., 1963; E., 1948.

Div. d.: Jacques Baudot, UDF-CDS, p.c.g., adj. m. de Nancy, 808; Philippe Nachbar, UDF-PR., c.g., m. de Jarny, 782; Jean Bernadeaux, UDF-CDS, c.g., m. de Villers-lès-Nancy, 563; Corbiat, RPR, m. de Lanéville, 534.

Div. d.: Clande Huriet, UDF, 1, c.g., m. de Vroncourt, 659; Charles Choné, UDF-CDS, c.r., c.g., m. de Ludres, 573; Gny Vattier, UDF-PR, c.r., c.g., m. de Briey, 368; Claude Manet, app. RPR, m. de Bruky, 221.

PS: Jacques Chérèque, e.r., e.g.

RPR, m. de Bruky, 221.

PS: Jacques Chérèque, e.r., e.g.,
a.min., 533; Yvon Colin, adj. m. de
Badonviller, 418; Pierre Rousselot,
c.g., m. de Vandænvre, 416; Pierre
Mersch, c.g., m. de Longuyon, 407.

PC: Alain Casoni, c.g., m. de Villerupt, 195; Hubert Devèze, c.g., m.
d'Andun-le-Roman, 185; Maryvonne
Musset, m. d'Haucourt-Moulaine, 179;
Clande Wild, m. de Frouard, 178.

Verts: Daniel Cano-Garcia, c.m. de
Longwy, 45; Michel Claire, c.r., cm.

Longwy, 45; Michel Claire, c.r., c.m.

de Bayon, 36; Pascal Kanitzer, 25; Jean-Louis Simek, 21. Isolés: Salvator Balestrucci, app.
RPR, m. de Tellancourt, 151; Bernard
Guerrier de Dumast, UDF. diss.,
adj. m. de Nancy, 119; Gérard Bargoin, FN, 30; Jean-Pierre Maurer, app.
GE, m. de Mousson, 27.

SECOND TOUR V., 1 957; E., 1 850.

Philippe Nachbar, UDF-PR, 965 ELU Jacques Baudot, UDF-CDS, 942 ELU Claude Huriet, UDF, 770 EELU Jean Bernadeaux, UDF-CDS, 639 ELU Jean Bernadeaux, UDF-CDS, 639 £LU
Charles Choné, UDF-CDS, 629;
Gny Corbiat, RPR, 626; Jacques Chirque, PS, 614; Pierre Rousselot, PS,
451; Pierre Mersch, PS, 428; Yvon
Colin, PS, 424; Salvator Balestrucci,
app. RPR, 76; Daniel Cano-Garcia,
verts, 32; Michel Claire, Verts, 25;
Pascal Kanitzer, Verts, 20; Jean-Louis
Simek, Verts, 16; Alain Casoni, PC, 7;
Hubert Devèze, PC, 7; Claude Wild,
PC, 7; Maryvonne Musset, PC, 7.

1983. - 1., 1968

1* tour: V., 1953; E., 1939.

Jacidis: Claude Hurlet, sout. CMIP.
1801dis: Claude Hurlet, sout. CMIP.
1801dis: Claude Hurlet, sout. CMIP.
1801cand Poullie, UDF-PR, s., 779;
Cheries Chond, UDF-CDS, 688; Roger
Bollesu, UDF-CDS, s., 865; Hubert Martru, UDF-PR, s., 685; Jacques Gossot,
RPR, 919; Mercel Le Bihan, dlv. d., 327;
Pierre Merach, div. g., 110; PC: Bogden
Politanski, 292; André Cleudel, 287;
Montque Hecquin, 282; Michel Giembi,
277; P5: Daniel Groscolas, 238; Robert
Boution, 286; Deniel Reiner, 285; Daniel
Gilson, 277.

2- tour: V., 1945; E., 1925.
Hurlet, 1 074, £U: Pguille, 978,
REELU; Bollesu, 912, REELU; Martin,
903, REELU; Chond, 745; Groscolas,
519; Claudal, 502; Politanski, 497; Gison, 488; Marsch, 84; Reiner, 41; Boullon, 37; Glembi, 24; Hecquin, 23; Gossot, 2; Le Bihen, 1. 1983. - 1., 1 968

le succès tempère mei l'échec enregis-tré par le liste conduite par M. Choné, souteau par le député, maire de Nancy, M. André Rossinot (UDF-rad.), président départemental de l'UDF. Ce bilan consa-cre la division profonde de l'opposition en Meurthe-et-Moseile, minée deputs an Meurtha-et-Moneile, minée depuis des mois par des querailes d'hommes qui ont empâché les partis d'accorder toute investiture à l'une ou l'autre des deux listes se réclament de l'UDF et du RPR. Il laissera des cicatrices durables dans le département où le coneal générate doit s'attendre, selon l'appression de M. Jacques Chérèque, ancien ministre, à des «landemains qui déchantent». La défaite de M. Choné, qui a pertu son avance entre les deux tours du servir, risque en particulier de resseudar le clan qui s'est formé dans la majorité départementale UDF-RPR autour de M. Claude Gaillard, député (UDF-PR), contre M. Baudot.

هكذامن رالإمل

M. Jacques Chérèque a, de son côté, réussi un scora honorable en rassem-blant sur son nom un nombre de suffrages bien plus large que l'au

MEUSE (2)

CDS (UC); Michel Rufin (app. RPR). ÉLUS : Rénd Herment, UDF-CDS; Michel Rufin, app. RPR.

PREMIER TOUR

L, 917; V., 908; E, 903. Us. d.: Rémi Herment, UDF-CDS, p.c.g., 1" adj. m. de Vigneulles lès-Hattonchâtel, 641 REELU

Michel Rufin, app. RPR, a, cg., m. de Clermont-en-Argonne, 363.

PS: François Dose, c.r., c.g., m. de Commercy, 136; René Vigneron, 1" adj. m. de Verdne, 111.

PC: Noël Demange, c.m. de Saint-Mihiel, 29; Daniel Mayer, c.g., m. de Roulieny, 29.

Isoles: Christian Namy, div. d., c.g. m. de Pierrefitte-sur-Aire, 214; Claude Biwer, div., c.g., m. de Marville, ad., 206; Louis Rouyer, FN, c.r., m. de Vilosnes-Haraumont, 25.

SECOND TOUR V., 904; E., 827.

Michel Rufin, app. RPR, 367...REELU Claude Biwer, div., 336; François Dose, PS, 124.

1983. - 1., 912. 1" tour : V., 906; E., 900. Un. d.: Rémi Herment, UDF, s., 712, REEU; Michel Rufin, div. d., 697, EU: PS: Dentel Schenini, 117; Githert Weber, 108: Leolé: Pierre Amboiss, div. d., 48; PC: Deniel Mayer, 42; Bernard Serrier, 41.

HM. Herment et Rufin, les deux séna-teurs sortants présentés par l'UPF, ont été réélus, le premier sans problème, avec 70,90 % des suffrages exprimés dès le premier tour, le second à l'arra-ché au second tour, avec 44,4 %. Prési-dent de l'Association des maires de la Meuse, apparenté RPR, celui-ci ne pen-sait pas devoir faire face à use telle consettion, qui ne avect pas faite sur sait pas devoir faire face à une telle opposition, qui ne a'est pas faite sur son programme meis sur son âge. Agé 'de sobiante-douze ans, les grands élec-teurs se sont rappelé qu'il y a neul ans M. Rufin avait fait lui-même ce 'reproche à son prédécesseur, le séna-teur Schiefter. Il trouva donc sur sa Agr. REELU; Jean Arthuls. UDF-CDS. Michel Sorin. PS. 129; Georges Mirzière. PS. 113; Jean-Claude Prioleau, PC, 9; Jacques Poirier, PC, 8. Election partielle du 24 juillet 1988.

- L. 601.

1 ** tour : V., 792; E., 772.
Jean Arthuls. UDF-CDS, 597. ÉLU; Georges Minzière, PS. 159 : Moles Lesage, div. d., 11; Jean-Poirier, PC, 8.

Les deux sénateurs centristes sortants, MM. Jean Arthuls et Rané Ballayer, ont été réétus, sans surprise, dès le premier tour. Le nouveau président du conseil général et son prédécesseur, des les premier tour. Le nouveau président du conseil général et son prédécesseur, la sénateur schiefler. Il trouva donc sur sa route le conseiller général de Montmédy, M. Bhwer (div. d.), ancien député, l'archet 1988.

27: PS : Daniel Roiner, 285 : Daniel Roiner, 285 : Daniel Roiner, 277.

2 *tour : V., 1945; E., 1925.
Hutlet. 1 074, ÉLU; Poullie, 978, Hartin. 1074, ÉLU; Bolleau. 912, REELU; Martin. 903, RÉELU; Chond, 748 : Groecolas. 519 : Claudel, 502 : Politanald, 497 : Gaond, 486 : Marsent), 847 : Republe. 918, Martin. 903, RÉELU; Bolleau. 912, REELU; Martin. 903, RÉELU; Bolleau. 912, REELU; Martin. 903, RÉELU; Bolleau. 912, REELU; Bolleau. 912, REELU; Boulle, 903 : Georges Minzière, PS. 159 : Moles le sense, 107 : PC : Bogden des la leur schiert du canton de Pértratité, qu'il fallait pour le deuxdème sière position avec sautement 8 voix et du conseil général de la Meurtine, 1074, ÉLU; Bolleau. 912, REELU; Martin. 903, RÉELU; Chond, 748 : Groecolas. 519 : Claudel, 502 : Politanald, 497 : Gaond, 486 : Marsent, 84 : Reiner, 41 : Boulle, 903, REELU; Bolleau. 912, REELU; Martin. 903, RÉELU; Bolleau. 912, REELU; Bolleau. 913, REELU; Boulle, 902 : Politanald, 497 : Gaond, 486 : Marsent, 84 : Reiner, 41 : Boulle, 903, REELU; Bolleau. 913, REELU; Boulle, 903 : Gaond, 486 : Marsent, 84 : Reiner, 41 : Boulle, 903 : Reiner,

MORBIHAN

SORTANTS: Christian Bonnet, UDF-PR (RI); Henri Le Breton, UDF-CDS (UC); Josselin de Rohan (RPR). . KLUS: Christian Boanet; UDR-PR; Heart Le Bretou, UDF-CDS; Josselia de Roban, RPR.

PREMIER TOUR L, 1 607; V., 1 595; E, 1 577.

Isolés: Yves Rocher, div. d., c.r., c.g., m. de La Gacilly, 393; André Guyo-mar, FN, c.r., 16; Daniel Houres, MRG, 14.

PS: Jean Le Bec, c.r., c.g., m. de Piumétiau, 315; Philippe Meyer, c.r., c.m. de Vannes, 300; Jean-Yves Lau-rent, c.g., m. de Quéven, 286.

PC: Jean Manrice, c.g., m. de Lanes-ter, 96; Jean Le Borgne, m. d'Henne-bont, 94; Jean-Paul Jarno, c.m. de Pontivy, 94.

Ecel.: Patrice Le Borgnic, GE, c.r., c.m. de Riantec, 52; Mme Patrice Renaud, Verts, c.m. de Berric, 30.

1983. - 1. 1 558 1" tour : V., 1 652; E., 1 532.

Un. d.: Herri La Breton, UDF, a., 916, RSELU; Christien Bonnet, UDF-PR, 696; Iso-Me: Josseln de Rohan, RPR, 696; Iso-Me: Josseln Briend, UDF, 433; Georges Jegouro, PS, 259; Philippe Meyer, PS, 249; Pierre Sernard, PS, 245. Jean Latournel, div. d., 219; Eugène Remilly, div. d., 164; Jeques Bellanger, div. d., 161; Rogar Lefabvre, div. d., 45; PC; Jean Maurice, 101; Jean Laborgne, 96; Pierre Joubin, 96.

2 tour : V., 1 543; E., 1 477. De Rohen, 990, EU; Jegouzo, 383; Jellenger, 104.

M. Rocher, l'industriel, qui aurait pu M. Rocher, l'industriel, qui aurait pu jouer les trouble-fête, n'a finalement pas empêché les trois sénateurs surtants de droite de retrouver leurs sièges dès le premier tour, avec une confortable avance dans un département acquis à l'opposition. «C'est la victoire do l'union et des gens de mêtier», a commenté M. Bonnet (UDF-PR), L'ancien ministre, arrivé en troisième position, obtient une chausetroisième position, obtient une cinquan-taine de voix de moins que ses deux

Durant la campagne référendairne, leur rafus de se prononcer publiquement sur le traité de Maastricht avait été diversement apprécié dans un départe-ment où le « oul » a obtenu 58,67 %. Socialistes et communistes, comme prévu, ont compté leurs vols, tandis que la liste d'enion des écologistes, dirigée par Génération Ecologie, associée à une candidate Vert, effectualt un premier galop d'essat dans ce type d'élections.

MOSELLE (5 - RP)

SORTANTS: André Bohl, UDF-CDS (UC); Jean-Erie Bousch, RPR, devenu sénateur le 29 juillet 1988 en remplacement de Jean-Marie Rausch, 'entre as gouvernement; Roger Husson (RPR); Jean-Pierre Masseret (PS); Paul Souffrin (PC).

ÉLUS: André Bohl, UDF-CDS; Roger Husson, RPR; Jean-Pierre Mas-seret, PS; Charles Metzinger, PS; Jean-Marie Rausch, maj. p.

L. 2793; V., 2767; E., 2744,

PS: 648, 2 sièges. (Jean-Pierre Masseret, s., c.r., c.m. de Metz
Charles Metzinger, d., m. de Freyming-

Cisèle Printz, adj. m. de Sérémange-Eczage; Gilbert Maurer, m. de Goet-zenbrück; Roger Hesling, m. de Many.)

Dir. d.: 449, 1 siège. (André Bohi, UDF-CDS, s., c.g., m., de

Creatzwald REETU
Henri Ferretti, UDF-PR, c.r., c.g.,
c.m. de Thionville, a.d.; Jean Grosse, app. RPR, c.r., c.g., m. de Saint-Jean-Kourtzerode; Bernard Hertzog, UDF-PR, c.g., m. de Silly-sur-Nied; Jean-Claude Holtz, div. d., m. de Stiring-Wendel)

RPR: 337, 1 siège.

(Roger Husson, RPR, s., c.g., m. de Dieuze PEKLU Alain Hethener, RPR, c.r., cg, c.m. de Metz; Jean-Marie Bianchet, dry. d., m. de Sierck-les-Bains; Anne Lott, RPR, c.m. de Sarreguemines; Jean Schuler, RPR, c.r., m. de L'Hôpital.)

Maj. p. : 302, I siège. (Jean-Marie Rausch, c.r., m. de Metz. a.

s, ap.c.r., ap.c.g., min Robert Pax, c.g., m. de Sarregue-mines; Gabriel Bronner, m. de Château-Salins; Armand Nau, c.g., m. de Carling; Jean-Marie Pelt.)

Div. d.: 229 (Jean-Louis Masson, d., c.g., c.m. de Metz.; Marie-Jo Zimmer-mann, RPR, c.m. de Metz.; Théo Hoellinger, RPR, c.g., m. d'Obergailbach;

Edgar Van Haaren, RPR, adj. m. de Lorquin; Maxime Ludmann, div. d., m. de Seinghouse.)

PC: 201 (Paul Souffrin, s., m. de Thionville; Henriette Simonetto, c.g., m. d'Algrange; Patrick Abate, m. de Talange; Jean-Clande Schmidt, adj. m. de Behren-lès-Forbach; Luc Corradi, m. de Vitry-sur-Ome.)

. Div. d.: 198 (Jean-Eric Bousch, RPR, s., m. de Forbach, a.d.; Raymond Doerflinger, UDF, c.g., m. de Montigny-lès-Metz; Roland Muntz, div. d., m. de Turquestein-Blancrupt; René Wagner, div. d., m. de Yutz; Charles Hochscheid, RPR, m. de Ley-

Dir. d.: 193 (Jean Seitlinger, UDF, d., c.g., m. de Rohrbach-les-Bitche; Jean-Pierre Heitz, UDF, c.g., m. d'Illange; Marie-Louise Diebold, div. d., c.g., m. de Rozérienlles; Jean-Louis Fritz, UDF, m. de Rousbach; Jean Litscher, UDF, m. de Troisfontaines.)

Div.: 111 (André Boucher, div. d., c.g., m. de Gomelangn; Jean-Marie Mizzon, maj. p., m. de Basse-Ham; René Ross, ex-PS, m. de Métairies-Saint-Quirin; Roger Wernet, RPR, m. de Lixing-lès-Rouhling; Jean-Louis Godfrin, UDF, m. de Marcilly.)

Div. g.: 45 (Daniel Delrez, div. g.; Léon Muller, div. g., m. de Gravelotte; Marc Peter, PS diss., m. de Freistroff; Joseph Spannagel, PS diss., c.m. de Boulzy; Bernard Gueblez, div. g., c.m. d'Andun-le-Tiche.)

FN: 25 (Jean-Marie Nicolay, c.r., c.m. de Montigny-lès-Metz; Bernard Brion, c.m. de Sarrebourg; Eric Benoist; Anhur Matecki; Adrien Kir-schving, c.m. de Forbech.)

Div. d.: 6 (Roger Weber, Jean-Claude Guidemann, Jean Mathis, Jean-Marc Fencl, Pierre Mugler.)

1983. - L. 2 742; V., 2 735; E, 2 713. 1983. — I., 2 /42; V., 2 /35; E., 2 /13; Un. d.: 1 263. (Jean-Marte Rausch, UDF-CDS, s., REELU; André Bohl, UDF-CDS, s., REELU; Roger Huzaon, RPR, EU; Jean-Erie Bousch, RPR; Henri Ferretti, UDF-PR; Un. g.: 836 (Jean-Pierre-Massaret, PS; ELU; Paul Souffrin, PC, EU; Michel Lipiec, div. g.; Raymond Sadier, PS; Henriette Simonetto, PC); Div. d.: 310 (Pierre Hennesn; Joseph Scheeffer; Ederme Hetter; Fermand Char-Scheeffer; Edernie Hatter; Fernand Char-lier; Denie Schitz); Div. d.; 305 (Jeen Kffer, CNIP; Fernand Franck, div. d.; Gil-bart Robinst; CNIP; Eric Litzelmann, CNIP; Pierre Keller, div. d.).

M. Rausch retrouve son siège au palais du Luxembourg, mais de jus-tasse. Le maire de Metz, ministre du commerce et de l'ertisanat, est le moins bien the des cinq stretters mosellans. L'enjeu de ce scrutin était, pour lui, de savoir comment les grands électeurs allaient jugar le ministre d'ouvacura. La reponse est pour le moins mitigée, après celle, en demi-tainte, des régionales du printemps dernier (M. Rausch avait obtenu moins de 15 % des suffrages en Moselle).

In fait, M. Rausch doit son élection à la phision de l'apparaille acceptant

la division de l'opposition parlemen-taire; représentée per trois listes RPR et deux listes UDF. La droite, qui a joué la politique du chacun pour soi, pard un élu, n'eyant plus qu'un séneteur UDF et

ent, n'ayant pais qu'un senereur cur et un RPR.

Le PS bénéficle également de la désunion de l'opposition. En obtenant deux sièges, la liste de M. Masseret réédite, mais sous une autre forme, son exploit de 1983. Il y a neuf ans, le liste d'union de le gauche PS-PC avait déjà créé la surprise en obtenant l'élection de deux sénateurs de gauche, une première pour la Moselle, dont un communiste; le maire de Thionville, M. Souffrin: A l'époque, la gauche avait déjà profité de la division de la droite. La liste UDF-RPR, conduite par M. Rausch, était, en effet, concurrencée par deux listes divers droite dissidentes. Cette année, M. Masseret enmère dans son sillage le député et maire de Freyming-Meriebach, M. Metzinger, qui quitte le Palais-Bourbon après onze amées. M. Souffrin, qui conduisait une liste communiste, n'est pes réélu, même si son score dépasse l'audiance des grands électeurs mosellans du PC.

Dans les rangs de l'opposition, si le

électeurs mosellans du PC.

Dans les rangs de l'opposition, si la réélection de M. Bohl, qui entame son troislème mandat en palais du Luxembourg, n'est pas une surprise, celte du maire de Dieuze, M. Husson, a étonné plus d'un observateur. Avec 337 voix, il devance nettement le député messin. M. Masson (RPR, 229 voix), et le maire de Furbach et sénateur sortant, M. Bousch (RPR, 195 voix). Le RPR peut regretter d'autent plus ces divisions que les trois listes gaullistes totalisent 764 voix. lisent 764 volx

NIÈVRE

SORTANTS : Robert Guillaume (PS), n.s.r.p.; René-Pierre Signé (PS), devenu sénateur le 18 décembre 1986

ÉLUS : Marcel Charmant, PS; René-Pierre Signé, PS.

PREMIER TOUR

L, 778; V., 775; E., 769. I., 778; V., 775; E., 769.

PS: René-Pierre Signé, s., c.g., m. de Château-Chinon, 376; Marcel Charmant, d., c.r., adj. m. de Nevers, 356.

Uz. d.: Paul Cabarat, div. d., c.r., c.g., m. de Lurcy-le-Bourg, 282; Philippe Nolot, div. d., c.g., 275.

PC: Paulette Lavergne, c.g., m. de La Machine, 119; Raymond Bussière, c.g., a.m. et c.m. de Fourchambault, 114.

Featt : Louis Leron de la Brière FN

Isolé: Louis Leroy de la Brière, FN,

SECOND TOUR

· V., 773; E., 705.

Paul Cabarat, div. d., 296; Philippe Nolot, div. d., 294; Paulette Lavergne, PC, 1; Raymond Bussière, 1. 1- tour : V., 759 ; E., 754.

PS: Robert Guillaume, s., 380, REEUU; Noel Berrier, s., 379; Un. d.: Henri Virneux, RPR, 234; Claudine Gal-mard, UDF-PR, 232; PC: Paulette Lavergne, 141; Raymond Bussière, 140.

Les deux candidats socialistes l'ont emporté avec une marge plus impor-tante que prévu aur les candidats de

As premier tour, il n'a manqué que : voix à M. Signé pour être réélu. Quent à M. Charmant, Il devençait le chef de file de la droite, M. Cabarat, de 74 suftrages, Au second tour, les deux candidats socialistes n'avaient guire hesoin des voix communistes de premier tour pour l'emporter. Ils n'ont d'allieurs recueilli qu'un tiers de ces suffrages. Matgré le retrait des candidats du PC qui, publiquement, avaient appelé à voter pour le PS au second tour, un peu voter pour le PS au second tour, un peu plus de la moitié des grands électeurs communistés ont voté blanc ou nul au second tour et quelques-lus ont vrai-semblablement voté à troits. Si le PC est an rocul d'une vingtaine de voix par rapport sux sénaturisés de 1983, la droite a progressé, d'un peu plus de 40 suffrates au member tour et

NORD (11 - RP)

SORTANTS: Guy Allouche (PS); Jean-Paul Bataille, UDF-PR (RI); Jacques Binlski (PS); André Diligent, UDF-CDS (UC); Marie-Fanny Gournay (RPR), devenue sénateur le 15 janvier 1990 en remplacement de Pierre Carous (RPR), décédé, n.s.r.p.; Roland Grimaldi (PS), n.s.r.p.; Arthur Moulin (RPR), n.s.r.p.; Clande Prouvoyeur, CNI (app. RPR); Tvan Renar (PC), devenu sénateur le 2 avril 1985 en remplacement de M. Gérard Ehlers (PC), démissionnaine; Maurice Schumann (RPR); Hector Viron (PC), n.s.r.p.

D.S.C.D. ELUS: Gay Allouche, PS; Jacques Bialaki, PS; Michelle Demessine, PC; André Diligent, UDF-CDS; Aifred Foy, div. 4.; Jacques Legendre, RPR; Pierre Manroy, PS; Paul Raoult, PS; Ivan Renar, PC; Manrice Schumann, RPR; Alex Tirk, ex-RPR.

L, 5 609; V., 5 558; E., 5 500. PS: 1 890, 4 Etus.

(Pierre Mauroy, d., m. de Lille, a. promicr min. KLU

Jacques Bialski, s., adj. m. de Dunkerque. REFLU

Gny Allouche, s., c.r. REFLU

Paul Raoult, c.g., m. du Quesnoy ELU

Dinah Derycke, c.r., c.m. de Croix;
Daniel Vanhove, m. de Zuydcoote;
Daniel Mio, m. de Riealay; Ariane
Capon, adj. m. de Lille; Marc Montuelle, m. de Lourches; Jacques Warin,
m. de Caudry; Gisèle Dileville, c.g.,
adj. m. de Villeneuve-d'Ascq.)



"Les restes du communisme sont dans la casserole" Qui a su si bien les accommoder?*



36 17 BEFFERE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie The dans titre: Communisme casserole

. PC: 908, 2 clus.

^q

· L.

41 A. H.

₹. ι

1 20 m

F - --- 17- 1.2.32

X - X - X

7 17 NE 27

Sales after

(Ivan Renar, s., c.r...... Michelle Demessine.... .ELUE Pierre Lefebvre, c.g., c.m. de Douai; René Cher, c.g., m. de Raismes; Jean Jarosz, c.g., m. de Feignies, a.d.; Edouard Triquet, m. d'Escandenvres; Jules Chevalier, m. d'Auloy-lez-Valen-ciennes; Paulette Deblock, m. de Sim-le-Noble; Michel Leschave, c.m. de Cassel Arthur Brahant, m. de Denain; Cassel; Arthur Brabant, m. de Denain; Fernand Pécheux, m. de Fourmies.) Dir. d. : 800, 2 élus.

(Alex Türk, ex-RPR, c.r., c.m., de

BaruenL) Div. d.: 288 (Georges Donnez, UDF-PSD diss., c.g., m. de Saint-Amand-les-Eaux, a.d.; Claude Prouvoyeur, CNI, s., c.g., a.m. et c.m. de Dunkerque; Jacques Bardoux, div. d., m. de Proville; Paul Curtelin, UDF-CDS diss., m. d'Avesnes-sur-Heipe; Jean-Marie Tas-saert, div., m. de Berthen; Jacques Marissiaux, ex-PS, m. de Bruay-sur-

Marissiaux, ex-PS, m. de Bruay-surEscaut; Xavier Devaux, CNI, c.m. de
Marcq-en-Barcul; Jean-Louis Herbommez, div., m. de Saméon; Jacques
Mahiez, div., m. de Mouchin; Michel
Beudin, div., c.m. de Vieux-Condé;
Patrick Debrabant, div., m. de Brillon.)
Verts: 143 (Marcel Lefevre, adj. m.
de Dunkerque; Lue Coppin, c.m. de
Fresues-sor-Escaut; Dominique
Plancke, adj. m. de Lille; René Patoor,
c.m. de Bergnès; Morie Agbessi, c.m.
de Vilkeneuve-d'Ascq: Engène Delrne,
e.m. de Wathgnies; "Fean-Marie
Zylawski, c.m. de Dimont; Christian
Lapère, c.m. de Wambrechies; Jacques
Claisse, c.m. d'Hem-Leaglet; Rossano
Pulpito, adj. m. de Maubeuge; Maryse
Mispelaere.)
FN: 71 (Carl Lang, cx.; Emile Mes-

FN: 71 (Carl Lang, c.r.; Emile Mesager, c.m. d'Aniche; Daniel Dubamel, sager, c.m. u Antene; Daniel Dunamel, c.r.; Jacques Disdier; Charles Morean; Simone Bonnave, c.m. de Tourcoing; Claude Deresnes, c.r., c.m. de Mau-beuge; Georges Pettenati; Edgar Lepers; Annie Trampont, c.r.; Ber-trand Wyon.)

1983. – L, 5 477; V., 5 466; E., 5 445.

Un., d..: 2 483 (Pierre Cerous, RPR, s., REELU: André Diligent, UDF-COS, ELU: Maurice Schumann, RPR, s., REELU: Jeen-Paul Batelile, UD-PR, ELU; Arthur Moulin, RPR, E.U; Claude Prouvoyeu, CNIP, ELU: Jean Durieux, UDF-PR; Marie-Fenny Gournay, RPR; Jacques Vernier, RPR; Marie-Maguerite Messart, UDF-COS; Bruno Chauvlerre, RPR: PS: 1 626 (Jacques Bialski, s., REELU; Guy Allouche, ELU; Roland Grimaldi, s., REELU; Dineh Caudron; Christian Betsille; Françoise Normand; Jean-Claude Provn; Pierre Naveau; André Parent; Robert Muchembled; Jacques Cepelle); PC: 1 165 (Hector Viron, s., REELU; Gérard Elheirs, s., REELU; Ivan Renar; Blanche Bellanger; Jean-Claude Fontenelle; Jules Chovaller; Pauliette Deblock; Georges Cacheux; Arthur Brabent; Emile Beauchamps; Fernand Pacheux); Act. Ioc.: 134 (Jean-Marie Lamaire; Maurice Declereq; Jacques Label; Georgette Dupire; Alphonse Dedes; Christian Gestgheluck; Francis Allard; Pierre Duriez; Jean Kesteloot; Genoft Deman; Jean-Paul Bourgeois; Div.: 37 (IJonel Aymard; Francis Dehsine; Jean Meersman; Pierre Loubry; Jean-Jacques Ballly; André Dangreau; Roger Dauchy; Robert Dequidt; César Gaudry; Jean-Claude Kindt; Francis Renard). 1983. - L, 5 477 ; V., 5 466 ; E., 5 446.

«Le Parti socioliste renoue avec le «Le Parti socioliste renoue avec le cap du succès. « M. Mauroy ne cachaît pas son plaisir, dimanche, à la préfecture de Lille : la liste qu'il conduisait obtient quatre sièges, soit un de plus qu'au 1983. Ce quatrième siège lui était presqua mathématiquement assuré : Il lui suffisait d'engrange les dividendes de la conquête, aux élections municipales de 1989, de plusieurs grandes villes du département, comme

Cambrai, a.min., a.d. ELU
André Diligent, UDF-CDS, s., m. de
Roubaix, a.d. REELU
Murice Schumann, RPR, S., C.T.,
amin. a.d. REELU
M. Yürk, qui. en dissidence evec le RPR,
dont il avait été pendant quatre ans le
secrétaire départemental, emmenait
une liste hitulée - Les étas locaux s'enune liste intituiée «Les élus locaux s'en-gagent» et se faisait le porte-drepeau de la rénovation face aux appareits pol-tiques. Avec deux sièges, il enregistre une belle victoire et peut continuer sa marche vers le beffrol de Lille, qu'il estime «gagnable» en 1995. Pourtant, ce succès risque du laisser des traces au sein de l'opposition : la liste investie par le RPR et l'UDF ne compte que trois élus et M. Bataille doit abandonner le Sénat. M. Legendre a reproché aix dis-sidents — M. Türk, mais aussi M. Don-noz — d'avoir pris «le risque insensé» du suients – M. Turk, mais aussi M. Don-nez – d'avoir pris - le risque Insensé - du faire gagner un chquième siège au PS. Quant au Parti communiste, il peut se féliciter d'avoir bien résisté, maigré la diminution du nombre de ses grands électeurs, ilée à la perte de plusieurs villes moyennes en 1989.

SORTANTS : Amédée Bouquerel (RPR), n.s.r.p.; Jean Natali (RPR), n.s.r.p.; Michel Souplet, UDF-CDS

ÉLUS: Philippe Marini, RPR; Michel Souplet, UDF-CDS; Alain Vas-selle, RPR.

PREMIER TOUR L,1 994; V.,t 962; E,1 947. Us. d.: Alain Vasselle, RPR, c.r., c.g., m. d'Ourcel-Maison, 1 163 ELU
Philippe Marini, RPR, c.g., m. de
Compiègne, 1 086 ELU
Michel Souplet, UDF-CDS, s., c.r., adj. m. de Chevrières, 932

ag, m, de Chevrieres, 932.

PS: André Vantomme, c.g., m, de
Clermuut, 486; Roger Menu, m, de
Liancourt, 463; Jacqueline Girardeau,
m, de Maignelsy-Montigny, 438.

Isolés: Bernard Renaud, RPR, c.g.,
m, de Thibivillers, 418; Philippe
Evrard, FN, c.r., c.m. de Chantilly, 96.

PC: Jean Sylla, c.g., m. de Mouy, 185; Patrice Carvalho, c.g., m. de Thourotte, 184; Maurice Bambier, c.r., c.g., m. de Montataire, 182. SECOND TOUR

V.,1 905; E.,1 673. André Vantomme, PS, 489; Philippe Evrard, FN, 98.

1983. L. 1.915.
1-tour: V., 1903: E., 1896.
Un. d.: Amédée Bouquerel, RPR. s., 844: Michel Soupler: ODF-CDS, 785; Jenn Natal, RPR. s., 709; Div. d.: Guy Dessessert, CNIP, 508; Michel Dupuy, UDF, 476; Michel Gorin, UDF-red., 410; PS: Henri Bornin, 429; Jean-Pierre Hanniet, 406; Jean-Luc Pingrenon, 407; PC: Raymond Mailler, 227; Jean Sylla, 226; Maurica Bambler, 224.
2 tour: V. 1902: E. 1850. 2. tour : V., 1 902 ; E., 1 850. Bouquerel, 1 203; REELU ;

1 191, REELU; Souplet, 1 185, ELU; Bonen, 628; Sylla, 628; Hannier, 815

La représentation du département au palais du Luxembourg change de visage puisque deux des trois sénateurs sor-tants, MM. Bouquerel et Natali ne se tants, MM. Bouquerel et Natali ne se représentalent pas. Pour le troisième, M. Souplet, président de la chambre d'agriculture, il n'a maqué que 43 voix pour être réélu dès le premier tour, aux côtés de MM. Vasselle et Marini, qui vont renoncer respectivement à leurs mandats de conseiller régional et de conseiller général pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats, M. Renaud, candidat RPR dissident menant une vigoureuse campagne hostile à la politique agricole commune (PAC), o donc échoué dans sa tentative de déstabiliser M. Souplet qui avait eu, à ses yeux, le tort d'appesa tentative de destabiliser M. Sciplet qui avait eu, à ses yeux, le tort d'appeier à voter «oui» au référendum du
20 septembre. A gauche, l'appel du
Parti communiste à «se prononcer au
second tour pour s'opposer à l'extrême
droite, à la droite et à la politique de
droite», a privé la candidat du Parti
socialiste de tout report de voix.

> ORNE (2)

SORTANTS: Hubert d'Audigné (RPR); Henri Olivier, CNI (ratt. adm. ÉLUS : Daniel Goulet, RPR; Alain Lambert, UDF-PR.

PREMIER TOUR L, 1 044; V., 1 038; E., 1 029. Dir. d.: Daniel Goulet, RPR, d., c.r., m. du Mêle-sur-Sarthe, 399; Alaio Lambert, UDF-PR, c.g., m. d'Alençon, on. a.: Hubert d'Andigné, RPR, s., p.c.g., m. du Champ-de-la-Pierre, 358;. Henri Olivier, CNI, s., e.g., m. de Saint-Germain-des-Grois, 310.

PS: Laurent Beauvais, adj. m. d'Argentan, 144; Claude Corbet, adj. m. de Flers, 138, Un. d.: Hubert d'Andigné, RPR,

Plers, 138.

PC: Michel Garnier, adj. m. de Flers, 13; Yves Carlin, adj. m. du Bourg-Saint-Léonard, 10.

Isolés: Daniel Miette, UDF-CDS, c.r., c.g., m. de Magny-le-Désert, 193; Eugène Ermessent, div. d., 30; André Cayrel, FN, c.r., 20; Thierry Boisbault, GE; c.r., 9;

> SECOND TOUR V., 1 038; E., 997.

Daniel Goulet, RPR, 581 ______ELU Alain Lambert, UDF-PR, 537 ____ELU Hubert d'Andigné, RPR, 379; Laurent Beauvais, PS, 121; Claude Corbet, PS, 114; Heari Olivier, CNI, 4; Yves Carlin, PC, 2; Michel Garnier, PC, 2; Thierry Bossbault, GE, 1.

1983. - L. 1 030. 1= tour: V., 1 026; E., 1 016.

Un. d.: Henri Olivier, CNIP, s., 843, REEU; Hubert d'Andigné, RPR, s., 837, REEU; PS: Yves Le Pape, 147; Jacquas Nortier, 139; PC: Roger Jouadé, 25; Marcel Delautay, 23.

Les graods électeurs arnais ont osé : lis ont mis fin, dimanche, à vingt-sept ans de mandat sénetorial de M. Hubert d'Andigné, soixante-quinze ans. Le président de l'assemblée déparans. Le président de l'assemblée dépar-tementale, qui avait difficilement retrouré son siège de conseiller général en mars demier, a, cette fots-ci, chuté au second tour. Son colistier, l'autre sénateur sortant, M. Henri Olivier, avait préféré se retirer à l'issue d'un premier tour décevant. Cette ultime manusure, visant à présenter M. d'Andigné, comme l'unique candidat du l'Orne rurale face à deux candidats «alençon-nais», n'aura pas suffi à empêcher la nais , n'aura pas suffi à empêcher la victoire sans appel du duo des rénova-teurs de droite, MM. Daniel Goulet at Alain Lambert. Ceux-ci ont bénéficié des voix d'on autre rénovateur, M. Daniel Miette, distancé au premier tour, et qui pourreit essayer de prendre le siège de M. Goulet à l'Assemblée nationale lors des prochaines élections légistatives. Ce scrutin concrétise le désir de renouvellement des hommes et des idées au sein de le droite ornaise, des idées au sein de le droite omaise, manifesté en mars dernier, fors des élections cantonales et surtout régionales, où la liste que menait M. Goulet avait dominé celle où figurait M. d'Andigné, Pour tous ceux qui contestaient la mainmise de M. d'Andigné sur l'Orne, c'est, après un long combat, une première victoire qui va sérieusement mettre à mai son autorité de président du conseil général.

PAS-DE-CALAIS

SORTANTS: Jean-Luc Bécart, PC, devenu sénateur le 3 octobre 1984 en remplacement de Raymoud Dumont (PC), démissionnaire; Henri Collette, RPR; Désiré Debavelacre, CNI (RPR), deveno sénateur le 1" au8t 1986 en remplacement d'Henri Elby, UDF-rad. (RI), décédé; André Delelis (PS), n.s.r.p.; Henri Gallet (PS), devenu sénateur le 7 janvier 1992 en remplacement de Michel Darras (PS), decédé, n.s.r.p.; Daniel Percheron (PS); Roger Poudouson, UDF-CDS (UC), n.s.r.p. ÉLUS: Jean-Lac Bécart, PC; Désiré

ÉLUS: Jean-La: Bécart, PC; Désiré Debarelacre, CNI; Jean-Paul Delevoye, RPR; Léou Fatons, PS; Roland Huguet, PS; Daniel Percheron, PS; Michel Sergent, PS.

L, 3 848; V., 3 836; E., 3 780. PS: 1 592, 4 sièges.

(Roland Huguet, d., p.c.g., m. d'Isber-Léon Fatous, m. d'Arras.

Michel Sergent, c.r., m. de Desvre

Jean-Marie Krajewski, c.g.; Jocelyne Ponchel, c.m. d'Houdain; Jacques Vil-ledary, c.g., m. de Nœux-les-Mines.) Us. d.: 1 148, 2 sièges.

(Jean-Paul Delevoye, RPR, c.r., c.g., m. de Bapaume, a.d. ELU Désiré Debavelaere, CNI, s.REELU

Jean-Marier Truffier, UDF-CDS, c.g., m. de Marœuil; François-Xavier Bécuwe, UDF-PR, c.g., m. d'Aire-sur-la-Lys; Roger Pruvost, UDF, c.g., m. de Frévent; Albert Doublet, RPR, c.r., m. d'Audruicq; Michel Roger, UDF-CDS, c.r., c.m. de Lens.)

PC: 681, 1 siège. (Jean-Luc Bécart, s., c.g., m. d'Anchel...

Rémy Auchedé, c.r., e.g., c.m. de Billy-Berciau, a.d.; Jean-Jacques Barthe, c.r., m. de Calais, a.d.; Yves Coquelle, c.g., m. de Rouvroy; Maryse Coupin, m. d'Angres; Jean-Claude Juda, m. de Saint-Étienue-au-Munt; Martial Stienne, c.g., c.m. de Vitry-en-Artois.)

Div. d.: 237 (Henri Collette, RPR diss., s., e.g., m. de Licques, e.d.; Joseph Morgant, UOF diss., c.g.; Pierre Crespel, div. d., m. de Coqueiles; Albert Cassez, UDF-CDS diss., m. de Locon; Pierre Fuurmaux, div. d., m. de Farbus; Pierre Taverne, RPR, Patrick Chazalviel, div. d., c.m. d'Ardres.)

Verts: 69 (Henri Bailleui, c.r., e.m.

Verts: 69 (Henri Bailleui, c.r., e.m. d'Hersin-Coupigny, Janine Denduyver, e.m. de Saint-Paul-sur-Ternoise; Liliane Coolos, e.m. d'Audruicq; Daniel Thélier, c.m. de Sernt-Léonard; Valentin Oelecroix, c.m. de Douvrin, Jacqueline Maillard, adj. m. de Sorrus; Joël Cornaille, c.m. de Thievres.)

FN: 53 (François Porten de la Morandière, c.r., c.m. d'Arras, a.d.; Jacques Fourny, c.m. de Bachy; Jean-Michel Spas, c.m. d'Arras; Renand de Chabot-Tramecourt, m. de Lignereul; Jean-Pierre d'Holkmder, c.m. de Gouy-en-Artois; Yves-Marie Lherbier; Ray-mond Demailly, c.r., c.m. d'Oignies.)

1983. - 1, 3 715; V., 3 712; E., 3 700. 1983. – 1, 3 715; V., 3 712; E., 3 700. Un. d.: 1 380 (Roger Poudonson, UDF-CDS, s., REELU; Henri Collette, RPR, s., REELU; Henri Elby, UDF-rad., ELU; Désiré Debavelaere, CNIP; Jean-Paul Delevoye, RPR; François-Xavier Bécuwe, UDF-R; Jean-Marie Truffier, UDF-CDS; PS: 1 381 (Michal Derras, s., REELU; André Deleils, ELU; Daniel Percheron, ELU; Dominique Dupilet; Henri Gellet; Robert Blomme; Luclenne Deglos); PC: 884 (Raymond Dumont, s., REELU; Jean-Luc Bécart; Daniel Arnoult; Marzial Stienne; Marie-Josée Liétard; Raymond Dufsy; Paul Dumont); Div. 75 (Claude Henin; Jean-Marie Charlet; Clauda Lefèvre; Rémy André; Georgee Prudhomme; Gebriel Evrard; Siméon Menuge).

L'opposition avait voulu échapper au «syndrome de la rénovation», incerné par le liste Türk dans le Nord, en préférant renouveler fortement la liste.
M. Delevoya, qui conduisait la liste
d'union de l'opposition, n'a pas réussi,
cependant, à éviter la division : dépité cependant, à éviter la division : dépité de ne pas être retanu en position éligi-ible, M. Collette, sénateur sortant, a constitué sa propre liste. Il n'a pas obtenu assez de voix pour emporter un siège, mais il prive la liste officiella RPR-UDF d'un troisième poste. Le CDS en foit les frais

en fait les frais. Le Parti socialiste est le grand vainqueur dans le département grâce au gain supprise d'un quatrième siège. S'il a profité manifestement de la division de la droite, le PS recuellle aussi les retombées de sa large implantation : il progresse de plus de deux cents volx, passant de 37 % à 42 % des suffrages. Le gain de plusieurs mairies, petites ou moyennes, en 1989 a compensé la perte de Boulogne-sur-Mer. Le Parti communiste conserve son siège.

PUY-DE-DÔME

SORTANTS: Gilbert Belin (PS), devenu sénateur le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Michel Charasse (PS), entré au gouvernement se représente comme suppléant de M. Charasse; Marcel Bony (PS); Roger Quilliot (PS), éin à l'occasion d'une élection partielle urganisée le 28 septembre 1986 à la suite de sou élection, le 16 mars, à l'Assemblée nationale. ÉLUS: Marcel Bony, PS, Michel Charasse, PS, Roger Quilliot, PS.

PREMIER TOUR

L.1626; V., 1615; E., 1609. PS: Marcel Bouy, s., c.g., m. de Murat-le-Quaire, 833 REELU Roger Quilliot, s., m. de Clermont-Fer-rand, a.min., a.d., 820 REELU

Un. d.: Claude Wolff, UDF-PR, d., c.g., m. de Chamalières, 615; Robert Couvaud, UDF, m. de Beaumont, 583; Jean Ponsonnaille, RPR, c.r., c.m. de Chamalières, 558.

PC: André Chassaigne, c.g., m. de Saint-Amant-Roche-Savine, 144; Alain Cuerq, m. du Cendre, 126; Michel Vigier, adj. m. de Clermuut-Ferrand, 125.

Verts: Marc Saumureau, c.m. de Beaumoot, 34; Claudine Conturier, 26; Catherine Bousseau, 23. FN: Claude Jaffrès, e.r., c.m. de Clermont-Ferrand, 28; Abel Poitri-nean, c.r., 21; Jacques Chanet, 21.

1983. - L, 1 552. 1- tour : V., 1 548; E., 1 532. 1º tour: V., 1 548; E., 1 532.

PS: Reger Quilliet, 750; Marcel Borry, 734; Michel Charasse, s., 717; Un. d.: Geurges Chomaton, U0F-CDS, 617; Jean Morellon, U0F-PR, 615; Georges Monnet, RPR, 604; PC: Armand Mansat, 184; Paul Archimbaud, 176; Jean Nicoles, 172.

2- tour : V., 1 540; E., 1 496. Quillint, 850, ELU; Bony, 842, ELU; Charasse, 832, REELU; Chometon, 649; Morellon, 640; Monnet, 640. Election partielle du 28 septembre 1988. – I., 1 752. 1- tour : V., 1 561 ; E., 1 541. Roger Quillot, 795, ÉLU : Michel Car-taud, UDF-PR, 585 ; Jean Nicolas, PC, 181.

La tradition a été respectée dans le Puy-de-Dâme puisque les trois candi-dats socialistes ont été élus dès le predets socialistes ont été éius dès le pre-mier tour de scrutin. Ce succès éciatant a toutefois constitué une surprise. MM. Quillot, maire de Ciermont-Fer-rand, et Bony, conseiller général, tous deux sénateurs sortants, ainsi que M. Charasse, ministre du budget, dispo-saient a priori d'une marge de sécurité très confortable, la majorité des grands électeurs leur étant favorable. Mais ils pouvaient redouter qu'une partie de ces demiers, et surtout les délègués ruraux, ne sanctionnent par leur vote la politine sanctionnent par leur vote la politi-que agricole du gouvernement. En fait, il n'en a rien été et tous trois se sont fôlicités « de la fidélité des délégués, rescres de la noerre des delegues, lesquels an leur qualité ont su reconnaître les services rendus. A droite, M. Wolff, député, maire de Cha-mailères avait mené campagne en faveur d'un panachage propre à instau-rer un nouvel équilibre plus représenta-tif du faithte authorie du décautatif du la réalité politique du départe-ment, dont la majorité a glissé à droite lors des demières élections. Il n'a pu que constater « qua ces résultats n'étalent pas conformes aux assu-

> PYRÉNÉES-**ATLANTIQUES**

SORTANTS: Auguste Cazalet (RPR); Franz Duboscq (RPR); Jacques Muutet, UOF-rad. (ratt. adm. UC).

ÉLUS : Louis Althapé, RPR; Didler Borotra, UDF-CDS; Auguste Cazalet, RPR.

PREMIER TOUR 1., 1 621; V., 1 619,; E., 1 606.

RPR: Franz Duboscq, s., c.g., m. d'Aroue-Ithorots-Oihaïby, a.p.c.g., a.d., 379; Auguste Cazalet, s., m. de Sévignacq-Meyracq, a.d., 668; Louis Althapé, c.g., m. de Lanne-en-Barétous, 487

UDF: Jacques Moutet, UDF-rad., s., 455; Oidier Borotra, UDF-CDS, e.g., m. de Biarritz, 519; Julien Brusset, UDF-PR, m. de Soumoulou, 175. PS: Jean-Pierre Destrade, c.g., a.d., 398; André Labarrère, d., m. de Pau, a.min., a.p.c.r., 597; René Ricarrère, c.r., m. d'Orthez, 305.

Nager, pédaler, courir sans répit et tenir la distance. Pas de L'Adoute, le triathion exige un effort de tous les instants. Et une volonte proche de l'obstination, celle d'aller jusqu'au bout. Cette volonté qui anime le coureur de fond, nous la partareons notalement. Mieux, nous la vivons. Dans notre spéciahus elle nous jucite à nous dépasser. A offrir des imprimantes offine habilité à toute épreuve. A nous engager appres de l'équipe de révendeurs sur laquelle vous pouvez compter. En bref a meure nome expertise au service de vos exigences et de vos idées. C'est clair: aussi loin que vous rea nous uons. OKI Systèmes (France) - Tél (1)46.15 80.00



En vente en librairies et grandes surfaces **EUROPE** LE GRAND **ATLAS** 299F seulement MATIAS

ADMISSIONS 3e CYCLE MARKET'SUP GESTION MARKETING A ORIENTATION EUROPEE

SESSION DU 3 OCTOBRE 1992 42.02.26.86

vent douner lieu a des travaux

1- tour : V., 842; E., 839.

Tel le phénix qui renaît de ses cendres, M. Abadie a renoué avec le succès électoral. Trois ans après avoir perdu la mairie de Lourdes, l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme, figure emblématique du MRG em Bigorre, est reconduit au Sénat en obtenant une majorité de suffrages (52,04 %) dès le premier tour. Ce score montre que le radicalisme reste bien ancré au pied des Pyrénées maigré les secousses politiques qu'il a subles aux municipales de 1989 et aux cantonales de mars demier.

qu'il a subles aux manicipales de 1989 et aux cantonales de mars demier. Cette victoire est d'autant plus méri-toire que M. Abadle, candidat de la majorité présidentielle MRG-PS, croisait le fer avec ses adversaires habituels de l'Union de la drotte, MM. Bleuler et l'Union de la drotte, MM. Bleuler et callador de la drotte.

runion de la droite, mill. Bieuler et Journé, mais aussi avec son collègue du palais du Luxembourg, M. Puyou. N'ayant pas reçu l'investiture de la coalition de gauche, à la suite de l'ac-cord de parité conclu entre le MRG et le

coru de parte concar entre la marca et le PS, l'ancien président du conseil géné-rai s'était mis en congé du MRG et se présentait en candidat indépendant. Il espérait bénéficier du soutien des

meires des petites communes rurales. Son maintien au second tour n'a pas empêché M⁻⁻ Durrieu, secrétaire fédé-rale du Parti socialiste, de l'emporter et

de conserver à la gauche le second siège sénatorial. C'est la première fois

que les grands électeurs des Hautes-Pyrénées délèguent une famme au palais du Luxembourg. M. Peyou, ini, apparaît comme le grand perdant d'un scrutin à l'issue duquel il ne dispose

PYRÉNÉES-

ORIENTALES

(2)

SORTANTS: Paul Alduy, UDF-PSD (ratt. adm. UC); André Daugnac, UDF-CDS (UC), devenu sénateur le 4 décembre 1987 en remplacement de

PREMIER TOUR

L, 941; V., 934; E, 896.

Isolés: U René Marquès, UDF p.c.g., m. de Saint-Laurent-de-Salan-

PS: Louis Caseilles, c.g., m. de Tou-louges, 315; Michel Cavallier, adj. m. de Villeneuve-de-la-Raho, 86.

de Villeneuve-de-la-Raho, 86.

PC: Jean Vila, c.r., c.g., m. de
Cabestany, 79: Colette Tignères, c.m.,
de Perpignan, 75.

SECOND TOUR

L, V., 927; E., 900.

Louis Cascilles, PS, 336; Paul Alduy, UDF-PSD, 72; Jean Vila, PC, 70.

1983. – I., 874.

1 = tour : V., 873 : E., 881.

Isolés : Guy Maié, div. d., 492, ÉUJ :
Psul Alduy, UDF-PSD, 370 ; Jean Marti, PS, 178 ; Jacques Bordanell, MiliG, 146 ; Henri Soller, div. d., 125 ; René Marques, 84 ; Francis Boot, div. d., 66 ; PC : Jean Catala, 111 ; Alain Nunez, 96.

2° tour : V., 829 ; E., 778. Alduy, 463, ELU ; Marti, 814 ; Borde-

L'élection confortable, au premier tour, de M. Marquès ne constitue pas une surprise pour ce gestionnaire qui dirige le département des Pyrénées-Orientales depuis 1988, après en avoir été le vice-président de 1976 à 1987.

Paul Blanc, RPR, 422 ...

Guy Malé, UDF (UC), B.S.T.D. ÉLUS : Paul Blanc, RPR; René Marquès, UDF.

SECOND TOUR V., 1 619,; E., 1 606 Didier Borotra, UDF-CDS, 906ELU Jean-Pierre Destrade, PS. 348; André Labarrère, PS, 665; René Ricar-rère, PS, 347.

1983. - I., 1 668.

I* tour: V., 1 568; E., 1 548.

Bedés: Jacques Moutet, UDF-rad., s., 596; Didder Borotra, UDF-CDS. 322; Henri Grenet, UDF, 295; RPR: Franz Duboscq, RPR, 588; Auguste Cazalei, RPR, 386; André Ithurraide, RPR, 208; André Luberriage, div. d., 249; Maurice Plantiar, RPR diss., 210; Jean Recapel, CMIP, 128; Gérard Gaston, div. d., 89; PS: Reymond Delourme, 396; Robert Balangue, 360; Claude Duhsu, 330; PC: Jean Ababdie, 115; Zélien Cambayou, 113; André Cazatien, 107.

2* tour: V., 1 569; E., 1 501; Moutet, 956, RÉELU; Cazalet, 922, ELU; Duboscq, 813, ELU; Delourme, 444; Balangue, 440; Duhau, 428; Abbadie, 106; Cazetien, 102; Cambeyou, 99.

Les grands électeurs du département ont manifesté un souci de renouvelle-ment en envoyant au Palais du Luxembourg deux nouveaux sénateurs sur trois. Franz Duboscq (RPR) et Jacques Moutet (UDF-rad) en ont fait les frais. L'équilibre politique départemental n'est toutefois pas rompu puisqu'ils sont rempiacés par M. Louis Aithapé (RPR), dont le score est plutôt inat-tendu, et M. Didier Burotra, qui confirme une ascension entamée d'une confirme une ascension entamée d'une menière spectaculaire avec la conquête, en mars 1991, de la municipalité de Biarritz. M. Borotra a fait le plein des voix chez les grands électeurs du Pays: basque mais il a ágalement engrangé les dividendes de la campagne menée en sa faveur par M. François Bayrou, président (UDF-CDS) du conseil général. Hormis l'élection de M. Althapé, la véritable surprise de ce scrutin est venue de l'excellent score réalisé par M. André Labarrère, maire de Pau, député PS, qui a provoqué quelques angoisses dans les rangs de l'opposi-tion. L'ancien ministre chargé des relations avec le Parlement a terminé second au premier tour avec un capital de voix jamais atteint par un socialiste dans les Pyrénées-atlantiques. Cette performance devrait pouvoir lui permettre d'asseoir son autorité sur le PS

HAUTES-**PYRÉNÉES** (2)

SORTANTS: François Abadie, MRG (RDE); Hubert Peyou, ex-MRG ÉLUS: François Abadie, MRG; Josette Durrieu, PS.

PREMIER TOUR

Josette Durrieu, PS, c.g., 344.

Un. d.: Pierre Bleuler, UDF-CDS, c.g., m. de Lannemezan, a.d., 240;
Jean Journé, UDF-rad., c.r., c.g., c.m. de Tarbes, 222. Isolé: Hubert Peynu, ex-MRG, s.

PC: Raymond Erracarret, c.g., m. de Tarbes, 105. Jean Gonzalez, c.r., c.m. d'Aureil-

han, 90. FN: Jean Fourcade, 6. SECOND TOUR

1., 849; V., 844; E., 813. Josette Durrieu, PS, 397.... Pierre Bleuler, UDF-CDS, 316; Hubert Peyou, ex-MRG, 100.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 26 septembre 1992 : DES DÉCRETS

 Du 18 septembre 1992 portant retranchement et déclassement de sections de lignes dépendant du réseau ferré national géré par la Société nationale des chemins de fer français. . DES ARRÊTÉS

- Du 10 juillet 1992 relatif à l'organisation et aux horaires des enseignements des classes de pre-

mière et terminales des lycées sanctionnés par le baccalauréat général (rectificatif); DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde MEDECINE - Du 24 septembre 1992 fixant la liste des spécialités pharmaceu-tiques remboursables aux assurés

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 27 septembre 1992 :

DES DÉCRETS Nº 92-1041 dn 24 septembre

1992 portant application de l'arti-cle (9) (1°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau relatif à la limitation nu à la suspension pro-visoire des usages de l'eau;

- Nº 92-1042 du 24 septembre 1992 portant application de l'arti-cle 5 de la loi nº 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'ean et relatif aux schémas d'aménagement et gestion des

- Du 18 septembre 1992 approu-vant le deuxième avenant à la convention passée entre l'Etat et la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'au-

Le fait le plus marquant du scrutin est l'éviction de M. Alduy, make de Perpi-gnan depuis trente et un ans, dont la chute traduit, au delà d'un revers perchute traduit, au-delà d'un revers per-sonnel, une profonde cassure dans les mécanismes politiques locaux. M. Alduy se présentait devant les grands élec-teurs avec le handicap d'avoir été mis en minorité au sein de son propre consell municipal. Après avoir recueilli 185 voix en premier tour, il a chuté à 72 voix, soit à peine deux de plus que le maire communiste de Cabestany, M. Vila, qui u'est meintenu, ioin demère le condidat du PS, M. Casellies, et plus encore du maira RPR de Prades, M. Blanc, Ce demier acté éiu en amé-llorant de dix-sept voix son score du premier tour. M. Blanc était jusque-là le premier tour. M. Blanc était jusque là le suppléant de M. Alduy au Sénat.

هكذامن رالإمل

Victime de l'usure d'un pouvoir municipal longtemps exercé sans partage, le maire de Perpignan doit sans doute aussi sa défaite, d'une part à son achamement à vouloir imposer son fils sur la scène politique catalane au détriment de ses anciens compagnuns, d'autre part aux enquêtes judiciaires en cours sur une société d'économie mixte dont il exerce la présidence.

BAS-RHIN

SORTANTS: Un siège vacant depuis lu décès d'André Traband, UDF-CDS (UC), devenn sénateur en remplacement de Marcel Rudioff, UDF-CDS (UC), nommé au Conseil constitutionnel le 25 février 1992. ÉLU: Philippe Richert, UDF-CDS.

PREMIER TOUR L, 2 355; V., 2 337; E., 2 323.

Philippe Richert, UDF-CDS, c.r., c.g., 1 111; Xavier Muller, UDF-CDS diss., c.r., m. de Marlenheim, 518; Marie-Helène Gillig, maj. p., adj. m. de Strasbourg, 411; Gny Hémonet, Verts, c.r., c.m. de Griesbach, 98; Robert Scielles and de Griesbach, 98; Robert Spieler, ext. d., c.r., c.m. de Strasbourg, a.d., 56; Théo Brann, maj. p., a.min., 50; Yvan Blot, FN, c.r., d.e., 38; Manfred Stricker, div. d., 35; Olivier Gebuhrer, PC, 6.

SECOND TOUR V., 2 301; E., 2 216. Philippe Richert, UDF-CDS,

Marie-Hélène Gillig, maj. p., 481; Guy Hémonet, Verts, 75; Robert Spie-ler, ext. d., 38; Manfred Stricker, div. d., 26; Yvan Blot, FN, 21; Xavier Muller, UDF-CDS, 4; Olivier Gebuh-rer, PC, 4; Théo Braun, maj. p., 1.

1986. – L, 2 311.

1- tour: V., 2 303; E., 2 281.

Un. d.: Peul Kauss, RPR, s., 1 961, REELU; Deniel Hoeffel, UDF, s., 1 904, REELU; Mercel Rudloff, UDF-CDS, s., 1 802, REELU; PS: René Hampe, 263; Armend Ducornet, 256; Alice Winterhalter, 246; Josette Amaudet, 236; FN: Michel Feuilles, 129; Claude Dumesny, 86; Jacqueline Grasser, 84; Roger Oberlé, 78; CNIP: Etienne Stoffel, 68; Claude Bronn, 40; Robert Bauer, 22; Paul Roffey, 20; PC: Jean-Marie Dupuy, 22; François Spielmann, 26; Germain Paquet, 20; Raymond Mosser, 20. Paul Blanc, RPR, c.r., c.g., m. de Prades, 405; Paul Alduy, UDF-PSD, a. m. de Perpignan, a.d., 185; Jacques Mulct, FN, c.r., c.m. de Perpignan, 55.

A le suite du décès, en avril dernier, d'André Traband, suppléant de M. Mar-cal Rudioff, nommé en février au Conseil constitutionnel, il n'y avait Consell constitutionnel, il n'y avait qu'un siège à pourvoir pour cette élection partielle. M. Richert, soutenu par l'UDF et le RPR, n'a eu aucun mai à u'imposer maigne la présence d'un autre centriste. M. Muller qui u'a pas dépassé 22 % des suffrages au premier tour et qui s'est désisté en sa faveur pour le second. Me Gillig, adjoht au maire socialiste de Strasbourg, u bénéficié des voir des nombreux grands maire socialiste de Strasbourg, u béné-ficié des voix des nombreux grands électeurs de gauche de Strasbourg, sélestat ou Schilligheim, et elle a amè-lloré son score au second tour (21 % des volx). Lu candidat des Verts, M. Hennonet, qui ne pouvait compter que dix-sept grands électeurs déciarés, a obtanu six fois plus de suffragés. En revanche, la tentative de M. Braun, ancien ministre d'ouverture du gouver-nement Rocard, a été en net échec. A l'infliative de cartains fius quany

A l'Initiative de certains élus ruraux une collecte u eu lleu parmi les grands électeurs, invités à verser une partie de leur indemnité en faveur des sinistrés

LA RÉUNION (3)

SORTANTS: Paul Moreau (RPR), devenu sénateur le 2 février 1987 en remplacement de Paul Bénard, div. d. (app . RPR), décédé; Albert Ramas-samy (PS); Louis Virapoullé, UDF-CDS (UC).

ÉLUS : Eric Boyer, div. d.; Plerre Lagourgue, div. d.; Paul Moresa, RPR.

PREMIER TOUR L, 937; 930; E, 916.

i., 937; 9.50; E., 910.

isolés: Eric Boyer, div. d., p.c.g.,
c.m. de Saint-Denis, 420; Louis Virapoullé, UDF-CDS, s., 376; Albert
Ramassamy, PS, s., 355; Paul Moreau,
RPR, s., c.g., m. de Bras-Panon, 183;
Pierre Lagourgue, div. d, c.r., a.p.c.r.,
165; Gabrielle Fontaine, div. d, c.g.,
le adj. m. de Saint-Denis, 129; José

18 adj. m. de Saint-Denis, 129; José Pinna, RPR, c.r., c.g., m. d'Elang-Salé, 75; Auguste Legros, div. d., d., c.m. de Saint-Denis, 49; Yvette Chamard, div., adj. m. de Saint-Paul, 39; Paul Hoarau, div, g., 38; Henri-Paul Hoarau,

div. d., adj. m. de Saint-Leu, 34; Jean-Pierre Dambreville, div. g., 33; Ber-nard Law-Wai, div., c.m. de Saint-Paul, 33; Jean Cheung-Toi-Cheung, div., 9; Emile Chane-Tou-Ky, div., 8. PCR: Paul Vergès, c.r., c.m. de Saint-Paul, 285; Elie Hosrau, d., m. de Saint-Pierre, 213; René Payet, 203.

SECOND TOUR

V., 929; E., 904. Isolés: Eric Boyer, div. d., 412... Pierre Lagourgue, div. d., 404 ELU
Paul Moreau, RPR, 388 REELU Louis Virapoullé, UDF-CDS, s., 382; Albert Ramassamy, PS, s., 378; Paul Vergès, PCR, 297; Yvette Cha-mard, div., 44; José Pinna, RPR, 37; Bernard Law-Wal, div., 20; Gabrielle Fontaine, div. d., 9; Elie Hoaran, PCR, 5; René Payet, PCR, 5

1983. - 1., 858. 1- tour : V., 866 ; E., 853. 1 - tour: V., 856; E., 853.

Un. d.: Louis Virapoullé, UDF-COS, s.,
406; Paul Benard, div. d., 347; Auguste
Legros, RFR, 343; isolés: Bruny Payer,
PC, 380; Plerre Legourgue, UDF-PR,
877; Albert Ramassarny, PS, 382; José
Pinna, div. d., 131; Joseph Varondin,
div. g., 17; Marcel Cemeau, div. d., 8;
Jean Aillaud, div. d., 8; Guy Folio,
div. g., 4.
2 mur: V., 856; E., 856.

2- tour : V., 856 ; E., 856. Virapoulé, 445, RÉLU; Benard, 374, ELU; Ramesenw, 363, ELU; Lagourgue, 346; Legros, 327; Payet, 323; Pinna, 56; Varondin, 8; Folio, 3; Aillaud, 2.

A l'issue du premier tour, un • ticket « officieux émergeait des urnes avec, bien installé en tête, le président du consell général, M. Boyer, dv. d.; sulvi de deux des sénateurs vortants, MM. Louis Virapoullé et Ramassamy. La mise en exergue de cette liste non avouée, mais qui transpirait de plus en plus dans la presse locale, ces demiers jours, a semé le trouble parmi les élecjours, a seme le trouble parmi les sec-teurs de droite, peu convaincus pour beaucoup de la nécessité d'offrir un cadeau « aux socialistes. Ce malaise a même donné lieu à une altercation publique entre M. Jean-Paul Virapoullé, député UDF-CDS, frère du sénatour, et son supplicant, M. Boyer, RPR, tandis que le maire du Tampon, M. André Thien-Ah-Koon, député (non inscrit), manifestait estensiblement peu d'empressement à soutenir cette coalition

socialo-centriste.

La Parti communiste réunionnais s'est engouffé dans cette brêche avec gournandise. Mathematiquement hors course, la formation de M. Paul Vergès a arbitré cette querelle, au second tour, en soutenant les candidatures du président du conseil régional, M. Lagourgue, div. d., et du sénateur RPR sortant, M. Moreau, Il a ainsi fait mordre la poussière aux sortants de l'UDF et du PS.

NOUVELLE-CALÉDONIE (1)

SORTANT: Dick Ukeiwé, ex-RPCR ELU : Simon Loueckhote, RPCR.

PREMIER TOUR

L, 388; V, 388; E, 388.
Simon Loneckhote, RPCR, président du Congrès, 172; Rock Wamytan, FLNKS, conseiller territorial, 172; Dick Ukerwé, RPCR diss., s., d.e., c.m. de Dumbéa, 44.

SECOND TOUR L. V., 388; E., 385. Simon Loueckhote, RPCR, 192.....ELU Rock Wamytan, FLNKS, 188; Dick Ukciwe, RPCR diss., 5.

1983. – I., 324.

1 * tos: : V., 321; E., 318.

Isolés : Dick Ulceivé, Reasemblement
pour la Calédonie dans le République.
173, ELU; Lionel Cherrier, sout. ext. g.,
s., 114; Kapés Népemoladou, ext. g.,
32.

tistes ont suivi la consigne donnée par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député (RPR), qui avait accordé son investiture au jeune président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, M. Loueckhote, en retirant sa conflance à M. Dick Ukelvé, ancien président de l'Assemblée territoriale, qui siègealt dépuis 1983 au palais du Luxembourg, où il avait été l'émouvant porte-parole des Calédoniers loyalistes lors des périodes insurrectionnelles de 1984-1985 et 1988-1989;

Au second tour, vingt des quarante-quatre électeurs qui avaient manifesté leur soutien à M. Ukelwé ont reporté leurs suffrages sur M. Louechote pour faire barrage au candidat du FLNKS, M. Warnytan, qui avait obtenu un remarquable résultat en faisant jeu égal avec le président du Congrès au premier tour. Selze autres seulement uyant reporté leurs suffrages sur le candidat de la coelition indépendentiste, M. Wamytan a été distancé de quatre voix au second tour. Il a toute-fois souligné que le FLNKS était sorti grandi » de ce scrutin. « Il s'agissait certes de conquêrir le poste de séna-teur de la Nouvelle-Calédonie, a-t-II dit, mate étalement de referente l'autif du mais, également, de reformer l'unité du FLNRS et de tout le mouvement indé-pendantiste. Cette unité étant reconsti-tuée, nous allons l'entretenir et la pro-

FRANCAIS **ÉTABLIS HORS DE FRANCE** (4 - RP)

SORTANTS: Jean-Pierre Bayle (PS), n.a.r.p.; Jean-Pierre Cantegrit, UDF-rad. (RDE); Charles de Cuttoli (RPR); Olivier Roux, UDF (UC),

na.r.p.
ELUS: Menique Ben Guiga, PS;
Jean-Pierre Cantegrit, UDF-rad.; Char-les de Cuttoli, RPR; André Mannan,
div. d.

L, 150; V., 150; E., 147. UDF: 53, 2 dus. (Jean-Pierre Cantegrit,

Max Rour; Michel Guien). PPR : 33, 1 élu. (Charles de Cuttoli, RPR, s.RÉÉLU

Jean-Louis Mouralis; Alain Naeder; PS: 36, 1 du (Mme Monique Ben Guiga ÉLUE

Francis Gombert, Kersten Colombant, Thierry de Comarmond.)

RPR: 26 (Marie-Antoinette Isnard, Christian Cointat, Robert-Denis Del Picchia, Lucien Leroy.)

1983. -L, 131; V., 131; E., 130. 1983. — L. 131; V., 131; E., 130.

Un, d.: 85 (Charles de Cuttoli, RPR, s., REELU; Meurice-Olivier Roux, UDF, ELU; Paulette Briseplerre, RPR); PS: 27 (Jean-Pierre Bayle, ELU; Jean-Yres Le Déant; Marie-Renée Flévet: Amick Buffard-Poncoti; Div.: 17 (Louis-Périller; Henri Lamerihre; Yes Flement; Jean-Jecques Reteau, MRG); Liste des anciens combattants: 1 (André Valabrègue; Guy de Clarens; Lise Graf; Alain Romans).

La division n'a pas profité au RPR, qui présentait deux listes : l'une conduite par M. Charles de Cuttoli, sénateur soriant proche de M. Charles Pasqua, l'autre par M. Marie-Antolnette Isnard, soutenue par M. Jacques Chirac, Seul M. de Cuttoli a obtenu un propina sufficaet de suffrades pour Chirac, Sau M., de Cutton a obtenu un nombre suffisant de suffrages pour conserver son siège. La liste de M. Jean-Pierre Cantegrit (UDF-rad.) conserve en revanche deux sièges. A gauche, M. Monique Ban Guiga, membre du PS depuis 1983, accède au paiais du Luxembourg. Elle l'avait emporté dans son parti, dans la lutte pour l'imestitum, contre M. Jean-Pierre pour l'investiture, contre M. Jean-Pierre Bayle, sanateur sortaint, qui avait envi-sagé un instant, à la suite de cet échec, i de se porter candidat sois ses propres

Le Monde NUMÉRO SPÉCIAL

LES FINS D'EMPIRES



sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Une équipe d'historiens retrace sur quarante-trois sièclee les avatars de l'idée impériale. De la Perse à Rome, de Byzance à Vienne ou à Moscou, une rétrospective des violences, des échecs et des espoirs qui ont fait et défait tant d'empires.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

· · ·	PRÉNOM		
DRESSE			
ODE POSTAL L	LI LOCALITÉ		
AYS	·		
RANCE (métropole uniquement) OM-TOM et ÉTRANGER	Nombre d'ex	Y'36 6 Inne	inches :
ON TOUR OF THE ANCHO	Morehen d'ex	X 30 1 (POLL	BAGNS) =F

I KINE N

... 2.

izes

1

TE BE

4

AM HORE PARKI

Quarante-trois nouveaux élus

M. Louis Althapé (RPR) Pyrénées-Atlantiques

Né le 6 novembre 1947, M. Louis Althapé, gérant de société, est direc-teur d'une maison de retraite à Ara-mits. Elu maire de Lanne-en-Baré-tous en 1971 à l'âge de vingt-quare ans il est ennesiller sociétéel du nere ans, il est ennseiller général du can-ton d'Aramits depuis 1973.

M. Jacques Baudot (UDF-CDS) Meurthe et-Hoselle

Né le 9 mars 1936 à Nancy, M. Jacques Bandot est chirurgien-dentiste. Conseiller municipal de sa ville nutala depuis 1970, il est ndjoint au maire depuis 1983. Conseiller général (CDS) de Nancy-Sud depuis 1979, il a pris la présidence de l'assemblée départementale en 1983. M. Bandot a été conseiller régional de Lorraine de 1983 à 1992.

M⁻ Monique Ben Griga (PS) Français de l'étranger

 $=\frac{v_{\perp}}{z_{1}+z_{2}}$

1(3) ATO:

: 12

· - #

- -

THE PER

The state of the s

.

Née le 20 juin 1942, à Saint-Ca-lais (Sarthe), professeur, Mª Moni-que Ben Guiga n été élue au Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE) en 1988, assemblée dans laquelle elle est membre de la commission de la représentation et des libertés des Français de l'étranger, Membre du Parti socialiste, rocar-dienne, M™ Ben Guiga s'était pro-noncée contre la guerre du Golfe en

M. Jean Bernadeaux (UDF-CDS) Meurthe-et-Moselle

M. Jean Bernadeaux est né le 23 février 1935, à Deneuvre (Meurthe-et-Moselle). Issu de l'école normale de Nancy, il a réalisé toute sa carrière au service de l'éducation nationale, comme instituteur rura puis comme directeur d'école à Vil-lers-lès-Nancy. Elu premier adjoint-au maire de eette commune, en 1977, il en devient le maire en 1980, il est élu et réélu conseiller général du canton de Laxou depuis 1982 et il est vice-président du coaseil général de Meurtbe-et-Mo-selle depuis 1986.

M. Jean Bernard (RPR) Mamo

Ne te 17 octobre 1924 à Millotte-devant-Loupy (Mense), M. Jean Ber-nard est veterinaire. Conseiller géné-ral (RPR) de Vitry-le-François-Ouest depuis 1967, il n'été maire de la ville chef-lieu de ce canton de 1971 à 1980. Elu député de la Marae cu 1978, M. Bernard n'a pu conser-ver son sière en 1981. Il est, depuis 1985, vice-président du conseil général.

M. Paul Blanc (RPR) Pyrénées-Orientales

Né le 29 janvier 1937 à Illo-sur-Têt (Pyrénées-Orientales), M. Paul Blanc est médecin. Conseiller géné-ral de Sournia depuis 1973, il est maire de Prades depuis mars 1989. Lors des élections sénatoriales de 1983, il avait été le suppléant de M. Paul Alduy, maire (UDF-PSD) de Perpignan, contre qui cette fois il était candidat, et qu'il a battu.

M. James Bordas (UDF-PR) indra-et-Loire

Né le 20 août 1929 à Libourne (Gironde), M. Bordas est directeur (Gironde), M. Bordas est directeur général des services de la chambre d'agrieulture d'Indre-et-Loire. Conseiller général (UDF-PR) depuis 1982, M. Bordas a été élu maire de Chambray-lès-Tours en 1983 et réélu en 1989. Président de la fédération départementale du Parti républicain, il n conduit la liste d'union de l'opposition RPR-UDF aux élections révinales de mars 1992 et a été élo régionales de mars 1992 et a été élo depuis vice-président de la région Centre. M. Bordas s'était déjà présenté, sans succès, aux élections sénatoriales en 1983.

M. Didler Berotra (UDF-CDS) Pyrénées-Atlantiques

Né le 30 août 1937 à Nantes (Loire-Atlantique), M. Didier Burotra est licencié ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Conseiller général du canton de Biarritz-Est depuis 1982, vice-président du canseil général chargé des finances depuis 1985, il a été premier vice-président de 1986 à 1991 du conseil régional d'Aquitaine. Il s'est démis de ce dernier mandat en murs 1991 lorsqu'il fut élu maire de Biarritz à l'occasion d'élections municipales partielles, nu élu maire de Biarritz à l'occasion d'élections municipales partielles, nu cours desquelles il a battu M. Bernard Marie (RPR), dont il était jusqu'alors le premier adjoint. M. Borotra est le frère jumeau de M. Franck Borotra, député RPR des Yvelines, proche de M. Charles Pasqua, Ils sont les neveux de l'ancien chamien de tennis

de plusieurs structures socio-éducatives. En 1974, il crée l'office municipal de la jeunesse de Saint-Denis,
trois ans après son entrée au conseil
municipal aux côtés de M. Auguste
Legros, alors maire du chef-lieu.
Longtemps dans l'umbre de cesui-ci.
M. Boyer est élu conseiller général
en 1982 et dévient vice-président de
l'assemblée départementale. Depuis,
il n'a cessé d'affirmer sa différence
vice-vis de M. Legros au point de se il n'a cessé d'affirmer sa différence vis-à-vis de M. Legros au point de se présenter contre lui aux électinus municipales de 1989, fnvorisant ainsi la victoire du candidat socialiste, M. Gilbert Annette. En 1988, à ln fnveur d'un accord de gestion avec le Parti communiste réanionnais, M. Boyer a été élu président du conseil genéral et il a été reconduit dans ces fonctions en mars dernier après avoir rallié à sa cause des élus de la fédération socialiste locale. Chantre de l'anomne réunionnais», M. Boyer ae présente volontiers sans M. Boyer se présente volontiers sans appartenance politique mais il aban-donnera cette autonomie pour s'ap-parenter au groupe RPR du Sénat.

M. Jean-Louis Carrère (PS) Landes

Né le 4 décembre 1944 à Orthez (Pyrénées-Atlantiques); M. Jean-Louis Carrère est instituteur. Proche de M. Henri Emmanuelli, il n été membre du cabinet de M. Lionel Jospin lorsque celui-ci était ministre de l'éducation nationale, et il appartient actuellement à celui de M. Jean Glavanu, secrétaire d'Estat à l'aussi. Glavany, secrétaire d'Etat à l'ensci-gnement technique. Premier secré-taire de la fédération des Landes du PS depuis 1981, M. Carrère a été élu au conseil régional d'Aquitaine en 1986, et réétu en 1992; il préside actuellement le groupe socialiste de cette assemblés. cette assemblée.

M. Michel Charasse (PS) Pay de Dôme

Né le 8 juillet 1941 à Chama-lières, M. Charasse est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Secré-taire général adjoint du groupe de la FGDS, puis de celui du PS à l'As-semblée nationale, de 1967 à 1891, M. Charasse est maire de Pay-Guil-laume depuis 1977. Conseiller régio-nal de 1979 à 1987, il est conseiller général, depois septembre 1988. En más 1981, il soit M. Mitterrand à l'Elysée et il reste conseiller du pré-En más 1981; a rent M. Mitterand à l'Elysée et il reste conseiller du président de la République, lorsqu'eo septembre 1981 îl devient sénateur du Puy-de-Dôme en remplacement de M. Quilliot, ministre du logement. M. Charasse est étu au Sénat en septembre 1983. Nonmé ministre délégué au budget, en juin 1988, dans le gouvernement de M. Rocard, il conserve ce noste dans critis de il conserve ce poste dans celui de Me Cresson, et les mêmes fonctions, mais avec le titre de ministre plein, dans celui de M. Bérégovoy, en mai 1992

M. Marcel Charmant (PS) **Novre**

Né le 26 juillet 1944 à Ebreuil (Allier), M. Marcel Charmant a été chef de bureau de la Niévre d'une chef de bureau de In Nièvre d'une mutelle d'assurances (MAIF) puis chargé de mission auprès de la direction de l'UAP, jusqu'en 1988. Adjoint au matre de Nevers depuis mars 1983, conseiller régional de Bourgogne depuis juillet 1985, il est devenn député en sa qualité de suppléant de M. Pierre Bérégovoy, en 1988. Il a été premier secrétaire en 1988. Il a été premier secrétaire de la fédération de la Nièvre du PS de 1983 à 1990.

M. Jean-Paul Delevoye (RPR) Pas-de-Calais

Né le 22 janvier 1947 à Bapaume (Pas-de-Calais), négociant, M. Jean-Paul Delevoye est maire de sa commune uatale depnia 1982. Elu consciller général du cantoo de Bapaume en février 1980, réélu en mars 1982 et septembre 1988, il a été élu député (RPR) eo mars 1986, mais îl a été batu aux législatives de juin 1988. M. Delevoye est membre du secrétariat voye est membre du secrétariat national du RPR, chargé des ques-

Mª Michelie Demessine (PC) Hord

Née le 18 juin 1947 à Frelinghien (Nord), secrétaire, militante de la CGT, Mª Michelle Demessine siège depuis 1983 au Comité économique et social du Nord-Pas-de-Calais. Membre du Parti enmmuniste depais 1970, elle préside la section départementale de l'Union des femmes françaises.

Marie Madeleine Dieutangard (PS) Loire-Atlantique

Borotra, député RPR des Yvelines, proche de M. Charles Pasqua. Ils sont les neveux de l'ancien champion de teanis.

M. Eric Boyar (div. d.)

La Réunion

Professeur certifié du lettres à l'école normale de Saint-Denis, M. Eric Boyer est né le 22 juin 1939 à Sainte-Rose. Il consacre d'abord l'essentiel de sa carrière à l'enseignement et à l'animation à l'intérieur

Mr Josette Durieu (PS) Hautes-Pyrénées

Née le 20 mars 1937 à Mazères-de-Neste (Huntes-Pyrénées), M= Josette Durieu est enseignante, Elue conseiller général socialiste de sniot-Laurent-de-Neste en mars 1985, elle a été réélue en mars demier. Membre du comité directeur (1990) et du bureau exécutif (1991) du PS, elle est premier secrétaire de la fédération socialiste de son département depuis 1984.

M. Léon Fatous (PS) Pas-de-Calais

Né le 11 février 1926 à Dainville (Pas-de-Calais), directeur commercial, M. Léon Fatous, élu conseiller municipal d'Arras en 1959, adjuint au maire, nlorn Gny Mollet, en 1965, a succèté à ce dernier à sa mort, en 1975. Il a été constamment réfin depuis. Secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais de 1963 à 1975, il a représenté le canton d'Arras-Nurd au conseil général de mars 1967 à mars 1979 (il a alors été battu) et celui d'Arrasgénéral de mars 1907 a mars (il a alors été battu) et celui d'Arras-Ouest de mars 1982 à février 1987 date à laquelle sa réélection, en mars 1985, a été nunniée). M. Fatons n siégé au Parlement européen de 1984 à 1989.

M. Pierre Fauchon (UDF-CDS) Loir-et-Cher

Né le 13 juillet 1929 à Avranches (Manche), M. Pierre Fruchon est avocat à la cour d'inppel de Paris depuis 1956. Militant centriste, il fut secrétaire, général adjuint du Centre démocrate de 1973 à 1976 et membre du cabinet de M. Jean Lecanuet lorsque celui-ci était ministre de la justice de 1974 à 1976. M. Fauchon n'été, directeur de l'Institut, national de la consommation de 1978 à n eté directeur de l'institut nanonai de la consommation de 1978 à '1981. Conseiller général de Mondou-bieau depuis 1973, il est nussi conseiller régional (CDS) depuis 1986 et actuellement vice-président de l'assemblée régionale. Depuis 1989, M. Fauchon est maire de Chous.

M. Alfred Foy (div. d.) Nord

Né le 11 janvier 1934 à Merville (Nord), enseignant, M. Alfred Foy est conseiller municipal de sa commune natale depuis mars 1977, et maire depuis 1983. Elu conseiller général (divers droite) du canton de Merville en octobre 1988, il préside, depuis janvier dernier, l'Union des syndicats d'assainissement du Nord, qui regroupe cent dix communes et quatre vipe et dix associations fonquatre-vingt-dix associations for

M. Daniel Goulet (RPR) Отна

Né le 28 octobre 1928 à Breton-celles (Orac), directeur d'école libre, M. Daniel Goulet est maire de M. Daniel Goulet est maire de Mêle-sur-Sarthe depuis 1970. En député (UDR) de la première circonscription de l'Orne en mars 1973, il n été réélu en mars 1978 (l'UDR étant devenue le RPR), juin 1981, mars 1986 et juin 1988. Il n été étu, nussi, conseiller régional de Basse-Normandie en mars 1986, et réélu en mars dernier.

M Anne Helnis (div. d.) Manche

Née le 16 novembre 1933 à Cherbourg (Manebe), M= Anne Heinis (div. d.), licenciée en sciences économiques, docteur en sociologie, ins-pectrice de l'actinn sanitaire et pettrice de l'action sanitaire et sociale, n été responsable de l'action de réinsertieo des harkis, à partir de 1963, dans la région Languedoc-Roussillon. Eluc en 1977 consciller monicipal de Valognes (Manche), puis adjoint nu maire l'année suivante, elle est maire depuis 1983.

M. Jean-Paul Hugot (RPR) Maine et Loire

Né le 2 nvril 1948 à Fontenay-le-Comte (Vendée), M. Jean-Paul Hugot, professeur agrégé de lettres modernes, docteur en sciences do langage, a été professeur au lycée de Saumur de 1973 à 1978 avant de Saumur de 1973 à 1978 avant de devenir assistant puis mestre de conférences à l'université d'Angers. Maire de Saumur depuis 1983, conseiller régional de 1983 à 1986 et à nouveau depuis mars dernier, M. Hugot a représenté au conseil général in canton de Saumur-Sud de 1985 à 1988, date à laquelle, appelé à sièger au Parlement européen loù il est resté jusqu'en 1989), pour succéder à M. Jean Lecanuet, il avait danné sa démission pour respecter la lai limitant le canuel des mandats. Il est secrétaire départemental et membre du conseil national du RPR. RPR.

M. Roland Huguet (PS)

The second contraction of

général du Pas-de-Calais depuis sep-tembre 1981. Etu député (PS) de la buitlème circonscription du Pas-de-Calais en mars 1973, il a été réélu en mars 1978, juio 1981, mars 1986 et juin 1989.

M. Pierre Lagourgue (div. d.) La Réunion

Né le 3 janvier 1921 à Sainte-Ma-rie, M. Pierre Lagourgue est mêde-cin radiologue, ancien chef du ser-vice de radiologie du centre hospitalier départemental de Saint-Denis-de-la Réunion. Elu pour la première fuis au ennseil général en 1958, il présida l'assemblée départementale de 1967 à 1982. Pré-sident de la fédératinn de la Réu-nion de l'UDF-PR juson'en 1981. nion de l'UDF-PR insqu'en 1981, M. Lagourgue a été éin député de la troisième circonscription en 1978, mais, quand il n sollicité le renouveillement de son mandat, aux légis-latives de 1981, en se présentant latives de 1981, en se presentant dans la première circonscriptinn tenue par M. Michel Debré, il n'été battu. Devenu en 1983 vice-président du canseil régional, il présida l'assemblée régionale de 1986 jusqu'en mars dernier où, tête de liste de l'union de la droite locale, il dut céder son fauteuil à M. Camille Sadre, Il n réjoint pen après le direc-toire du comeil régional auprès de MM. Sudre et Psul Vergès, secré-taire général du Parti communiste

M. Alain Lambert (UDF-PR) Orme

Né le 20 juillet 1946 à Alençon, notaire, M. Alain Lambert a été élu-conseiller général du canton d'Alen-çon-3 en mars 1985, et réélu en mars dernier, Membre du Parti républicain, élu au conseil municipal d'Alençon (dans la minorité) en mars 1983, il a été élu maire de mars 1983, il a ete elu maire de cette ville en mars 1989, après avoir mené la liste qui a battu l'équipe socialiste sortante. Il a quitté, alors, le conseil régional de la Basse-Nor-mandie, où il était entre en mars 1986.

M. Dominique Lecierc (RPR) Indre-et-Loire

Né le 17 mars 1944 à Ozoir-le-Breuil (Eure-et-Loir), M. Leclere est pharmacien. Maire de La Ville-aux-Dames depuis 1977, il a été élu conseiller général en 1985, puis vice-président (RPR) du conseil général en 1986. Conseiller régionni, M. Leclere a été investi par le RPR pour succéder à son beau-père, M. Marcel Fortier, sénateur sortant (RPR), qui ne se représentait pas. (RPR), qui ne se représentait pas.

M. Jacques Legendre (RPR) Nord

Né le 2 décembre 1941 à Paris, professeur agrégé d'histoire, M. Jacques Legendre, fondateur de l'Action étudiante gaulliste en 1962, président de cette association de 1963 à 1965, membre du secrétariat national de l'UDR, est élu député de la seizième circonscription du Nord en mars 1973, En décembre 1974, il en mars 1973, En décembre 1974, il est candidat au poste de secrétaire général de l'UDR contre M. Jacques Chirac, qui l'emporte. Elu conseiller général du canton de Cambrai-Ouest en mars 1976, maire de Cambrai en mars 1977, il entre su gouvernement de M. Raymond Barre comme scorétaire d'Etat à la formation professionnelle. Réélu député (l'UDR étant devenue le RPR) en mars 1978, il demeure secrétaire d'Etat jusqu'eo mai 1981, époque à laquelle il est battu aux législatives. Abandonnant le conseil général en mars 1982, réélu maire de Cambrai en mars 1982, réélu maire de Cambrai en mars 1983 et en mars 1989, réélu député en mars 1986, mals rétiu député en mars 1986, mals battu en juin 1988, M. Legendre, conseiller régional du Nnrd-Pas-de-Calais depuis 1974, n conduit la liste de l'opposition aux élections régio-

M. Guy Lemaire (RPR) Loire-Atlantique

Né le 6 juin 1938 à Alger, M. Guy Lemaire est médecin-binlingiste. Conseiller municipal de La Baule depuis 1977, M. Lemaire a été éln ennseiller général (RPR) de La Baule-Escoublac en mars 1985.

M. Simon Loueckhote (RPCR) Nouvelle-Calédonie

Né le 7 mai 1957 à Nouméa, M. Simon Loueckhote sera le ben-jamin du Sénat. D'urigine mélanésienne, il est instituteur de forma-tion. Il a été directeur d'école nyant d'entamer sa carrière politique en devenant, en 1983, l'un des adjoints du maire loyaliste d'Ouvéa. Candidat aux électinns territoriales en 1984 sur une liste du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) mais non étu, il est devena membre de l'assemblés. est devenn membre de l'assemblée territoriale en novembre de cette M. Roland Huguet (P5)
Pas-de-Calais

Né le t7 octobre 1933 à Isbergues
(Pas-de-Calais), enseignant,
M. Roland Huguet, maire de sa commune natale depuis 1965, a été étu ennseiller général du canton de Norrent-Fontes en mars 1970, réétu en mars 1976, mars 1982 et septembre 1988. Il préside le conseil

après l'entrée en vigueur du nouveau statut découlant des accords de Matignan, M. Loueckhote préside depuis 1989 le Congrès du territoire qui réunit les conseillers des trois

M. André Maman (div. d.) Français de l'étranger

Né le 9 jnin 1927 à Oran (Algérie), professeur à l'université de Princeton (Etats-Unis), ancien doyen, M. André Mannan a été élu au Conseil supérieur des Français de l'étranger en 1972. Constamment réélu depuis, il préside la commission de l'euseignement, de la culture et de la communication du CSFE.

M. Philippe Marini (RPR)

Olse Né le 28 janvier 1950 à Paris, M. Philippe Marini, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, est ancien élève de l'Ecole nationale d'adminisélève de l'Ecole nationale d'administration. Inspecteur des finances, il a été directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique et administrateur-directeur financier de la société CEA-Industrie, respectivément de 1982 à 1989 et de 1984 à 1989. Il est depuis 1990 mémbre du directoire de la banque Arjil. Premier adjoint au maire de Compiègne en 1977, date à laquelle il est entré au ennseil municipal, il devient, à la faveur du retrait de M. Jean Legendre (CNI), maire le 23 octobre 1987, Il est conseiller général de Compiègne Nord depuis l'élection partielle du 14 nvril 1991.

ML René Marquès (UDF) Pyrénées-Orientales

Né le 17 janvier 1923 à Perpignan, M. René Marquès est méde-cia. Depuis février 1988, il est président (UDF) du conseil général des Pyrénées-Orientales, où il a été élu en 1973 pour représenter le canton de Saint-Laurent-de-la-Salanque, enmmune dont il maire depuis 1983.

M. Pierre Mauroy (PS) Nord

Né le 5 juillet 1928 à Cartignies (Nord), enseignant, M. Pierre Mau-roy est secrétaire national des Jeuroy est secrétaire national des Jeunesses socialistes de 1950 à 1958, secrétaire général du Syndicat des collèges, d'enseignement technique de la FEN de 1955 à 1959. Secrétaire de la fédération du Nord du Parti socialiste SFIO en 1961, secrétaire général adjoint de ce parti en 1966, il est le numéro deux du nouveau PS de 1971 à 1979. Elu conseiller municipal de Lille en 1971, il devient maire de cette ville 1971, il devient maire de cette ville en 1973 (réélu en mars 1973, mars 1983 et mars 1989) et il est élu, la même année, député de la deuxième circonscription du Nord (réélu en mars 1978, juin 1981, mars 1986 et juin 1988). Président du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais en 1974, il conserve ce poste jusqu'en 1981. Elu nu Parlement européen en juin 1979, il le quitte l'année suivante. Premier ministre de mai 1981 à juillet 1984, il 1971. il dévient maire de cett l'anaée suivante. Premier ministre de mai 1981 à juillet 1984, il devient, en mai 1988, premier secré-taire du Purti socialiste, fonction qu'il a quittée en janvier dernier. Président de la Fédération mondiale des villes jumelées, M. Mauroy a été étu, le 17 septembre, à Berlin, prési-dent de l'Internationale socialiste.

M. Charles Metzinger (PS) Moselle

Né le 13 août 1929 à Freyming (Moselle), M. Charles Metzinger était député de la cinquième circonscription de la Moselle depuis juin 1981. Maire de Freyming-Merlebach depuis 1971, cet ancien professeur d'allemand fut aussi conseiller général de la Moselle de 1967 à 1985.

M. Gérard Miquel (PS) Lot

M. Gérard Mignel (PS), né le M. Gérard Miquel (PS), ne le 17 juin 1946, est agriculteur à Nuzzjouls, commune dont il est le maire
depuis 1971. Il est conseiller général
du canton de Catus depuis 1982,
ennseiller réginnal depuis 1985. Il
était, dans la précédente mandature,
suppléant de M. Marcel Costes, qui
ne sollicitait pas le renouvellement
de son mandat.

M. Philippe Nachbar (UDF-PR) Meurthe et Moselle

Né le 26 septembre 1950 à Jarny (Meurthe-et-Moselle), M. Philippe Nachbar est avocat, inscrit depuis 1979 au barreau da Nancy. Conseiller général du canton de Conflans depuis 1985, M. Nnchbar est vice-président du ennseil général de Meurthe-et-Moselle depois 1988. Depuis mars 1989, il est maire de Jaray.

conseil général depuis 1982, et pre-mier vice-président de cette assem-blée depuis 1992. Conseiller régional depuis juillet 1978, il est vice-prési-dent du ennseil régional de Rhône-Alpes depuis 1986. En septembre 1990, il avait arraché la présidence de l'association des maires de la Loire à M. Claude Mnnt (UDF-CDS), qui, ponr ce scrutin, nyait été écarté de la liste d'union de la droite et qui n'a pn conserver son siège. conserver son siège.

M. Paul Raoult (PS) Nord

Né le 26 novembre 1944 à Rieux-Né le 26 novembre 1944 à Rieux-ea-Cambrésis (Nord), enseignant, M. Paul Raoult est conseiller muni-cipal du Quesnoy depuis mars 1977, et maire depuis mars 1983. Elu nu conseil général dans le canton du Quesnoy-Est en mars 1982, réélu en mars 1985 et en mars dernier. M. Raoult préside l'Association des villes fortifiées de Nnrd-Pas-de-Calais.

M. Jean-Marie Rausch (maj. p.)

Né le 24 septembre 1929 à Sarreguemines, M. Jean-Marie Rausch est directeur de meunerie. Il n été ennseiller général (CDS) du cantnn de Metz-III de 1971 à 1988, et pré-sident de l'assemblée départementale de 1979 à 1982. M. Rausch est aussi de 1979 à 1982. M. Rausch est aussimaire de Metz depuis 1971; il a été président du conseil régional de Lorraine de 1982 à avril 1992, assemblée dont il est encore membre. Elu sénateur de la Moselle en 1974 et en 1983, il a cédé son siège à M. Jean-Erie Bousch lorsqu'il a été nommé, dans le gouvernement de M. Michel Rocard, ministre du commerce extérieur. Devenu ministre délégué aux postes et télécommunications, en mai 1991, dans le gouvernement de Mes Editb Cresson. il a été de M= Editb Cresson, il a été nommé ministre délégué au enm-merce et à l'artisanat, en avril 1992, dans celui de M. Pierre Bérégovoy, M. Rausch n rejoint le mouvement

M. Philippe Richert (UDF-CDS)

Né le 22 mai 1953 à ingwiller (Bas-Rhin), enseignant, M. Philippe Richert a été élu conseiller général de La Petite-Pierre en 1982 avant d'adhérer au CDS trois ans plus tard. Elu en 1986 au conseil régional d'Alsace, où il siègeait, selon l'an-clenne formule de désignation, depuis l'année précèdente, il est réclu en 1988 à l'assemblée déparsemblée régionale, dont il est viceprésident délégué.

M. Michel Sergent (PS) Pas-de-Calals

Né le 27 décembre 1943 à Desvres (Pas-de-Calnis), instituteur, M. Miebel Scrgent est consciller municipal de sa commune natale depuis mars 1977, et maire depuis 1980. Elu consciller général (PS) du canton de Desvres en mars 1979, réélu en mars 1985, il a été battu en mars dernier. Membre du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais depuis 1983, président de l'association des maires de son département depuis 1986, M. Sergent a siégé à l'Assemblée nationale en remplacement de M. Guy Lengagne, entré au gouvernement en mars 1983, jusqu'en mars 1986.

M. Alex Türk (RPR diss.)

Né le 25 juillet 1950 à Ronbaix (Nnrd), diplômé de druit publie et de sciences politiques, M. Alex Türkest maître de conférences à l'université et chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Lille. Elu premier adjoint au maire de Marcq-en-Barreul en mars 1983, il a conduit la liste de l'opposition aux flections. Barreul en mars 1983, il a conduit la liste de l'opposition aux élections mnnieipales à Lille, en mars 1989, face à M. Pierre Mauroy, qui l'a emporté. Conseiller munieipal de Lille depuis cette date, il est conseiller régional depuis 1983. Nommé secrétaire départemental du RPR en 1988, M. Türk a été relevé de ses fonctions en juin dernier par fonctions en juin dernier par M. Alain Juppé, pour avoir annoncé sa candidature dissidente aux élec-tions sénatoriales. Il a quitté le RPR le 4 septembre.

M. Alain Vasselle (RPR) Olse

Né le 27 juin 1947, M. Alain Vas-selle, titulaire d'une licence et d'une maîtrise ès sciences, est agriculteur à Ourcel-Mnison. En 1974, à la suite du décès de son père, il est élu suc-cessivement ennseiller municipal et maire d'Ourcel-Maison, et conseiller maire d'Ourcel-Maison, et conseiller général du canton de Froissy, sièges auxquels il a été réélu constamment depuis. En 1985, à la faveur du renversement de majorité, M. Vasselle devient vice-président du ennseil général de l'Oise. Il est également depuis cette date, premier vice-président du ennseil régional de Picardie, chargé des finances. Il était le suppléant de M. Jean Natali, sénatent pas.

vent donner lieu à des travaux

هكذامن الإمل

20 Le Monde • Mardi 29 septembre 1992 •

NIGEL MANSELL: 9° VICTOIRE



SI MANSELL A GAGNÉ A ESTORIL, C'EST QU'IL A AUSSI PROFITÉ DE NOS TOUTES DERNIÈRES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES.

ESTORIL PORTUGAL 92. PREMIÈRE VICTOIRE EN FORMULE 1 D'UN BIO-CARBURANT ELF A BASE DE BETTERAVES

e tout dernier progrès technologique en question n'est pas une molécule de polyuréthane à double chaîne hélicoïdale, mais une betterave. Une betterave sucrière toute bête. Enfin, pas si bête puisque Elf s'y est intéressé. Et lorsque Elf s'intéresse à une betterave, ce n'est pas pour rien. Il en tire par transformation un composé d'éthanol*, en met 10 % dans le réservoir de Mansell, et le voilà qui franchit la ligne d'arrivée en tête. Ainsi Elf

prouve une fois encore qu'en essence, grâce à la recherche; la passion a toujours raison.



ELF. LA PASSION A TOUJOURS RAISON

·传·1

公庭 学

Accusé d'avoir perçu de l'argent d'une patiente en attente d'une greffe

Le chef du service de néphrologie de Bicêtre est contraint de démissionner

Le professeur Daniel Fries, chef du service de néphrologie de l'hôpital Bloêtre, a été contraint de démissionner de ses fonctions après la plainte d'une malede italienne en attente d'une greffe de rein, qui avait dû lui verser une somme

Dans uo communiqué publié samedi 26 septembre, l'Assistance publique-Hôpitanx de Paris (AP-HP) n indiqué qu'e à l'occasion des procédures précèdant son hospitalisation dans le service de néphrologie de l'hôpital Bicètre (Kremlin-Bicètre, Valde-Marne), un malade s'est plaint d'un versement effectué directement au professeur Daniel Fries, chef de ce service». Le communiqué précise que le directeur général de l'Assistance publique, M. François-Xavier Stasse, n alors demandé au professeur Fries de lui remettre sa démission de chef de service et de cesser immédiatede service et de cesser immédiate-ment ses fonctions à l'AP-HP.

e Par lettre du 17 septembre, pour-suit le communiqué, le professeur Fries o donné suite à ces demandes. Le directeur général de l'AP-HP o transmis ce courrier à M. le ministre de la santé et a désigné aussitôt M. Claude Jacobs, chef de service de néphrologie de l'hôpital de la Pitté-Schöttière (Paris) nour exempe à tire salpètrière (Paris), pour exercer à titre intérimaire les fonctions de chef de service de néphrologie de Bicêtre, »

Scion M. Jean de Savigny, direc-teur des affaires médicales de l'AP-HP, une plainte, émanant d'une greffe de tein, a été déposée auprès de l'administration. Cette patiente se plaignait d'avoir dit effectuer un versement directement au professeur Fries. Il s'agit d'«une brigularité fla-grante», a commenté M. de Savigny,

ajoutant que « s'il est tout à fait dom-mage de se priver d'un médecin de cette notorièté, on ne peut se permet-tre, dans un domaine aussi sensible, la moindre faiblesse » (!).

Réfutant par l'intermédiaire de son evocat, Me Jean-Marc Varant, toute accusation d'enrichissement person-nel, le professeur Fries s'est défendu nei, le protesseur l'iles s'est ceretion en indiquant dans une déclaration écrite que eles dons faits par des malodes italiens l'ont été à une asso-ciation scientifique ou à moi-même et ont été utilles au bénéfice du service, om ete tatates au benefite du service, à l'exclusion d'enrichissement person-nel». Seion M. Varaut, ces dons, notamment à l'Association Claude-Bernard, étaient de l'ordre de 15 000 Bernard, étaient de l'ordre de t5 000 à 18 000 F par an. « l'ai démissionné, ajoute le professeur, dans l'intérêt du service et pour que la réputation de la transplantation ne soit pas atteinte par une rumeur (...) m'accusant faussement d'avoir perçu des sommes d'argent pour accueillir des malades italiens n'ayant pas reçu l'agrément de la sécurité sociale lia-itenne ou pour kur avoir donné une priorité sur les malades français.»

Le professeur Fries s'est déclaré a calomniés par les allégations selon lesquelles il aurait touché 50 000 F par opération, e opérations auxquelles il ne procède d'ailleurs pas, n'étant pas chirurgiens.

Des dons pour une association

Selon nos informations, le profes-seur Fries avait affiché dans son acrvice, jusqu'en mai 1990, une circu-laire rédigée en italien incitant les patients à verser des dons à l'ordre de l'Association Claude-Bernard. Onze dons auraient été effectués par chèque à cette association. En outre, en 1989-90, une quinzaine de patients auraient, en liquide cette fois, consenti des dons, pour un total

de 50 000 à 60 000 F, nous a précisé Me Vanaut. Cet argent aurait été uti-lisé, affirme le professeur Fries, pour l'achat de deux micro-ordinateurs et d'un fax, et pour convrir des frais de secrétariat et de déplacement. « Il s'agit là, reconnaît Me Varant, d'une infraction réglementaire incontestable. En revanche, il est inexact de parles

La patiente italienne à l'origine de l'affaire avait, selon M. Varaut, remis, en 1989, 2 500 à 3 000 F an professeur Fries et s'en était ensuite émue auprès de l'administration de PAP. Une enquête interne avait ensuite été décidée.

Dès le 21 août, le professeur Fries avait démissionné de France-Transplant, l'organisme chargé de gèrer la répartition des organes et les listes de malades en attente de pouvoir bénéficier d'une greffe. Le professeur Christian Cabrol, président de Franco-Transplant, a lui aussi réagi : e Dès la reconnaissance des faits, et conformément à notre règlement, le professeur Fries o démissionné de France-Transplant et cessé toutes ses

Pour sa part, M. Bernard Kou-chner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, s'est déclaré e très choques par cette affaire : il s'est prononcé pour e l'éviction immè-diate de la brebis guleuse» et a saisi l'ordre des médecina. Ni l'Assistance publique ni le ministère de la santé o'avaient, fundi 28 septembre, décidé d'enfamer une action en justice.

FRANCK NOUCHI

(1) Un décret en date du 24 septembre 1990 indique que « les activités de trans-plantation d'organes ne peuvent être exer-cées dans le cadre de l'activité libérale des praticient statutaires à temps plein».

ÉDUCATION

10 millions de francs pour vingt départements pilotes

M. Lang présente son «plan pour la lecture» dans les écoles et les collèges

Le ministre de l'éducation nationale et de la cultura, M. Jack Lang, devait présenter. lundi 26 septembre, un « plan pour la lecture », destiné aux élèves et aux maîtres, de la matematie au collège. L'ensem-bie des textes officiels sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à l'école élémentaire a été repensé et réécrit. Dix millions de france seront consacrés, à la rentrée 1993, à la création de bibliothèques-centres documentaires (BCD) dans vingt

départements pilotes.
C'est une première pour l'éduca-tion nationale, qui s'était jusque-là soigneusement gardée d'intervenir trop ouvertement dans nn débat livré aux guerres de chapelle et aux querelles sur les méthodes. Dès la mi-octobre, tous les instituteurs et leurs formateurs disposeront d'un texte d'une centaine de pages pré-sentant le bilao des recherches récentes en matière de lecture et d'écriture et traçant, pour chaque cycle de l'école élémeotaire, des orientations pédagogiques accom-pagnées d'exemples concrets d'activités à conduire dans les classes. Sur no certaio nombre de points, ce texte, élaboré depuis plus d'un an par un groupe d'enseignants, de formateurs et de chercheurs, remet les pendules à l'heure.

Principale idée-force : la lecture est un apprentissage continu qui ne se résume pas à l'enchaloemeot d'activités répétitives et mécani-ques, ni au débat sur les méthodes, Pas question, par ailleurs, de com-meocer des l'école maternelle uo apprentissage «linéaire et pré-pro-grammé». Jusqo'à l'âge de cinq ans, l'eofant doit être e inité au

monde de l'écrit » sous toutes ses formes. A partir de cinq ans, il ne s'agit pas, là non plus, de « brûler les étapes (...), au risque de créer d'importantes difficultés pour beaucoup d'enfants ». Pour l'eosemble de la scolarité primnire enfin, le texte insiste sur le travail de la orale et, surtout, sur la nécessité de faire e produire des textes » aux élèves, une activité très minoritaire actuellement à l'école. Avec l'aide du maître d'abord, – et ce, dès la maternelle – puis seul ou en groupe. « L'accès à lo langue écrite est aujourd'hui prioritairement un accès à lo production de textes,

affaire de l'école.» C'est la première fois qu'un texte officiel tracehe d'noe certaice façon le débat sur les méthodes de lecture en changeant d'angle d'atta-que : les méthodes d'apprentissage, qu'elles soient syllabiques, natu-relles on synthétiques, précise le texte, no soot « qu'un élément parmi d'autres d'une pédagogie de

insiste le document. Cet objectif

doit être considéré par tous les

enseignants comme la grande

Le mioistre souhaite, par ail-leurs, ponrsuivre, amplifier et mieux canaliser la politique de création des bibliothèques-centres documentaires (BCD), lancée, il y a huit ans, par M. Jean-Pierre Cho-vècement, lors d'un premier « plan-lecture ». Seloo M. Jack Lang, « les BCD se généralisent, mais leur existence reste précaire ». Dix millions de francs devraient, à la rentrée 1993, permettre à vingt départements pilotes choisis pour leur effort en matière de lecture de passer à la vitesse supérieure. Les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) participant à même haoteur au financement de l'opération, c'est environ 50 000 francs, promet Jack Lang, que devrait recevoir chaque BCD daos ees départements. Des cooveollons de jumelage pourraient, en outre, permettre d'asso-cier les bibliothèques municipales, voire d'intégrer des bibliothécaires dans les équipes pédagogiques. Enfin, dans chaque école conceroée, des stages de formation serool

Des écrivains

dans les classes Mais le mioistre de l'édocation nationale et de la culture souhaite visiblement que le débat sur la lec-ture dépasse les préaux des écoles. Dans le cadre de l'opération « La fureur de lire», pilotée depuis plu-sieurs années par le ministère de la culture, plusieurs « forums régionaux» vont être organisés à partir de la mi-octobre. Ils prépareront les premières Reocontres nationales de la lecture et de l'écriture qui se tiendront à Paris, les 29, 30 et 31 jeovier à la Grande Halle de La Villette. Bo plus de plusieurs colloques scicotifiques et de diverses tables modes et débuts. destioés au graod publie, cette eux établissements scolaires, aux associations, aux éditeurs, etc., de

montrer leur savoir-faire. M. Jack Lang n'oublie pas les créateurs. En juin 1992, nue trentaine d'écrivains, de Pascal Bruckner à Bernard Pingaud, en passant par Annie Ernsux on Gérard Mor-dillat, evaient accepté d'iotervenir dans une cinquantaine de classes. La direction du livre et de la culture soubaite cette année faire « parrainer » une centaine d'établissements, collèges ou lycées, tout au long de l'année, par un écrivaio. Une cioquantaine d'α amis hitéroires a auraient déjà répoodu «présent» à l'appel de M. Lang.

CHRISTINE GARIN

JUSTICE

Après quinze jours de grève

Le mouvement des surveillants de prison a pris fin

Les snrveillants de prison qui oloquaient les établissements péniteoticires depuis l'évasion sanglante de Clairvaux, vendredi t I septembre, avaient tous repris le travail, lundi 28 septembre. Les centres de détention ont été les surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, qui était encore paralysée dimaoche dans la journée par des piquets de arève. Le travail a cependant repris

Au terme de discussions avec les syndicats de surveillants, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, nvait ennoncé, jeudi 24 septembre la levée des exclusions temporaires de trois mois et d'un an prononcées à l'encontre des surveillants en grève depuis le début du mouvement. Lassés par quinze jours de mouvement, la plupart des surveillants consultés par les syndicats au lendemaio des discussions s'étaient prononcés en faveur de la reprise du travail.

A Vallauris

Un promoteur de Super-Cannes écroué pour corruption

Le scandale du fort rasé sans autorisation de Super-Cannes (le Monde du 8 janvier 1991) vient de connaître un rebondissement spectaculaire avec l'inculpation poor corruption et l'incarcération de l'instigateur de l'affaire, M. René Cros. Cet industriel du Sud-Ouest avait servi d'Intermédiaire dans la vente d'un terrain inconstructible de 24 000 mètres carrés, apparte-nant à la société Aérospatiale, dans le quartier de Super-Cannes, sur la commune de Vallauris (Alpes-Ma-

Boisé el domioant la baie de Cannes, le terraio en questioo eo grande partie enterrée, datant de la fio du dix-ocuvième siècle. L'industriel avail obtenu, le 27 octobre 1990, un permis de construire de la mairie de Vallauris l'autorisant à réaménager l'ouvrage (de 1740 mètres carrès) en club de remise en forme pour clientèle for-tunée. Le mois suivant, il traitait avec un groupe de promotion suédois et les travaux commençaicot aussitôt. Mais, en fait de réaménaaussiot. Mais, en fait de realicha-gement, le fort était démoli, la col-line nrasée sur une superficie de près de 6000 mètres carrés et, dans le trou ninsi creusé, surgissait une résidence de loisirs de soixantequatre chambres, avec un vaste parking souterrain,

Des fonds destinés à «certains honoraires»

Snr injocetion du préfet des Alpes-Maritimes, le chaotier avait été stoppé le 14 décembre. Par la suite, M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction chargé du dos-sier, nvait ineulpé M. Cros d'iofraction au code d'urbanisme. La justice reproche aujourd'hui à ce dernier d'avoir distrait une somme de 3 340 000 francs sur le montaot total de la transaction (initialement fixée à 25 millions de francs dans le compromis de vente) par le biais d'un virement effectué sur le compte d'uoe banque loodoo-oience. M. Cros s'est contenté d'indiquer que ces fonds étaient destinés à régler « certains honoraires». Une commission rogatoire internationale devrait être prochaioement délivrée par le magistrat instructeur pour en identifier le véritable destinataire.

CATASTROPHES

Les intempéries dans le sud de la France

Trois morts et plusieurs disparus dans des inondations en Languedoc-Roussillon

Trois personnes sont mortes et plusieurs autres ont disparu après les pluies qui ont frappé la région du Languedoc-Roussillon, samedi 26 septembre. Le pian ORSEC a été déclenché dans l'Aude.

D'autres départements du sud de la France ont également été touchés par les intempéries ce week-end. Une personne qui se trouvait à bord d'un bateau près de Solenzara (Corse) est portée disperue. Dans l'Hérault, des routes ont été coupées et des camping évacués sur les rives de l'Orb. Des précipitations record ont été enregistrées dans les Alpes-Maritimes et le Var (50 mm en une heure trente). D'eutre part, selon un nouveau bilan établi dans la matinée du lundi 28 septembre, les inondations du 22 septembre auraient fait 39 morts et 8 disparus. Dans le département du Vaucluse, 34 corps ont été retrouvés, dont 28 à Valson-la-Romaine, qui a toujours besoin d'aide financière. Parmi les nombreuses initiatives de solidarité, le journal l'Humanité a porté de 6 à 10 F le prix de son édition du lundi 28 sentembre. Les bénéfices einsi réalisés seront reversés au Secours populaire pour venir en aide aux sinistrés.

CARCASSONNE .

de notre correspondent -

Les Catalans oot toojours en mémoire l'« ayat », cette terrible erue de la Têt qui, en 1940, fit des dizaioes de vietimes et d'énormes dégâts dans les Pyrénées-Orientales. Les Audois oot sooffert au cours des siècles des caprices de leur fleuve, la belle Aude, qui, à Limoux particulièrement, a semé ruines et désespoir. Mais ces colères de la nature paraissaient apparteoir au passé. Aussi les bulletins spéciaux de la météorologie anocoçant pour samedi 26 septembre des orages meonçaots sor le Laogoedoc-Roussillon o'inquiétèrent-ils pas

Pourtant, lorsque peu après 16 beores, samedi, la trombe d'eau s'est abattue sur Rennes-les-Bains, petite station thermale située au-dessus de Limoux, tous les habitants ont pensé à Vaisonla-Romaioe. Le maire, M. Jacques Hortala, avait fait diffuser quelques mioutes auparavant des appeis par haut-parleurs demandant aux riverains de la Salz, petit cours d'ean peu profond, d'évacuer leur maison. Plusieurs familles ont ainsi été sauvées. Eo moins d'un quart d'henre, un mur de huit mêtres d'eau a traversé le village, détruisant un poot romain, ravageant les thermes, éventrant les tombes do eime-

tière, dévastant l'église et de nombreuses maisoos. Quatre per-sonoes agées ont été emportées par le torrent. Les corns de deux d'entre elles oot été retrouvés le leodemain.

Quelques kilomètres en aval, la Salz, charriaot les iocombrables trones d'arbres d'uoe scierie, a frappé le village de Cooiza avec une force redoublée. Trois cents maisoos oot été_endommagées et plusieurs d'entre elles se soot effoodrées. Selon le maire, M. Goy Aurifeuille, e les trois quarts de la commune sont sinistrès ».

Dana la nuit de samedi à dimanche, le déluge s'est abattu sur Narbonne et le bittoral aodois, inondant de nombreuses maisons et sor les Pyrénées-Orientales. Dans ce département, la pluie a causé de combreux dégâts sur les routes proches do Réart, un « oued » à sec presque toute l'anoée et qui, cette ouit-là, est deveno un torrent atteignant jusqn'à 80 mètres de large. Uoe vecancière, qui était dans un camping-car à proximité du cours d'eau, a disparu sous les yeux de son mari. Trois habitaots dE Tarn-et-Garonne, qui faisaient dn rafting dans les gorges de Nyer, ont disparu dans les eaux. Seul le corps de l'un d'entre eux a été retrouvé dimanche soir.

BERNARD REVEL

ALE-DE-FRANCE

Démolition de quatre tours à Mantes-la-Jolie

Le nouvel horizon du Val-Fourré

Des dizaines de milliers de personnes ont assisté, samedi 26 septembre; à Mantes-la-Jolie (Yvelinea), à la démolition de quatre tours de vingt étages (le .Monde daté 26-27 septembre).

Quand, après longues minutee, l'énorma nuage de poussière soulevé par la demièra explosion e'est diseipé, l'horizon est apparu, dégagé. Parmi les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de toutes origines pressés contre les barrières du périmè-tre de sécurité dans le quartier des Écrivains qua boucialent d'importantes forces de police, penchée aux fenetres, eccrochés aux arbres ou installés, au mépris de toute prudanea, sur les terrasses des tours voisines, rares étaient ceux qui réaglssaient comma cá lycéen : «Du béton en moins, c'est bien la

Les anciens du Val-Fourré étaient les plus neeptiquas : dannait un eir da village enli-

la quartier des Peintres, et sur-tout l'inscription dans le schéma «On a des copains qui ont vécu dana cen tours dés leur construction, en 1965. C'était beau. Pourquoi avoir tout laissé sa dégrader?» Quelques-una disaient vivre dapuis dix ou vingt ans dans l'insécurité : les vols, les agressions, les maga-sina et les atations-service qui farmant. Pourisnt, quelquea heures avant les axplosions, la horizon encore synonyma d'in-Val-Fnurré, eous le soiell, sa

sonne n'a pu entendre les dis-cours officiels qui ennonçaient des jours meilleurs pour la Val-Fourré. Celui du maire, M. Paul Picard (PS): eRéparar las arreurs d'urbanisme, recréer la qualité de le vie, réunir les quer tiers de la villa. » M. Françoia Loncie, ascrétaire d'État à la ville, qui a satué une nouvelle fois les projets de Mantes que noutiannant les pouvoirs publics, et qui a annoncé la création d'un établissament public national chargé de coordonner les grandes opérations de rénovation. Enfin. Mr Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement et du cadre de vie, qui a multiplié les bonnes nouvelles : l'accord du gouvernement pour la démo-

toire à la Farfouille, le centre

commercial racheté per la mai-

rie, du cortèga des parsonneli-tés, à travers les rues évacuées,

avait créé une tension ponctuée

de concerts de casseroles. Per-

rivée du RER à Mantes, sujourd'hui si mai reliée par le train à Paris. Das nouvellas porteunas d'avent, qui ne sont pas parvenuen aux habitants du Vel-Fourré, déroutés davant un espace libéré mais ouvert sur un

lition de cinq autres tours dans

CHRISTOPHE DE CHENAY

EN BREF

D Près de 10 tonnes de haschisch saisies an large da Bouingae-sur-Mer. - Une cargaison de résioe de cannabis a été saisie par les douaoiers, samedi 26 septembre, au large de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Près de 10 tonnes de drogue eo proveonoce du Sud-Est estatique et, semble-t-il destinées à no pays d'Europe du Nord ont été saisies à bord d'un vieux remorqueur de haute mer, la Rossinante, long de 52 mètres et battaot pavillon de Saint-Viocent. Cinq personnes de oatinastité étrangère ont été interpellées. C'est également nu large de Boulogne-sur-Mer, en octobre 1991, que les douaniers avaient réalisé la plus importante saisie de baschisch jamais effectuée en Fraoce : prés de l'i toooes, d'une valeor à la revente nu détail estimée à 330 millions de francs.

D Remise en service da réactem ouméro 5 de la centrale da Bugey. - La tranche numéro 5 du centre oceléaire de production électrique de Bogey (Ain) n été remise en service, mercredi 23 septem-bre, après vingt et une semaines d'arrêt a pour renouvellement de combustible et révision ». EDF précise dans un communiqué que

« le couvercle de cuve a également été contrôlé » et que « cette tranche de la silière 900 méga watts à eau sous pression devrait fonctionner sans interruption jusqu'au mois d'août 1993 », date à laquelle est prévu on convei arrêt pour renouveler le combustible.

D Première cérémonie publique pour le pape depuis soa hospitali-sation. - Jean Peul II a béatifié, dimauche 27 septembre, ao cours d'une cérémonie place Seint-Pierre à Rome, vingt et un Irlan-dais, Français et Espagnols. Les onarre évênnes, six prêtres et sept catholiques irlaodais béati-

fiés oot été victimes des persécutions du seizième siècle. La nonvelle bienbeureuse fraoçaise est la religieuse Léonie Aviat, fondatrice en 1866 de l'ordre des obintes de Saiot-François de Sales. M= Elisabeth Guigou représentait le gouvernement français. Cette cérémonie de béatificatioo, à laquelle 30 000 fidèles nnt assisté, était la première présidée par le pape depuis sun opération du 15 juillet pour l'ablation d'une tumeur bénigne à l'iotestin. - (AFP.)

vent donner lieu à des travaux

étrangers...

هكذامن الإمل

de notre correspondant

Après bien des difficultés, la misene Auro, qui emploie cent trente-cinq personnes dans la région d'Albi et de Carmaux, pouvait reprendre espoir. Le tri-bunal de commerce d'Albi avait trouvé un sauveur. L'affaire intéressait un quadragénaire qui pro-mettait 8 millions de francs, soit la moinié du passif. Au début de l'année 1992, l'actuel PDG, Chrietlen Rodriguez, éteit contacté par Bemerd Pardo qui lui disait : « J'ai de l'argent, car j'ai vendu des terreins en Espagne. Je peux vous eider, mais je ne peux pae epparaître car je suis en prison.

D'abord incrédule, le PDG tarnaie finissait par croire celui qui renouvelait ses avances queiques mois plus tard. Le sort de la chemiserie familiale, dont le nom vient du grend-père, Augustin Rodriguez, était en jeu. Après tout, même emprisonné, Perdo pleideit le repentir en ces termes : «Dans ma vie, je n'ai fait que des conneries. Je veux me racheter...» Il promettait de conserver tout le personnel et ne poseit qu'une condition : « Comme je ne peux pes apparatre, c'est Jean-Marc Polito - un emi, cadre commercial à Paris - qui sera la PDG, »

Mais eous le nom d'emprunt de Polito, c'est Pardo qui se pré-sente, à Albi, à un rendez-vous evec l'administrateur judiciaire, puis à l'eudience du tribunal de commerce du 18 evril, Comme on ne lui demande aucun papier ce jour-là, il joue eu patron et Impressionne favoreblement les juges albigeois, à qui il parle de « développement suropéen pour Auro». Puis il s'éclipse pour cause de erandez-vous d'affaires urgents. En fait, c'est à la prison de Meuzac, en Dordogne, que Pardo doit se rendre en urgence, Paralièlement, le syndic recoit un fax du Crédit egricole qui

Deux millione et demi de francs peuvent être versés immédiatement selon un plan de financement qui assure que la totalité des 8 millions arrivera le 15 juin. Un rééchelonnement de la dette d'Auro est accepté par le tribunal da commerce : « Constatant qu'il de recressement et de règlement du passif, (le tribunel) décide la continuation de l'activité de l'en-treprise et arrête dans les termes ci-après la plan proposé....»

Seule la perspicacité d'un inspecteur dec reneeignements généraux mettra fin à la super-chene. En remontant le pesse de Pardo, il découvre qu'il avait déjà 28 janvier 1988, à quatre années de prison pour une série d'escroqueriee immobilières. Il e'était aussi manifesté dans une escroquerie aux hone du Trésor. On e'epercoit que le fax du Crédit agricole est un faux. Quant eux 8 millione de francs, pes de tracee eur le compte bancaire ouvert evec le caution d'un

Bref, le petron est un vrai malfret qui dort depuis quelques semaines à le prison de Rodez où il continue pourtant d'assu-rer : «Le résultat du produit de mes larcins et spéculations m'aurait permis de relancer Auro. » Le juge d'instruction d'Albi a préféré e poursuivre pour escroquerie au jugement. Quant à la chemiserie, qui demeure l'une des demières entreprises françaises de ce sec-teur et qui a retrouvé une relative santé áconomique soue l'admi-nistration du syndic, elle attend encore un vérnable repreneu pour assurer son evenir.

JEAN-PIERRE BARJOU

RELIGIONS

Un entretien avec M. Jean Kahn

«S'il y a une Europe qui progresse, c'est bien celle du racisme et de l'antisémitisme », nous déclare le président du Conseil représentatif des institutions juives de France

A l'occasion de la fête de Rosh Hashana (le Nouvel An), célébrée dens le communeuté juive les dimanche 27 et lundi 28 septembre, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), exprime, dans un entretien accordé au Monde, ses inquiétudes devant la montée de l'antisémitisme en France et en Europe.

M. Jean Kehn vient, d'eutre part, de trouver un accord avec M. Jean-Pierre Bansard, nouveau président du Consietoire central israélite, en vue de la réintégration dans le CRIF de cette institution chargée de la gestion du culte, que des divergences de personnes avaient éloignée pendant quelques années.

« Comment la communauté juive a-t-ella franchi le cap du référendum sur l'Europe?

- Tous les renseignements que j'ei recueillis me laissent penser que la communanté a, très majori-tairement, voté « oui » es référen-dum sur l'Europe. Malgré ses imperfections, ce projet européen est très profondément ancré dans une philosophie où se retrouveet nos valeurs fondamentales juives. Mais oous sommes en même temps convaincus qu'il faut faire progres-ser l'Europe dans la double voie démocratique et éthique, pour bri-ser toute oonvelle tentative hégémoeique sur ootre cootinent et pour intégrer ces pays qui, au len-demaio de le chute du communisme, se cherchent désespérément et connaissent des coovulsions

- Que signifie pour vous cette « Europe de l'éthique » ?

- Un exemple serait l'établisse-

ment d'une législation commune pour sanctionner, réprimer toutes les idéologies qui incitent à le haine raciale, à l'antisémitisme, à la xénophobie. En effet, si je relie tous ces événements en Allemagne, en France, en Italie – profantions de ciracières ettracure contra des de cimetières, attaques contre des foyers d'étrangers et de Taiganes — je ne peux m'empêcher de m'insur-ger contre des discours néonazis en allemagne, lepénistes en France qui, à mes yeux, sont insupporta-hies. S'il y a une Europe qui pro-gresse, e'est hien celle du racisme et de l'antisémitisme.

> «La porte ouverte à toutes les lâchetés»

- En Europe de l'Est aussi? - Hélas, oui! les témoignages d'actes antisémites sont nombreux. Je suis très jequiet pour la Slovaquie, où l'on vient par exemple de rééditer le Protocole des sages de Slon. Douze tombes ont été profanées, avec exhumation, il y a un an en Homerie. En Pologne, an ogurs en Hongrie. En Pologne, an cours d'une marche de chômeurs, des d'une marche de chômeurs, des manifestants ont mis en cause la veaste juives qui goovernerait le pays! Une vigilance s'impose anssi pour les juifs d'Ukraine et de Moldavie. Avec l'appui du Conseil de l'Europe, le Congrès juif européen e donc proposé à divers pays du centre et de l'est de l'Europe qui tons ont accepté - d'organiser des tous ont accepté - d'organiser des sémioaires, destinés d'abord nux parlementaires, pour les sensibiliser nux questions du racisme, de l'anti-sémitisme, de la xénophobie et leur enseigner les modes de dissussion

- C'est ce climat qui, selon vous, expliquerait l'actuelle contagion des profenations de tombes, y compris en France? - Eo effet, et, me direz-vous d'abord, pourquoi des tombes?
Parce qu'en Allemane ou ailleurs,
dans certaines villes, il n'existe
plus de communantés de juifs
vivants: il n'y a plus que des
cimetires et des morts. Parce que, gardés : c'est la porte ouverte à tootes les lâchetés. Parce que, enfin, les profanateurs savent que, pour un juif toncher à une tombe est un crime. Nos cimetières sont très anciens et donc vulnérables.

» Mais l'origine de ces actes n'est pas douteuse. Après la dernière profanation de cimetière, dimanche 20 septembre à Freyming-Merle-bach, oe a retrouvé ee domicile des deux jeunes profanateurs des embles nazis. Ils avaient dessiné emhlèmes nazis. Ils avaient dessiné sur les tombes des croix gammées et tracé des potences evec des inseriptions «Auslander Raus!» («Etrangers debors!»). Il y a quelques jours, après l'incendie d'une synagogue à Saint-Avold, au cours duquel trois rouleaux de la Thora ont été jetés à terre et brîllés, le jeune homme arrêté a dit su préfet: «Je n'aime ni les juifs ni les capitalistes.» D'où vient, où a-t-il entendu un tel discours?

«Toute tombe est sacrée donc inviolable»

- Faut-il renforcer la protec-tion des cimetières?

- Mais comment vonlez-vous surveiller tous les cimetières? En Alsace, on compte plus d'une cin-quantaine de cimetières juifs, dans des villages, mais aussi parfois dans la nature... Et puis faire gar-der un cimetière, n'est-ce pas sombrer dans un délire épouvantable? Il faol protéger les vivants, mais faut-il aussi protéger les morts? Pour moi, chaque tombe, d'un juif, d'uo chrétien, d'un musulman

d'un bouddhiste, ou celle d'un agnostique, est sacrée, donc invio-lable.

- Depuis un an, vous êtes allé quatre fois dans l'ancienne Yougoslavie. Pourquoi un tel enga-

- Il faut contribuer, par toutes les rencontres possibles, à rétablir le paix. Pour me part, j'ai pris l'initiative de rencontres entre res-ponsables religieux de l'ancienne Yougoslavie et j'ai l'eccord du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, pour organiser à Paris une conférence interconfessionnelle sur un thême qui nous rassemble tous : la valeur de la vie.

» Ensuite, parce qu'ils sont peu nombreux, les juifs sont acceptés par les communautés en conflit etdonc hien placés pour faire circuler un pays où, me disait récemment à Zagreb un responsable, l'hiver s'an-nonce terrible et où cinquante mille personnes risquent de mourir de faim ou de froid.

» l'ajoute, enfin, que le juif a une vocation particulière à intervenir lorsque, dans un pays, sont ins-tallés des camps de détention, que nons nous refusoos à appeler camps de déportation. L'expression camps de déportation. L'expression de « nettoyage ethnique » est pour oous insupportable. Avec Elie Wiesel, je suis allé à Londres à la conférence des responsables politiques de l'ex-Yougoslavie. Tous oous ont promis de libérer les camps et de faire cesser les atroctes. tés. Nous iroos voir si les promesses faites ont été respectées. A in veille do Nouvel An juif, je forme done des vœux pour la paix, en israël et pour ce continent euro-

> Propos recueillis nei HENRI TINCO

Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescurne, gérant directeur de la publication ecteur de la gestlor Manuel Lucbert secrétaire général

Jean-Marie Colombani Robert Solé Yves Agnès cques Amelric Deniel Vernet

Anciens directeurs : ubert Beure-Mêry (1944-196 Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
TH: (1) 40-85-25-25
Téléopeur: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1. PLACE HÜBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TH: 11) 40-52-25-25
Téléopeur: 49-60-30-10



Le Monde MÉDECINE ARCHEOLOGIE

Dans l'un des sites les plus visités du monde

La France et la Grèce ont célébré le centenaire des fouilles de Delphes

La France et le Grèce ont cèlébré, du 16 eu 21 septembre, le centenaire des fouilles archéologiques de Delphes, à quelque 170 kilomètres au nordouest d'Athènes, l'un des sites lee plus visités du monde. Les manifestations commémoratives ont été organisées par l'Ephorie des Antiquités de Delphes et la prestigieuse Ecole française d'Athènes, doyenne des instituts étrangers en Grèce puisque fondée en 1846.

ATHÈNES

de notre correspondant

Forts de l'appui eccordé par Paris au congrès de Berlin de 1878 pour le rattachement de la Thessa-lie à le Grèce, les Français ont demandé en 1881 un permis de fouilles à Delphes. C'était sans compter avec l'opposition des habitants du village de Kastri, installé sur le site, et la volonté de Harilaos Tricoupis, le grand homme politique grec de l'époque, de lier l'attribution de ce permis à la baisse des lourds droits de douane imposés par la France aux raisins de Corinthe. Après dix ans de trac-tations, sur fond de rivalité francoaliemande et de coecurrence américaine pour la fouille du site, le Parlement français a voté un crédit spécial de 500 000 francs-or (environ 9 millions de francs de 1992) pour financer le déplacement du village de Kastri à un kilomètre plus à l'ouest.

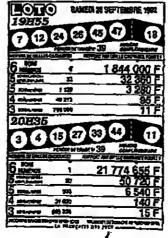
Le 10 octobre 1892, le coop d'envoi de la «Grande Fouille» (1892-1903) est donc doené... sous la protectioe de la troupe, car les villageois de l'ex-Kastri accueillent à coups de pierres les archéologues. Ces derniers mettroet au jour, pendant cette période hérolque, le sanctuaire où l'oracle d'Apollon s'exprimait par les transes de la pythie. Des le début des travaux, la richesse exceptionnelle des décoovertes de toute sorte - chefs-d'œuvre inscrits sur la liste du patrimoine culturel de l'humanité - a recherches sur l'Antiquité classi-

L'exposition « Delphes eux sources d'Apollon», présentée jus-qu'en décembre au Musée Benaki d'Athènes, dresse le hilan de toute la fouille de Kastri-Delphes, depuis les premières photos sur plaques de verre, jamais utilisées en archéologie, jusqu'nux travaux acteels. Ainsi pent-on voir, entre eutres, les magnifiques aquarelles d'Alhert Tournaire. Cette exposition se tiendra cusuite dans la chapelle de la Sorbonne en janvier et en février

Oninze ans de travail pour un concert de musique antique

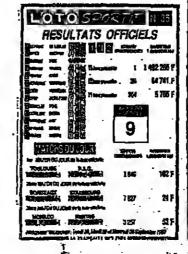
Un colloque international, toeu à Athènes et à Delphes, a également permis la présentation des fouilles actuelles, qui se poursuivent dans le temple d'Apolloe, dees le théâtre, dans les nécropoles est et ouest et d'en exposer les perspec-tives. Mais le moment le plus soleunel des cérémonies commémoratives fut le concert de musique antique grecque dirigé, eu cours de la soirée du 19 septembre, par Annie Bellis dans le théâtre antique de Delphes. Aocien membre de l'Ecole d'Athènes et archéologue spécialisé

dans la musique antique, Annie



place Delphes eu cœur des Bellis n présenté dix œuvres composées cetre le quatrième siècle nvant et le quatrième siècle après Jésns-Christ, eotamment les hymnes delphiques dédiés à Apollon découverts dans des inscriptions de la face sud du Trésor des Athéniens de Delphes. Ce concert était le résultat de quinze ans de travail ee cours desquels Annie Bellis a décrypté la notation musicale grecque fort complexe et reconstitué, avec l'aide du luthier vosgien Jean-Claude Condi, cinq lyres, deux cithares, un tambourin et une percussioe actionnée au

«Le travail n'est pas fini et c'est très dur », a confié Annie Bellis. Il feut encore réaliser d'autres cithares, des instruments à vent et monter un chœur de trente-deux femmes. Les hymnes delphiques nécessitaient soixante-quatre choristes (il n'y en avait que dix-sept au concert), sept instruments à vent et six cithares. MML Pierre Amendry, l'une des plus hautes autorités des fouilles de Delphes, Olivier Picard, qui quitte Athènes après evoir dirigé l'Ecole fracçaise pendant dix ans, et Rolend Etienne, qui prendra les fonctions de directeur en octobre, assistaient à ce concert exceptionnel.



Mort du cardinal Martin

Un prélat français de la Curie romaine au service de six papes

Le cardinal Jacques Martin est décédé, dimanche 27 septembre à Rome, à l'âge de quetre-vingt-quatre ans. De 1936 à son départ en retraite en 1986, le prélat français demeura à la Curie romaine au service de six papes, de Pie XI à Jean-Paul II, notamment comme préfet de la Maison apostolique. Il avait été créé cardinal per Jean-Paul II le 29 mai-1988. ·

Rien ne caractérisait mieux la personnalité de Mgr Jacques Martin que l'ancienne formule des annonces mortuaires propres aux ecclésiastiques : « Humble et discrète personne». Le préfet du palais apostolique, maître de mai-son du Vetican, apparaissait toujours légèrement en retrait du pape dans les cérémooies publiques, audiences ou remises de lettres de eresnee. Il le suivnit dans ses voyages, portant au plus haut degré les vertus du silence et de l'effincement, sans pour autant perdre le goût du sourire, ni de l'amitié.

Né à Amiens (Somme), le 26 août 1908, fils d'officier, ordonné prêtre en 1934, il avait suivi les cours du séminaire français de Rome et de l'université grégorienne et obtenu ses doctorats en théologie et en droit canon. Il devait tonte sa vie rester à Rome, appelé dès 1936 à la section fran-çaise de la secrétairerie d'Etat du vatican, chargé de rédiger en fran-cais les réponses, les télégrammes, les textes officiels, soumis à la signature du pape ou du secrétaire d'Etat. Pendant la guerre, nombre de documents diplomatiques émaocrent de sa plume et de sa réflexion. Mais jamais il ne consentit à l'admettre.

Au souveeir du pape Pie XII (1939-1958), il oe tolerait pas qu'on pul apporter des réserves. Durant toute la guerre, Mgr Martin, jeune prélat, avait assuré la liaison entre la Résistance française et le Vatican, cootribuant par exemple à transmettre à Loedres des exemplaires clandestins de Temoignage chrétien. Ensuite. sa colleboration quolidienne avec Mgr Montini, substitut à la secrétairerie d'Etat, futur Pael VI, se eoua, devenant presque une emi-

tié, qui ne se démentit pas jusqu'an dernier jour.

dernier jour.

Sous Pie XII, Jean XXIII
(1958-1963), puis Paul VI
(1963-1978), Mgr Jecques Martin
demenra à la tête de la «section
française», hientôt nidé de
Mgr Veuillot, de Mgr Pichon, de
Mgr Poupard, puis grossie de collaborateurs nouveaux. Lorsque
Paul VI décida son voyage en
Palestine de 1964, c'est Mgr Martin qui en mit au point la préparatin qui en mit au point la prépara-tioe matérielle, et il eut la surprise d'apprendre sur place, du pape lui-même, qu'il était nomme archevêque de Naplouse.

> Avec les «grands» de ce monde

Consacré le 11 février 1964, Mgr Jacques Martin devint « consul-teur » de la secrétairerie d'Etat jusqu'au moment où, remaniant l'ad-ministration du Vatican, Paul VI le nomma en 1969 préfet de la Mai-son apostolique, poste de confiance dont le titulaire mênage et organise dont le litulaire manage et organise les andiences du pape. Jean-Paul II le gards à ce poste jusqu'en décembre 1986. C'est lui qui introduisait auprès du pape les «grands» de ce monde, du général de Gaulle nu président Mitterrand, en passant par Kennedy, Gromyko, Tito, Pompidou, Reagan, la reine Elisa-Pompidou, Reagan, la reine Elisa-heth, etc. Il ételt ainsi plongé «dans le monde», mais se compor-tait toujours comme n'en étant pes. Il demeurait en lui quelques traits du moine chartreux qu'il nvait revé

Quel étonnant mémorialiste il aurait pu êtrel Jour après jour, au moins pendant la guerre, il nvait noté sur de petits cahiers les anecdotes, choses vues, traits humains recueillis dans la journée, mais sans trahir, même pour s'en souve-nir, les secrets de sa charge. Der-rière sa bonté et sa simplicité percait parfois le soupcon d'une impétuosité naturelle. Mais la pas-sion du service de l'Eglise semblait l'avoir aidé à laminer son tempérament profond.

JACQUES NOBÉCOURT

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements: 46-62-74-43

Les tours d'honneur de Nigel Mansell

Nigel Mansell (Williams-Renault) e renoué avec le succès, dimanche 27 septembre à Estoril, en signant sa neuvièma victoire da la salson et la trentième de sa carrière au Grand Prix du Portugal de formule 1. Déjà assuré du titre mondial depuis le Grand Prix de Hongrie (16 août), le pilote bri-tannique – qui se déclare « soulagé et bien dans sa peau » depuis qu'il a décidé de renoncer à la formule 1 pour poursuivre l'an prochain sa carrière aux Etats-Unis - a montré qu'il n'avait rien perdu de sa détermination pour battre le record de victoires en une saison qu'il partageait avec le Brésilien Ayrton Senna, et quitter le « grand cirque » de la formula 1 avec panache.

Sur le circuit d'Estoril, au revêtement très bosselé. Nigel Mansell a su tirer le meilleur profit de la suspension réective des Williams pour faire triompher pour la première fois, au terme d'une course menée de bout en bout, le dernier-né des

moteurs Renault (RS4), allmenté par un nouveau carburant Elf contenant 10 % d'un composé d'éthanol directement issu de la transformation de matières premières agricoles.

La course se serait vite transformée en fastidieux tours d'honneur pour Mansell, qui faisait ses adieux au public européen, si elle n'avait été aussi marquée par la très spectaculaire accident da son coéquipier Riccardo Patrese. L'Italien, qui suivait de très près la McLaren-Honda de l'Autrichien Gerhard Bergar, a été surpris par la brusque manœuvre de ce dernier rentrant au stand pour changer de pneus. Lancée à plus de 260 km/h. la Williams-Renault a décollé de plusieurs mêtres avant de retomber sur ses roues et de se freiner contre le muret séparant la piste des atands. Le pilote italien est miraculeusement sorti indamne de cet accident.

Prost... enfin

ESTORIE

de notre envoyé spécial

Après une année sabbetique, Alain Prost reviendra le saison prochaine en formule t eu volent d'nne Williams-Renault, La signature d'un contrat de deux ans a été révélée, dimanebe 27 septembre, à quelques heures du Grand Prix du Portugal, Dès le mardi 29, le triple champion dn monde (1985, 1986 et 1989) pourra se femiliariser evec la suspension réactive de la Williams à l'occasion de trois jonrs d'essais programmés pour les principales écuries sur le circuit portugais. En attendant de connaître le nom de son futur coéquipier (1) en fin de semaine, Alain Prost tournera avec Damon Hill, le pilote d'essais habituel de l'équipe.

Cette annonce sans surprise met fin à un interminable fendleton dont le dénouement, trop longtemps différé, était attendu, mais dont la formule I ne sortira pas forcement grandie. Au-delà des déclarations officielles, les mancouvres de coulisses out révélé un « univers impitoyable », aux confins du sport et des affeires. Tout confirme aujourd'hui que l'équipe Williams-Re-nault aurait soubaité aligner l'an prochain Alein Prost et Nigel Mansell, et qu'elle n'e jamais eu l'intention de recruter Ayrton.

420

Frank Williams n'ignorait pas le prix que ses partenaires fran-çais (Renault et Elf) attechaient ou recrutement, pour la conquête d'un nouveau titre en 1993, du plus grand pilote de l'Hexagone. Avec lui, l'ex-Régie n'avait-elle pas raté in extremis, dix eus plus tôt, ses premiers lauriers ponr une sombre histoire de carbnrant non conforme utilisé par les Bra-bbam BMW de Bernie Ecelestone? Le panache manifesté tout au long de le saison par Nigel Mansell laissait, de plus, espérer à Renault et à Elf une exploitation promotionnelle maximele des titres 92 et de belles perspectives de développement sur le marché britannique.

Mutisme inhabituel

Très tôt dans le saison, Frank Williams et ses partenaires avaient donc engagé des négocia-tions avec Alain Prost. A défaut de signer le contrat, le pilote français avait obtenu du manager britannique des garanties pour 1993, y compris snr le montent de son salaire (probablement de l'ordre de 8 à 10 millions de doilars) pour lequel Renault et Elf apportent leur contribution. Ces garanties expliqueront le mutisme inhabituel dont le triple champion du mosde fera preuve par la suitn face aux attaques d'Ayrton Senna ou de Nigel Man-

Parallèlement, Frank Williams avait aborde avec son compa-triote les conditions d'une prolongation de contrat. A trenteneuf ens, le pilote britannique entendalt bien monnayer le titre qui ne sembleit pas devoir lui échepper, mais ses exigences financières (18 on 20 millions de dollars) étaient jugées excessives en période de récession économi-que pour la formule 1. A coups de petites phrases sur les deux on trois bévues spectaculaires commises chaque saison par leur pilote, sur ses piètres qualités de metteur au point par comparaison à Senna ou Prost ou sur une bypothétique baisse de motiva-tion après le titre, le directeur de l'acurie britannique et son assoeiè Patrick Head avaient réussi à rabaisser les prétentions de Nigel Mansell à quelque 12 millions de

A défeut d'être signé, l'accord avait été conclu sur ces bases à l'occasion de Grand Prix de Hongrie, mais les offres de service d'Ayrton Senna ont bouleversé les données en modifiant les rapports de forces. Prévenn du retrait de Honde et sontenu par de pnissants sponsors comme la Banco necional du Brésil, le champion du monde sortant était prêt à piloter « pour rien » la seule voiture qu'il jugeait suscep-tible de lui faire obtenir un quatrième titre.

Crise financière et crise morale

Peu désireux de recréer nne cohabitation à risques qui s'était très mal passée chez McLaren, Frank Williams et, surtout, Renault, n'ont jamais en l'intention d'associer Ayrton Senna à Alain Prost en 1993. Mais le directeur de l'étarie britannique a vu dans cette proposition l'occasion de faire pression sur Nigel Mansell pour tenter de lui faire accepter de nouvelles conditions à la baisse (5,5 millions de doldre la monnaie de sa pièce au Bresilien qui avait par trois fois dans le passé fait mine de négocier avec lni pour obtenir des augmentations ebez MeLaren.

Ce que Frank Williams n'evait pas prévu, e'était la réaction de Nigel Mansell, blessé dans son emour-propre par cette succession de manœuvres. Le pilote britannique surprenait tout le monde en annonçant sans prévenir son retrait de la formule 1 à quelques heures du départ du Grand Prix d'Italie (le Monde du t5 septembre). L'écurie britannique et le constructent français rataient alors l'occasion d'atténuer la portée négative de ces déclarations. An lieu de révéler aussitôt l'accord avec Alein Prost, ils préféraient ettendre le Grand Prix du Portugal pour mieux préparer leur communica-

Les ultimes manœuvres de Ron

Dennis, directeur-manager de McLaren international, pour tenter d'obtenir le moteur Renault indispensable à ses yeux pour retenir Ayrton Senna on séduire Alain Prost, n'ont pu modifier le dénouement. Ponr bériter du contrat client liant Reneult et Ligier jusqu'en 1994, Ron Dennis enrait projeté de racbeter l'écurie française. Des contects indirects euraient eu lieu le lundi 21 septembre, Vendredi 25, Ron Dennis était encore à Paris pour un mystérieux rendez-vous.

«A ce jour [dimanche 27], je n'oi été informé ni par Guy Ligier ni par Ron Dennis de l'existence d'un tel projet, assurait à Estoril Patrick Faure, viceprésident de Renault et président de Reneult Sport. Si cela doit se foire, 'nous serons forcement consultés et nous oviserons. Mais il est hors de question de fournir trois écuries, et nous entendons tenir nos engagements avec Ligier et avec Williams avec qui nous voulons encore gagner et prolonger notre contrat de partenariat Jusqu'en 1994. » Alors qu'il s'apprêtait à aller

dîner avec son compatriote Emerson Fittipaldi, champion du monde de formule 1 en 1972 et 1974. Ayrton Senna e été rap-'pelé, vendredi soir, dans le motor-home de Frank Williams pour opprendre que la signature d'nn contrat avec Alain Prost ellait être ennoncée dimanche. Le dépit faisait vite plece à le colère d'avoir été probablement manipulé, «Si Ron Dennis trouve un moteur compétitif, je suis prêt à tout pour buttre Williams et Alnin Prost. Une formule 1 peut devenir une nrme... », déclarait-il samedi à des journalistes brésiliens. Après la crise financière, la formule 1 s'enfoncerait-elle dans une crise morale?

GÉRARD ALBOUY

(I) Alain Prost ne dispose pas - du moins pour l'instant - d'un statut de premier pilote de l'écurie comme Nigel Mansell cette saison. Il a seulement demandé l'égalité de mutériel et le par-tage de la voiture de réserve avec son futur coéquipier. RALLYE-RAID: Paris-Moscou-Pékin

La nouvelle Croisière jaune escamotée

La ZX Citroën de Pierre Lartigua a gagné le premier rallye-raid Paris-Moscou-Pélcin, parti le 1= septembre, avec un temps total de 34 h 49 min 14 s sur les épreuves chronométrées et une avance de 1 h 8 min 44 s sur la première des trois Mitsubishi le suivant. L'arrivéa, dimanche 27 septembre, n'a malheureusemant pas donné lieu à una kermesse digne de épreuve.

PĚKIN

de notre correspondant Cela aurait dû être une fête du sport, de l'automobile revenant an royaume du vélo. Ce fut un mini-désastre. L'errivée eu cœur de la capitale chinoise du premier rallye Paris-Moscou-Pékin, coïncidant evec le soixantième anniversaire de la mythique Croisière jaune, e été à la hauteur de ce qu'on ponveit attendre d'un pouvoir communiste terrorisé de façon pathologique par sa propre population, au point de la bannir purement et simplement des festivités. Celle-ci l'avait été tout eutant pour l'apotbéose de l'épreuve finale, la veille, au pied de la non moins mythique Grande

L'affaire avait en effet fint mal commencé, samedi 26 septembre, lorsque les concurrents s'étajent vu diriger, en terme de leur randonnée de 16 000 kilomètres, vers le site le plus médiocre que puisse offrir eux regards l'enorme mur, à l'ombre d'un «restaurant» Kentucky Fried Chicken et de reconstitutions minables érigées à l'intention des touristes. Les premières Mitsubishi, bientôt suivies des ZX de Lartigue et de ses compères, arrivèrent peu oprès le passage d'un betoillon d'employés de la voirie qui, déguisés en laquais d'opérette et armés de balais de paille, de pelles et de petites poubelles, avaient élé envoyés, comme un mage de sau-terelles, à l'affut de la moindre capsule de bouteille, du plus petit mégot, du détritus le plus insigni-fiant, avec mission de rendre les lieux Impeccables. Le régime avait déployé là son sens militaire de l'organisation.

Sur les hauteurs enserrant l'esplanade, dans le même temps, evalent pris position des factionnaires de la police, armés, deux par sommet, charges d'empêcher tout ressortissant de la République populaire d'approcher ces diables étrangers et leurs drâles de machines. Résultat : l'ultime balte se fit comme dans une poche de vide, peuplée des seuls résidents étrangers de Pékin autorisés à y pénétrer, ou milieu de la messe démographique la plus importante de la planète. Le sens militaire de l'organisation avait supplanté celui de l'hospitalité. « Vide

sanitaire»

Dimanehe, cela fut encore pis. Les autorités s'étaient gardées d'annoncer l'arrivée du rallye. Crainte de voir trop de monde au rendez-vous. La place Tiananmen avait été refusée eux organisateurs pour la cérémonie d'arrivée. Motif? Pas sculement parce qu'elle aurait répondu de manière grinçante, avec ses fantômes de la répression

Paris, à l'ambre des droits de l'homme du Trocadéro. Mais surtout parce que le pouvoir de Pékin entend bien ne jamais rien organi-ser là qui puisse favnriser le ras-semblement de foules importantes que ses forces de sécurité seraient incapables de contrôler (certains organisateurs chinois evouèrent cette impuissance à des partiei-pants pour expliquer le « vide sani-taire» créé autour de l'arrivée du rallye).

La cérémonie se tint donc devant un bôtel international où avaient été postés une kyrielle de cerbères en uniforme et en civil, qui, avec zèle, se montrèrent odieux envers les journalistes et nombre de participants. Les bruis-sements d'altercations survenant entre les uns et les autres convainquirent le maire de Pékin, M. Chen Xitong, de s'en aller au bout d'une dizaine de minutes, de crainte peut-être que les choses ne s'enveniment en sa présence. Sur le parking, quelques centaines de Chi-nois privilégies parvenaient, en se dévissant le cou pour glisser, le regard entre deux casquettes de soldats anti-émeutes, à observer de plus près ces engins évocateurs d'inquiétants insectes géants à côté de l'idée sage et bourgeoise que l'on a de l'automobiln ici.

Favoriser la candidature aux JO de l'an 2000

Quel dommage et quel gâchis! A écouter ceux qui eurent le droit de se joindre à le balede, le trajet depuis l'arrivée en territoire chinois, dix jours auparavant, evait été sinon idyllique, du moins par-semé de véritables moments de plaisir contrastant avec la morosité de l'ex-Union soviétique. Déserts immenses fracturés de canyons. Troupeaux de chameaux s'éparpil-lant au passage d'un bélicoptère. Et, parfois, grands instants de communication evec la population, pour peu que la langue le permette. Dans un district à prédominance musulmane, une douzaine d'étu-diants parvinrent ainsi à se glisser un soir dans le bivouae pour assutants du coin réprouvaient la manière dont les policiers isolaient le rallye de la population.

De fait, si les eutorités locales de plusieurs villes avaient compris co que veut dire le mot «ouverture», eilleurs le campement était soi-gneusement délimité par une ligne blanche avec interdiction formelle aux membres du rallye de la fran-ebir. Selon la formule en usage, a pour leur sécurité ». Soixante-dix mille policiers et autres gardes-ebiourme auraient, selon un chiffre qui circula, participé à cet effort

A l'heure du bilan, avec ce rallye mené à bien sans qu'une goutte d'essence ou un élément de la logistique ne manque à l'appel, la Chine a prouvé sa capacité à organiser un vaste show médietique associant des noms aussi divers que le géant japonais nommé plus haut et les salaisons Ducs de Bourgogne. Un point positif pour elle. En nutre, ou sein du régime de Pékin, certains ont pu démontrer à leurs pairs conservateurs que l'arrivée pétaradante d'une cavalcade étrangère équipée d'instruments de transmission de science-fiction ne provoquait pas iramédiatement un soulèvement nu le chaos, et que cela faisait partie du siècle.

Le problème est qu'une partie de la bureaucratie s'imagine renforcer evee ce succès la candidature de Pékin aux Jeux olympiques de l'an 2000. Si eeux-ci doivent être symbole de liberté, d'abolition des frontières et de systèmes de pensée révolus, le pesant encadrement policier et edministratif chinois aura prouvé que la dernière grande dictature marxiste de la planète est loin du compte, avec son cuite de le ségrégation qui aboutit à louer (très cher) l'espace chinois en le vidant de son contenu. Les Jeux asiatiques de 1990 l'avaient déjà illustré, mais à des pays voisins trop proches du monstre démogra-phique pour qu'ils puissent le dire

FRANCIS DERON

L'oubli de Citroën

de notre correspondant

La triomphe de Citroën dane une épreuve dont l'ancêtre fut la vitrine de le marque au dnuble chavron aurait du êtra l'occasion d'un déploiement publicitaire digne du « marché du sièele » que le constructeur françaia dit vouloir conquérir. Pourtant, la version moderne de le Croisière jaune, via Moscou, restera probablement essociée dans l'esprit des Chinols à la double image de Mitsubishi et de la marque de cigerettea Rothmans, son associée.

Avec les images diffusées quotidiennament par le télévi-elon de Pékin, montrant le cherge de le ZX à travars boues, sablaa et gués, le constructaur aveit l'occeeion d'imposer son nom au publie chinoie. Celui-ci, en matière

d'eutomobila francaisa, na connaît pour la moment que Peugeot. If aurait donc fallu au moins chercher à communiquer avec ce public. Mais la marque françaisa n'e même pas pris la peine de faire écrire son nom en caractères chinoie sur l'avant de cea mêmea ZX dnnt il construira biantôt en Chine la version grand public. Fåcheux oubli. Sur cea

mêmes terree, il y a soixante ene, les orgenisateurs da le Croieiàra jeune evelant eu le génie de faire epparaître, devant la caméra da cinéma plantée dena le seble, une princesse mongole authentique accueillant lae Françaie, à l'entrée de sa tente, dens leur langue. Ils se gardèrent bien de dire eu public qu'elle venait de France. L'effet, pourtant, ne contribua pae peu à la légenda de ce raid.

TENNIS: exhibition Connors-Navratilova à Las Vegas

La guerre des sexes

tennis sur le retour. Au hasard, Jimmy Connors et Martine Nevratilava, deux légendes vivantes de ce sport. Bricolez un peu les règles du jeu. Dites par exemple que l'hamme n'eura droit qu'à une balle de service et que la femme aura droit à toute in fargeur du court, couloirs de double comprie. Trouvez un commanditaire disposé à mettre un petit million da dollars sur la tapis. Vous aurez tous les ingrédients d'un show qui fera courir tout Las Vegas, la capitale du jeu américaine.

Maia ne vous y laissez pas prendra | Ne croyez eurtout pas gu'en battant Navratilova (7-5, 6-2) Jimmy Connors e remporte le 25 septembre une quelconque bataille de la guerre des sexes, ni qu'il aurait vengé aon compatriote Bobby Riggs, battu, lui, par la championna Billie Jean King iors d'une sembiable confronts-

Prenez deux championa de tion, il y a dix-neuf ans. Pour l'un comme pour l'autre, il s'egissait avant tout de profiter encore de leur renommée pour arrondir leur magot.

«J'ai vraiment aimé jouer contre Martina. Je ne savais pas à quoi je devais m'ettendre ». e déclaré Connors avant d'empocher 500 000 dollars (plus da 2,5 millions de francs). Nevratilova est repartie avec un chèque de 200 000 dollara. Et l'organisateur de ce « cirque » e empoché les draits d'entrée de 14000 personnes. C'est la seule morale da cette

fable. Il y a longtemps qun le tennis n'est plus le champ de la guerre des sexes. Depuis que les nrganisateure de tournois ont eccapté d'attribuer les mêmes dotatione aux tournois masculins et féminina. Le combet pour l'égalité des droits e gagné d'eutrea sports. Le hockey sur glace par exemple.

Menon Rhaeuma eet einsl devenue mercredi 23 septembre le pramière femme enrôlée per l'un dea quatre sporta professionnels aux Etats-Unie (hockey, football américain, baseball et basket). A l'issue d'une rencontre emicale evec les Saint-Louis Blues, elle e obtenu le drnit d'être gardien de but dane l'équipe réserve des Foudres de Tempa-Bay.

Cette Canadienne francophone de vingt ane e commencé le hockey evec ses frères à l'âge de cinq ens. Après avoir défendu son camp pandent le premier tiers-temps. Marion Rhaeume a quitté la glece sur le acora de 2 pertout avec les Saint-Louis Blues, qui l'ont amporté (6-4). Au-detà de la performance sportive, cet événement est encora un farmideble coup de publicité qui devrait amener à Tampa un public eurieux et de nouvesux partenaires.

Les résultats

GRAND PRIX DU PORTUGAL DE FORMULE 1 1. N. Mansell (G-8, Williams-Renault), les 308,850 km en 1 b 34 min 46 s; 2. G. Berger (Aut., McLaren-Honda), à 37 s; 3. A. Senna (Bré., McLaren-Honda), à 1 tour; 4. M. Brundle (G-8, Benetton-Ford), à 1 t; 5. M. Habbinen Fin., Lotus-Fordi, à 11; 6. M. Alborato (ta., ntwork-Magen-Honda), à 1 t.

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des conduc-teurs. – 1. N. Mansel, 108 pts; 2. A. Senna, 50; 3. M. Schumacher, 47; 4. R. Perrese, 46; 5. G. Berger, 33.

TENNIS La finale de la Coupe Davis opposera les Etats-Unis, vainqueurs de la Suède (4-1) dimanche 27 septembre à Minneapois, à la Suisse. Après son succès facile sur le Brésil (5-0), à Genève, ce pays panient pour la pre-mière fois de son histoire à ce stade de la compétition. Les Etats-livis compétitions les ion. Les Etats-Unis accueille finale au Texas les 4, 5 et 8 décembre.

BASKET-BALL CHAMPIONNAT DE FRANCE Nationals IA isième journée)

Villeurbanne b. 'Levellois 71- 84 ing-PSG b. "Pan-Orthez (a. p.) 106-100 ins b. 'CRO. 82- 46

Gravelines b. 'Roanne Antibes b. Montpellier... 92- 87 Cholet b. 'Dijon... Classement. Classement. - 1. Cholet, Limoges et Graveline, 6 pts; 4. Pau-Orthez, Antibes, Le Mans st Racing-PSG, 5.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (Huitième journée) **GROUPE** A "Mulhouse b. Valence. 'Istres b. Nancy ... 'Epinal et Sedan... Créteil b. 'Rodez . Cannes b. "Louhans-Cu *Martigues et Nice... *Charleville et Bastia

Perpignan b. Alès. Classement. - 1. Martigues, Istres, Bastia et Mulhouse, 11. GROUPE B *Dunkerque b. Gueugnon . Angers b. "Rennes Rouen b. "Tours.... Red Ster b. Guingamp Content at Lavel ... Niort b. "La Mans *Châssuroux et Bourges Classement - 1 Classement. - 1. Rouen, 15 pts; 2. Mort, 13; 3. Angers, 12.

'Ajaccio b. Annecy

vent donner lieu à des traveux

ment avec les gonvernements

FONT et VAL en TOURNEE 92

OCTOBRE: Compiègne, Bois-Colombes, Rodez, Fos sur Mer, Bourg-les-Valence, Grenoble, Villard-de-Lans NOVEMBRE: Béthune, Saint-Etienne, Lille, Lyon, Bellegarde, Loudéac

DECEMBRE: Niort, Reims, Marmande

Pour accompagner vos C.V. Pour renouveler vos papiers d'identité Pour offrir à vos amis...

UNE RÉVOLUTION DANS LE MONDE DE LA PHOTO PHOTO SERVICE EVASION

26. rue des États-Généraux, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante vidéographique. Technologie à la pointe du progrès : vous posez... vous choisassez votre meilleure expression sur un écran vidéo et, 1 minute plus tard, le photo-graphe vous remet 1 cliché de 6 photos d'identité, au format international,

Des photos instantanées d'une qualité parfaite

CULTURE

THÉÂTRE

Deux dérives vers l'Ouest

Une seule Allemagne aujourd'hui; un seul monde il y a 500 ans: déjà Adam n'avait qu'un seul jardin

« Vous nous avez

trompés »

armées d'occupation soviétiques en 1945? N'aviez-vous pas exproprié un juif dont les neveux vivent à New-York?» Chacune des paroies de Weimarland fait lever une brisc

d'utopie, des poussières d'utopie, «Tout l'est de l'Europe ressemble à la face sud de la Sainte-Victoire incendiée», dit Labouté. Et la jeune femme, qui semble avoir du mal à s'éveiller d'un rêve (« Vous nous

avez trompes »), a une expression très belle, parce que aussi précise qu'incertaine, pour dire son désar-roi : « J'aimais ce que vous n'aviez pas, à la condition de ne pas le

Bruno Bayen ne pourra pas être incriminé d'avoir vécu à la légère « l'entrée en avant dans le monde

WEIMARLAND au Théâtre de la Bastille L'ENFANT BATARD au Petit Odéon

Théâtre d'anjourd'hui, aujourd'hui du théâtre. 1992, extinction du léninisme en Europe de l'Est. Bruno Bayen nous donne Weimarland, images et paroles de l'ex-RDA. Et comme pour placer, hien en vue, deux termes de comparaison, il présente en même temps une seconde pièce, l'Enfant bâtard, rappel de 1492: Christophe Colomb en Amérique. « Deux fois le monde dérive à l'Ouest et rapetisse, deux fois des hommes se frottent les yeux et s'inquiètent de savoir quel présent notre soleil éclaire et ce qui est meilleur pour la santé de l'âme: d'un ou de deux mondes. Deux mondes qui se regardent; un seul, qui semble soudnin composé de millinrds de chiffres et de poussières. »

Weimarland: un restaurant pour lieu de l'action. Il est vide. Le directeur, les employés ont disparu. Puisque c'est la chasse aux « bolchos». La caissière erre pas loin, elle n'était pas soviétique, mais immigrée – elle était l'amie de miliimmigrée – elle était l'amie de militants rouges allemands, elle s'était sauvée à l'Est pour échapper à la prison. Seul reste là le portier. Si fataliste qu'il n'a pas peur. Un portier, c'est presque personne, si l'on veut : «Je reconnaissais la voiture du numéro un à sa longueur, 20 centimètres de plus.» Alentour, on fait le ménage. «La rue des Victimes-du-fascisme est devenue rue du Commerce.» C'est le grand retour de l'argent. Debors, difficile de s'aborder : «Les gens croient que vous allez leur soutirer de l'argent», dit le portier, lui-même gêné : «J'étais hier à court de liquidité pour la première fois de mu vie.»

libre et civilisé», comme dit Labonté. C'est que sa pièce n'est pas une Allemagne vue d'ici : tous s'y expriment vraiment comme des êtres de là-bas, qui pour quelque Débarque un type bon chic bon genre, Manfred Labonté. Le restau-rant appartenait à son père, du temps du Grand Reich. «Les

Labonté réintègrent leur immeuble. Les Labonté arrivèrent des Cévennes temps n'ont eu aucun monde sous leurs pieds. Démocrates, révolutinnnaires, jeunesses hitlériennes, résis-tants, tankistes, internés en camps, chassés par les dragonnades de Louis XIV. » C'est vrai : ne pas oublier les va-et-vient de l'Histoire; membres du parti, anciens du gou-lag, et tant d'autres morts-vivants : c'est tout cela, un restaurant de les grands tournants ne datent pas d'aninurd'hui. Manfred Labonté d'anjnurd'hui. Manfred Labonté porte un toast à l'empereur du Japon: Hirohito u'était, de naissance, qu'une effigie anonyme, mais, à la suite de Nagasako, il a su devenir un homme. Puis il a découvert la pnœ électronique, et « il arborait la souris Mickey en bracelet-montre aux diners de gala».

L'autre pièce que Bayen jette sur le tapis, l'Enfant bâtard, est moins sombre. La «dérive à l'Ouest» des conquêtes de Christophe Colnmb, l'annexion des Amériques, nous touchent bien sûr de plus loin. Bayen s'emploie d'ailleurs à éviter le miet à mesure qu'il le fouille. Bayen s'emploie d'ailleurs à eviter le sujet à mesure qu'il le fouille. C'est l'un des fiel de Colomb qui est là qui raconte sa vie. Il a plus ou moins pris le contre-pied du père: «Le vieil Amiral, l'Amiral des moustiques, en agrandissant le monde, l'a réduit.» Manfred Labonté fiche dehors le portier, l'envoie crever dans une arrière-cour. Une jeune femme prend sa défense. Il semble qu'elle arrive de l'Ouest, qu'elle ait en des « idées de ganche ». « On a défin perdu l'habitude de parlager les tables? » a-t-elle dit en s'asseyant. Et d'enguirlander Labonté; « N'as-tu pas été chassé par les armées d'occupation soviétiques, en

Hernando Colomb n'est pas boulimique de territoires, mais de livres. Il fait, lui aussi, des voyages fointains, mais pour s'emparer de bibliothèques. S'en emparer pour les détruire, comme l'Amiral fit des Indiens. Hernando estime qu'il y a beaucoup trop d'Indiens, non, beau-coup trop de livres, sur terre. Qu'il faut enifier tout cels. « Il faut en réduire le nombre, ceci pour imiter le monde, qui se réunit par la conquête, et diminue, dans sa marche rapide vers le néant,»

Le passage à vide de l'ex-RDA

Plutôt deux mondes, ou même plusieurs mondes, qu'un seul, pense Hernando Colomb – et c'est un peu ce que semblait regretter la jeune femme venue de l'Ouest, à Weimar. Mais aussi, plutôt un monde à moi tout seul, on rien qu'nne idée de monde, songe le fils de l'Amiral. Il perd l'esprit, il aurait aimé un jardin, tous les arbres et toutes les fleurs du monde entouré de limites fleurs du monde, entouré de limites infranchissables, loin des bibliothè-ques et loin des Amériques, et lui tout seul sur l'herbé verte, avec en

main, mais sans le lire, son très bref résumé de tous les livres ici-bas. Comme le premier bomme dans le

Les deux pièces de Bruno Bayen (1) sont fortes et belles à lire, denses et affachantes, entre autres choses parce qu'elles ne sont pas des banalités de premier réflexe, mais des doutes, des mises en ques-tion, sincères, comme toujours chez à la mise en scène de Weimarlan à la Bastille, ne va pas sans douler - cela ne tient pas seulement à la grisaille, la tristesse, la dureté du décor, des lumières, du jeu (le propos l'exigeait), mais surtout au fait que la plus grande part de la pièce est dite par un acteur, Gigi dall'Aglio, qui certes parvient à articuler le texte, syllabe par syllabe, articuler le texte, synaoe par synaoe, mais qui, au fur et à mesare, en anéantit le sens. Comme si demenrait la lettre seule, et pas l'esprit. C'est inécoutable. Peut-être est-ce voulu par Bayen, afin d'accentner le passage à vide de l'ex-RDA, mais là il exagère.

L'Enfant bâtard, en revanche, est entendu librement, clairement, puisqu'il est joué par Jean-Marie Patte, qui n'est pas du tout un discur traditionnet (disons que l'art de sa voix est à celui d'un Gérard Philipe ce qu'est le piano de Bach à celui de Chopin), mais il y a chez Jean-Marie Patte une magie, un mystère, sans doute faits d'une intelligence extrêmement sensible des grains les extrêmement sensible des grains les plus infimes du texte : écouter Patte est un bonheur, il fait tout partager, dans un calme céleste.

MICHEL COURNOT

PRIX DU J

(1) L'Arche éd.

➤ Weimerland, au Théâtre de la Bastille, 79, rue de la Roquette, 75011. Tél.: 43-57-42-14. L'Enfant bâtard, au Théâtre du Petit Odéon, place de l'Odéon, 75005. Tél:

@ GLEN BAXTER

lus rien ne justifiait les tarifs des concurrents de FIRST RADIO. Si ce n'est la manière de les présenter.

Cartes, la présentation compte beaucoup... Certes. Louons au passage tous les efforts d'habillage que déploie la concurrence pour tenter de faire nublier le nouveau produit FIRST RADIO lancé par iP RADIO. Il a l'élégance, lui, d'avoir le meilleur rapport qualité/prix du marché.

Il faut avouer que la tâche est ardue car FIRST RADIO est un plan média radio sur cible qui utilise les meilleurs horsires de chacune des 4 stations : RTL, FUN RADIO, M40 et SUD RADIO / WIT FM.

Avec ce sur mesure, FIRST RAUIO offre la garantie de bénéficier d'au moins 45 % de couverture sur cible au coût GRP le plus bas du marché. Et tout cela pour un budget de 2,2 millions.

De plus, ce nouvezu produit a la qualité d'allier à la fois la simplicité de média-planning et la clarté tarifaire avec un prix net de négociation.

Parions qu'avec ce rapport qualité/prix incomparable, certains concurrents, très fairplay. devraient bien avouer, mais un peu découragés : "FIRST RADIO est donc une véritable révolution dans le monde de l'achet d'espace. Avec ce produit, tout le monde a aujourd'hui à sa disposition, sur simple coup de téléphone, la meilleure offre commerciale radio".

Moralité : aujourd'hui, avec FIRST RADIO, on obtient des plans média radio efficaces sans aucun artifice de présentation.

Evaluation Sherlock II - Base Médiamètrie Cumul Janvier-Juin 92.

PRIX MINI - PUISSANCE MAXI.



IP regle exclusive de RTL, FUN RADIO, MAO et SUD BADIO / WIT FM

31 russiu Colisée 75008 Paris - Tel. (1) 8.75.50.50.

La mémoire du travail

Le ministère de la culture se penche sur la sauvegarde du patrimoine industriel

Conserver et protéger l'arc de triomphe romain de Saintes, le château dessiné per Ledoux à Bénouville ou l'abbaye de Fontevraud nous paraît élémentaire. Pourtant, ces éléments majeurs de notre patrimoine ont été un jour ou l'autre menacés de destruction. Le patrimoine, au sens destruction. Le patrimoine, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, a été « inventé» au XIX siècle. Il a d'abord désigné l'exceptionnel, suffi-samment précieux ou symbolique pour être pris en charge par la col-lectivité: vestiges archéologiques significatifs, monuments et demeures significatifs, monuments et demeures prestigieuses, églises et ehâteaux royaux. Il fallait, en outre, que le bâtiment visé soit bonifié par le atemps. Prosper Mérimée, chargé par Guizot de faire un premier recensement de ce qu'il convenait de protéger, sauva (entre autres) l'arc de Saintes mais n'accordait guère d'importance aux éléments du XVIII sièportance aux éléments du XVIIIe siè-cle. Et sous le Second Empire, on démolit sans remords presque toutes demont sans tenada presant les barrieres de Ledoux, aux portes de Paris. A la même époque, l'hôtel de Monville, chef-d'œuvre de Boullée, fut sacrifié sans hésitation. Avant-hier, le Palais Rose succombait à l'appétit des promotenrs et hier les Halles de Baltard étaient détruites. Des opérations inimagina-

La notion de patrimnine s'est désormais élargie aux œuvres du XX siècle. Le Castel Béranger de Guimard (1898) est classé comme la villa Cavrois de Mallet-Stevens (1932) ou la «maison du fada» de Le Corbusier à Marseille (1952). Elle a touché ensuite des objets mobiliers de plus en plus nombreux. Enfin, la rébabilitation du XIX siècle a fait découvrir l'intérêt des «vestiges» industriels. Le moulin de la chocoladécouvrir l'intérêt des « vestiges» industriels. Le moulin de la chocolatrie Menier, à Noisiel, la filature Mente-Bossut de Roubaix et la manufacture Dijonval à Sedan sont désormais protégés comme les fours du Creusot ou la grue « Grandmère» de Saint-Nazaire.

Mais dans ce domaine encore mal défriché, la direction du Patrimoine se trouve confrontée à une triple tâche, à mener de front. Elle doit repérer, sélectionner et animer. Le repérar, selectionner et affinité par la la mission de l'inventaire. Chaque dossier, établi département par département, est examiné par une cellule du patrimoine industriel dirigée par Clandiue Cartier. Celle-ci détermine par une cellule du patrimoine industriel dirigée par Clandiue Cartier. Celle-ci détermine par une cellule du patrimoine par une cellule du patrimoine industriel dirigée par Clandiue Cartier. Celle-ci détermine par universe de privilégier. Clandiue Cartier. Celle-ci détermine parmi les thèmes à privilégier (hydraulique, céramique, verterie, textile, ctc) des critères de classement : historiques (intérêt de l'architecture, notoriété), quantitatifs (représentatif de l'industrialisation), technologiques (compréhension de l'évolution d'une technologie) ou symboliques (conservation de la mémoire d'une activité qui a animé une résion et faconné la vie d'une une région et façonné la vie d'une population).

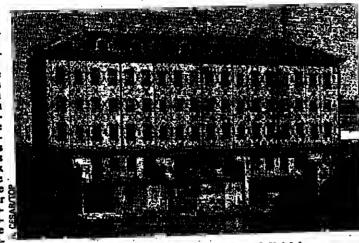
Pourtant, ces critères objectifs ne sont pas aisés à mettre en œuvre.



DIM. 4 - LUN. 5 OCT. 20H30 CHARAM NAZERI chant - IRAN

musique soufite persone musique mystique kurde

VEN. 9 - SAM. 10 OCT. 18H **MADREDEUS** l'âme même du Portugai



Le moutin de la chocolaterie Menier à Noisiel

Vouloir protéger des constructions July, secrétaire général des Houillères adustrielles a-t-il un sens alors de Lorraine fait chiffrer le coût de qu'elles ne fonctionnent plus? Com-ment leur donner une nouvelle affectation sans nier leur passe? Christian Dupavillon, le directeur du Patrimoine, doit répondre concrétement à ces questions. Ainsi à Huckange, près de Thionville, où subsistent quelquesuns de ces hauts-fourneaux qui fai-saient vivre les vallées lorraines, une association locale, émanation de cinquante communes, demande la sau-vegarde de l'un d'entre eux.

Un outil pédagogique en trois dimensions

La fonderie, filiale d'Usinor-Sacilor, a cessé toute activité, Depuis un
an, le métal ne coule plus. Il reste on
site fantastique et barbare, hérissé de
cheminées, dédale d'escaliers et de
tuyauteries; une splendide et sinistre
carcasse, abandonnée, déjà attaquée
par la rouille, décor de cinéma pour
Patrice Chéreau. Qu'en faire? Un
qu'il pédagogique en trois dimenoutil pédagogique en trois dimensions? Une rénovation légère des installation est chiffrée à 1,6 million de tallation est chiffrée à 1,6 million de francs. L'entretien et l'animation 700 000 francs, chaque année. En dépit de ces incertitudes, l'un des hauts-fourneaux est en Instance de clascement. « C'est un monument historique dans le sens le plus statique du terme, explique Claudine Cartier. Il faut en conserver un exemplaire faut en consei Les photos et les plans ne peuvent égaler la réalité.»

Mais la réalité d'une industrie

peut-elle se borner à quelques supers-tructures de briques et de fer? Près de la frontière sarroise, autour de Forbach, le bassin houiller vit ses dernières années. Quatre puits sont encore ouverts: 8 millions de tonnes de minerai en sortent actuellement les deux tiers de la production fran-caise. En 2005, ils seront tous fermés. Le carreau Simon, toujours actif, va être classé. Son chevalement – qui permet la descente an fond de la mine – et la plapart des bâtiments de surface vont être protégés. Mais les générations futures comprendront-elles le travail souterrain de ces elles le travail souterrain de ces 1400 mineurs, à plus de 1000 m de profondeur, en visitant des bâtiments administratifs, des salles de douches, en regardant quelques machines refroidies? Idéalement il faudrait printerie en les la crité de descents. refroidies? Idéalement il faudrait maintenir en état le puits de descente et certaines galeries. Cette solution a longtemps semblé aux Houillères du Bassin de Lorraine une plaisanterie. Une mine dont l'exploitation est arrêtée s'autodétruit. L'eau remonte, les relieise s'effondent. Pour éviter les galeries s'effondrent. Pour éviter tout incident, les puits fermés sont d'ailleurs bétonnés. Les sociétés industrielles dont la vocation n'est industrielles dont la vocation n'est pus de se transformer en gardiers de musées et les municipalités traumatisées par la crise ont longtemps préféré tourner la page. Les bulldozers sont changés de faire table rase d'un passé douloureux.

Aujourd'hmi pourtant, certains estiment qu'il n'est peut-être pas inutile d'en préserver des traces. Bernard

maintien d'une ouverture minimale après l'arrêt de l'exploitation, Certes l'exhaure des eaux, le pompage du grisou et la maintenance de la des-cente coûteraient déjà quelque 2 millions de francs par an ; mais peut-on tirer on trait sur une activité, quasiment une culture, qui a fait vivre des dizainea de générations et façonné un paysage? N'est-ce pas l'enjeu ultime du patrimoine que de préserver, non pas des pierres, mais la mémoire, comme pour obeir au vœu premonitoire de Chateaubriand : «Les grands monuments (...) portent la mémoire d'un peuple au-delà de sa propre existence et le font vivre contemporain des générations qui viennent s'établir dans ses champs abandonnés. » Les usines sont aussi

MUSIQUES

L'automne Musica

Les créateurs ont du mal à se faire entendre? Le festival strasbourgeois est toujours là pour les défendre

de notre envoyée spéciale Premier week-end. Premier choc. remier débat sur un thème incan-scent : «Création et modernité : un descent : «Creation et mouer accouple en crise?» Assorti, pour que personne ne s'y trompe, de cet éclair-cissement : «La musique d'aujour-d'hui croit-elle encore au progrès? Ou bien son histoire s'est-elle, elle aussi, puis le man de la company de la com

arrêtée?» Ahl qu'en termes ambigus ces choses là sont formulées l Notez ces choses-là sont formulées l'Notez l'incise «elle aussi» qui, à elle seule, mériterait on traité. Et n'allez pas penser que ce débat était organisé dans quelque temple de la réaction. Non, le débat était proposé par le l'estival Musica de Strasbourg, créé par Maurice Fleuret en 1983 pour accompagner la création musicale accompagner la création musicale dans sa marche, son évolution, dans cans sa marche, son evolution, cans ses errements, ses difficultés éventuel-lement, dans la multiplicité de ses trajets. Sans que fût envisagé que son histoire s'arrêtât. Car alors, pourquoi

Assis entre le philosophe Philippe Lacone-Labarthe et Daniel Durney, observateur attentif de nos mœurs musicales, Georges Aperghis, compo-siteur en activité, dit que l'histoire et ini avaient di s'arrêter sans qu'il y prenne garde, qu'on aurait di le pre-veair, que ce n'était pas charitable... Son hamour fut une charité laite à des débatteurs mal embarqués. Le nes denanceurs mai embarques. Le festival strasbourgeois a eu trois directeurs en neuf ans. Le premier, Laurent Bayle, est aujourd'hui le suc-cesseur de Bnulez à la tête de FIRCA. M. Le second, Laurent Spiel-ATRICA. M. Le second, Laurent Spiermann, se retrouve aux commandes de l'Opéra du Rhin depuis le départ de René Terrasson. L'actuel patron, Dominique Marco, ancien bras droit de Spielmann, regarde vers le Channel depuis qu'il s'est allié comme débute a printique Marc Dondeu. In délégué artistique Marc Dondey, un

incien du Festival Almeida. création musicale à Londres. Le bas-tion n'a pas résisté au départ de Pierre Audi, son principal animateur,

pour la direction de l'Opéra d'Amsterdam. Au Royaume-Uni comme en France, les festivals d'art contemporain forment, on le voit les grosses têtes du management culturel. Car là, comme nulle part ailleurs, il faut faire du chiffre (d'auditeurs), il faut percer, réussir, s'imposer, être entrepreneur.

Enfant chéri du ministère (Jack Lang viendra samedi 3 octobre y pré-senter ses muvelles mesures en faveur de la création musicale), le festival strasbourgeois s'épanouit, lui, d'année en année, sans échapper à la logique industrielle qui l'a vu naître. Ses lettres de noblesse officielles res-tent ses chiffres d'entrée (20 000 bil-lets vendus l'automne dernier). Peu à peu, ses lignes de farce se sont estompées (ainsi: faire revivre les grands classiques du vingrième siècle, la première année de Bayle; ou dresser le bilan du théâtre musical, la dernière année de Spielmann).

Accord parfait

Une chose, pourtant, est de com-poser avec ordre et méthode un kaléïdoscope des mille tendances de notre fin de siècle, boulimique ou déboussolée. Autre chose est de suggérer implicitement que toute musi-que - Xenakis ou Sapho, enragés de la complexité ou hyper-minimalistes a complexite ou hyper-minimalistes

ressortit au même type de
«consommation». Si e'est ce que
défend Jack Lang, ce n'était peut-être
pas tout à fait ce que souhaitait

Le concert d'ouverture, vendredi 25 septembre, annunçait la couleur. Il était tout entier consacré à un

Il était tout entier consacré à un inclassable, un de ces auteurs long-temps balayés par les modes que Musica 1992 s'applique à réhabiliter (l'Anglais Michael Tippett est dans le même cas), une personnalité qui sut entretenir son mystère – il détruisit toutes ses photographies personnelles – et que défendirent quelques initiés jusqu'à sa mort en 1988, avant qu'éclatât, par le disque, un vrai, un

inexplicable phénomène de marché: la musique enregistrée de Giacinto Scelsi se vend mieux que celle de Berio et de Boulez dans les collec-

Œuvres sur une note unique, ou jouant sur le quart, le demi-ton et sur toutes les colorations du timbre, musique hors du temps, privée de musique hors du temps, privée de narration, musique-son, les partitions de Scelsi choisies pour l'occasion étaient celles pour grand orchestre avec chœurs et/ou solistes: les Quatre pièces sur une seule note, Pfhat pour orgue, chœur, orchestre et cinquante clochettes agitées plusieurs minutes durant (les harmoniques suraiguês s'en échappent, tombant comme des étoiles filantes de la coupole de l'église Saint-Paul).

Le compositeur Tristan Murail tenait la partie d'ondes Martenot dans Uaxuctum: hommage de l'école dans Uccucrum: hommage de l'école spectrale française à son père italien. L'Orchestre philharmonique de Strasbourg était dirigé par Jürg Wyttenhaeh, « scelsise » de la première heure, qui a enregistré chez Accord. Les solistes étaient les madrigalistes de Bâle, le Chœur Anton Webern venait de Fribourg. Grosse Webern venait de Fribourg. Grosse cavalerie, donc. Mais les attaques manquées, cela s'entend dans une manquees, ceia s'entend dans une telle nudité d'écriture. Et l'accord parfait ne se fit qu'au finale, pour Konx-Om-Pax, sommet mystique de beauté calme, avec ses immenses gongs infiniment répétés par l'orchestra su complet ses aeries sommes tre au complet, ses gerbes sonnres aux teintes toujours renouvelées.

Un vieux mari ne peut plus satisfaire son ardente épouse, la pousse dans les bras de son futur gendre, leur fille les surprend, l'infidèle écrit son journal, l'impuissant aussi, chason journal, l'impuissant aussi, cha-cin s'en cache mais sait que l'autre le lit... ce roman d'espionnage, c'est la Confession impudique du Japonais Junichiro Tanizald. Adapté et mis en scène par Daniel Martin, cette Confession se retrouvait samedi 26 sentembre sur la scène du Palais 26 septembre sur la scène du Palais des fêtes dans un décor de Michel des retes dans un occió de manades ales de papillon, fins commune du papier à cigarette. Au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, l'ATEM (qui en est le caproducteur) recevra début décembre l'opéra que le roman de Trainale à inspiré à Bernard. de Tanizaki a inspiré à Bernard Cavanna. Calligraphiée mais véhémente comme la peinture de Zao mente comme la pennine de 220
Wou-ki, l'orchestratiou est épatante,
menée à Strasbourg par un Luca
Pfaff impérial. Mais le style des
chanteurs, celui d'Elisabeth Laurence
dans le rôle de la femme en particulier, est banal, trop «grand opéra», alors que l'écriture vocale, volontaire-ment étirée et inconfortable, invite, semble-t-il, à plus d'exotisme et d'in-ventions. L'œuvre intrigue, et méritera qu'on s'y penche plus longue-

ANNE REY

Festival Musica, jusqu'au
 10 octobre. Tél.: 88-35-32-34.



CINEMA "

Entente cordiale

Pour sa troisième édition, le Festival du film britannique de Dinard a confirmé son utilité et sa cohérence

DINARD

de notre envoyée spéciale

Heureux symbole temporel: à la fin du troisième Festival du film bri-tannique de Dinard, le passage à l'heure d'hiver a mis provisoirement Londres et Paris sur le même fuseau horaire, c'est-à-dire sur la même longueur d'ondes. Avec son complexe Les Alizés et ses deux salles jumelées, La Mouette et Le Goéland, qui La Mouette et Le Goéland, qui marche bien, avec un gros effort en direction des scolaires (5 000 lycéens de la région auront planché cette année en classe sur des films anglais, puis auront été invités à les voir en salle), Dinard, est une ville (de 10 000 habitants) qui a le cœur anglophile et cinépbile, et dont le jeune festival a une identité et une utilité.

Il s'agit de braquer un bon coup de projecteur en direction de la pro-duction britannique récente, et aussi de stimuler les rencontres et le échanges entre les riverams des deux côtés du Channel-Manche. Ainsi,

France, par Claudie Ossard et Canal

Sept films étaient en compétition, la plupart, étrangement, jnuant sur les incertitudes du sexe. Roi homosexuel (Edward II de Derek Jarman), jeune épouse stérile renduc mère par la «bénédiction» d'eumuques pakistanais (Immaculate Conception) de Jamil Dehlavi), séduisant banquier Jamil Dehlavi), séduisant banquier ne pouvant «honorer» sa maîtresse que travesti (Just Like a Woman de Christopher Monger), inceste, (Waterland de Stephen Gyllenhaal avec Jeremy Irons), et last but not least, Orlando, de Sally Potter d'après la nouvelle de Virginia Woolf (coproduction anglo-franco-italo-russo-néerlandaise présentée récemment à Venise), dont le héros, incamé par la Venise), dont le héros, incamé par la belle Thilda Swinton, déjà reine dans Edward II, vit quatre siècles et se transforme en femme...

> « Beaucoup d'argent, beaucoup de temps»

Le jury – présidé par Jean-Marc Barr et où siégeait également, plus jeune que tout le monde, le produc-teur de Bunuel, de Jacques Becker, de Kurosawa, Serge Silbermann – n'a pas voulu, et il a eu raison, renouve-ler l'audace de l'édition 1991 couron-nant un film passionnant mais «dif-ficile», paraît-il, The Grass Arena de Gillies McKinnon, Impossible d'en juger, puisque tout laureat de Dinard

qu'il était, il ne sortit jamais. Si Orlando reçoit le Prix du public et Immaculate Conception un Prix spécial, c'est Edward II qui emporte le Grand Prix, recevant une aide Grand Prix, recevant une aide directe à la distribution de 30 000 francs de la ville de Dinard, le sous-titrage en français offert par Titra Film, une aide à la diffusion de la SOREDIC, qui s'engage à projeter Edward II sur les deux cents écrans bestons qu'elle programme et une bretons qu'elle programme, et une campagne de publicité d'une valeur de 100 000 francs dans Ouest-France.

Récompenses réalistes allant à un beau film baroque, dont on pourrait croire qu'il n'en a plus beson, ayant trouvé on distributeur (Forum), et sortant en France le 25 novembre. sortant en France le 23 novembre.
Mais il ue faudrait pas oublier qu'il a
été réalisé il y a plus de deux ans, été
présenté au Festival de Venise 1991
et malgré le prix d'interprétation
décerué alors à Thilda Swinton, bien
tardé à aller à la rencontre du public

Serge Silberman rappelait la devise de Don Luis, son cher Bunuel: « Beaucoup d'argent, beaucoup de santé, et beaucoup de temps pour les dépenser tous les deux». Cest évidemment ce qu'on peut souhaiter au couragenx cinéma britannique. Qui a produit dix-sept films en 1991, et dont la part de marché sur son territoire n'atteint que 6 % contre 90 %

DANIÈLE HEYMANN



vent donner lieu à des travaux

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Thomes Hampson: 19 h ven. Baryton, Roger Vignoles (piano). Schumann, Lowe, Mahler, Ravel, Barbar Olli Mustonen, Joshua Bell, Steven Isserlis: 19 h mar. Piano, violon, violoncelle. Schumann, Mendelssohn, Schubert. AUDITORIUM DU LOUVRE |40-20-52-29). Mayako Soné : 12 h 30 |eu. Clavecin. Kerli, 8ach, Soler.

CHATELET, THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Orchestre national de Franca; 20 h 30 ven. Edith Wiens (soprano), Ellahu Inbal (direction). Schumann, Mahler Laurent Cebesso 20 h 30 km. Piano. Schumann Ensembl orchaetral de Paris : 20 h 30 mar. Raphael Oleg (violon), Armin Jordan (direction). Weber, Schumann, Brehms. GRECTORI, VEGORI, SALTINARIA, CHARLES EL CHARLES EL Orchestre Alexandre Stajic: 20 h 30 mar. Alexandre Stajic (direction). Requiem de Mozart. EGUSE ÉVANGÉLIQUE LUTHÉ-

EGLISE NOTRE-DAME-DES-BLANCS-MANTEAUX, Ensemble vocal européer EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, Chosur bulgare: 21 h mar. Koltcho Ata-

Vigne (direction), Couperin, EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

EGLISE SAINT-SULPICE. Daniel Roth: 20 h 30 mar. Orgue. Marchand, Franck, Bach, Gagneux, Roth, Guilmant, Dans le

GALERIE PEINTURE FRAICHE (45-51-00-85), La Piedra Cansada ; jus-qu'au 11 octobre, 20 h 30 ven., sam. ; 18 h dim. Carlos Andreu (chant), Fren-

Liviu Stanese: 20 h 30 jeu. Violoncelle, alto. Beethoven, Tisné, Lutoslawski, Stamitz, Honegger Pierre-Olivier Queyras, Jean-Philippe Thiébaut: 20 h 30 mar. Violoncelle), Mélanie Thiébaut (clavecin), Haendel, Bach, Leclair, Zelanka. INSTITUT POLONAIB (42-25-10-57). Mayette Constantin: 20 h 30 sam. Piano. Chopin, Schumann, Ravel. LE MADIGAN (42-27-31-S1). Trio de

Nuremberg: 22 h 30 jeu., ven. Mozert, Milheud, Villa-Lobos Philippe Portejoie, Frédérique Lagarde: 22 h 30 lun. Saxo-phone, piano. Brahms, Maurice, Desen-clos Laurence Alfalah, Hervé N'Kaoua: 22 h 30 mer. Violoncelle, piano. Men

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Ensamble Sirin: jusqu'eu 17 octobre. 20 h 30 mer., jeu., van., sam., mar.; 17 h dim. Andref Kotov (direction). Dans le cadre du Festival d'art sacré da la Ville de

MUSÉE D'ORSAY (40-49-48-27). Vanessa Wegner: 12 h 30 mar, Pieno. Fauré, Ravel, Liszt, Schumann.

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-68-88-83), Les Mousquetaires su couvent : jusqu'au 7 octobre. 20 h mer., jau., van., mar.; 14 h 30 20 h sam.; 17 h dim. Opéra de Varney. Gabriel Bacquier (basse), Michel Valssière (baryton), Pierre Catala (ténor), Lucette Raillist (mezzo-soprano), Carole Clin, Petricia Jumelle, Cécile Gallois (soprenos), Orchestre PontMicolia, Chours du CNI-Orchestre ProMélodia, Chœurs du CNI-PAL, Jean-Paul Chicheret (direction),

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble Are Antiqua de Peris : 18 h 45 21 h mer. Musique eu temps que espagnoie du Avie alecte Ensemble Ars Antiqua de Peris : 18 h 45, 21 h, ven. Musique au temps des croisades, Musique française du XVIIe siècle Vincea McClelland : 19 h dim. Guitare. Rodrigo, Somars, Dyene Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h, lun. Musique au temps de Seint-Louis Ensemble d'archets européen : jusqu'eu 31 octobre. 21 h jeu., sem., mer. S. Tran Ngoc (vio-lon), Carl Brainich (direction). Les Quatre Saisone de Viveldi Raymond Cousté : 21 h dim, Luth. Dowland.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07) Orchestre symphonique de France : 20 h 30 ven. Philippe Cassard (piano), Laurent Petitgirard (direction), BeethoNous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semnine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

ven, Mendelssohn Reneta Scotto, Vin-cenzo Scalera : 20 h 30 lun. Soprano, pieno. SALLE PLEYEL |45-63-88-73). Sano Rieko : 20 h 30 mar. Piano. Beethoven, Liszt, Ravel, Pieri.

Périphérie

ABBAYE DE ROYAUMONT (34-68-05-50). Frédéric Caton, Hélène Lucas : 20 h 45 sam. Baryton, piano. Brahms, Moussorgaki, Schubert. BOULOGNE-BILLANCOURT. CENTRE CULTUREL (47-12-77-95). Salvador Estalea, Philippe Sauvage: 20 h 30 jou. Trompette, orgue. Bach, Vivaldi, Haen-del, Telemann, Delalande, Franck, Stauf-

ter.
COURBEVOIE. ESPACE CARPEAUX
(46-67-70-00). Nomedisme musical aux
Carabes: 20 h 45 ven. D'Henri Guédon.
Yolande Hernandez (soprano), Georges
Rabol, Edouard Nouel (piano), Ensemble
Instrumental Parenthèse, Laurent Brack

NOISY-LE-GRAND. EGLISE SAINT-SULPICE (45-92-27-75). Michel Portal, Quatuor Sine Nomine: 21 h mer. Clari-nette. Mozart, Brahms.

nette. Mozart, Brahms.
PONTOISE. EGUSE NOTRE-DAME.
Le Concert epirituel: 20 h 45 sam.
Véronique Gens (soprano), Jean-Paul
Fouchécourt, Hervé Lamy (ténors), Peter
Harvey (besse), Hervé Niquer (direction).
Campra Ensemble Variations: 20 h 45
mar. Suitee françaises.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. MAISON
CLAUDE-DEBUSSY, Abdel Rahman elBacha: 19 h jeu. Piano, Debussy, Ravel.
Dans le cadre du Festival Debussy PhiEude Bride, Jacques Rouvier: 19 h yen.

pans le cadre du restival Debussy Pri-fippe Bride, Jecques Rouvier: 19 h ven. Violon, piano. Franck, Debussy, Ravel. Dans le cadre du Festival Debussy Fré-déric Chiu: 19 h lun. Piano. Debussy, Bavel, Prokofiev. Dans le cadre du Festi-val Debussy Michèle Sherapan: 19 h mer, Plano, Schubert, Ravel, Debussy.

Dans le cadre du Festival Debussy. (30-40-50-70). Jacqueline Robin : 21 h sam. Pieno. Bosly Benoît Fromanger, Laurent Martin : 17 h dim. Flüte, piano. Poulenc, Widor, Alkan, VERSAILLES, CHAPELLE ROYALE DU

CHATEAU, Ensemble vocal européen de la Chapelle royale : 20 h 30 ven. Phi-lippe Herreweghe (direction). Schein. VERSAILLES. CHATEAU, Cleopana e Cesare : 20 h 30 mar, Opéra de C. H. Graun. (version de concert). Janet Wil-liams, Lynne Dawson (sopranos), Debora Bevonesi (mezzo- soprano), Curtis Rayan, Jeffrey Francis (ténors), Raff Popken (contre-ténor), Roman Trekel (beryton-basse), Concerto Koln, René Jacob (direction) Oustuor Salomon: 17 h dim. Pleyel, Haydn, Schield,

VILLENEUVE-LE COMTE. EGLISE (84-42-31-61). Quetuor Mosaïques : 21 h ven. Mozart, Schubert. Dans le cadre du Festival Couperin.

OPÉRAS

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Eugène Onégune ; jusqu'eu 18 octobre. 19 h 30 jeu. ; 15 h dim. Opéra de Tchaikovski. Serah Walker, Dagmar Peckova (mezzosopranos), Nuccia Focile (soprano), Dimitri Hvorostovsky (baryton), Neil Schleoff, Peter Straka (ténors), Alexander Anisimov (basse), Chœur de chambre de Saint-Pétersbourg, Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction), Adolf Dresen (mise en schne).
HOTEL DES MONNAIES (42-61-23-44). Le Baron de Crac : jusqu'au 18 octobre. 20 b 30 mer., ven., sam. : 15 h mer. De Christian Deumas. Musique de Heendel, Mozart, Paisielo, Nunes, Rousseeu, Weyse. Miroille Julian (mezzo-soprano), Martine Midoux, Yurl Ogawa, Sandra Zeitzer (sopranoe), Terence Newcombe (ténor), Frédéric Goncaives (baryton), Francis Simon (flûte), Stéphane Leach (piano, clavecin), Christian Daumas (mise en scène). OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les Noces de Figaro : jusqu'au 10 octobre. 18 h 30 mer., sam., tun. Opéra de Mozart. Janna Hymainan, Gilles Cachemalle, Jeen-Philippe Mariière (perytons), Margaret-Jane Wray, Marie McLaughlin, Inge Oreisig (sopranos), Romuald Teserowicz (basse), Diana Montague, Jane Berbié (mezzo-sopranos), Edoardo Gimenez, Robert Dume (ténors), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Theodor Guschibauer (direction).

orchestre de l'Opére de Paris, Theodor Guschibauer (direction).
PETIT THÉATRE DE NAPLES (46-56-17-21). Le Barbier de Seville : jusqu'ae 1 = novembre. 20 h 30 ven., sam. ; 15 h dim. Opéra de Roesini. Anne Coret, Nathatie Grandet, Ariane Saroufim (sopranos). Catherina Chassagny (mezzo-soprano), Gérard Daviet, Patrice Verdelet, Peter Jorgensen, Christophe Maffei (barytons), Martal Defontaine, Philippe Pouly (ténors), Ali Balthazar, Alein Golven (basses). Catherine Stagnoli, Vincent Minazzoli (piano).

Périphérie

GARCHES, CENTRE CULTUREL SID-NEY-BECHET (47-41-39-32). La Bar-bier de Séville : 17 h Gm. Opéra de Rosbier de Séville: 17 h dim. Opéra de Hos-sini. Brigitte Lafon (sopreno), Nikola Todorovitch (ténor), Paul Medioni (besse), Mario Hacquard, Berdasser Ohe-nien (barytons), Anne Berbier (mezzo-so-orano), Chœur du Nouvel Opéra de chembre de Paris, Sinfonietta de Cham-bord, Amaury du Closel (direction), Chistina Chorier (mes en exhan) Christian Chorier (mise en scène). PUTEAUX. THÉATRE DES HAUTS-DE-SEINE (47-72-09-59). Le Barbier de Séville : 20 h 30 ven. Opéra de Rossini. Brigitte Lafon (soprano), Nikola Todoro-vitch (ténor), Paul Medioni (besse), Mario Hacquard, Berdassar Chenien (barytons), Anne Barbier (mezzo-soprano), Chœur du Nouvel Opéra de chambre de Paris, Sinfonietta de Chambord, Amaury du

Closel (direction), Christian Chorier (mise CIRQUE D'HIVER (4006B-00-06). Il était une fois un prince, Luis Mariano :

jusqu'au 18 octobre. 15 h 18 h 30 dim.; 15 h 20 h 30 iun., mar. Spectacis de Jacques Doulaud. Musiqua de Francis Lopez. Avec Ricardo Garcie. Torry Garna, Manuel Arenes, Regine Pascal, Virginia Pozo.

cal, Virginia Pozo. ELDORADO (42-49-60-27). Merianne mes amours : 14 h 30 jeu. ; 14 h sam., dim. Opérette de Francis Lopez. Avec Richard Finell, Kriss Keller, Ellane Varon, Description de Pozos de Sede Varon. richard Finell, Krise Keller, Ellane Varon, Philippe Béranger, Luc David, Sylvie Van Der Meulen, Richard Finell (mise en schre), Laetitia Pozzo (chorégraphie). THÉATRE DE LA RENAISSANCE THEATHE DE LA HERALISSANCE (44-63-05-00). Les mille et une muiss : 14 h jeu., sam. De Francis Lopez. Deriel Ringold, Rodrigo Lopez. Avec Tony Garna, Annie Galois, Jean-Paul Querex, Nadire Capri, Jean-Pierre Duclos, Cathe-

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC OES LOMBARDS (42-33-22-88). René Urtreger Trio: 22 h 30 mer., jeu.; Roy Burrowes, Richard Raux Quintet: 22 h 30 ven., sam.; Makinto Quartet: 22 h 30 dem.; Belmondo Big Band: 22 h 30 lun.; Jam Session: 22 h 30 mer.
BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam Session: 22 h 30 mer.

sion : jusqu'eu 30 septembre. 22 h 30 mer.; Audition publique de deux groupes ; jusqu'au 4 octobre. 22 h 30 BAR DU POTAGER (40-28-50-95). Loulou Laguerre, Jacky Samson 22 h 45 mer., jeu.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Carol Cass : 22 h 45 mer., jau., ven., sam. Chant, Georges Arvantes (plano), Luigi Trussardi (basse) ; Turk Mauro Trio ; 22 h 45 dm.; Novos Tempos Quintet: 22 h 45 dm.; Novos Tempos Quintet: 22 h 45 lun., mer, BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53), Sebastien Texter Quartet: 18 h sam. CAFÉ DE LA PLAGE (47-00-91-60).

Gwendolyn Sampe : 23 h sam. ; Salsa Live Michel Gomez: 23 h ven. CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62): Soul Time: 22 h 30 mer., jeu.; Mops:

Soul Time: 22 in So friend, part, 1922 h 30 lun., mar.
CAVEAU OE LA HUCHETTE
[43-26-65-05], Philippe de Preissec Jezz
Group: 21 h 30 mer.; Handi Scott:
21 h 30 jed., ven., sam., dim., lun.;
Pierre Sellin, Benny Vasseur Sextet: 21 h 30 mer. LA CIGALE (49-26-81-75). Mortedels

ven., sam., dim., mar. CITY ROCK (47-23-07-72). Disie Stompers ; 0 h mer. ; Il Spice : 0 h jeu. ;. Maleval : 0 h ven. ; Dioie Stompers : 0 h sem. ; Slide on Blue : 0 h dim. ; Hoky onk: 0 h km.; Tikl: 0-h mar CONWAY'S (45-08-07-70). Les

Snails : 22 h mer. DEJAZET (42-74-20-50). Fiesta flamenca : jusqu'au 10 octobre. 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. De Pepe de Cordoba. Denses, guitares et chants fla-

Stredin : 19 b 30 mer. ; Throwing Muses : 19 h 30 lun. ; Alice Donut :

18 h 30 mar. FRONT PAGE (42-38-98-69). Ze FRONT PAGE (42-38-98-69]. Ze Boom: 22 h 30 mer.; Swamp Devils: 22 h 30 jeu.; Mike Lester: 22 h 30 sam.; House Band: jusqu'au 25 octobre. 22 h 30 dim.; Frogmouth: jusqu'au 28 octobre. 22 h 30 km.; Menhattan: 22 h 30 mar.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio

Jazz Middle : 21 h ven.; Trio New Orleans : jusqu'au 31 octobre. 21 h

Orleans: jusqu'au 31 octobre. 21 h sam.
HOLLYWOOD SAVOY (42-36-18-73).
Mike O'Dougherty: 22 h 15 mer.: Pep Jet: jusqu'au 29 octobre. 22 h 15 jeu.; Soul Time: 22 h 15 ven.; Barbare Webber: 22 h 15 mar.; Stoka Boka: 22 h 15 sam.
JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). T. S. Monk: jusqu'au 10 octobre. 22 h 30 mer., jeu., wen., sam., jun., mer.; Claude Bofling Big Band: jusqu'au 8 novembre. 12 h dim. Jazz surbrunch; Bota et Novos Tempos: jusqu'au 8 novembre. 22 h 30 dim.
LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Bernard Maury, Michel Graillier: 22 h 30 mer. Plano; The Emary Devis Quartet: 22 h 30 jeu.; Les Etoilen: 22 h 30 ven., sam.; Eddia Allen Trio: 22 h 30 lun.; Mustang Saly: 22 h 30 mer.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Phobi-maniacs: 0 h ven.; Ze Watchmain: 0 h

LA LOUISIANE (42-38-58-98). Boo-Caroff Group: 21 h mer.; Jacques
Caroff Group: 21 h jeu.; Michel Mardigian Jazz Group: 21 h ven.; Philippe de
Preissac Group: 21 h sam., mar.;
Michel Bescont Trio: 21 h km.
LE MADIGAN (42-27-31-51). Stéphane
Guilleurge. Christopha Larden: 22 h 30 Guillaume, Christophe Larrieu : 22 h 30 mer. Saxophone, piano, Jacques Vidal

(contrebasse).
LE MONTANA (45-48-93-08). Trio
Rahcerson: 22 h 30 mer.; Trio Rehcerson: 22 h 30 jeu.; Orphéon Celesta:
22 h 30 ven., sam.; Chris Henderson
Duo: jusqu'au 25 octobre. 22 h 30
din.; Globe Trotters: 22 h 30 km.,

mer. MONTGOLFIER (40-60-30-30). Pierre Caligaris: 22 h mer., jeu., ven., sem.; Marc Richard: 22 h mer., jeu., ven., sam.; Alain Bouchet: 22 h lun., mpar. LA MUTUALITÉ. Gregory Issaca 20 b 30 sam. NEW MORNING (45-23-51-41). Papa

Wemba: 21 h sam.; Le Collective Zhivaro: 21 h mar. OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). Jean-Louis Chautemps: jusqu'eu 16 octobre. 1B h 30 ven.

octobre. 1B h 30 ven.
PALAIS OMNISPORTS OF PARISBERCY (40-02-60-02). Johnny Hallyday: jusqu'au 4 octobre. 20 h 30 mer., jeu., ven.; 21 h sam.; 17 h dim. PASSAGE DU NORO-OUEST (47-70-81-47). Triptyque Wim Mertens: 22 h jeu.; Les Pires: 22 h ven., sam. § Fabulous Trobadors: 22 h lan.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), Big Band Movida : 21 h mer. : Manu Dibango : 21 h 30 jau. ; Croisières : 21 h ven. ; Jean-Pierre Gal-neau Middle Ouertet : 21 h senn. ; Lefty Dizz : jusqu'eu 12 octobre. 21 h lun. ; Seche Distel : 21 h mar. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

PETIT JOURNAL SAINT-INCREA (43-26-28-59). Marcel Zaoini et son orchestre : 21 h mer.; Megaswing Custret : 21 h jeu.; The Southern Stom-pers : 21 h ven.; Claintest Connection : 21 h sem.; Alligators Jazz Bend : 21 h lun.; Claude Luter : 21 h mer. DETIT OPPORTIN (42-36-01-36). PETIT OPPORTUN (42-36-01-36).

Jean Bardy: 23 h mer., jeu. Contre-besse, Stéphane Balmondo (trompette), Bibl Louison (piano), Philippe Soirat (bat-terle); Dirnitri Naiditch Trio: 23 h ven., sam. Piano; Christian Hillion, Ludovic de Preissac : 23 h mar. Saxophone, piano,

Preissac: 23 h mar. Saxophone, piano, Jean-Luc Arramy (contrebesse), Chris-tophe Marguet (betterie).

REX CLUB (46-08-63-69). Damage Dome: 23 h 30 mer. Solrée Metallic Jungle; Wake-up: jusqu'au 29 octobre. 23 h jeu.; Nuits exotiques: jusqu'au 31 octobre. 23 h sam.; Planete Rock: 23 h

ven. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Mano e mano : jusqu'au 24 octobre. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. SLOW CLUB (42-33-84-30): Maxim Saury: 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Jeo-ques Loudelle Jazz Orchestra : 22 h mar. ques Loudelle Jazz Orchestra : 22 h mar. SUNSET (40-28-48-60). Florence Antrargues Quinter : 22 h 30 mer., jeu. ; René Mailhes, Siegfried Kessler, Marcel Sebiani : 22 h 30 ven., sam. Qui-tare, plano, batterie, Carlos Barretto (contrebasse) ; Emmanuel Sourdeix, Turk Mauro : 22 h 30 lun. ; Cachma

Bend : 22 h 30 mar. TEXAS BLUES (42-08-60-20). Apple Pie : jusqu'au 30 octobre, 21 h jau., ver. TROTTOIRS DE BUENOS AIRES TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Flor de tango : jusqu'au 17 octobra. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. Sandra Rumolino (chamt), Juan Carlos Carrasco (piáno), Roberto Tormo (contrebasse), Toto Damario (bandonáon); Trio Hugo Diaz : jusqu'au 30 septembre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sant., mar. Hugo Diaz (bandonáon), Luis trobelarma (niano). Venicio Ascona Etchebarne (plano), Venicio Ascone

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Café noir : 22 h mer. ; Desperados : 22 h jeu. ; Baby Blues : 22 h ven. ; Mox Gowland: 22 h sam. 7 Jean-Jacques Milteau & Co: 22 h mar. ; Hot Licks: LA VILLA (43-26-60-00). Von Free-

(pieno), Waynes Dockery (basse);

Périphérie

CORBEIL USINE HÉLIO CORBEIL Henri Texier Azur Onimtet : 15 h 30 dim. Contrebasse, Gienn Ferris (trombone), Bojan Zulfikarpasic (piano), Tony Rabe-son (batterie), Julien Loureau (saxo-phone). Dane le cadre du Festival d'Ile-FONTENAY-SOUS-BOIS. MAISON

POUR TOUS (48-75-05-21). No Men's Land: 20 h 30 ven. . . LE KREMLIN-BICÈTRE. ESPACE CULTUREI. ANDRÉ-MALRAUX (49-60-62-16). Nazaré Pereira : 21 h

MOISSY-CRAMAYEL MUSÉE-CEN-TRE BNECMA. Henri Texter, Michel Portal: 20 h 45 sam. Contrebasse, clasi-nette, Glenn Ferrie (trombone), Bojan Zuffikarpasic (piano), Tony Rabeson (bat-terie). Dans le cadre du Festival d'ile-de-

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS (42-97-25-91). Chris Wilson: 21 h mer.: Cache-Cache: 21 h 30 jeu.: X Rated: 21 h 30 ven.: Dis bonjour à la deme: -21 h 30 sam.; Yves Robert Quartet: 21 h 30 mer.

RUEIL-MALMAISON. THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX (47-32-24-42). Yves Duteil: 20 h 45 ven. SAINT-CLOUD. PARC. Claude Nou-SAINT-CLOUD, PARC. Claude Nou-garo: 20 h 45 van.
SAVIGNY-LE-TEMPLE. MPT JAC-QUES-PRÉVERT (60-63-28-24). Bar-thélemy Jazz Trio: 21 h 30 van.
TREMBLAY-EN-FRANCE. GRANGE-AUX-DIMES. Contrebasse Night: 20 h 45 van. Herri Texter (contrebasse), Bojan Zulfikarpasic plano), Tony Rabe-son (batterie), l'Orchestre de contre-basses. Dane le cadre du Festival d'lie-de-France.

de-France.
VANVES. LYCEE MICHELET, Henri

VANVES. LYCEE MICHELET, Henri Taxier Etolles Quartet: 20 h 45 jeu. Contrebasse, Glenn Ferris (trombone), Louis Scalvis (anches), Aldo Romano (batterie). Dens le cadre du Festival d'ile-de-france.

CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Meria d'Apperecide : jusqu'au 12 octo-bre. 20 h 30 dim., lun. ; Alain Bellone ; Jusqu'au 11 octobre. 15 h 30 dim. BATACLAN (47-00-30-12). Richard CASINO DE PARIS (49-95-99-99), La Chenson plus billuorée : 20 h 30 mer.,

CAVEAU DEB OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de le chancon française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mer. Chensons à la carre rous les

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Alam Lamontagna : 20 h 30 mgc. QLYMPIA (47-42-25-49). Michel Delpech : jusqu'au 11 octobre. 20 h 30 ven., sem., ion., mar. ; 17 h dim.

PLACE DES ABBESSES. Javes bleues jusqu'au 4 octobre. 18 h ven., sam., THÉATRE 14 (45-45-49-77). Mistion

THEATRE 14 (40-40-49-77). Missign channe Mac Orian : jusqu'au 28 octobre. 20 h 30 mar.
THEATRE OE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Caintet en l'air : 18 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim. ; Les gros qui techent : jusqu'au 2 novembre. 30 h 30 h 30 mar anno sam ; 18 h 30

S. Same

E. 7 . 77

12 1 May . 1

3E-17

F-78 3 . A .

THE PART AND

Spar Jee.

Z W ...

23.21.5

غفت ستة

빨살 살 : **

21 - 6 74 79 : 7

五1. "

F2:3"4"

Z1 77 5

2327

18. 5

El 257 -

E ...

22 W 154 Table 1994

1271m

237.24

酒:--E12: 12

3135

4" - . . The same

z a

830 ST

ORT.
THÉATRE DE LA RENAISSANCE
(42-08-18-05). Nikla Fernandez : jus-qu'au 9 octobre. 21 h mer., jeu., ven., sam., dan., mer. THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Marie-Héiane Féry : jus-qu'eu 25 octobre. 15 h dim. Le Paris

THÉATRE HÉBERTOT (43-87-23-23). Anna Pruenal ; jusqu'au 17 octobre. 18 h 30 mar. TOURTOUR (48-87-82-48). Manual

Brault : jusqu'au 10 octobre, 22 h 15 mer., ieu., ven., sam., mar. : Douce France : jusqu'au 31 octobre: 19 h mer.; jeu., ven., sam., mar. ; Muriel Athan : 17 h dim. ; 20 h 30 lun.

ATHIS-MONB, SALLE VENTURA (60-48-46-18). Quatuor dingues : 21 b ven. CLAMART. CENTRE CULTUREL JEAN-ARP (46-45-11-67), Le Grand Orchestre du Spiendid : 20 h 30 sam.

IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE (46-70-21-55). Allain Leprest : 20 h 30 LAGNY-SUR-MARNE. CENTRE

CHARLES VANEL (60-07-20-51). Francols Valery : 21 h ven. PAVILLON-SOUS-BOIS. ESPACE OES ARTS 148-48-10-301. Grand Orchestre du Splendid 20 h 30 ven. Cousc LE VESINET CAL 139-76-32-76). Maxime Leforestier: 21 h mar.
VILLEJURF. MPT. GERARD-PHILIPE

mar. Dans le cadre du l'esti"Val-de-VILLENEUVE-LE ROI. CENTRE COM-MUNAL PIERRE-MARTIN, Anna Pric-

vitry. THEATRE JEAN-VILAR (46-82-84-90). Jean-Pierre Katfon: 21 h sem. Dens le cadre du Fasti Val-de-

BALLETS

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Compagnie les Petits Calloux : Jusqu'au 4 octobre. 21 h mar., jeu., ven., sam. . 17. h dim. La mort viendra et elle aura tes yeux, Danfele Paume (chor.).
THEATRE DU TRIANON (42-62-35-00), Javier Latorre y au grupo: 20 h 30 km.
THEATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82), Malena et son

ensemble : 20 h 30 sam. Tango. SCEAUX. LES GÉMEAUX (46-60-05-64). Compagnie l'Esquisse : 20 h 30 sem. Une femme chaque nuit voyage en grand secret, Joëlle Bouvier et Régis Obedia (chor.).
VERSAILLES, CHATEAU. Compagnie Ris et Denogries : 20 h 30 leu.

Ris et Dancerles : 20 h 30 jeu., sam. ; 18 h 30 dim. L'Espagnola, francine Lar-celot (chor.) ; Weter Music, Beatrice Massin (chor.).

MUSIQUES DU MONDE THÉATRE DE LA VILLE(42-74-22-77). Charam Nazeri : 20 h 30 dim. Musique soufi persane, musique mystique kurde.

PARIS EN VISITES

MARDI 29 SEPTEMBRE

s Sept des plus vieilles meisons de Paris », 10 h 30, mêtro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archivas (Paris autrefols). «Le Paleis de justica en activité », 14 heures, devant les grilles du palais M.-C. Lasnier).

«La Grande Arche et le quartier de la Défenss, avec entrée à l'intérieur du CNIT», 14 h 30, dans le hail RER, sortis L (C. Merie).

«La Conciergerie, le Sainte-Chépelle et l'histoire de la Cité», 14 h 30, 1, quei de l'Horloge (Connelssance de Paris).

maison du Pera Goriot aux convul-sionnaires de Saint-Médard pour finir aux arènes de Lutèce», 14 h 30 et 17 h 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'alleurs).

du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 4, rue de la Roquette (M-- Cazes). « Cités d'ertistes sur le versant chaud de la Butte Montmartre », 14 h 45, métro Abbesses (V. de Lan-

« Un quartier du vingt et unième siècle : le Défense, ses lardins et ses sculptures», 15 heures, dans le heil du RER La Défense, sortie K, devant la pharmacie (Monuments histori-

«Rodin dans son musée de l'hôtel Biron» (limité à trente personnes). 15 heures, 77, rue de Varenne (Monuments historiques).

cLes passages couverts (deuxième parcours). Exotisme et dépayaement assurés», 15 heures, 3, rue de Pelestro (Paris autrefois).

Les Catacombes », 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (P.-Y. Jasiet).

«Les plus beaux hôtels du Marais aristocratique», 14 h 30, sortie du metro Chemin-Vert (Arts et caeters).

« Mouffetard et ses secrets, De la

éHôtels et jardins du Merais sud. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du

pessé). L'Coure et passages pittoresques

«Le Musée de la vie romantique : Renan, George Sand...», 15 heures, 16, rue Chaptal (Tourisme culture). « Promenade entre le « ville des Fleurs » et le parc du cimetière des Batignolles », 15 heures, sortie du métro Brochant (Paris et son histoire). cles salons Louis XIII et Louis XV de l'Arsensi», \$5 heures, 1; ruis de Sully (D. Bouchard).

RIENNE. Quatuor vocal Ad Libitum: 20 h 30 sam, Joanna Fzczepaniak (pia-

nassov (direction). EGUSE SAINT-GERVAIS. André Isokr ;

cols Tusques (pieno). HOTEL OES MONNAIES

MÉDECINE - PHARMACIE

10 centres de préparation CLASSES PRÉPARATOIRES Recyclage - Encadrement - Révisions Enseignement par Minitel: 361S EXCOSUP

Le Monde EDITIONS

12, rue Hautefeuille - 75006 PAR(S - Tél.: 46.34.06.33

Quel avenir économique à l'Est? Sous la direction d'Alain Gélédan

Rencontres avec

Préface de Jacques Lesourne

des citadins extraordinaires Douze expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain

Les tournants de la gloire

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives Alain Giraudo

Le reun des moments indécis on la glace fielle la

EN VENTE EN LIBRAIRIE

révéler utile.

Potion anti-morosité

Fustigeant les Cassandres et as voulant avant tout rassurant, M. Pierre Bérégovoy est allé, une nouvelle fols, dimanche 27 septembre lors du € Grand Jury «RTL-le Monde», à l'encontre du pessimisme des chefs d'entreprise, en soulignant que l'économie française « se porte bien ». Loin du marasme ou da la déflation, le premier ministre a mis en avant les bons résultats dens les domaines da l'inflation et du commerce extérieur, en notant au passi que la France connaît le taux da croissance du produit intérieur brut (PIS) le plus élevé des grands payo industrialisés.

M. Bérégovoy a cherché à administrer una potion anti-morosité an prenant appul sur deux événements. Le premier est constitué per la victoire aux points du franc, au terme de deux folles aemaines : la monnaia nationala e va sortir renforcée de l'épreuve de la spéculation, une apéculation encouragée par les adentes du renoncement national ». Mettent en avent la bonne coopération. franco-allemande, le chef du gouvernement a écarté toute dévaluation du franc, souheité un retour de la livre et de la fire au seio du SME; mais fi s'est montré d'une extrême prudence quant à une prochaine baisse des taux d'intérêt.

- - ₃₅

.

11.

- Tat

1000

2 - 2 - 2 <u>- 2</u>

11.7

· ~ 25

. t :

17 FE 3

.

Le second événement feit presque figure de divine surprise avec une nouvelle baisse du chômage, la troisième consécutive sur un mois, le nombre de demandeurs d'emploi étant passé fin soût au-dessous de la barra des 2 900,000 (fire page 36). Même le programma en faiteur des talprheurs de la longue durée semble porter ses fruits, Pour augunt, M. Bérégovoy sait qu'il antre dans la zone de tous les dangers: Alors que la croissance est molle et que l'activité est atone, l'économie crée un nombre d'emplois très économiques se multiplient. Un constat qui a amené le premier ministre à zidmettre qu'il fallait e accélérer la reprise »:

Accélérer la reprise, mais comment? M. Bérégovoy entend bien résister à tout électoralisme, prévenant d'avance qu'il ne fera e jamais de politique sociale à crédit ». Il dispose capandant de marges de manœuvre · extrêmement étroites. Comment. par exemple, pourra-t-il concilier le maintien du déficit du budget de l'Etat, dont il va présenter le projet pour 1993 le 30 septembre, dans les limites de 2 % de la richesse nationala tout en o'efforçant de répondre à la demande du PS de relance sociale? Les ménages devraient bénéficier, en définitive, de quelques allégements fiscaux (lire ci-contre). En 1992, la déficit de l'Etat risque de dépeaser les 180 millards. M. Bérégovoy la situe e de 160 à 170 milliards de francs » en 1993, mais la faiblesse de la croissarice laisse déia craindre une aggravation des pertes de recettes fiscales. qui sont proches d'une soitantaine de milliards cette année. Ou M. Bérégovoy maintient la cap et il risque de perdre son pari de rester en decè des 3 millions da chômeurs. Ou il lâche du lest et il écorne son image d'homme de rigueur. Cruel

> MICHEL NOBLECOURT (Lire les déclarations de M. Bérégovoy page 11.)

I La FNSEA et le CNJA organisent une journée nationale d'action des agriculteurs le 14 octobre. - Les deux grands syndicats agricoles, le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) et la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitaots agricoles) ont annoncé, dimanche 27 septembre, l'orgaoisation le mercredi 14 octobre d'une journée d'action sur l'ensemble du territoire sur le thème « N'onblions pas la terre ». « Cette journée d'action est une sanction adressée au ministre de l'agriculture», a commenté M. Luc

La préparation du budget de 1993

3 milliards de francs de réduction d'impôtsur le revenu

La détente qui s'est produite sur les marchés des changes a poussé le gouvernement à décider in extremis une mesure fiscale en faveur des ménages, mesure qui sera ins-crite dans le projet de budget pour 1993, examioé mercredi 30 sep-tembre en conseil des ministres et rendu publie dans la soirée du même jonr.

Cette mesure, qui pourra bénéfi-cier à tous les ménages – et noo aux seuls contribuables modestes – représente un allègement de 3 milliards de france sur un impôt qui rapporte 320 milliards de francs par an. La mesure sera imputée sur les revenus encaissés eo 1992 et donc sur les impôts payés en 1993. Le ministère des finances refuse de fournir des informations sur les eritéres d'attribution de cette réduction d'impôt, qui, seloo nos informations, bénélicieraient aux familles ayant des enfants étu-

Il est certaio, en revanche, comme nous l'avions aunoncé dans le Monde du 25 septembre, qu'une mesure importante sera également retenue, celle-là en faveur du logeretente. l'accroissement du dispositif fiscal Quilès Méhaignerie qui per-mettra de dédnire de l'impôt jus-qu'à 20 % des sommes investies dans un placement immobilier à usage locatif. Enfin, le gouverne ment a renoncé à son projet d'allé-ger le stock de créances TVA déteones par les cotreprises sur l'Etat au titre de la règle dite du décalage d'un mois.

Ces modifications de demière heure du dispositif fiscal ne sont pas très importantes. Elles en démontrent pas moins la sensibilité du gouvernement aux résul-tats du référendum et au mécootentement qu'ils ont tradoit (ehômage, stagnation du pouvoir d'achat.), Elles montrent aussi que le gouvernement estime pecces saire de soutenir la conjoncture au-delà des seuls effets de soutien de l'élargissement du déficit budgétaire qui avoisinera cette année les 200 cents milliards de francs.

Pour le scrutin du 9 décembre Hausse de 10 % des inscrits aux élections prud'homales

Près de 14,5 millions d'électeurs pourront participer aux élections prud'homaics du 9 décembre, soit une hausse de t0 % par rapport au précédent scrutin de 1987, a annoucé vendredi 25 septembre le ministère du travail. Au total, 14 452 277 institute de la constitute de la const 14 453 277 inscrits ont été recensés pour les deux collèges (employeurs et salariés).

Le ministère se félicite des efforts des pouvoirs publics et de la «forte mobilisation des employeurs pour l'inscription de leurs salaries». Il observe également eune plus forte inscription des demandeurs d'em-

La croissance de 11,2 % du col-lège salariés (13,7 millions de per-sonnes) dissimule une hausse des effectifs dans le commerce et les services mais une baisse dans l'in-dustrie et l'agriculture, inattendu, le recul de 10 % des inscrits dans la section de l'encadrement resiète la récente dégradation de l'emploi des cadres. Ensin, le ministère sait état de « l'effritement de l'électorot du collège employeurs ».

COMMUNICATION

Dérangeante ARTE

Ce sera la SEPT, en 1986. Conque pour une diffusion sur un satellite sujet aux panoes, cette chaîne cul-turelle trouvers refuge sur les écrans de FR 3 à partir de mai 1987, d'abord pour des journées thémati-ques, pais pour certaines émissions. enfin régulièrement le samedi. e Concou» de l'audiovisuel, elle n'a pas de réseau, mais des idées, et des

Déjà la voilà promise à un destin curopéen, façonné par des années de négociation au-dessus du Rhin, offi-cialisé par un traité franco-allemand de 1990. La SEPT disparaît comme chaîne, et laisse la place en mai 1992 à ARTE. Fruit de la politique européence. ARTE ne pouvait échapper aux hautes ambitions, mais anssi aux lourdeurs et aux incompré-

crédits pour engranger des pro-

hensions de cette construction. Paris et Baden-Baden, où sont installés ses «pôles» nationaux, surveillent le travail du siège, à Strasbourg. Toutes les décisions sont prises avec une stricte égalité, comme est partagé le budget (t,2 milliard de francs en 1992).

C'est à une autre égalité - celle de C'est à une autre égante - celle de réception - qu'ARTE doit d'assumer aujourd'hni un autre héritage, celui de La Cinq. ARTE est en effet reçue par les dix millions de foyers câblés d'Allemagne, parmi une vingtaine d'autres chaînes, dont certaines culturelles et publiques. La France ne comptant qu'un petit million de foyers abonnés au câble, le gouvernement a décidé de préempter le réseau de La Cinq pour y installer ARTE, qui sera donc reçue dans 20 millions de foyers, par voie hertzieone. Et le CSA doit décider, à 20 millions de foyers, par voie hertzieone. partir du 30 septembre, qui occupera dans la journée ce réseau, parmi les projets en lice, à domi-ARTE avait l'avantage de ne pas

disputer leur publicité aux antres chaînes; de justifier ainsi un budget conséquent; d'offrir une alternativeaux programmes généralistes des antres chaînes. Tout simplement, de construire l'Europe en respectant le traité franco-allemand, avant un élargissement prévu aux Belges, puis à d'autres pays de la Communauté. Cela o'a pas empêché la préemption d'être contestée, juridiquement et politiquement. Au point que certains hommes politiques envisagent, après une éventuelle alternance, de reconsidérer ce choix. C'est aussi à eux, anx inquiets pour les budgets des autres chaînes publiques, aux intel-lectuels qui craignent une culture de ghetto, aux professionnels qui se querellent, aux germanophobes qui jugent les programmes avant de les avoir vas, que s'adresse le slogan

d'ARTE, en les invitant à se «laisser déranger». Mais c'est au public qu'il appartiendra désormais de juger sur écran. « Enfin l'Europe », s'écriait dans ces coloques le président d'ARTE. Enfin le public, et, pour

ARTE tout reste à déranger.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA Prance 3: quatre syadicats lèvent leur préavis de grève. - Conformé-ment à la décision des syndicats stient à la décision des syndicats (SNJ, SNJ-CGT, CGC et CFTC), les journalistes de la rédaction nationale de France 3 ne cesseront pas le travail à partir de lundi 28 septembre. Ils out levé le préavis de grève annoncé (le Monde du 26 septembre). La direction de la châne publique a débloqué dix postes supplémentaires et a accru les moyens mentaires et a accru les moyens techniques pour le nouveau journal de France 3 présenté par Christine Ockrent, assujetti à une a période d'essai» de trois mois au terme de plaquelle no bilan sera fait.

La réunion des ministres des finances des Douze

Les partisans du traité de Maastricht contre-attaquent

emparée des marchés financiers ces dernières semaines s'est calmée, et les partisens da la politique de Masstricht, un moment ébranlés, reprennent leurs esprits at organisent la contre-attaque. La réunion des ministres des finances des Douze lundi 28 septembre à Bruxelles, le première dapuis une douzaine de jours qui ne soit pas marquée par l'urgence - les ministres se sont vus à plusieurs reprises à Washington. en marge de la session du FMI, - devait en donner un avent goût. Le ministre danois de l'économia, M. Anders Fogh Rasmussen, a déciaré lundi que son pays voulait faire partie du e noyau dur » du SME.

> BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres de la CEE s'apprétent à déployer d'ici le conseil européen extraordinaire, le 16 octobre à Birmingham, une double stratégie, du moins si les foucades du marché leur en laissent le loisir : satifier le traité de Maastricht le plus dis marché leur en la conseil de marché le traité de Maastricht le plus dis nocible necelle en la conseil de marché le plus de la conseil de marché en la conseil de marchée en la conseil de la conseil de marchée en la conseil de marchée en la conseil de la conseil d vite possible, en s'attelant suns tar-der à rechercher une solution au problème danois; progresser vers (UEM) avec détermination, c'est-àdire en accomplissant les efforts d'assainissement nécessaires pour, le moment venu (en 1997 ou 1999), remplir les conditions requises.

Le système monétaire européen (SME), dont l'objet est de favoriser la stabilité des relations de change, o'a pas démérité, si bien qu'en attendant l'UEM il doit continuer à être utilisé comme l'instrument cen-tral de la coopération monétaire dans la CEE. Plutôt qu'à un dysfonctionnement de mécanisme, les graves accroes, des derniers jours, sont rempletables à des crocues dans les politiones économiques pratiquees par les gouvernements, ainsi qu'à une sorte d'assoupissement de la concertation communautaire. Il reste à voir si, compte tenu des tensions en Grande-Bretagne, M. John rester « collée » au mark et, plus Major, dont les pays partenaires récemment, la Grande-Bretagne,

de notre correspondant

banquiers, le gouvernement suisse a tout lieu de se féliciter des résultats

des référendums du dimanche 27 septembre. Premier motif de satisfaction : le corps électoral a

satisfaction: le corps électoral à
octtément accepté par 63,5 % de
«oui» le projet de construction
d'une oouvelle ligne (transversale)
ferroviaire alpine (NLFA). Tout
aussi chairement, il a approuvé par
61,4 % des voix la auppression
totale des droits de timbre sur cer-

taines opérations bancaires, ce qui devrait contribuer à améliorer la compétitivité de la place financière helvétique. La participation au scrutio s'est élevée à 43,4 %, un taux honorable pour la Suisse.

A quelques semaines du référen-dum du 6 décembre sur l'adhésion de la Confédération à l'Espace éco-nomique européen (EEE), les parti-

sans d'un rapprochement avec la CEE penvent se sentir encourages

Avec les pro-européens et les

La fièvre spéculative qui s'est aimeraient conforter la situation, pourra s'associer à cette tentative de reprise en main. La livre sterling est en effet sortie le 17 septembre du mécanisme de change.

ÉCONOMIE

En cas d'obstruction persistante des conservateurs britanniques, les dix ou onze nutres pays européens pourraient décider de poursuivre en laissant la Grande-Bretagne en bord du chemin. «S'il leur faut choisir entre avancer à onze ou blen ralentir pour entre le la contra la con pour garder les Anglais, ils préfère-ront marginaliser ceux-cl.», estime un haut fonctionnaire de la Com-mission. Le retour au sang-froid une évaluation moins négative qu'il y a une semaine du fonctionnement du SME. A Paris comme à Bruxelles, on rejette l'idée, colportée par les Anglais et reprise en France par ceux qui étaient partisans du « non », que le SME, après avoir pratiquement implosé, soit mort ou doive, pour le moins, subir de

La bourrasque monétaire qui a provoqué la sortie de la livre et de la lire du mécanisme de change du SME est due, fait-on d'abord valoir, à une conjonction e historique» de circonstances exceptionnelles : le grand écart entre les taux d'intérêt américaio et allemand, la dégringo-lade du dollar, la récession persistante en Grande-Bretagne reprise anémique aux Etats-Unis, le choc de la réunification en Allomagne, le « non » danois puis les incertitudes françaises.

Myopie

générale Pouvait-elle être évitée? Probablement, si les gouvernements, mais aussi les marchés qui auraient pu les sanctionner depuis longtemps, avaient pris suffisamment tôt la mesure des déséquilibres italiens, anglais et espagnois et réagi par un réalignement des parités accompli à froid. La Bundesbank a proposé, à plusieurs reprises au cours des deux années passées, un tel réaménage-ment : une réévaluation du mark décidée d'un commun accord aurait peutêtre permis à Francfort de lut-ter efficacement contre l'inflation, tout en rendant possible une baisse des taux dans les antres Etats mem-bres. Mais les pays partenaires, notamment la France qui voulait

Transversale ferroviaire et droits de timbre

Gouvernement, banquiers et pro-européens

se réjouissent des résultats des référendums suisses

ratification ces prochains jours par le Parlement de l'accord de transit conclu avec la CEE.

En vertu de cet accord, la Suisse

se réserve le droit d'interdire, à

quelques exceptions pres, aux camions de plus de vingt-huit

tonnes d'emprunter son territoire. En compensation, elle s'est engagée à doubler la capacité de transport combiné rail-route. La NLFA pré-

voit le percement de deux non-

veaux tunnels, d'une longueur totale de 90 kilomètres, sous les Alpes. Les travaux du e chantier du siè-cie» devraient débuter dès le milieu des années 90 pour s'achever entre 2005 et 2010.

A commencer par les banquiers, les partisans de l'allégement des droits de timbre voient dans l'as-

sentiment populaire « un signe de reconnaissance envers la place finan-cière suisse». « Le peuple heivétique s'est porté au secours de sa place

par ce premier pas que représente financière pour faire revenir des l'acceptation de la NLFA. Le feu capitaux qui filent à l'étranger », a vert de l'électorat ouvre la voic à la déclaré na député libéral de

o'ont pes accepté. « On a assisté à un phénomène de myopie générale, Les gouvernements ont considéré que la perspective de l'UEM et de l'obligation d'assainisement qu'elle innlique pouvait les dispenser de revoir les parités. Certains ont lancé des plans de convergence, mais trop tard », estime le haut fonctionnaire déjà cité.

La Bundesbank n'est pas pour autant totalement dédouanée : les déclarations iotempestives de son président sur l'insuffisance du premier réalignement sont sévèrement jugées, et sa résistance prolongée à toute baisse des taux, alors que l'in-flation avait déja reculé outre-Rhin, est considérée comme « plus que doc-

Sans donte a-t-elle défendu avec plus de conviction le franc que la lire, et surtout la livre. Mais un expert observe que « les fondas taux anglais étaient moins bons que les français, et les perspectives éco-nomiques plus incertaines». Il ajoute que « les termes de crédibilité n'étaient pas les mêmes, et c'est pourquoi la coopération à joué dif-féremment».

L'union à deux vitesses?

La sortie de la livre du mécanisme de change du SME n'est pas considérée comme une opération rentable pour Londres . Permetira-t-elle une baisse sensible des taux? interlocuteurs en doutent, ajoutant, en faisant référence à ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis, qu'une telle baisse, même si elle était acquise, ne constituerait pas forcément une garantie de crois-sance. « La décision britannique reflète bien davantage une situation politique dégradée que le choix des milieux économiques », constate un expert français.

Il serait certainement absurde d'imiter les Anglais, d'aller ainsi « à contre-sens des autres choix monétaires européens». C'est un point de vue, à Bruxelles, très largement par-tagé. Faut-il néanmoins envisager une réforme du SME? On écou bien sur, evec attention les Anglais lorsqu'ils seront prêts à exposer leurs idées sur ce thème, mais aussi avec scepticisme. Ce qu'il conviendrait pent-être de revoir, selon le haut fonctionnaire de la Commissino de la Commission interviewé, c'est la concertation des politiques, la esurveillence multilaté-

Genève. Contrairement à la gauche, qui avait combattu ce projet, ses

partisans estiment que, renforçant la compétitivité des banques, son

approbation assurera des emplois et

Alors que la plupart des partis

étaient favorables à une réforme du

Parlement, les électeurs suisses ont infligé un camouflet à leurs repré-sentants en refusant par 73 % de

« ooo » de porter de 60 000 à

90 000 francs suisses par an l'in-demnité moyenne d'un député. Pen

enelins nux largesses en temps de

récession, ils ont aussi refusé par

près de 70 % de voix une allocation de 30 000 francs suisses par ao à chaque parlementaire, pour pouvoir

s'assurer les services d'un collabora

JEAN-CLAUDE BUHRER

contribuera à assainir les finances

afin précisément de limiter les risques de voir les principales données macro-economiques trop varier d'un Etat membre à un autre, et d'aboutir à nonveau à des parités de change peu réalistes. Le programme de l'UEM adopté à Maastricht prévoit, pour les étapes suivantes, une concertation plus rigoureuse avec, en cas de dérapage d'un Etat membre, possibilité pour les nutres de luidresser des recommandations, voire des injonctions. Anticiper de telles itions pourrait, nous dit-on, se

Pour le reste, on constate que les pays fondateurs du SME sont encore présents dans le système, à l'excep-tion de l'Italie, mais que celle-ci est décidée à y revenir dès qu'elle pourra présenter une politique bud-gétaire solide. Par ailleurs, les mesures de contrôle des changes adoptées par l'Espagne, le Portugal et l'triande sont parfaitement conformes à la réglementation com-munautaire. Bref, le SME apparaît seconé, mais néanmoins en état de marche... Le retour vers un système de change flottant serait particulièrement inapproprié dans une Commu-nauté sur le point de supprimer les dernières entraves aux échanges (le marché unique de 1993) et uù le commerce entre les pays membres est un des principaux moteurs de

Quant à l'UEM, qu'on entend, à Paris comme à Bruxelles, remettre en selle, on souligne qu'elle n'est pas le résultat d'une quelconque impro-visation, mais le fruit d'une pensée collective, d'une longue maturation et, surtout, qu'elle a fait l'objet partout dans la Commuosoté consultations approfondies avec les milieux socioprofessionnels.

Cette UEM, à nouveau choyée, on la souhaite aussi proche que possible de ce que décrit le traité, mise en place progressivement par le plus grand nombre possible d'Etats membres. L'idée d'une union à deux vitesses, où la France, l'Allemagne et les pays du Benelux, sautant les étapes, passeraient très vite au stade de la monnaie unique, o'est pour l'instant agitée que comme un épouvantail pour faire comprendre ce qui pourrait se passer en cas d'obstruc-

PHIUPPE LEMAITRE

A l'appel des confédérations syndicales

Les retraités italiens manifestent contre le plan d'austérité du gouvernement Amato

Quelque deux cent mille retraités venus de toute l'ttalie oot défilé, samedi 26 septembre, dans les rues de Rome pour protester contre la réforme du système des retraites annoncée la semaine deroière par le gouvernement de M. Giuliano Amato. La manifestatioo avait été organisée par les trois confédérations syndicales CGIL (communiste réformiste), CISL (démocrate-chrétieooe) et UtL (socialiste). M. Bruno Trentin, influent leader de la CGtL, principal syndicat italien (5 millions d'adhérents), a renouvelé à cette occasiun la menace d'uoc grève générale : « Si nécessaire, a-t-il dit, nous aurons recours à une ou deux grèves générales.»

Depnis que le président du conseil, M. Giuliano Amatu, a anooncé, jeudi 17 septembre, uo plan d'austérité qui prévoit uoe réduction de 93 000 milliards de lires (380 milliards de francs) dn déficit budgétaire en 1993, afin que l'Italie respecte les obligations définies par le traité de Masstricht, les manifestations se succèdent dans tonte la Péninsule. La vague de protestation vise les oouvezux impôts, la dimioution de certaines prestations sociales, l'élévation de l'âge du départ en retraite, la fin de l'indexation des pensions sur l'ioflation, la blocage des revenus des 3,6 millions de fonctionnaires.

Alors qu'une grève générale est d'ores et dejà prévue vendredi dans le secteur public, M. Amato a déclaré, dimanche 27 septembre dans une interview au quotidien la Repubblica, qu'il démissionnerait si son plan d'écocomies budgétaires était « bouleversé » tors du son prochain passage devant le Parlement. - (AFP, AP.)

La nouvelle équation de Volvo

Principale unité de production du groupe automobile suédois l'usine de Göteborg s'est engagée dans un changement radical de stratégie

GOTEBORG

de notre envoyé spécial

ment ordonnée, l'usine Volvo de Göteborg est fidèle à sa tradition. Quelques plantes vertes, soigneusement entreteoues, émergent au milieu des chaînes de montage où évolueot de jeuoes ouvriers (la moyenne d'âge est de vingt-cinq ans) en jean et tee-shirt. Un peu plus loio, les plus âgés assurent des tâches n'exigeant pas de postures trop pénibles. Eo dépit des apparences, la priocipale unité de production du groupe automobile a duction du groupe automobile a pourtant engagé uo changemeot radical de stratégie. Avec la forte dégradation des résultats de l'entroprise, la chute des ventes et les suppressions d'effectifs, le culte des valeurs collectives et qualitatives ont pris chez Volvo un cens différent pris chez Volvo un sens différent.

pris chez. Volvo un sens différent.

Le regard que portent les dirigeants sur le bilan de ces dix dernières années est sans concession.

M. Sören Gyll, nouveau patron de la braoche antomobile de Volvo, ne craint pas d'évoquer «une phase de transformation critique» (1) et admet que le maintieo de trois usines de montage en Suède «n'est pas sacré», même si aucune décision o'a encore été prise. M. Jan-Olof Nilsson, responsable de la production de ces trois usines, souligne que «tous les chiffres de la fin des années 80 mouraient que Volvo allait dans la mauraise direction», «Vous savez, poursuit-il, on peut avoir une très la mauraise direction», « Vous savez, poursuit-il, on peut avoir une très bonne qualité de production sans que, pour autant, l'efficacité économique soit à la hauteur. Notre mode de fonctionnement, essentiellement destiné à résoudre nos problèmes de personnel – difficultés de recrutement et de fidélisation, taux d'absentéisme trop éleré – doit désormais être mis tout entier au service d'une stratégie axée sur la recherche d'une meilleure compétitivile, »

A Göteborg, l'objectif est simple : atteindre avant juin 1993 le niveau

de performance de l'usine Volvo de Gand (Belgique), qu'une étude du Massachusetts Institute of Techno-logy (MIT) de 1939 classe pratiquelogy (MIII) de 1959 classe pranque-ment au même rang que les usines japonsises. «L'écart entre les deux établissements était de 40 % il y a trois ans. Pour rejoindre le péloton de tête des usines européennes, il faut combler ce retard en modifiant notre management », assure M. Nilsson.

La stratégie

Pas questioo pour autant de nemetire en cause l'organisation traditionnelle en équipes polyvalentes, un concept que Renault e commencé de metire en pratique. En revanche, si la notion de qualité est plus que jamais mise en evant, c'est pour devenir synonyme d'efficacité. Uoe oouvelle équatioo qui s'exprime en trois lettres : « R.L.E.» (qualité, durée de fabrication, productivité).

Arboré jusque sur les chemisettes et les blousons, ce credo est décliné dans tous les ateliers ou qualité de la fabrication, évolution des délais de livraison, coût par voiture produite, sont systématiquement et quotidienocment mesurés. Ao pré-modage des portières, une opération réalisée de bout en bout par un seul ouvrier, un tableao recense les anomalies constatées et le numéro d'identifica-tion de l'opération passent l'ation de l'opérateur concerné. La quasi-totalité des inspecteurs, agents chargés de veiller au respect de la qualité, ayant été réorientés vers la prodoction, chaque opérateur est prié de «signer» son travail en apposant une étiquette.

Cette pratique, qui commence à s'étendre aux chaînes de montage, détermine en partie la prime individuelle (bien qu'une défectuosité signalée par celui qui en serait res-ponsable ne sera pas prise en elle peut atteindre 8 % de la rému-nération de chacun des membres d'oue équipe, parallèlement eo « KLE bonus » attribué collective-ment (jusqu'à 10 % du salaire si ancun défant n'est observé pour cent voitures en moyenne). « L'introduc-tion de ce nouveau système n'a pas créé de véritables difficultés, même si, logiquement, il satisfait les plus efficaces et est moins apprécié des autres. Ici, tout le monde s'est un peu réveillé », assure M. Cherif Fzoua, un agent de maîtrise tunisien présent chez Volvo depuis dix-neuf ans.

eussi, la conséquence de l'environne-ment extérieur. Et d'abord de la progression du tanx de chômage qui a grimpé de 1,8 % en décembre 1990 à 7 % en août 1992. Du jamais vo en Suède. L'an passé, Volvo a sup-primé 3 000 emplois dans sa filiale automobile (30 400 salariés) en pro-cédant, pour la première fois depuis bien longtemps, à des licenciements économiques, et l'unité de Göteborg (21 000 salariés), cœur historique du groupe, a perdu 2 500 ouvriers.

Particulièrement sensible dans toute l'industrie suédoise, cette dégradation du marché du travail a fortement contribué à réduire la rotation des effectifs de Volvo, tombée de 11,5 % en 1990 à 6,5 % en 1991. «Comme il n'y a pas de tra-1991. «Comme il n'y a pas de tra-vail ailleurs, les gens ne s'en vont plus au bout de quelques mois. On peut les garder plus longtemps et davantage miser sur eux», relève M. Peter Hognell, un jeune agent de maîtrise. Quant à l'absentéisme des ouvriers, passé de 14,8 % en 1989 à 11,6 % eo 1991, il reste encore

élevé. Chez Renault, il ne dépasse pas 4,4 % pour la même catégorie.

La stratégie « KILE», certifie néan-moins M. Nilsson, porte ses firuits. En dix-huit mois, « les défauts de fabrication ont diminué de 40 %, la productivité a augmenté de 30 %, la productivité a augmenté de 30 %, la durée de fabrication s'est réduite de 25 % et l'absentéisme de courte durée a reculé de près d'un tiers», alors que les dépenses engendrées par les primes « sont très la rement aiors que les depenses engentrees par les primes «sont très largement compensées par la réduction des postes liés au contrôle de la qualité». «En tout état de cause, ajoute-t-il, nous devons être capables de mieux payer ceux qui adhèrent activement à notre stratégie.»

Ces premiers résultats, souligne M. Lars Christer Jonson, directeur des ressources humaines, ont été acquis «sans qu'aucune énergie n'ait été gaspillée dans des conflits avec les

vite dans l'individualisation des salaires», - M. Claes Andersson, numéro deux du syndicat Volvo, affilié à la puissante centrale LO, partage les mêmes analyses. «Les années fastes sont terminées et elles ndront pas de sitôt. Les salane revienarian pus sue sud. Les sauc riès sont plus stressés qu'auparavant, car ils savent que les emplois tront aux usines les plus performantes. Voilà pourquoi il faut rattraper l'usine de Gand tout en poursuivant pement des modèles. Pour M. Andersson, cette mobilisation générale passe également par la resouvrière, autrement dit par la chasse à l'absentéisme. « Au syndicat, nous en avons parlé. Et j'ai dit à un nous en avois par devait, s'il le faut, appeler les gens chez eux pour discu-ter du problème.»

Bien que personne, à Göteborg comme à Boulogne-Billancourt, ne le reconnaisse ouvertement, il est évi-dent que les formes que prendra la fusion avec Renault – un groupe qui «pèse» près de trois fois plus lourd et dégage actuellement des profits récords – dépendront aussi de la santé du constructeur suédois. Or, s'il est résolument engagé, ce redres-sement prendra encore du temps. La relative faiblesse du volume de production de Volvo, qui représente 1 % du marché mondial, n'est pas senlement en cause. La défaillance persistante de la demande sur ses débouchés privilégiés que sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie – mais aussi la Suède – constituent un handicap plus imme-, diat mais tout aussi préoccupant.

JEAN-MICHEL NORMAND

Manual tid

COM MIERNA!

mate afficine

Marie Judio

Will see the second

The state of the s

The second second Control of the second

Name of the last

Seat Section

38120 Jan 19

The state of the s

Locations

76 SARTROUVILLE. S/erbiru principale, bus direct Paris La Défense RER SNCT. 60 m², gde hourique rénovée pouvent 3 burneux, location tens pas-de-porta. Mans. 6 000 F Charges comprises.

Renault s'organise en « unités élémentaires de travail »

personnel de production de Reneult sera réparti en cunités élémentaires de travail » (UET). Il s'egira d'équipes comprenant taine de personnes dirigées par un chef d'unité regroupant les par trois niveaux hiérarchiques (régleur, contremaître, chef d'équipe).

Selon M. René Tijou, directeur de le formation de Renault, les UET permettent «une plus large expression des capacités des elariés ». Correspondant à une activité « clairement identifiée »,

responsable de la qualité de sa son matériel, de la gestion de ses epprovisionnements et peut . proposer à tout moment des améliorations de son fonctionnement. En son sein, les ouvriers sont formés afin de parvenir à une polyvalence eccrue et à assurer des tâches diversifiées. moins répétitives. Un chef de département coordonners six à huit UET.

Actuellement, de telles unités ont été introduites dans toutes les usines Rensult (celle de Flins, entièrement organisée sur ce

cents) mais leur généralisation ne sera echevée qu'en 1995. A cette date, chacune des UET devra gérer ses propres coûts. Cette démarche, qui s'inspire

par Voivo depuls longtemps, figurait dans l'eccord d'entre-prise Renault de 1990, «Elle ne date donc pas du rapprochement avec la finne suédoise », préciset-on chez le constructeur franais, où l'on edmet néanmoins evoir « beaucoup à apprendre » du pertenaire de Goteborg dans

REPRODUCTION INTERDITE

ECOUTEZ 29 SEPTEMBRE A 21H30 LE CONCERT dire straits **AUX ARENES DE NIMES** Phonogram C©RIDA

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE appartements appartements ventes achats non meublées 3- arrdt 15- arrdt ACHÈTE COMPTANT NOTARE studio à 3 P. DECISION IMMEDIATE Maximum 700 000 F 48-04-84-48, poste 257 demandes MARAIS
ARTS-ET-MÉTIERS
DUPLEX 110 m². Poutres.
Cheme, Dible liv., 2 mb.
1 900 000 F. 48-04-85-86 PASTEUR pleme de t. A saisir 5 p., 143 m² + service. Ette nº TRES URGENT 43-35-18-38 Paris M. CAMBRONNE CABINET KESSLER **EMBASSY SERVICE** 7- arrdt Bd GARIBALDI. 2 P., cuis., cft. Clair, Celme, Diglood 650 000 F. 44-78-89-81 rocherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLES GESTION POSSIBLE HORS DU COMMUN MUSEE D'ORSAY 78, Champs-Bysée 8-Ricept. + 3 chbrer. Grand sta fing 132 m². Long beloo Superbe vise. 45-55-28-15 (1) 45-62-30-00 16• arrdt 11- arrdt (Région parisienne) DE PART, A PART, EXCEPTION CANS IMMEURLE STANDING NEURLY, PRÈS PTE MAILLOT APPART, CARACTÈRE 220 m². NATION. PRÈS M° propriétés 2 P., cos., wc, dche, 2-stg. Clair, Digicode. 398 000 F, créd. 43-70-04-64 COTES D'ARMOR
A 30 mn de SAINT-BRIEUC
PROP, DE MAITHE-eur 12 he
cloe. 250 m² heb. Travaux
rénovation à prévoir. Sop 8 P. dont 2 belies poss réception et gd ball d'entrée, 3 ch. s. à m., gds cois... 1 s.d.bs av. wc. 1 cob. de toit... 1 wa indép. Chauff, ind. gez, 3 chb. de bonne. Cave. DAUMESNIL 4 P. 77 m² cheme et caractère. Pro: 1,3 MF, à débeure. URGENT. Tél. (16) 96-61-70-93 Urgent, Collaboratrice journ rech. chbre de service de 13°, 14° ce 15° arr., tél. au 40-65-28-48 fc., sans vis-l-vis, sud-ouest fr esc., gd séj, selon, chbres, bne, bon plan 48-46-03-01 NATION, Près méro. mmauble brique. STUDIO, sia cusine, tost confort. diage s/rue. 315 000 P. crédit. 43-70-04-54 bureaux bureaux 18• arrdt . Locations Te Monde EXCEPT. MONTMARTRE Valson 4 ch., tible liv. + peti terrasse. 45-56-02-02. PLACE VOLTAIRE. Bet kmm SPLENDIDE 2 P., cuisine, we brs. 1* ét. s/rus et cour. Dig code. Prix 885 000, créd 43-70-18-00 11- R. DES TROIS-COURONNES 38 m², 12 000 F trimestre + 300 F charges, 48-74-88-54 LOUE 770 m2 A IVRY 19 arrdt VOTRE SEGE SOCIAL BUTTES CHAUMONT, Irum, ricor 3-4 p. + 28 m² terrasse aud. Pa 1 780 000 F 48-06-16-30. **DOMICILIATIONS** QUARTER NATION RUE DES GRANDS-CHAMPS Imm. ravalle, BEAU STUDIO 20- arrdt CLICHY, LIMITE 17-Bureaux en r.-de-ch. s/rue 35 m², 5 000 F/mois SGP 42-67-78-43 CAMPAGNE A PARIS, pta Sagnolet, mm, bourgeois, 2 P. cuis . It oft, belle vue dégagée, accanagur 649 000 F 48-04-84-48 12. arrdt 17 000 F le m² BOETIE CHANDS EN SEES
sur cour parent les sersion de 240 m/2 par es ma comment aux M DAUNESNE, Parking, Imm. 1982, tr. cft, s/ject. Liv., 2 cfitres, cutsine, beins 8, rue des Jardiniers, sem., dim. 14 h à 17 h. Hauts-de-Seine 80ULOGNE ÉGLISE 4/5 P. 120 m². imm. 1835. 2 750 000 F. 47-83-82-74 1500 Petrar **DEMANDES** D'EMPLOIS Province SAINT-TROPEZ, Port. wend appart. WellERE RESIDENTIES. 48 m². Via sur la golf. 1 800 000 F. locaux fonds RESPONSABLE BOUTTONE CLIDS Tel. h. repes (16) 94-73-42-36 commerciaux de commerce

FREJUS/ST-RAPHAEL

A votre besti 2 P. + terresses dans résidence neuve avec piscine. A 300 m plages. Prot. port St-Repfiel. Idéel pour nersite ou pour vivre à l'année. Prix 450 000 F. Tél. (1) 4246-18-08

Ventes

A vendre local à rénover 240 m², lantère, espace. Pour meller, burezux, selle gym., dance, etc. Prix: 700 000 F Tél.: (1) 40-30-14.60,

INGENIEUR (universitate 3- cycle), 37 ens. ELECTRONGUE INFORMATIGUE: — Maturise d'envirs. — Conduite de projet. — Gestion des hommes. — 10 années d'expériences.

Tel 15-93-33-49

Après la dévaluation de la lire, de la livre et de la peseta

Le commerce extérieur français est soumis à rude concurrence

Depuis que la livre britanni-que et la lire italienne flottent hors du SME et que la peseta espagnole a été dévaluée, ces trois monnaies ont perdu presque 10 % de leur valeur par repport à leur ancien cours plan-cher. Une véritable e dévaluation compétitive » pour ces pays, dont les produits deviennent soudainement meilleur marché. La balance commerciale de la France, qui a dégegé un excédent de 4,6 milliards de francs au premier semestre (contre un déficit de 9,4 millards en 1991), continuera-t-ella da

La France, qui réalise 30 % de ses échanges avec l'Italie, la Grande-Brotagne et l'Espagne souffrira nécessairement dans les mois à venir de la dévaluation simultanée des monnaies de ces trois pays. Les importations seront certes moins colltenses, mais nos exportations seront plus difficiles.

17 to the same

1. 11. 14

- 7-6:

ر کرد د or e 🚌

701.52

· 😅::

.

4 4

. . - : - 5 75

or Box 1 28 # 288. and anything afficial

And the second of the second of the second

. .

چ ؛ بي .

« Dans un premier temps, il est indéniable que la compétitivité prix des produits fabriqués dans ces trois pays s'améliorera. Mais la sensibilité des acheteurs aux variations de prix dépend beaucoup de la nature des produits», précise t-on au ministère du commerce extérieur.

Les achats de biens de consom-mation sont les plus sensibles aux

variations de prix, ce qui risque de poser des difficultés à la France dans ses échanges avec la Grande-Breses échanges avec la Grande-Bre-tagne: ces produits, qui représentent 13 % des exportations françaises vers la Grande-Bretagne, ont déjà chuté de 4 % en 1991 par rapport à 1990. De quoi aggraver le solde des échanges de biens de consommation, déjà fourdement déficitaire en Françai (-34,7 milliards de francs en 1991). Autre accteur sensible aux prix: l'au-tomobile. Les constructeurs français devront. là aussi défendre avec. devront, là austi, défendre avec-vigueur leurs exportations vers l'ép-lie, qui ont diminué de 6,7 % en 1991 par rapport à 1990.

> Le cas . de l'agroalimentaire

«Ces dévaluations annulent l'écart de hausse des prix qui s'était creusé depuis trols ou quatre ars avec des pays à forte inflation comme l'Italie ou l'Espagne. Les compleurs sont remis à zero. Mais si l'inflation ne se réduit pas en Espagne et en Italie, la France retrouvera très rapidement son avantage», commente t-on à la DREE (direction des relations éco-nomiques extérieures).

Les conseillers de M. Bruno Durieux, ministre délégué au commerce extérieur, estiment que les récents réajustements de parité «corrigent également les écarts de coltinue entre le France et l'Italia. rigent egazement la France et l'Italie. En 1991, seion l'OCDE, les cours solariaux étaient en Italie supérieurs de 5 % à ceux de la France». Or les

18, 19, 20 novembre

montpellier

14èmes Journées

Internationales

18-19: COLLOQUE INTERNATIONAL

le temps des alliances

20 novembre, 3 ateliers : Le télétravail ou les nouvelles opportunités du marché international des services / L'EAD : vers une dérégulation de

contact : Pascale VITALIS ...

2 67 14 44 03 - Fax : 67 14 44 00

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcalei CII, Alcalei NV. Bouygues, CDC, GSL, IBM France, PSA, SARI, SFRI), de France, Télécore, du Conseil Général de l'Hérauit, de Montpeller Languedoc-Rousellon Technopole et de la Région Languedoc-Rousellon.

DATE institut de l'audiovisuel et des telecommunications en europe

BP 4167, 34092 montpellier cedex 5

la formation ? / Le droit des communications : bilan et perspectives

Pour M. Alain Henrint, charge d'études à la chambre de commerce de Paris, un antre facteur vient modérer la prime à l'exportation que procure une dévaluation competi-

écaris d'inflation et de coûts sala-riaux avaient été l'un des facteurs majeurs du redressement du solde commercial de la France vis-à-vis de

l'Italie : après un déficit de 16,5 mil-

liards de francs en 1990, et de 9,3 milliards en 1991, la balance com-

merciale française a en effet enregis-tré un excédent de 3 milliards de

francs pour les sept premiers mois de 1992:

Plus que sur les échanges bilatéraux, les effets de la dévaluation des

trois mounaies se feront sans doute sentir sur les marchés tiers, où la concurrence sera renforcée. Sur le marché allemand comme sur ceux de

la CEI et de l'Europe centrale et orientale, la France est au coude à

conde avec l'Italie. Reste, pour se rassurer, que les exportations fran-çaises sont composées pour une grande part de produits assez peu sensibles eux évolutions de prix.

Les produits agricoles, tont

d'abord, dont les prix ne varieront pas : ils sont fixés au niveau euro-

pécn, en écus. Les biens d'équipo-ment professionnel ensuite, égalo-ment peu sensibles aux variations de prix : ils représentent 22 % de nos

exponations vers la Grande-Bretzene, 20 % vers l'Espagne, 17 % vers l'Ita-lie. Le contenu technologique l'em-

porte sur l'effet prix dans la décision

tive: «Sur les marchés tiers, l'im-plantation de réseaux commerciaux importe au moins autant que le prix, surtout dans les pays ouverts depuls peu aux exportations.»

Croissance ralentie

Le grand nombre de filiales d'en-treprises françaises installées dans les pays de la CEE attéauera sans donte pays de la CEB atténuera sans donte aussi les effets négatifs de la dévaluation des trois mannaies européennes: « Les filiales italiennes, espagnoles et britanviques réduiront leurs marges. Les Renault construites en Engagne par exemple ne coûteront pas plus char malgré le renchérissement des pièces détachées en provenance de France.»

Atténué ou non, l'effet de la déva-lustion de la lire, de la livre et de la peseta va rendre très rude la compétition au cours des mois à venir. La France aura plus de mai à protége l'excédent de la balance commerciale qu'elle semblait en mesure de déga-ger en 1992, pour la première fais depuis dix ans.

Tous comptes faits, et en exchant une éventuelle remontée du dollar ou une baisse généralisée des taux d'intérêt, l'italie et la Grande-Bretagne pourraient bénéficier d'une accélération de leur croissance de l'ordre de 1 % (légèrement plus faible en Espagne), tandis que le croissance française se trouverait ralentie d'environ 0.2 %. ron 0,2 %.

PASCALE KRÉMER

ETRANGER

Déjà implanté en Pologne et en Hongrie

Unilever s'installe en Tchécoslovaquie

de notre correspondent

Après la Pologne et la Hangrie (le Monde du 16 janvier), c'est en Tenécoslovaquie qu'Unilever poursuit sa rapide implantation en Europe de l'Est.

La multinationale auglo-néerlandaise a annoncé, vendredi 25 septembre, le rachat de l'en-treprise étatique PTZ (produc-trice d'huiles et de graisses vésétales, de savnus et de produits pour la peau) pour une somme avoisinant 10 millions de dollars. Cette transaction survient quelques mois sculement après la formatian par Unilever d'un réseau autonome pour la vente et la distributinn en Tehécoslovaquie de ses propres produits.

Cet assortiment sera élargi après la modernisation et l'agrandissement des installations de PTZ, dans laquelle Unilever va Investir une quinzaine de miltions de dullars (plus de 75 milemploie actuellement 400 salariés et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 20 millions de

Eurostaf

Europe Strategie Analyse Financière

EUROSTAF et AUDIFINANCE vous annoncent la parution d'une nouvelle collection d'études "Financements Sectoriels".

Les mécanismes et les enjeux de financement des grands secteurs économiques ont été analysés. Parmi les premières études qui vous sont proposées :

- Le finencement des véhicules industriels
- Le financement de la bureautique et de le téléphonie d'entreprise
- Le financement des filières agro-ailmentaires
- Le financement de l'immobilier d'entreprise - Le financement de l'Informatique
- Le financement de l'audiovisuei

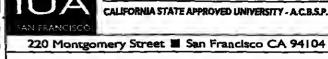
Pour recevoir le catalogue de cette nouvelle collection, contacter : EUROSTAF -60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

Ne commandez pas votre PEUGEOT Plus vite, moins cher! sans nous avoir rendu visite!

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

• 8, rue du 4 septembre 7500Z PARIS 242.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS 242.89.55.91 • 29. bd des Batignolles 75008 PARIS 242.93.59.52 • 4. ruerde Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34

CELINE TARDI VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

Université à San Francisco,

Master of Business Administration

Filière d'admission : 3° CYCLE : Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacle - Ingénieurs - DEA -DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie Interactive liée à l'expérience du projet professionnel -conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 751 16 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71





Debut du cycle :

Cycle réparti approfondie à la finance moderne pour des cadres

sur 2 ans : 20 journées de formation par an

Investissement professionnel valide par un diplôme de l'I.E.P.

Aformations: Georges VERGNE, D'ETUDES 215, Bd St Germa Service de Formation Continue DE PARIS Fax: 42 22 60 79 Informations : Georges VERGNE,

Formation.

financiers

experimentés.

215, Bd St Germain

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS Tél.: 45-58-65-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut britannique de Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CANAL+ D'INFORMATIONS

RÉSULTATS SEMESTRIELS 1992 AVANT RÉSULTAT EXCEPTIONNEL : + 5,5 %

Le Conseil d'Administration réuni le 18 septembre sous la présidence d'André Rousselet o arrêté les comptes du premier semestre 1992. Les résultats consolidés du Groupe se résument ainsi :

(En millions de francs)	semestre 1992	1** semestre 1991	% variation
Chiffire d'affaires Abonnements Publicité et parrainage Autres biens et services vendus	3 142 223 523	2863 160 453	+ 9,7% + 39,4% + 15,4%
Chilfre d'affaires total	3 888	3 476	+11,9%
Résultat d'exploitation	866	1 050	- 17,5%
Résultat financier	52	13	+ 300%
Part des sociétés mises en équivalence	(124)	(181)	-31,5%
Résultat part du Groupe avant résultat exceptionnel	591	560	+ 5,5%
Résultat net part du Groupe après résultat exceptionnel	506	710	~ 28,7 %

La croissance du chiffre d'affaires se poursuit au même rythme qu'en

Le résultat d'exploitation a subi essentiellement l'incidence de certaines tiliales consalidées par intégration globale, dont le Studio CANAL+, et où la part du Groupe effective varie entre 25 et 60%, ce qui en minore l'impact sur le résultat net.

L'amélioration des résultats des projets étrangers qui se rapprochent de leur seuil de rentabilité, conformément aux prévisions, a permis la réduction des pertes des sociétés mises en équivalence.

Alors que le résultat net part du Groupe du 1^{er} semestre 1991 avait bénéficié de profits exceptionnels nets s'élevant à 150 millions, des pertes exceptionnelles nettes d'impôt de 85 millions ont été constat 1992. Avant éléments exceptionnels, la croissance du résultat net part du Groupe s'établit ainsi à +5,5% contre +8,5% en 1991.

Pour l'année 1992, les perspectives de recrutement d'abannés tant en France qu'à l'étranger sont conformes aux prévisions antérieures. Au cas où les plans de restructuration de la société de production Carolco actuellement à l'étude ne pourraient aboutir, il deviendrait nécessaire de déprécier la totalité de la participation, soit un montant complémentaire de provision de l'ordre de celui pratiqué au premier semestre. Le résultat net part du Groupe après éléments exceptionnels pour 1992 resterait alors égal à celui enregistré en 1991, grâce à la réalisation des produits financiers latents à fin 1991. Informations actionnaires : 3615 CPLUS - Rubrique "Bourse en direct".

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

La Société des bains de mer de Monaco a bien résisté à la crise

de notre correspondant régional

Après cinq années de progression ininterrompue, la Société des bains de mer (SBM) de Monaco, qui dispose du mooopole des jeux et exploite plusieurs établissements bôteliers et de loisirs en priocipauté, a enregistré un fléchissement de ses résultats au cours de l'exercice 1991-1992. Mais, avec un chiffre d'affaires de 1,702 milliard de francs, en baisse de 1 % sur l'exercice précédeot et un bénéfice net de 165,4 millions de francs, en dimioutioo plus marquée de 7 %, elle a toutefois bien résisté à la crise. Après cinq années de progression

Qualifiés de « plus qu'honora-bles » par le président du cooseil d'administration, M. Raoul Bian-

eheri, les résultats de la société – qui emploie près de 2 700 salariés – ont essentiellement été affectés par la baisse des recettes des jeux européens (484 millions de francs européens (484 millions de francs au lieu de 593). Grâce à la bonne teoue des jeux américains (290 millions de francs, eo aug-meotatioo de 9 %) et des jeux automatiques (424 millions, soit + 10,7 %), le chiffre d'affaires glo-bel du secteur des jeux (1 198 milbai du secteur des jeux (1,198 mil-liard de francs) o'a cependant dimioué que de 5 %. Ce résultat représeote près de la moitié des recettes brutes de l'ensemble des

(-45 %), partiellement compensée par un afflux des clientèles fran-çaise et italienne, le chiffre d'affaires du secteur hôtelier est passé de 419 à 454 millions de francs (avec, tontefois, une diminotion sensible du bénéfice brut). Les admioistrateors de la SBM oot adopté un programme d'investisse-ments d'un montant de plus de 280 millions de francs consacré cotamment à la récovation du Monte-Carlo Beach Hotel et d'une aile de l'Hôtel de Paris, ainsi qu'à la création d'une nouvelle salle d'appareils automatiques au Café de Paris. La société a aussi en projet la constructioo d'oo ocoveau palace de 400 chambres en bord de

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

Danisco A/S (agroalimentaire)

schète le groupe sucrier suédois Sockerbolaget. – Le groupe danois Danisco A/S (agroalimentaire) achètera, à la fin de l'année, pour uo mootant de 2,4 milliards de

couronnes suédoises (2,23 milliards

de fraocs), le groupe sucrier sué-dois Sockerbolaget, aujourd'hoi-filiale du groupe Procordia. Socker-

bolaget, avec cinq usines en Suède et un chiffre d'affaires anouel de

2,3 milliards de couroones sué-

doises, permet à Danisco A/S de

doses, permet a Danisco A/S de devenir le quatrième producteur coropéco de sucre, affirme M. Mogens Granborg, vice-PDG do groupe danols. Celoi-ci, qui possède également De Danske Sukkerfabrikker (DDS), réalise désormais un chiffre d'affaires de l'ordre de 13,5 milliards de conronnes danoises (12,5 milliards de francs) dans l'agracalimentaire — (AFP)

dans l'agroalimentaire. - (AFP.)

□ Composents : la CEE Împose

une taxe de 10 % sur les mémoires

coréennes. - La Communauté euro-

péenne a imposé une taxe provi-soire antidumping de 10,1 % sur les importations à prix cassés de

mémoires en provenance de Corée du Sud, a annoncé la Commissioo

européenne. La Commission a pré-

cisé que les importations en prove-oance de Corée du Sud de

mémoires dynamiques (DRAM :

dynamie random access memories) avaient été multipliées par plus de 23, passaot de 1,5 million à

37 millions de megabits entre 1986 et 1990. La valeur des ventes a été

multipliée par huit durant cette même période à 170 millioos d'écus (1,1 milliard de francs) et

leur part de marché a progressé de 8 % à 20 %. Ces produits importés

sont actuellement vendus ao seio de la Communauté européenne à

sociétés Goldstar Electron, Hyun-dai Electronics Iodustries et Sam-

1991 1 522,5

20,2 4,7 24,6

sung Electronics.

1 425,0

27,5 23,6

11,3

--- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1992

Le Consell d'Administration s'est réuni le 24 septembre 1992 sous la

présidence de Monsieur Claude DUMAS-PILHOU, pour examiner les comptes consolidés du premier semestre 1992. Ceux-ci,

Malgré une diminution apparente de 6,4 %, le chiffre d'affaires du

Le chiffre d'affaires distribution automobile a augmenté de 3 %

tandls que les ventes du secteur pièces et équipements

Les efforts de productivité et la poursuite de la restructuration de

la branche distribution automobile ont permis une progression

sensible du résultat d'exploitation (+ 36 %) et du résultat net du

L'absence de reprise atteodue à court terme et la forte pression

enregistrée sur les marges de distribution de véhicules neufs invitent à une approche prudente de la saisonnalité des résultats.

EGROUPE PINAULT

exprimés en millions de francs, se présentent ainsi :

Principales données consolidées

Groupe progresse de 0,5 % à périmètre égal.

Groupe I+ 90 %) sans composante exceptionnelle.

habituellement favorable sur le second semestre.

Chiffre d'affaires

Résultat courant

Résultat d'exploitation

Résultat exceptionnel

Part du Groupe

mécaniques ont diminué de 13 %.

132 casinos français ao cours de

l'exercice 1990-91 (2,4 milliards de francs dont 1,08 milliard de francs

pour les jeux automatiques). Eo

dépit d'une forte baisse de fréquen-

ACCORD

□ Videosystem et Canal Plus s'associent dans Medialab. - Videosys-tem (62 %) et Caoal Plus (38 %) oot décidé de s'associer dans le capital de Medialab, société eréce en 1991 dans le secteur des nou-velles technologies de l'image. Pro-ductions, logiciels d'images de synthèse, systèmes de simulatioo ou de « réalité virtuelle » figurent parmi les activités de Medialab.

ABSORPTIONS

Cargill France prend le contrôle des Huileries Félix Marchand. – Cargill France, filiale du numéro un mondial du négoce, l'américain Cargill, a annoncé jeudi 24 septem-bre la prise de contrôle des Huile-ries Félix Marchand (raffinage et embouteillage d'builes végétales ali-mentaires). Les Huileries Félix Marchand emploient près de quatre-vingts personnes et commercialisent des builes en bonteille, ootamment sous la marque Amphora. Eotre les deux cotreprises les relations sont anciences. C'est ainsi que l'essentiel de la matière première utilisée par l'entreprise, implantée en Mayenne, provient des raffineries de l'Europe du Nord appartenant à Cargill.

□ Ufiner absorbe Cofreth (énergie). - Ufloer (Union financière pour l'industrie et l'énergie) et Cofreth (Compagnie française d'exploitatioo thermique) ont annoncé leur fusion dans un communiqué d'Ufiner daté do 16 septembre. Ufiner, filiale de la Lyonoaise des caux, absorbe Cofreth dont elle détenait déjà 89,27 % des parts. Ce regroupement fait partie de la réorganisa-tion du pôle énergie do groupe Lyonnaise des eaux-Dumez. Ufiner a dégagé au premier semestre 1992 un résultat net de 68,4 millions de francs contre 248 millions au cours de la même période de l'année précédente. Le résultat du premier semestre 1991 incluait toutefois uoe plos-value exceptionnelle de

NOMINATIONS

Un nouveau directeur pour Volvo aux Etats-Unis. - Le constructeur automobile soédois Volvo a annoncé, vendredi 25 septembre à Göteborg, la nomination d'un nouvean responsable de ses activités aux États-Unis, M. Mats Ola Palm, en remplacement de M. Joseph Nicolato, à compter du le janvier 1993. M. Nicolato, âgé de soizante ans, a décidé de prendre sa retraite après trente quatre années au service de Volvo, a-t-on précisé. Son successeur était jusqu'à présent responsable d'une divisioo commer-ciale au siège de Volvo à Göteborg. Les yentes automobiles de Volvo aux États-Uois ont fortement chuté aux cours des dernières anoées, passaot d'un ebiffre de 100 000 modèles par an en moyenne à quelque 67 000 unités seulement l'an dernière, Pour 1992, la direction de Volvo prévoit des verses tobles destant e citure aux ventes totales devant se situer aux

alentours de 70 000 unités. D BAC: nomination d'un adminissioo bancaire a oommé mardi 22 septembre M. Jean-Baptiste Pascal administrateur provisoire de la Banque d'arbitrage et de crédit (BAC). « Cette mesure, qui a été prise avec les principaux actionnaires institutionnels et la direction générale de la banque, doit contri-buer à faciliter un règlement satis-faisant des problèmes actuels de cet établissement », précise la Banque de France. Le principe de la disso-lution de la BAC, qui a enregistré une perte octte consolidée de naires institutionnels et la direction 172 millions de francs ao premier semestre 1992, avait été écarté au conrs de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui devait se pronoucer sur une dissolution de la société ou la poursuite

de son exploitation. RÉSULTAT

des prix variant entre 18 % et 120 % moins eher que leurs prix estimés sur le marché intérieur. Les fabricants sud-coréens soot les Fiat : bénéfice en chute libre, chiffre d'affaires en légère hausse. -Le bénéfice consolidé (avant impôts) du groupe automobile Fiat a accusé une chute importante au oremier semestre 1992 à 655 mil-liards de lires (163,7 millions de francs), contre t 455 milliards de lires au premier semestre 1991. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires du groupe a enregistré ne l'égère hausse de 2,2 %. Selon e rapport du président du groupe, M. Giovanni Agnelli, « les perspec-tives au second semestre s'annoncent encore plus dissiciles en raison de la quasi-stagnation de l'économie mondiale, et des mesures d'austérité prises par le gouverne-

SÉPARATION

□ NSI et Matussière-et-Forest (papier) reprennent lear autonomie commerciale. - Le gronpe norvé-gieo Norske Skog (NSI) et les Papeteries Matussière et-Forest ont décidé de mettre un terme à leur union commerciale sur le papier journai. C'est ce qo'ont annoncé les Papeteries de Golbey, filiale du groupe NSI dans les Vosges. Les deux sociétés avaient créé en 1987 que structure commune. Matnor. dont la mission consistait à vendre à la presse française do papier journal. «La synergie créée par ce rapprochement commercial s'est révélée négative en raison de la morosité du marché du papier jour-nal», affirme M. Erik Fougner, directeur de la société dissoute, nommé depuis à la direction de Norske Skog France, pour justifier ce revirement stratégique. Les deux groupes papetiers contioueront néanmoins à collaborer dans leur politique d'approvisionnément.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 septembre 1 Chavirement

Après une emorce de redresse-ment vendredi (+ 0,77 %), les veleurs ont de nouveau chaviré lundi dès l'ou-verture. L'indice CAC 40, après evoir ouvert en balese de 1,86 % se déprè-ciait de 3,07 % en début d'après-midi vers quetorze heures. « il n'y e aucune raison apécifique expliquent une balese si acconusée, einen la décep-tion du marché en l'ebsance de

Le recul de la Bnurse s'effectuair dans un marché peu actif, où l'indice CAC 40 semble être contenu dans uns fourchette oscillant entre 1 790

Du côté des valeurs, les plus fortes baisses étaient emmenées per le Groupe de la Cité, la CSEE et le Crédit local de France. En hausse on notat Oliper, Primagez et Dassault Aviation.

LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

71 decembes (22)	
16-8-02	25-9-92 n
Valence feter, & nev, variable	103 106.1
Valuus Atsingless	32,1
Chicalo 126 Micalogia, micanous	124,1
Bosticht, dectrosique	111.3
land, de conseers, many affect,	117,3
Intellection	162.4 97.1
Polymenter 54,3 Cricit homes 100,5	54.5 109.8
Siconi 81,1 .	
presticement at parteferille \$1,7,	92,3
Base 100 ; 31 décembre 1991	

Beer 100 on 1948 o Sanç, Brevs, ymioble 3 990,30 3 944,96 o Georgicos 3 574,6 3 521,82 Base 100 est 1972.

Bess 100 : 31 die

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981

	160-05	20-0-42
reflete général redelis de hace marker-lieu leue de Grandparenet leue de Consean, destileu leue de Consean, ann destileu leue de Consean, ann destileu leue de Consean, ann destileu leue de Consean, alleu arriches arriches arriches de Same from copiel- mit principalment de l'étentiger art principalment de l'étentiger deves industrielles	486 437,5 435,7 236,4 366,2 486,2 486,2 486,3 386,8 316,8	#23 #23 #24 #25 #25 #25 #25 #25 #25 #25 #25 #25 #25

TOKYO, 28 septembre 1

Tassement La bourse de Tokvo e clôturé an La bourse de Tokyo a clôturé en baisse tundi, l'indice Nitkei cédant 422,15 yens ou 2,3% à 17,972,61 yens. Le mouvement de paisse s'est emplifié durant la seconde partie de la journée, En effet on fin de matinée, le beromètre de la place n'avait cédé que 9,93 yens (-0,05%) à 18,384,83 yens. Le volume des échanges est despairé volume des échanges est demeuré modeste. A mi-séance il était de 90 millions de titres. A la cloture, quelque 200 millions d'actions avaient changé de mains, contre 350 millions environ vendredi.

Ce tassement des valeure s'est tourelois déroulé dans un marché caime, manquant d'orientation et d'in-citations aux achats, ont indiqué les opérateurs. Ces demiers ont préféré rester à l'écart en raison de le hausse

u yen.		
VALSING .	Cours de 25 sept.	Cones du 28 maps.
Ağırantata Birigantası Canan Faj Busk Hasda Matası Manantin Bedelc	1370 140 1290 1880 1360 140	1350 1110 1289 1850 1289 1109
Sony Corp.	4 150 1 400	4 190 1 410

Le Monde **PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements: 46-62-72-67

PARIS

Se	Second marché (edection)						
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours		
Alcatel Cibies	4480 23 70 885 452 222 870 190 890 180 268 80 1055 263 97 240 1010 400 1035 115	4460 680 492 239 30 870 160 260 1060 269 239 80 1000 1035 110 10	Immob. Hiselikee Internt Coropuser LP B.M. Locernic Matra Conne. Molex Rhone-Alp.Em (Ly) Select Invest (Ly) Serbo. Sopra TF1 Thermador H. (Ly) Vial et Cle. Y. St-Learnet Groupe.	1009 135 63 73 50 295 70 169 435 314 88 162 10 305 454 50 320 746	73 50 295 70 440 314 88 440 241 92 734		
Dollaos Editions Belfond	119 200	119	LA ROURSE	SHR N	UNITEL		

MATIF Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 25 septe

COURS		ÉCHÉANCES	
COOKS	Dec. 92	Jain 93	
enier	107,70	109,48 108,66	109,73 t09,02
	Options sut	notionnel	

OPTIONS DE VENTE OPTIONS D'ACHAT PRIX D'EXERCICE Sept. 92 | Dec. 93 Dec. 93

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 20 079			
COURS	in Sept. 92	Oct. 92	Nov. 92
Dernier	1 850 1 832	1.869 A TOUT:	inidu-

CHANGES

Dollar: 4,9295 F

115

340 164 748

162 10

115

329 155

Le dollar s'inscrivait nettement à la baisse lundi 28 septembre et enfonçait de nouveaux planchers historiques face au yen. A Paris, le dollar cotait 4,9295 francs contre 4,9870 francs vendredi au

cours indicatif de la Banque de France. FRANCFORT 25 sept. 28 sept. Dollar (ca DM).... 1,4820 1.4630 TOKYO 25 sept. 28 scpt. Dollar (ca yeas). 126,85 119,65

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (28 scot.) New-York (25 scpt.)_

BOURSES

Indice général CAC, 486,38

PARIS (INSEE, base 100 - 31-12-91) 24 sept. 25 sept. Valcurs françaises 194,28 194,30 Valcurs françaises 90,39 88,20 (SBF, base 100 ; 31-12-81)

487,20

(SBF, Hese 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 ____ t 829,50 t 843,53 NEW-YORK (Indice Dow Jones) **Industrielles** __ 3 287,87 3 250,32 LONDRES (Indice a Financial Times ») 24 acpt. 25 sept. 2 621,20 2 60t t 936,78 t 914 79,30 78, 89,78 89,

FRANCFORT 24 sept. 25 sept. 1.530,94 t.513,36 TOKYO

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	MPTANT	COURS TERM	TROIS MOIS
!	Demande	Offert	Demandé	Offert
S E-U Yen (180)	4,9670 4,1582 6,6000 3,3005 3,8653 4,0153 8,5233 4,0060	4,9700 4,1625 6,6057 3,3828 3,8708 4,0276 8,5310 4,8276	5,0595 4,2268 6,5763 3,3958 3,9017 3,9465 8,5574 4,7182	5,0750 4,2412 6,6635 1,4079 3,9176 3,9760 8,5873 4,7715

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN	101S	TROIS	SIOM	SIX	MOIS
·	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
S E-U Yen (100) Ecu Doutschemack Frante unione Line institute (1000) Lives sterring Peacht (100) Frante français	3 V16 12 5/8 8 5/8 6 IV16 18 IV2 9 IV8 17	3 1/8 4 3/16 12 7/8 8 7/8 6 13/16 18 3/4 9 1/4 20 13 1/2	3 3 7/8 11 5/8 8 5/8 6 11/16 17 3/4 9	3 L/8 4 11 7/8 8 7/8 6 13/16 18 9 L/8 18 11 L/2	3 1/8 3 11/16 10 7/8 8 9/16 6 5/8 16 3/4 9 7/8 14 1/2 9 7/8	3 1/4 3 13/16 11 1/8 8 13/16 6 3/4 17 10 17 1/2 10 3/4

M. Jean-Claude Seys éhu président de la MAAF

M. Jean-Claude Seys, directeur en signe de protestation contre la général de la Mutuelle d'assurance général de la Mutuelle d'assurance des artisans de France (MAAF), a été élu, samedi 26 septembre, an cours d'une assemblée générale, président de la mutuelle, en remplacement de M. Henri Sagnial. Sa candidature correspondait, selon l'intéressé, à une aréaction de défense» contre « des management of descriptions of the conseil of administration de la la lear-Pierre Bidaud, président 15 juin. A cette date, dix-sept mem-bres din conseil avaient démissionné; Limoges.

« Charte de progrès » et le plan de redressement proposés par M. Seys, prévoyant une forte réduction des frais généraux pouvant peser sur la masse salariale. Les seize autres postes vacants out été pourves. Le premier vice-président du nouveau de la chambre de métiers de

OURSE DI 2N NEP

• Le Monde ● Mardi 29 septembre 1992 31

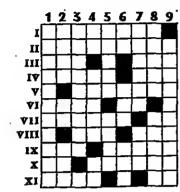
MARCHÉS FINANCIERS

ste britannique la discorde

BOURSE DU 28 SE	PTEMBRE				Cours relevés à 13 h 30
Compete VALEURS Cours Premier Densier % cours		ement mens	suel	Competition VALEURS	Cours Prentier Dentier % pricéd. cours cours +-
Arrival Arri	Cours	Cours Premium Dernium Cours Cours	S	31 Freegold 395 668. Elect 395 669. Elect 395 669. Religipe 648 648 649. Religipe 649. R	31
185 185 183 10 -1 03 1702 Prescript 140 Curino AIP 2940 149 148 10 -3 12 3290 148 Curino AIP 90 20 91 90 10 -0 11 1950 GalLafrente 64 Gastroama O.	287 80 298 298 50 + 0 31 5880 Redetes 3300 3900 3300 1168 Remy C 358 342 20 340 + 0 28 550 R. Posio 358 342 20 340 + 0 02 420 Remy C 358 342 20 340 + 0 02 420 Remy C 358 673 673 - 0 88 156 Sade Ry 680 694 688 - 0 29 2020 Segen. 475 433 432 22 - 9 01 545 Samt So 330 380 380 380 - 1 09 1150 Selema 118 48 117 20 118 10 - 19 1 150 Selema 118 48 117 20 118 10 - 19 1 150 Selema 118 421 422 80 - 1 50 1410 S A T 275 270 270 - 1 82 25 Seni-cas 115 144 115 615 Schmade 126 1270 270 270 270 270 385 Selema 1478 472 472 - 1 48 153 Seniega 1478 472 472 - 2 58 590 Schmade 1478 472 472 - 2 68 590 Schmade 15 Schmade 1	Debrusses 180 163 50 160	- 0.29 1240 2cdisc. 1159 1190 1145 - 124 120 1	245 Prouter Germbla 169 Chrismiss 169 Chrismiss 169 Chrismiss 169 Chrismiss 169 Chrismiss 169 Chrismiss 160	250 243 243 - 280 160 158 148 - 750 14 13.85 13.80 - 143
VALEURS % 1/4 VALEURS Cours Dernier cours	VALEURS Cours Demier Cours VAL	LEURS Cours Demier préc, cours		lesion Rachat	/ALEURS Emission Rachet
Compines	Rougier	San	Amplifigan	54 46	129 48
C.B.C. 268 295 Origon-Deservate 595 800 C.E.G.F (Fregor.) 650 690 Paleis Rossventé 1300 1300 Constante Blancy 38 38 50 Paleis Rossventé 160 560 560 Constante Blancy 36 38 Parlinance 165 165	Calcipho	Tos	Tarah	8 19 . 4430 95 Tréson 3 8 32 1578 17 Tréson 5 8 62 155 27 Triion	Trimestriel
Descripes Ny	46-62-72-67 Drouget A Bectro-B Earop S	Assumances 77 80 E	pergue Associat	9 18 1022 85 UAP Ac 2 36 2831 57 UAP Ac 3 04 175 41 UAP Ac	tions France 588 30 567 04 583 83 586 62 583 83 588 605 62 489 83
COURS INDICATES COURS COURS COURS DES BILLETS MO	DNNAIES COURS COURS Garbins DRIVISES DRIVISES 28/9	SA	pergne Premiere	177 13306 77 JJAP Als 501 990 25 JJAP Mo 3 12 683 1 48 JJAP Pro	to Sicon 160 11 154 32 143 04 137 87 143 04 10622 31
Etrats Unis 1 usd	Second S	1. Percise: 325	efinivest capi	777 115 85 Uni-Ass 544 533 76 Uni-Ass 186 224 18 Uni-Gas 186 801 45 Uni-Gas 182 2412 784 Uni-Gas 183 68875 384 Univers 182 887 984 Univers 182 887 984 Univers 182 887 984 Univers 183 55 Valores 111 22381 75 Valores	

いのおおははなるの

PROBLÈME № 5877



HORIZONTALEMENT

I. Nous font des sermons quand ils sont sacrés. - II. Une préparation très utile contre les cafards. aléatoire. - V. Peuvent faire partie d'une élite. - VI. Un gouffre. Certains sont longs. - VII. Gaufrage sur une toile. Pour lier. -VIII. Endroit où l'on voit le jour. Grecque. - IX. Planches. Bien assis. - X. Note. Faire l'ouverture. - XI. Travaille à l'œll. Degré.

1. Arrive toujours avec ses gros sabota. - 2. Est malade quand il v a des celculs. Jeu chinois. Partivent sur la planche. - 5. Evoque un train vraiment rapide. Faire sauter, - 8. Note. Agent secret. Quand il est res, il y en a jusque-là | --7. Nom donné à un facteur. Grave

quand elle est forte. - 8. En Auxois ou en Brionnais. Un air poétique. - 9. Doit encore attendre pour devenir un homme.

Solution du problème nº 5876

I. Papillons (avio de contraven-tion). Lérot. - II. Amateur. Cause. - III. Pire. Galant. Loi. - IV. Ere. VI. Austère. Unes. - VII. Stère. Foudre. Ci. - VIII. Se. Or. Fixe. Ail. - IX. Mi. Cil. Mètres. - X. Etête. Aîtres. - XI. Rot. Crier. Ae. -XII. Italiens. Giens. — XIII. Ale. Us. Tiret. As. — XIV. Leurs. Orner. Ale. — XV. Rieuse (mouette). Géants.

- 4. Ite. Etroit. Ri. - 5. Le. Créer. - 4, Ite. Etroit. In. - 5. Le. Creer. Ecluse. - 6. Luge. Ris I - 7. Oral. Effigie. Os. - 8. Lie. Oil. Entre I -9. Scabreux. Arsin. - 10. Anar. Demi. Reg. - 11. Lutteur. Etagère. - 12. Es. Aune. Trait. - 13. Reire. Are. An. - 14. Or. Scies. Naft. -15. Trier. Ils. Esses.

GUY BROUTY

□ Cours de polonais. - Le Centre de civilisation polonaise de l'université de Paris-IV-Sorbonne (18, rue de la Sorbonne, Paris-5) organisera pour l'acoce 1992-1993 des cours de langue polonaise dans le cadre de la formation continue. Les ioscriptions sont ouvertes au Centre ments eu 40-46-27-15.

CARNET DU Monde

Naissances

Helène'et François NATIVI beureux d'annoncer la naissa

15-17, rue Lacaze, 75014 Paris. 46, rue Fesch, 20000 Ajaccio.

- Denise Dréval, son épouse, Gérard et Francis, ses fils, Angick et Arièle,

res belles-filles, Fabrice et Karine, es perits-enfants, Ainsi que toute la famill ont le grand chagrio de faire part do décès de

Marcei DRÉVAL,

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

16, avenue Carnot, 75017 Paris.

Il y a une autre façon de faire entrer

prés d'un siècle de cinéma chez vous.

- a ... Les morts, les pauvres morts, ont de grandes douleurs... »

Pani PÉREZ ARROYO,

a quittés le 24 septembre 1992.

M= Paul Pérez Arroyo, Karina et Gilles Le Gendre,

Les obsèques auront lieu dans l'inti-mité à Pau.

12, rue Herran, 75| 16 Paris. 8, rue dn Général-Henrion 92200 Nenilly-sur-Seine.

le femme, Le colonel et M= Alain Feuillâtre et leurs enfants, M= André Devaller

M. et M= Philippe De Ascentiis

docteur Jacques DEVALLET,

décédé le 25 septembre 1992, dans sa

mardi 29 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nanteuil, à Montrichard (Loir-et-Cher).

Elle sera suivie de l'inhumation dans cavean de famille à Angé.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part; Les Tillenis, Angé 41400 Montrichard.

Camille, Yvonne, Pierrette et Jean

ses frère et sœurs, Michel Musso, François Vian, ont la tristesse de faire part du décès de

Charles LOSMA,

survenu à son domicile, le 26 septem-bre 1992.

Ses obseques ont eu lieu londi 28 septembre, en la basilique de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, dans le Var, suivie de l'absoure donnée en l'église

au de la Galinière 13790 Chatcauncuf-le-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès

Affred RICHET,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 (4 citations) président de chambre honoraire au tribunal de commerce de la Seine, de la conférence générale des tribunaux de commerce de France, membre bonoraire de la Société française de psychologie analytique;

décède dans sa centième année, le 21 septembre 1992, muni des sacre-

De la part de Michele Richet, Noëlle Furet,

Pierre-Louis et Brigitte (†) Moine,

ses filles et son gendre, De ses neuf petits-enfants, Et de ses neuf arrière-petits-Des familles Richet, Herscher, Dela

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il y a diversité de dons spirituels, mais c'est toujours le même Esprit, diversité de mininères, mais c'est toujours le même Seigneur, diversité d'engagements, mais c'est partout le même Dieu qui agit en nous. » Saint Paul I,

Epitre aux Connthions, XIL-46. 5, rue Raoul-Nordling: 92200 Neuilly-sur-Seine.

« [l y a une étoile de plus dans : ciel »

Jean MESSICA

a quitté son corps le 18 septembre 1992 pour rejoindre sa demeure

Les familles Racine, Naves, Boyer

Mª VINCE RACINE,

L'inhumation a cu lieu dans l'inti-mité familiale, au cimetière d'Annecy (Haute-Savoie).

Ses enfants, Et sa famille, forment du décès de

M. Bonkhalfa SAHED, survenu le 23 septembre 1992.

THE PART OF THE PARTY

Report 1

LIEN ...

H-1

Man 19

Cet invis tient lieu de faire-part

son épouse, Et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès, le

André VALLS inspecteur général des finar honoraire. officier de la Légion d'ho de l'ordre national du Mérite croix de guerre (1939-1945),

Messes anniversaires

- Il y a un an, le 28 septembre 1991.

Philippe COULAUD nous quittait brutalement à l'âge de trente trois ans.

Une messe sera célébrée à sa némoire le samedi 10 octobre, à 9 h 15, en l'église Saint-Pierre de Montrouge (métro Alésia).

CARNET DU MONDE Renseignements' 40-65-29-94 H

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 T&L: (1) 40-65-25-25 Mccopleur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311F

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

Edité per la SARL le Monde Darte de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 . Capital social : 620 000 F. Cipaux associés de la société

Société civile « Les réducteurs du Monde », ciation Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du *Mande* Le Monde-Entreprises,

94852 IVRY Codex

PRINTED IN FRANCE

mistion peritaire des journs et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

Directour general: Michel Cros Membres du comité de direction: Jacques Guiu. Philippe Dupuis. Isabelle Tsakil. 15-17, rue du Colonel-Pietre-Avid 75902 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72 Télez MONDPUB 634 128 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE imposez 36-15 - Tapez LEMONE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

place Hinbert-Ber	re-Méry, 94852 I	VEY-SUR-SEINE CEDEX			
TARIF	FRANCE	SUISSI-BELGROUE LUXEMB-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE		
mois	460 F	572 F			
6 mais	890 F	1 123 F	1 560 F		
1 22	1 620 F	2 886 F	2 968 F		
4					

ETRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce builetin accompagné de votre

· règlement à l'adresse ci-dessus

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois □ 1 an □

Code postal: Localité :

dant sa longue carrière. Et quand vous aurez regardé nos 6850 autres

cassettes vidéo (sans parier de tous les films également disponibles en laserdisc), vous aurez certainement une indigestion d'esquimaux.

AGITATEUR DEPUIS 1954.

Fnac, le plus grand choix en vidéo.

Découvrez en exclusivité vidéo, 150 films qui ont marqué le cinéma.

mac

Avec une collection en exclusivité à la Fnac: "les

films de ma vie", les grands cinéastes vont entrer chez vous pour y rester. De Cassavetes à Truf-

faut, de Tati à Kurosawa... 150 films qui ont fait

l'histoire du cinéma. Pour 149 F la cassette, vous

pouvez voir tout ce qu'a vu Madame Odette pen-

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO. Durée choisie : 3 mois 🗆 Prénom

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC

Mar La Marie

THE SECTION SECTION

S * *

Tark talk from the same of the same of

THE STATE OF THE S

والمراجع والمحاجزة والمحاجزة والمراجعة

Mary Street A. Secret >

· 中海·和· 和· (大)"。

PERCHASE PROPERTY - N . N

. T. 184 . 184

Le Mone

1

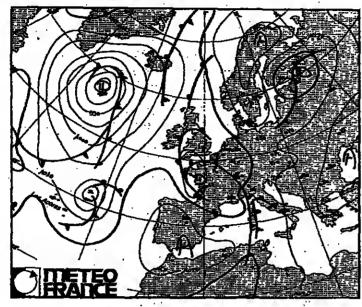
5-X 5.42

C. Total

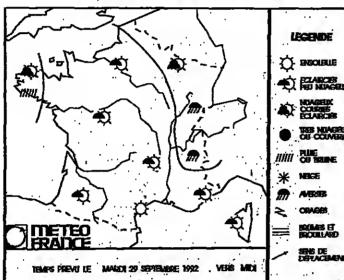
. For

.

"难"



PRÉVISIONS POUR LE 29 SEPTEMBRE 1992



Mardi: amélioration progressive. -Sur les régions de l'Est, depuis le fron-tière du Benelux jusqu'aux Alpes et à l'est du Massif central, les nuagés seront toujours abondants, avec encore quelques brèves averses, entrecoupées de timides édigicies.

Sur la Brancana, la ciet sia couvrira des la lever du jour; la pluie arrivera en fin de matinée; elle pourra être assez forte en fin de journée.

Parrout ailleurs, le temps sera sec, et le ciet partagé entre les mages et les éclaircies, après dissipation de bancs de brouillard matinaux.

Les températures seront partout dans les normes de saison : les maticams les normes de saison les main-neles seront le plus souvent comprises etnre 8 et 11 degrés, mais jusqu'à 16 degrés sur le pourtour méditerra-néen, pardis que les, marineles avois-neront un peu partout les 20 degrés, jusqu'à 23 ou 24 degrés en Méditerra-née.

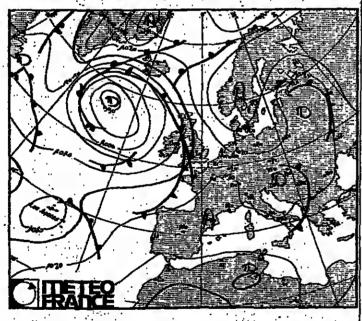
LECENDE

NEIGE

ORAGES,

de Bretagne jusqu'à 55 klomètres/heure en rafalea, ainsi que le vent d'ouest entre Corse et, continent ; ailleurs le vene comment ; Le vent de sud souffiera sur la pointe continent ; ailleurs, le vent sera assez faible, de direction variable.

PRÉVISIONS POUR LE 30 SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



		I mormo		tures TUC		WW 45	
FRANCE			22 PTIME 32			OURG. 25	13 E
AJA0030 35	19 D					RCIL 26	14 1
BIARRITZ 19	13 C 12 P	E	RANGE	R .		23	.= 2
BORDRAUX 29 BOURGES 21	9 N	ALGER	26	15 N			16 E
BREST 19	14 P	AMSTER	DAN 25			Al 19	15 (
CAIR 24	19 B	ATHENE	3 24	13 D		17	. 9 (
CHIRROUNG 23	16 N	BANGEO	K 32			28	9 D
LERSONT-FER_ 21	7 N	BARCEL	NE 22		I VITALL-FOR	K 21	17 D
		BELGRA			VVIII.		- '-
GREWOBLE 22		BERLIN.	23	10 D		MAJ 24	13
HILE 28	14 D	LE CATE				24	14 1
YON 29				11 C	RIO-DE-JAI		
MARSEILLE 24	10 N	DAKAR.	31	25 D	-ROMB		18 (12 D
KANCY 25	16 C	DELLI	36	21 D	SEVILLE. SINGAPO		25 (
NAMES 19	9 D	DJERRA				15°	4 6
UCE 24	15 N	CENEYE	15	13 C	SYDNEY.		· 10 · 1
PARIS-MONTS 24	16 P	HONGKO	NG				14 0
PAU 21	11 C	ISTANBU	L !!	11 D 9 D			-21 N
PERPICHAN RENNES 21 ST-STEERING 19	12 N	JERUSAI LISBONN LONDRE	23 21 R 21	12 8			5 8
ZZ WEDDOWN 14	16 P		24	13 N		24	18 . 0
STRASBOURG 22	11 C	LOS ANG	ELES: 25	17 D	VIENNE	22	11 D
NOTILOUSE 19	12 Č]					
			4.			-	
AB	C	D		.0	P	tempête	ricingo
~ } •	ciel S	ciel dégage	ciel l				

20.45 INC.
20.45 Les Aventures de Tintin.
Les Sept Boules de cristel.
21.40 Magazine: Faurt pas rêver.
Egypte: les demiers juifs d'Alexandrie,
d'Antoine Mora, Jean-Michal Destang et
Richard Zeboulon; France: les amoureux
du Pène-Lachaise de Frédéric Soltan et
Dominique Rabotteau; Italie: Calcio in cos-(Document établi, avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

20.15 Divertissement : La Classe.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Chronique pieuse et bazookas

ARTE est attendue avec autant d'arcs de triomphe que de bazookas, c'est d'abord parce qu'elle ne met pas son drapeau dans se poche. Quel estomac, ces nouveaux venus i il fallait voir les étonnements faussement innocents d'Alain Maneval, nouveau directeur des pro-grammes de la chaîne «culturelle», invité de Michel Denisot sur Canal Plus, larsqu'an lui parlait «audience» ou «publicité». Que dites-vous là? Audience? Publicité? Allons, nous ne parlons pas la même langue!

savonnettes et des rouleaux de

papier hygiénique. S'agissant de l'eudlence, un ei fier dédein d'ARTE inquiète. Est-il malséant de rappeler que la recherche de la faveur du public n'est pas forcément le début de la prostitution. mais peut aussi être un formidable alguillon au talent? Croit-on, à ARTE, que Molière se désintéressait du public? Ou bien Mozart? A un cinéaste qui ne meun pas d'envie, le mercredi de la sortie du film, à quatorze heures, d'aller surveiller la longueur des files d'attente, à un écrivain qui n'e jamais S'agissant de la publicité, on ne se plaindra pas ici de vair e'allumer un nouvel écran délivré des petite case. Souhaitons qu'elle ne rêvé de se poster, incognito, dans petite case. Souhaitons qu'elle ne manque pas à ARTE.

D'autant, comme le rappela sana délicatesse excessive Jean-Cleude Bourret, de l'ex-5, au même Maneval, qu'ARTE va ainsi e'amuser avec l'argent du contribuable. Que l'Etat subventionne à tour de bras des théâtres aux salles clairsemées ou des génies de la musique autoproclamés n'in-digne que les initiés. ARTE, c'est autre chose. L'objet du délit sera exposé chaque soir à l'électorat tout entier. Qu'il laisse à désirer, et on entend d'avance les hurlements aux prochaines élections.

Un mat encore sur «Télée Dimanche», cette émission de Denisot sur Canal Plus consacrée dimanche prochain, puisqu'il re aux coulisses de la télé, et qui vra alors Etienne Mougeau recevalt donc Alain Maneval. Il second personnage de TF1...

serait dommage qu'elle tourne à la chronique pieuse : tout le monde il est beau, tout le monde il est bronzé, tout le monde il fait des émissions formidables. Consacrer un reportage à la nouvelle émissur TF1 eens mentionner que, passée le première, elle fut un échec relatif d'eudience, est à la limite de la malhonnêteté. Tenir une heure sans dire un seul mot du départ, pourtant subit et remar-qué, du chef du service politique de TF1, Jean-Luc Mano, est tout eussi surprenant. A moins que Michel Denisot ne se réserve pour dimanche prochain, puisqu'il recevra alors Etienne Mougeatte,

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi, Signification des symboles > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; « On peut voir ; » » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

2º mouvement du Concerto pour violon et orchestre, de Dvorak; Kyung-Wha Chung, violon; dir. Ricardo Chailly.

Lundi 28 septembre

CANAL PLUS

22.30 Flash d'informations.

ARTE

20.35 Cinéma : La Maison Russie.

0.25 Musique : Portée de nuit. TF 1 20.45 Téléfilm : Une famille formidable. De Joël Santoni, avec Anny Duparey, Bernard Le Coq (demière partie). 22.35 Magazine : Santé à la Une. Présenté par Robert Namias et Anne Ber-rère.

0.05 Sport : F1 Magazine. Spécial Grand Prix de formule 1 du Portugal. O.40 Magazine: Minuit sports.
Boxe: championnat d'Angleterre des mi-lourds. Meurice Core (Grande-Bretagne)-Noël Magee (Belgique), à Manchester.

20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrica Laffont et Valérie Pas-

F 2

TF 1

à 1.00).

22.15 Magazine : Savoir plus.
Puissance 40. Présenté par François de Closets. La cerveau est il un ordinateur? Invités : André Frossard, écrivein ; Louis Reynaud, glaciologue ; Pierre Thuitter, spécialiste des fausses énigmes. 23,35 Journal et Météo.

23.50 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel, Field. Invités : Alain
Robbe-Grillet, Christine Boisson, Débat sur
la Mafia avec Maria Pia di Bella et Marc

1.00 Court métrage : Histoires courtes, F3

|20.45 Cinéma : Mon oncle Benjamin. | | | Film français d'Edouard Molinaro (1969). | Avec Jacques Brel, Claude Jace, Rosy | Verse | |

22.25 Journal et Météo.

22.50 Océaniques.
Le Portugal. 1. Le temps des découvertes ou la Portugal des océans, de Jaen 23.40 Continentales, L'Eurojournal : l'info en v.o.

18.55 Magazine : Coucou, c'est nous l Présenté par Christophe Dechavanne.

20.40 Sport: Football.
Coupe d'Europe de l'UEFA: Auxerre.
22.40 Les Films dans les salles.

16.20' Jeu : Des chiffres et des lettres.

17.15 Magazine : Giga. La fête à le maison : Quoi de neuf doc-

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagul. 19.59 Journel, Météo et Journal des

20.50 Cinéma : L'Etincelle.
Film français de Michel Lang (1983). Avec Roger Hanin, Clio Goldsmith, Simon Ward.

22.35 Megazine : Bas les masques.
Présenté per Mireille Dumes. Je suis un homo comme ils disent.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.55 Un livre, un jour.
Dictionnaire de mathématiques élémen-taires, de Stella Baruk.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 18.35, le journal de la région.

Magazine : Le Cercle da minuit.
Présenté par Michel Field. Invités : Jacques
Weber, Marie Matheron, Ferdinendo
Camon, Joso Bosco.

16.45 Feuillaton : Seaumanoir.

18.30 Le Jeu l Animé per William Leymergie.

courses.

23.40 Journal et Météo.

20.06 Jeu : Hugodélire.

20.40 INC.

F 3

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

19.50 Divertissement : Le Sébête Show (et

22.45 Cinéma : La Valise. e Film français de Georges Lautner (1973). Avec Mireille Darc, Michel Constantin, Jean-

22.35 Le Journal du cinéma, 22.40 Cinéma : La Femme d'à côté. *** Film français de François Truffaut (1981). Avec Gérard Deperdieu, Fanny Ardant, Henri Garcin.

Les Ailes du Désir en V.O.



LAISSEZ VOUS DERANGER PAR ARTE

ARTE est sur le 5° Canal

20.40 Cinéma : Les Ailes du désir. Film franco-allemand de Wim Wenders (1987). Avec Bruno Genz, Solveig Dommar22.40 Documentaire :

Interview de Wim Wenders. 22.55 Cinéma : Mister Boo, détective privé.

Film de Hongkong de Michael Hui (1977).

Avec Michael Hui, Samuel Hui, Ricky Hui

M 6

Film eméricain de Frad Schepisi (1990). Avec Sean Connery, Michelle Pfeiffer, Roy Scheider. 20.45 Cinéma : L'Homme en colère. Film français de Claude Pinotesu (1978). Avec Lino Ventura, Angie Dickinson, Laurent Maler.

22.30 Téléfilm : SOS Otages.
D'E. Arthur Kean, avec Chad Everett, Warren Oates.

0.10 Magazine : Culture rock. Le saga de Peter Gabriel.

FRANCE-CULTURE '

21.30 Avignon 92. L'Ile de l'Orient, d'après Mario Claudio (Por-

22.40 La Radio dans les yeux. Autour de Michel Leiris.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Ella Fitzgerald (jusqu'au 2 octobre).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 mai à Montpellier) : Quaturer pour la fin du temps, L'Abime des oiseaux pour cannette, Louange a l'antance talité de Jésus, pour violon et pieno, de Messiaen; Trois grande lleder pour grand orchestre, de Koering; Menfred, de Tchef-kovski, per les Solistes de Moscou-Mont-pellier et l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. Gianfranco Mesini; sol.; Paul Apélian, clarinette; Yves Rault, plano.

Mardi 29 septembre

22.35 Journal et Météo. 23.00 Téléfilm : La Légende du curé de Bargota.

CANAL PLUS

16.15 Cinéma : Scorpion rouge. G Film américain de Joseph Zito (1988). Avec Dolph Lundgren, M. Emmet Walsh, Al White.

18.00 Canaille peluche. Beetle Juice.

- En clair jusqu'à 20.35 18.30 Ca cartoon. Présenté per Valérie Payet.

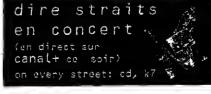
18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté per Philippe Gildas et Antoine de Caunes.

20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Girodano. 20.35 Cinéma :

In Bed with Madonna.
Film américain d'Alek Keshishian (1990).
Avec Madonna, Warren Beatty, Kevin Cost-

22.25 Flash d'informations.

dire straits en concert



22.35 Concert : Dire Straits. En différé des erènes de Nêmes.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Soirée thématique.
Saint-Pétersbourg. Soirée proposée
Pierre-André Boutang.

20.41 Documentair : Saint-Pétersbourg. la dérive des sentiments 21,40 Court métrage : Perspective Nevski

21.50 Cinéma: Vingt-six jours dans la vie de Dostolevski. ■¶ Film soviétique d'Alexandre Zerkhi (1980). Avoc Anatoli Solonitsyne, Evguenia Simo-nova, Eve Chikoulska (v.o.).

23.00 Court métrage : Dostořevski, Raskolníkov. 23.15 Court métrage : Bientôt l'été. 23.35 Documentaire :

Interview de Nevzorov. 0.10 Court métrage : Saint-Pétersbourg

un patrimoine en danger. De Serguer Karmanov. 0.15 Documentaire: Smolny. Cronstadt et la forteresse

Pierre-et-Paul. M 6

20.35 Divertissement: Le Mardi c'est permis. Présenté per Amanda McLane, 20.45 Téléfilm :

Le Grand Voyage de Lassie.
De Jack 8. Hively, avec Robert 8ray, Pat
Waltz.

22.30 Cinéma: Opération V2.
Film britannique de Boris Sagal (1989).
Avec David McCallum, Suzanne Neve,
David Dundas.

FRANCE-CULTURE

21.30 Voix dans le désert. Avec Plerre de Béthure, André Choursqui, Fouez Chair, Emmanuel Muhelm, Jean-Yves Leloup, Paul Anrieu.

22.40 Les Nuits magnétiques. Les Mexicains de l'Ubaye.

O.05 Du jour au lendemain.
Avec Rafael Pividal (les Aventures ordinaires de Jacques Lamare). 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 11 mai à Toulouse):
Famassie pour orgue en sol majeur BWV
572, « Jesu meine Zuversicht», choral
BWV 728, Fughetta super « Wir Glauben all
sn einen Gott » BWV 681, « Liebster Jesu,
wir sie hier», choral BWV 731, « Lobt Gott,
ihr Christen, Allzugleich» BWV 732, « Nun
Korram, der heiden Heiland» BWV 658,
« Allein Gott in der Hoh sei Ehr » BWV 863,
Prélude et fugue pour orgue an si bémoi
majeur BWV 552, Sonate pour clavecin en
ré mineur BWV 964, de Bach; La Monica
pour clavecin, de Van immerseel, per Jose pour clavecin, de Van immerseel, p Van immerseel, orgue et clavecin.

M. Panic tente d'obtenir un assouplissement de l'embargo imposé à la nouvelle Yougoslavie

Alors que les combats se poursuivaient dimanche 27 septembre, en Bosule-Herzégovine, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, poursuit ses effonts pour ten-ter d'obtenir un assouplissement de l'embargo international infligé à la

Pour la deuxième fois en une semaine, M. Panie, cité dimanche par le quotidien belgradois Politika. a adressé une lettre eu Conseil de sécurité de l'ONU, demandant l'autorisation d'importer du pétrole pour assurer notamment le chauffage de quelque 4 000 établissements de santé et 8 000 écoles et jardins d'enfants. M. Panie a justifié sa demande par «l'aggravation des

conditions de vie que l'hiver ne man-quera pas d'entraîner». Les sombres perspectives bivernales évoquées quotidiennement par la presse serbe ne laissent pas d'inquiéter la population qui, confrontée déjà à une totale pénurie d'essence, e vu soo pouvoir d'achat baisser 210 fois depuis décembre dernier, selon Poli-tika. Le taux d'iossetioo devrait approcher 80 % en septembre, selon les spécialistes, tandis que l'économie ne tournera plus qu'à 30 % de ses capacités si les sanctions sont

tenues jusqu'à la fin de l'année. A la veille de la visite à Belgrade, kındi, de M. Cyrus Vance et de kord Owen - les deux coprésidents de la Conférence de Genève sur l'ex-You-

suivis sur la plupart des fronts en Bosnic, forces serbes et musulmanes faisant chacune état de succès mili taires. - (AFP.)

ci CROATIE : saisie d'armes dans les milieux d'extrême droite. – La police eroate a saisi, samedi 26 septembre, environ 3 tonnes d'armes dans les bureaux du Parti croate du droit (extrême droite), a annuncé l'ageoce Hina. Elle s découvert plus de 1 000 fusils et près de 300 mioes de différents types ainsi que des grenades et des explosifs, out précise les responsa-bles de la polica au cours d'une conférence de presse. Huit mem-bres du parti ont été arrêtés. -

Le scandale Sagawa au Japon

M. Kanemaru reconnaît avoir touché de fortes sommes

de notre correspondant

M. Shin Kanemaru, l'homme le plus puissant du Parti libéral-démocrate (PLD), e reconou, vendredi 25 septembre, dans une lettre adres-sée au parquet, avoir reçu 500 mil-tions de yens (20 millions de francs) de la société de transport Tokyo Sagawa Kyubin, en violation de la loi de la société de transport Tokyo sur le financement des partis politi-ques. M. Kanemaru a admis que cette somme, remise à son secrétaire par M. Hiroyasu Watanabe, ex-président de Sagawa, dont le procès est en cours, représentait des fonds politiques qui lui étaient personnellement desinés. Il n'e toutefois pas précisé pour quelles raisons il en a bénéficié, ni l'utilisation qui en a été faite. La

à la veille d'élections générales, et l'argent aurait été distribué aux membres du clan Takeshita, dont M. Kanemaru est le chef. Celui-ci e démissionné de ses fonctions de viceprésident du PLD le 27 août.

Cette confession écrite évite eu «parrain» du PLD de comparaître a parrain» du PLD de comparaître devant le juge d'instruction. Elle met fin, sur le plan légal, aux démèlés de M. Kanemaru avec la justice. Avec une simple amende de 200 000 yens, il se tire ainsi d'un scandale tentaculaire, qui depuis des semaines défraite de chronique. Il desire autout que le chronique. la chronique. Il évite surtout que la justice pousse plus loin son enquête sur les liens qu'il entretensit avec la

C'est la première fois qu'uo homme public japonais est poursuivi pour une violation des dispositions de la loi sur les financements politi-

ques qui réglemente - de manière pour le moins laxiste - les contribu-tions dont bénéficient les politiciens. Sur le plan politique, en revanche, l'affaire o'est pas terminée. L'opposi-tion, la presse et certains juristes s'insurgent cootre oce procédure qui blanchit à bon compte M. Kane-maru. La session parlementaire reprend au début octobre et l'opposition demande que ce dernier assume la responsabilité politique de sa confession en renouçant à son man-dat parlementaire, ainsi qu'à la prési dence du plus important clan du PLD.

PHILIPPE PONS

Un Airbus A 300 s'écrase au Népal

Tous les occupants ont été tués

Un Airbus A 300 de la compagnie pakistanaise Pakistan International Airlines (PIA) s'est écrasé, lundi 28 septembre, près de Katmandou. Les passagers, dont le nombre varie, seloo les sources, entre 156 et 167 personnes, ont tous été tués, a annoncé le ministère des affaires civiles au Népal.

L'aéroport de Katmandou, situé dans one vallée entourée de hautes collides, est connu pour son caractère dangereux. Le 31 juillet, un Airbus de la compagnie Thai Airways s'était écrasé sur les cootreforts de l'Himelaya lors de son atterrissage. - (AFP-Reuter.)

Détruisant presque totalement le « baraquement juif »

Un incendie criminel a éclaté dans l'ancien camp de concentration allemand de Sachsenhausen

de notre correspondant Alors que se déroulaient plusieurs anifestations contre le racisme, les deurs d'asile et les étrangers se sont poursuivies durant le week-end dans l'est de l'Allemagne. Uo incendie d'origine criminelle a éclaté, dans la nuit de vendredi à samedi 27 sep-tembre, dans l'ancien camp de tembre, dans l'ancien camp de concentration de Sachsenhausen, non loin de Berlin, détruisant presque entièrement le «baraquement juif» consacré au souvenir des cent mile victimes juives qui y périrent. Le premier ministre israéisen, M. Itzhak Rabin, l'avait visité, il y a deux semaines, lors de son séjour en Allemanne. Les installations auximité été magne. Les installations avaient été utilisées après la guerre pour l'inter-nement de prisonniers allemands par

Avec des indications limitées aux crises migraineuses sévères

La commercialisation du Sumatriptan est autorisée

Les ministères des affaires sociales et de la santé ont décidé, lundi 28 septembre, d'autoriser la mise sur le marché de la forme injectable du Sumatriptan, un médicament eficace dans le traitement des crises migraineuses (le Monde du 16 mars et du 26 juin). Cette décision fait suite au rapport rédigé par les professeurs Hugues et Labrusse, qui soulignait que, sans être un médiaceroent «miracle», le Sumatriptan est plus efficace que les traitements existants . Les indications du Sumatriptan seront limitées aux crises migrajocuses sévères et aux algies vasculaires de la face. La mise sur le marché s'accompagnera d'une éva-luation pharmaco-épidéraiologique des 10 000 premiers patients.

Le ministère des affaires sociales et les laboratoires Glazo out convenu d'un accord de maîtrise des dépenses liées au Sumatriptan afin de permettre l'accès à ce produit pour tous ceux qui en ont besoin mais également d'éviter des déra-pages préjudiciables. Le Sumatriptan, prescrit sur ordonnance, sera rembourgé à 70 %.

a LIBAN : assessingt d'un membre da groupe d'Aboa Nidal. - Onzièrne victime de la guerre que se livrent le Fath de M. Yasser Arafat et l'organisation terroriste d'Abou Nidal, le Fath-Conseil révolutionnaire (le Monde du 18 août), un membre de cette dernière, M. Youssef Khalil Ibrahim, a été assassiné samedi 26 septembre à Saïda, chef-lieu du Liben sud. - (AFP.)

2 881 100 demandeurs d'emploi en données corrigées

Le chômage a baissé de 1 % en août

Le chomage a baissé de 1 % en août pour atteindre, en données corrigées des variations saisonnières, le chiffire de 2 881:100 demandeurs d'emploi, è annoncé lundi 28 septembre le ministère du travail. Ce recul – le troisième consécutivement – représente 30 300 chômeurs en moirs mais, sur un an la hausse est foses communes dans les alemons et été publié à ce sujer la semaine der-nière. Tout semble rapprocher l'at-tentat de vendredi des violences d'extrême droite actuelles. Le nou-veau président de la communauté juive allemande, M. Ignaz Bubis, e estimé qu'il s'agissait d'un a signal s : à ses yeux, la xénophobie passe désormais ouvertement au néo-nazione. moins mais, sur un an, la hausse est de 4.8 %. En données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi est de 2 895 901 (en progressioo de 2,4 % en un mois et de 5,2 % en un

Selon le ministère, on comptabi-lise 914 100 chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE, en régression de 1,7 % par rapport à imilet. Enfin, le taux de chômage, calculé selon les normes du Bureau international du travail, recule, pour la première fois depuis avril 1990, pour se situer à 10,2 %.

Les Journées du patrimoine

La minietre de le culture. M. Jack Lang, s'est félicité du auccès des Journées du patri-moine qui se cont étendues, cette année, aur le week-end tout entier. Plus de dix mille bătiments, publics ou privés, souvent Ineccessibles, ont eccueilli près de six millions de visiteurs, selon une estimation de la Caisse des monuments his-

les Soviétiques. 12 500 d'entre cux y ont trouvé la mort. Un rapport sur la découverte d'une cinquantaine de

Trois cents personnes se sont ren-

dues, dimanche, à Sachsenhausen pour manifester leur émotion. D'au-tres rassemblements contre le racisme

ont eu lieu à Potsdam, à Hoyers-

werda, où avait eu lieu l'armée der-nière la première attaque contre un

Parmi les plus convoltée, le palais de l'Elysée devant lequel on faisait le queue depula 3 heures du matin. Trente mille personnes ont défilé sous ses lambris, certaines vanues de l'autre bout de la France, pour une visite d'une demi-houre. Mema bousculade au Train bleu, le restaurant de la gare de Lyon qui ouvrait ses portes après sa

visites en deux jours. Les coulisses de l'Olympia ont été plus

accueillantee. Des milliers de personnes ont pu, quelques ins-Brel ou Edith Piaf, derrière le grand rideau rouge. ,

数写:

BALL.

53 × 2 ~

THE .

137

PE ...

DEITE.

militarian e

Carrie as

Maria ...

ALC: N

3214E1:4- ...

brice

BET

2322 - F F F

EB227 1 24 ...

TE 1 TE ...

STATE OF THE

REPORT A STORY

STATE OF THE

SERVICE STREET

CONSTRUCTION OF THE PARTY OF TH

和 积 准

MINN B

21 To 100 ...

Les ministères ont été eux aussi assiégés. Les Finances, à Bercy, ont vu défiler 8 000 personnes, le Quai d'Orsay, 4000. Même nombre pour la chocolaterie Menier de Noisiel, sur les borda de la Marne, qui vient d'être classée.

En région, l'affluence était identique: 11,000 visiteurs pour l'hôtel de ville de Lyon, 1500 personnes pour la Cité radieuse de La Corbester à Marseille, 6000 pour la citadelle de Verdun-et 6,000 au château de Chaumonn sur les bords de la Loiré, consultation de la loiré, con sur les des des des la la les des des des la les des la les des des des la les de la les d

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Umberto Eco., 2

ÉTRANGER

Les élections en Roumanie.... Espagne : des dizaines d'immigrants clandestins se sont noyés dans le détroit de Gibralter. Le débat sur l'Europe à deux

Afrique du Sud : M. De Klerk et M. Mandels a'eccordent sur une reprise rapide des négociations .. 4 La visite en Chine du président de

ESPACE EUROPEEN

Allemagne 1982-1992, la décennie Kohl B et 9 POLITIQUE

Le débat sur la cuhabitation et la politique budgétaire...... 10 et 11 Elections sénatorieles : les socialistes grands bénéficiaires.... Point de vue, par Jean Arthuis . 13 Les résultats des élections sénato-

SOCIÉTÉ

Le « plan pour le lecture » de Les inondations dans le Sud-Est., 21 La fin du mouvement de grève des

Rallye-raid: l'arrivée du Paris-Mos-

Théâtre : dérives vers l'Ouest .. 24

Musiquea : le festivel Musica de nique de Dinard..

ÉCONOMIE

La réunion des ministres des Après la dévaluation de la lire, de la livre et de le peseta : le com-merce extérieur français est soumis à rude concurrence.

L'ÉCONOMIE

 L'Europe remonte les fleuves Couverts et Cie se lancent dans les effeires en créant leur label chômage e La chute de la maison individuelle e L'agenda flou des télévisions numériques o Dossier le budget de l'Etat . Opinions Conjoncture..

Services Abonnements Annonces classées Loto, Loto sportif Marchés financiers 30-31 33

Radio-télévision Spectacles ... 2B La rélématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

Ce numéro comporta un cahier «Le Monde-L'Economie» folioté 35 à 46

Le ouméro du « Mozde » daté 27-28 septembre a été tiré à 511 864 exemplaires

Demain dans « le Monde »

« Initiatives » : la croissance des métiers territoriaux

Après presque dix ans de décentralisation, les collectivités territoriales continuent régulièrement de créer de l'emploi. Les types de métiers se multiplient, et, pourtant, les difficultés de recrute-ment demeurent.

« Sciences-médecine » : un entretien avec le docteur Pierre Rentchnick

Dens l'entretien qu'il noue e accordé, le docteur Pierre Rentchnick, l'un des meilleurs spécialistes de la santé des grands de ce monde, demande le créstion d'une institution chargée de se prononcer sur l'état de santé des chefs d'Etat.

Le droit change et tout est transformé



HENCH

PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE POUR ÉCOUTER LES EXTRATERRESTRES

Dans quelques jours, la NASA se lance à la recherche d'une vie intelligente dans l'Univers. SCIENCE & VIE vous dit tout sur les moyens techniques utilisés, d'une puissance et d'une finesse sans précédent.

EXCLUSIF

L'U.R.S.S. A EU LA BOMBE **GRÄCE AUX ESPIONS**

3617 SVIE2: LE TEXTE INTEGRAL DES 12 DERNIERS NUMEROS DE SCIENCE & VIE SUR VOTRE MINITEL

N° I DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

situation?

Les constructeurs

recherche de la

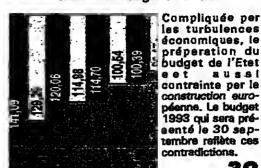
qualité peut-elle rétablir la

L'agenda flou des télévisions numériques



eure-t-elle le tempe d'impoesr euprèe du public see nouvelles normes avant que ne déferie une nouvelle génération de matériel notemment sux Etats-Unia?

Dossier : le budget de l'Etat



économiques, le préperation du budget de l'Etet contrainte per le éenne. Le budget 1993 qui sera préenté le 30 septembre reflète ces

es turbulences

MODE D'EMPLOI Humeur per Josée Dovère : Le mot et la chose. La cote des mots : ACTUALITÉ ...

OPINIONS Le chronique de Paul Fabra : Problèmes d'Europe. Livres : Le prix de l'abondance. Notes de lecture. Agriculture et développement.

PERSPECTIVES ..

CONJONCTURE Les taux d'intérêt : un impératif de croissance. Le Proche-Orient : Incohérences industrielles. L'Egypte : le tournant. Les surgelés : A bonne

Couvents et Cie

Abbayes et couvents se lancent dans les affaires. Convertis au marché, ils ont même créé leur label : Monastic

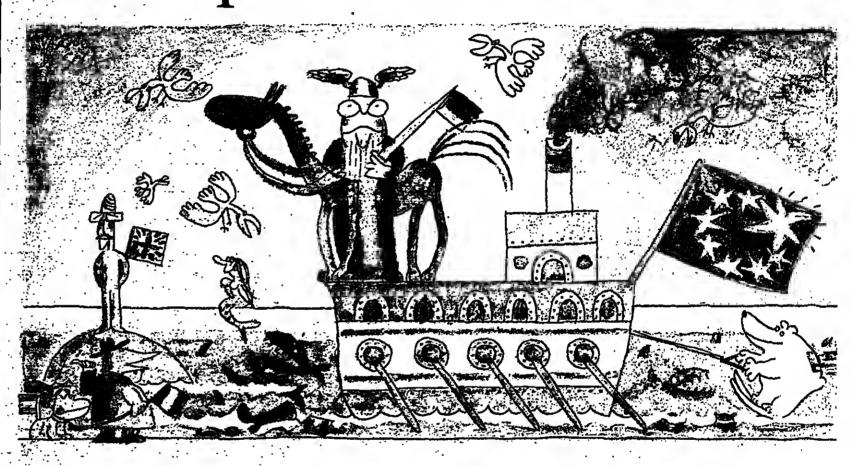
ERTAINS Pères économes bour sicotent mals pour ma part je préfère placer nos fonds en sicar», lance le Père Emmanuel, Père économe de l'abbaye d'Entrammes, située au sud de Laval. Sans pour autant transformer composent désormais avec le temporel. Les revenus, les dons ou les legs qui au début du siècle approvisionnaient encore à 80 % les coffres-forts monastiques ac sont raréfiés.

Pour pallier cette nouvelle donne, certains des 385 cloîtres de France ont délaissé ou réduit leurs activités agricoles traditionnelles pour se tourner vers des secteurs plus hôtelleries, une véritable industrie monastique se développe qui illustre cette nouvelle volonté d'intégration au sein du système éco-

Le monastère d'Acey, dans le Jura, s'est ainsi spécialisé dans le traitement de surface par électrolyse. Sous traitant des pièces pour des groupes comme Peugeot et Du Pont de Nemours ou même pour l'agence spatiale américaisse, la célèbre NASA, cette PME monacale a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 10 millions de francs et dégagé 2 millions de francs de bénéfices. ...

> Thibault Romain Lire la sulte page 43

L'Europe remonte les fleuves



Délaissé en France, le transport fluvial continue de progresser dans l'Europe du Nord, et surtout en Allemagne. Le Rhin, axe majeur de navigation, va prendre encore de l'importance : le canal Main-Danube,

ouvert le 25 septembre, le relie désormais à la mer Noire et aux Balkans. En France, on attend toujours la liaison Rhin-Rhône comme celle raccordant la Seine aux bassins du Nord et de l'Est.

Lire pages 40 et 41 les articles de Martine Laronche et de nos correspondants

Japon: la montée du « non-chômage »

Il y a quelques mois à peine, l'économie japonaise souffrait du manque de main-d'œuvre. Avec le ralentissement de l'activité, les entreprises doivent gérer des sureffectifs mais s'efforcent par tous les moyens de maintenir l'emploi

UNE des particularités de la récession que traverse le Japon est de ne pas augmenter le chômage. Selon les statistiques du ministère do travail, les demandeurs d'emploi ne dépassent guère 2 % (soit 1,3 million sur une population active de 66, 1 millions). Bien que les méthodes de calcul du taux de chômage au Jepon différent de celles des autres pays industrialisés (puisque n'est pas considéré comme chômeur la personne qui a travaille une heure dans la dernière semainedu mois qui précède le recensement), le phé-nomène, même relatif, est notable.

Afin de tenir compte de la chute de la demande, les entreprises n'en procèdent pas moiss à des giustements qui frappent parfois durement certaines catégories de salariés : les travailleurs à contrat temporaire (à commen-cer par les immigrés), les femmes et les sala-riés àgés.

Selon certains économistes, le problème de l'emploi pourrait devenir la grande ques-tion sociale et politique de la décennie au Japon aussi. Ils estiment que la récession actuelle va entamer davantage les « piliers » de la gestion à la japonaise (emploi à vie et salaire à l'ancienneté). Le problème est en tout cas abondamment traité ces dernières semaines dans les magazines écocomiques. Une première indication de tensions sur le marché de l'emploi est donnée par le nombre des demandes d'emploi par rapport à l'offre : alors qu'en mars 1991, pour 100 emplois demandés, co enregistrait 147 offres, depuis juillet, il n'y en a plus que 104. Certains secteurs industriels commencent en outre à solliciter des subventions pour faire face à des réductions d'emplois : c'est le cas de la sidérurgie, de l'eutomobile et des fabricants d'électronique. A partir du le octobre, il suffira aux entreprises de faire état d'une baisse de productivité de 5 % pour pouvoir prétendre aux subventions du ministère du travail.

RÉDUCTIONS • Chaque jour les journaux publient des articles sur les plans de réduction d'emplois : un millier chez le sidérurgiste NKK (soit 30 % de la division acier du siège); quatre mille chez Nippon Steel Corp., un mil-lier chez Victor; quatre mille également chez Nissan sur les trois prochaines années; suspension du recrutement des travailleurs temporaires chez Toyota pour la première fois en

Ces réductions d'emplois doivent néanmoins être replacées dans un contexte global. La situation diffère considérablement d'une branche à une antre et selon les régions : il y a encore trois offres d'emploi poer une demande pour un travailleur qualifié dans la construction, et presque outant dans les services. Si le ratio offre/demande est tendu à Tokyo, il reste de deux à un dans certaines régions (Nagano-keo par exemple). Dans le Kansai (région d'Osaka), d'après une enquête de quotidien Nihon keizai, 40 % des PME souffrent de manque de main-d'œuvre. Enfin, ce soot les employés de bureau (cinq demandes pour une offre) plus que les «cols

bleus» qui sont en sureffectif. Les tensions actuelles sur le marché de l'emploi ne doivent pas faire oublier que l'ar-chipel sort à peine d'une situation de suréqui-libre, c'est-à-dire où l'offre excédait la demande. L'insuffisance de main-d'œuvre a poussé les entreprises à procéder à des investissements dans l'actomation et à rivaliser pour offrir de meilleures conditions (de logement, en particulier) à leurs salariés afin d'attirer les plus performants. Dans un même souci, elles ont améliore le système de protec-tion sociale, dont un des effets est de donner plus de moyens aux salariés pour résister aux sollicitations de départ de l'employeur. Aujourd'hui, ces entreprises doivent gérer des

> Philippe Pons Lire la suite page 37



- neynes (1003-1740) rejette l'idee que le dangers du déficit budgétaire.

EXCLUSIF P. S. S. A Strick STORY

La chute de la maison individuelle

Dans l'immobilier en déconfiture, la construction de maisons particulières est principalement touchée. Pour retrouver des clients, les constructeurs pensent à améliorer la qualité. Mais à quel prix?

I l'immobilier tout entier est en crise, an sein du secteur, la maison individuelle vit des heures particulièrement difficiles. Si difficiles que, pour la première fois, l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCMI) est sortie de son silence pour pousser un cri d'alarme. Pourtant, le « pavilon» reste, seloo les experts de l'immobilier, le rève de la plupart des Français : la proportion des ménages logés en maison individuelle n'avait d'ailleurs pas cessé de pro-

gresser au cours des anoées 80 pour atteindre 53 % en 1990 contre 48 %

Selon les statistiques de l'UNCMI, la chute de l'activité moins 15 % en 1991 (soit 154 878 autorisations de chantiers) - s'accélère depuis le début de 1992 et les mises en chantier devraient tomber à 140 000 unités seulement pour l'ensemble de l'année, soit une nou-velle baisse de 9,6 %. Un recul plus grave encore que celui constaté dans les années 1982-1983. Alors qu'un constructeur vendait en moyenne 15,7 maisons eo 1990, la vente s'est rétractée à 15 unités en 1991. Trois des quatre régioos qui avaient souteno l'activité au cours des anoées 80 se sont effondrées l'ao passé : la régioo parisieoce et l'Aquitaine affichent ainsi un recul de 20 %, Rhône-Alpes de 23 %, l'Alsace figurant en revanche parmi les moins touchées (- 5 %).

DISPARITIONS . Le deroier recensement national des coostructeurs fait par l'UNCMI mootre que le solde net des entreprises (créatioos-disparitioos) e drametiquement chuté l'an passé: on n'en dénombre plus que 4 750 au lieu de 5 800 (- 18 %), le nombre d'implantations commerciales baissant de 17 % (6 000 au lieu de 7 200). Une réduction qui tieot, selon Christian Louis-Victor, à la chute des créations d'entreprise meis aussi à des disparitions, causées soit par des dépôts de bilan, soit par des rachats. Ces deux phécomènes entraînent une

LA COTE DES MOTS

Brain-trust

récente chronique (« le Monde de l'écono-

mie » du 15 septembre), l'étude des com-

posés anglo-saxons de brain. Parmi

ceux-ci, il faut revenir sur brain-trust, qui

est devenu familier (et s'écrit toujours en

deux mots, avec trait d'union, alors qu'oo

trouve de plus en plus souvent brainstor-

ming, en un mot); pluriel : des brain-

ques» lors de la campagne présidentielle

de 1932. Après son élection, beaucoup

d'entre eux restèrent à ses côtés pour

concevoir la politique économique et

sociale, principalement l'ambitieux plao

de mesures connu sous le nom de « New

Deal». Membres de son cabinet ou res-

ponsables de domaines spécialisés, ces

hommes complétaient, par leur connais-

sance approfondie des dossiers « techni-

ques», l'action des ministres essentielle-

l'image n'était pas mai trouvée, pour une

cellule réunissant des professeurs de Har-

vard, de hauts techniciens chevronnés et

des experts qualifiés... En français, il est

possible de recoorir è des formules pres-

que aussi breves si l'on s'en tient à des

expressions de même niveau : le « cercle

des cerveaux», le «club des cerveaux», les

« cerveaux associés », la « cellule des

cranes d'œuf», etc. La tâche est plus

ardue, ou, du moins, le concept perd beau-

coup de sa saveur si l'on s'en tient à

des formules pesse-partont comme

«comité d'experts», «aréopage de techni-

(1) Mais l'image pontrait être retrouvée

par l'abréviation et l'indication d'une majus-

cule, voire de guillemets : le « Cénacle», le

Jean-Pierre Colignon

ciens » 11)...

«Comité», etc.

Brain-trust : le « trust du cervean »

Un brain-trust, c'est une petite équipe

Nons n'avions pas épuisé, dans une

une kyrielle de petits. 13 constructeurs seuleroent dépassent le seuil des 200 ventes par an (Compagnie immobilière Phénix et Maisons Bouygues détiennent respectivement 3,7 % et 2,1 % du marché) et 50, celui des 100 maisons (ils étaient 69 suparavant). A l'autre bout de l'éventail, plus de 4 000 entreprises ont une

production moyenne de 10 maisons par an... Mais ces petits constructeurs, qui «tournent» avec un personnel restreint et des frais fixes



réduits au minimum, traversent plutôt mieux la crise que les «moyens», qui souffrent d'une particularité technique de la professioo : oo oe peut y faire d'économies d'échelle qu'en passant ou stade industriel.

Lancée, l'an passé, dans une entreprise de moralisation en soutenant le réforme du contrat de coostructioo des maisons individuelles (« le Monde de l'écocomie » du 4 février), la profession risque de sortir trans-formée de cette crisc. Mais pour l'UNCMI, les nouvelles règles du jeu, plus draconiennes pour les constructeurs, ne semblent pas être à l'origine des nombreux dépôts de bilan : à peu-près

cières désormais exigées par les textes.

Les raisons invoquées pour expliquer la crise sont celles que l'on retrouve pour tout l'immobilier et se situent du côté de le demande et surtout de la situation des acqué reurs potentiels: « Ce n'est pas l'emploi qui va suivre la maison individuelle, mais c'est la mai-son individuelle qui suit l'emploi. » L'origine de la baisse se trouve plutôt dans les difficultés économiques générales aggravées par la chnte

drametique du nombre de PAP (prêts à l'accession à la propriété aidés par l'Etat).

PÉRENNE . Enfin, on enrait trop vendu l'immobilier comme un pla-cement financier : « On n'achète pas une maison comme une voiture. C'est un bien pérenne dans lequel entrent des considérations culturelles, patrimoniales, psychologiques, des anticipations », souligne Arnaud Pignol, secrétaire général de l'UNCML

Du coup, pour retronver le consommateur perdu – et survivre, – celle-ci commence à ouvrir le dossier de la qualité. Enfin! serait-on tenté de dire, tant oot été nombreux dans le passé les litiges eyant opposé des constructeurs à leurs clients. L'UNCMI est la première aujourd'hui à reconnaître qu'il y a un manque de recherche dans ce secteur, et ennonce son intention de s'y mettre elle-même.

A toute chose malheur est donc bon : on peut espérer que les obligations supplémentaires contenues dans le oouveau contrat de construction de maisons individuelles, joiotes à la néces-sité de séduire le client pour survivre, inciteroot les entreprises à se mettre à l'écoute de leurs clients. Une question subsiste : comment éviter que certe amélioration de la qualité oe se traduise pas par un surcoût, alors que déjà l'augmeotation des taux d'intérêt réels et l'envolée du foocier (tandis que la constructioo ellemême e baissé) ont entraîné une hausse des prix dans les environs des grandes métropoles.

D'une semaine...

RÉUNION DU G7 DANS LA TOURMENTE MONÉTAIRE. Elle s'est tenue dn 19 au 22 septembre à Washington. Le communiqué publié a pris acte des réductions de tanx d'intérêt qui contribueront à sta-biliser les merchés des changes (le Monde daté 20-21 et 22 septembre).

LE FRANC ATTAQUÉ MALGRÉ LE « OUI » FRANÇAIS A MAASTRICHT. Le 20 septembre, le «oui» a obtenu 51,04 % des suffrages exprimés, le non » 48,95 %. Le 21, le franc était attaqué sur les marchés evec une remontée do deutschemark à 1 centime de son

REPORT DE L'EXAMEN DU EUDGET 1993. Le conseil des ministres a reporté le 23 septembre l'examen du projet de budget 1993 au 30 septembre (le Monde du 4 septembre).

L'ALLEMAGNE AU SECOURS DU FRANC. Helmut Kohl s'est entretenn à Paris avec François Mitterrand le 22 septembre. Les termes du communiqué franco-allemand publié le 23 septembre, ainsi que les déclarations du chancelier allemand, le 24 septembre, en faveur du maintien des parités franc-mark au sein du SME ont permis an franc de se raffermir sur les marchés les 24 et 25. L'institut d'émission français a porté les taux d'intérêt à court terme à plus de 20 % afin d'enrayer la spéculation (le Monde des 24, 25, 26 septembre).

L'ESPAGNE ET L'IRLANDE ONT RÉTABLI LE CONTROLE DES CHANGES. L'ESPRETE a pris plusieurs mesures le 23 septembre pour freiner les attaques contre la peseta, suivie par l'Irlande et le Portugal qui oot renforcé, le 24 septembre, le cootrôle des changes pour défendre leurs monnaies (la punt et l'escudo) (le Monde

des 24, 25 et 26 septembre).
FUSION D'AIR FRANCE AVEC UTAL Quand la fusion, anooncée le 24 septembre, deviendra effective dans quelques mois, le statut d'UTA de société anonyme à participation ouvrière (SAPO), permettant aux employés de déteoir collectivement des «actions de travail», s'étendra è Air France (le Monde du 25 septembre).

MARD! 29 SEPTEMBRE. France. Action nationale des infirmières.

Paris. Journées parlementaires du Parti socialiste à l'Assemblée netionale (jusqu'au 30 septembre). lais passeront respectivement a Genève. Conseil du GATT (Accord cette date à 15,45 %, 15,15 % et général sur les tarifs douaniers et le 16,08 %: Le taux des prêts percommerce).

MERCREDI 30 SEPTEMBRE, Paris, Présentation, avec une semaine de retard, du hudget 1993 (Conseil des ministres). Tchécoslovaquie. Séparation effective de la Tchécosinvaquie en deux Etats indé-

des voitures de moins de 1 400 cm3. Paris. Colloque an Sénat sur le thème « La justice est-elle maiade ? » avec la participatioo du garde des sceaux Micbel Vauzelle et du président dn Conseil constitutionnel Robert Badinter. VENDREDI 2 OCTOBRE. Paris. Election du

président du Sénat. Paris. Lecon inaugurale d'Umberto Eco au Collège de France. Bulgarie. Arrivée d'observateurs de la 21mée » : on a toujours tendance CEE afin de contrôler le trafic à la fron- à imaginer l'huissier de justice

tière avec la Yougoslavie. SAMEDI 3 OCTOBRE. Mexico. Visite du président argentin Carlos Menem Allemagne. Deuxième anniversaire de la

réunification du pays. Abou Dhabi (Emirats arabes unis). Conférence internationale sur la drogue tions d'acte (13,5 millions par (jusqu'au 8 octobre). DIMANCHE 4 OCTOBRE. Niger. Référendum

constitutionnel. LUNDI 5 OCTOBRE, Libreville (Gabon). Sommet franco-africain (jusqo'au 7 octobre). Koweit. Elections législatives au suffrage universel direct

Luxembourg. Réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, evec un ordre du jour ayant trait aux candidatures de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande; au plan budgétaire quinquenoul; aux relatioos futores avec l'Europe centrale et de l'Est, Malte et Chypre. Les ministres doivent .également rencootrer leurs bomologues de Hongrie; Pologne et Tchécoslovaquie.

HUMEUR e par Josée Doyère

Le mot et la chose

ES mots ont-ils encora un L sens? Il m'arrive de plus en plua souvent d'en douter... tant une réelité peu enge-geente se ceche soue des vocables destinés à noua rassurer, à nous conforter, voire à nous réconforter. Pour vous, eujourd'hui, J'en ei épinglé trois, que je trouve particulièrement pernicieux eoue leur apparence lénifiante.

Peraonnaliser: tout d'ebord, st tous les substantifs et edjectifs qui en découlent. La poste, votre banquier, votre eseureur, EdF et son jumeau GdF, les mageeins de grande surface, les maisons de vente per correspondence essaient de voue faire croire, dans leure messages publici-teires (apota télé ou redio, effiches, courrier, etc.) qu'ils voue réaervent un traitement particulier, spécifique, adapté apécielement à votre cas, à vos besolns, à votre attente.. Mais c'est totalement bidoo, Dès qu'il y e un problème, on vous répond facilement qu'evec le nombre d'opérations traitées il est ebsolument impossible d'éviter les erreurs. ei minimes acient-elles. Production de masse, distribution de masse, services de masse ne permettent plue un traitement Individuel des clients, et je ne sais si c'est un bien ou un mal. Mels au lieu de le reconnaître humblement, on dissimule cette vérité en le parent d'oripeeux empruntés et totalement ueée. Le mot remplace la chose.

Avec naturel, le problème est à peu près le même : plus la fabrication d'un produit est

industrialieée, plus ses fabri-cants, ses distributeura et leurs publicitaires ont recoura au vocabulaire artisanal du métier et à l'eppel à la nature, par l'image, le mot ou le eon. C'est la faitière de Vermeer, c'est le côté moyenageux de la boulangerie (dont le pain venu tout droit de l'asine est livré teus les matins aux eurores par camionnette) et dont le eeul four est à micro-ondes, pour réchauffer les pizzae et les quiches, e'est le fromage parfaitement industriel présenté en pleine campagne, où les fleurs des champs sentent bon le passé... Je vous laisse trouver d'autres exemples : ils ebondent. Le mot remplace le Pour communication.

c'est un peu plus subtil. Un seul des trois sene edmie par le Petit Larousse est retenu : il ne a egit pius de l'éétablissement d'une relation evec autruis, ni de la «transmission de quelque chose à quelqu'un ». mais uniquement de l'eection pour une entreprise d'informer et de promouvoir son activité auprès du public, d'entretenir son image, par tout procédé médiatique ». La communication est devenue le champ d'action privilégié des public taires et des créatifs de tout poil, et ceux-ci sont à l'origine des utilisatione ebusives du vocabulaire et des détournements de sens que nous observons: Communiquer, ce n'est plue échanger, c'est contraindre l'autre, les autres à vous écouter... Là, le mot n'e pas remplacé le chose, il l'a

LOIS ET DÉCRETS Sobrago : min

de l'usure

Un evis indique les nouveaux taux de l'usure au troisième trimestre de 1992 pour les établissements de crédit et les senils de l'usure applicables à compter do 1= octobre 1992.

Les seuils des prêts à taux fixe et à taux variable et des prêts-resonnels et autres prêts d'un montant supérieur à 10 000 francs s'élèvera à 20,12 % et ceini des prêts consentis en vue d'achats ou de veotes à tempérament sera porté à 18,32 %.

En 1991, 3055 personnes exercaient la professioo libérale d'huissier de justice, parmi les-quelles 339 femmes. Les huissiers de justice sont des officiers ministériels, titulaires d'une charge et soumis à un statut qui prévoit des regles strictes d'accès. Profession mei connne et peut-être «mai oniquement à travers le constat d'adultère, la saisie ou la régula-rité des jeux télévisés. L'ordonnance du 2 novembre 1945 détermine les activités principales dont ils oot le monopole : les significaan), les constats et les exécutions forcées des décisions de justice. Les lextes statutaires prévoient aussi des ectivités accessoires : la fonction d'agent général d'assorance ou celle d'administrateur

Les huissiers de justice interviennent eussi hien dans la vie personnelle que dans la vie professionnelle. Ils peuvent résoudre certains différends dans le cadre du mariage, du divorce ou de la séparation de corps.

Les huissiers de justice sont de vrais spécialistes des problèmes immobiliers et peuvent aider à la rédaction d'un bail, sérieuse

garantic domes any deax parties our eviter les conflits ulterieurs Les commerçants, les entrepreneurs connaissent les problèmes d'impayés : les huissiers de justice sont sans doute les mieux placés pour les conseiller sur les chances de recouvrer leurs créances, sur la durée du recouvrement, la nécessité de preodre des mesures conservatoires (hypothèque, nantissement). Ils peuvent proceder à des recouvrements aussi bieo amiables que judiciaires. Ainsi, le montant total des créances encaissées par leur intermédiaire est de 40 milliards de francs par an.

Les huissiers de justice sont aussi les professionnels des constats, oni sont des instruments officiels de preuve dans tous les domaines : immobilier, différends

faire des constats pour soulager les missions importantes des huis-siers. Uo décret vient de paraître établissant les modalités et les conditions d'exercice de cette pro-

Les clercs habilités à procéder oux constats doivent être titulaires soit du diplôme de l'École oationale de procédore de la Chambre nationale des huissiers de justice, soit d'un diplôme national sanctionnent deux années d'études universitaires de droit, soit du diplôme universitaire de technologie des carrières juridiques et judiciaires. Ils doivent justifier de cinq années de eléricature an sein d'un office

d'huissier de justice. L'habilitation du elerc est requise par l'huissier titulaire de l'office auprès do président du tribunal de grande instance. Les requêtes sont communiquées en procureur de la République, qui émet un avis après evoir au préslable recueilli celoi de la chambre départementale des huissiers.

Dans le mois suivant la notification de l'ordonnance homologuant l'habilitation, le clerc habilité prête serment devant le tribunai d'instance.

Décret nº 92-984 du 9 septembre 1992, Journal oficiel da 15 septembre 1992, pp. 12713 et Igenda flou

ETT! - : C : -50. i 礼行(ド CE ...

→

de chercheurs, d'intellectuels, de spécialistes, chargée d'élaborer des plans, des Avis dn ministère de l'éconode voisinage ou litiges relatifs au projets, des programmes, et de seconder cours plafond (le Monde des 22 et JEUDt 1" OCTOBRE. Italie. Lancement du mie et des finances, Journal offidroit de la consommation. une direction, un chef d'eotreprise, oo plan d'austérité destiné à réduire le déficiel da 16 septembre 1992, Les ciercs assermentés peuvent PLAN D'AUSTERITÉ EN SUÈDE. Des mesures bien un ministre, etc. cit budgétaire de 465 milliards de pp. 12783 et 12784. remplacer les huissiers dans tous Nous retrouvons ici Franklin D. Roodraconiennes, annoncées le 20 sepfrancs. les actes de la profession, à l'exsevelt, car l'expression est née sous la tembre, remettent en cause l'e Etat-proception des procès-verbaux de constat. Cependant, la loi du 9 juillet 1991 e créé la profession des ciercs d'huissier habilités à Espague. Début des débuts parlemenplume d'un journaliste américain, qui vidence» : réduction des retraites, des. taires sur la ratification du traité de Clercs désigna ainsi le groupe de collaborateurs (brain trusters) - chercheurs et enseiallocations-maladie ainsi- que des Maastricht. dépenses sociales (le Monde du 23 sep-Europe. Entrée en vigueur des nouvelles normes limitant les émissions polluantes gnants, notamment - qui conseillaient FDR pour constituer ses dossiers « technid'huissier

La télévision numérique promet pour demain plus de programmes ou plus de qualité Est-ce une raison pour bloquer les innovations disponibles dès aujourd'hui? Les intérêts des industriels de l'électronique et ceux des chaînes sont en conflit

A télévision oumérique, c'est l'aveoir. Voilà poor le coosensus, partagé de Washington à Bruxelles, de Paris à Tokyo. Mais quaod commeoce l'avenir? Et voici experts, iodustriels, produeteurs, diffuseurs et politiques qui s'empoignent, chacuo défeodaot, orguments «rationnels» à l'appui, son calendrier, ses priorités, sa vision de la transition vers une télévision do futur dont l'image et le son seront produits et transportés sous forme de zéros et de uns, comme le soot déjà les doonées des ordinateurs.

Cette question du calendrier est apparue au centre des audi-tions organisées du 22 au 24 septembre par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques. Car elle conditionne en partie - mais en partie seulement - la réponse à une autre question, cruciale pour l'industrie électronique européenne : ses produits oouveaux en télévision, basés sur les normes D2 Mac et bientôt HD Mac (1), ouront-ils le temps de s'imposer ouprès du public, ovant que ne déferie une nouvelle génération de matériels encore à l'étude, notamment dans les laboratoires américains?

Une série de rappels s'imposent. La télévision actuelle est dite «analogique», parce que les informations qui composent l'image (c'est-à-dire ootamment lominance pour l'intensité lumineuse, et chrominance pour les couleurs) soot transmises sous forme d'une modulation d'un courant électrique. Ces informations liées à leur sopport peuvent se déformer de façon irrémédiable, quand elles sont reproduites plusieurs fois ou transmises dans des conditions difficiles: regardez donc une cas-

sette vidéo trop copiée.

Dais une télévision numérique, l'image est codée, puis transmise sous forme de 0 et de 1, ovant d'être « retraduite » (décodée) en image. L'information est déac indépendante de son support physique et peut être plus facile-

OF IT DIDE

10 mm —

ment manipulée oo compressée. Cet ovantage se décline aux différeots stades de la filière télévisuelle: production, transmission et visualisation.

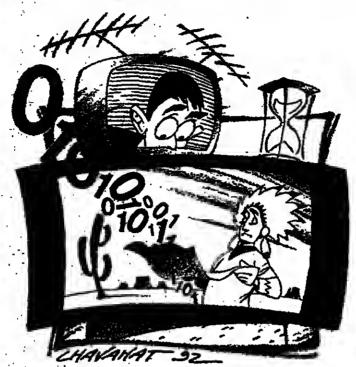
En production, les techniques oumériques soot déjà largement utilisées, car elles faciliteot les mixages, trucages et stockages. C'est pourquoi les studios de télévision modernes soot dits en a composantes oumériques »: les informations de l'image (et du son) soot séparées entre chaque couleur et gérées oumériquement selon des normes de studio (4 2 2) reconques mondialement, quelle que soit ensuite la norme de transmission.

A l'autre bout de la chaîne, le téléviseur reste par définition en partie analogique, poisque l'œil recoonaît des formes, et oon des chiffres. Pour s'adapter à la télévision numérique, le poste devra s'adjoindre un boîtier de déco-

COMPRESSION D'IMAGE e Le débot actuel se focalise sur le maillon central de la filière, lo transmission. A ce stade, l'iotérêt de la numérisation, e'est la compression d'image. Elle signific que, dans un même canal de transmission, oo peut transmettre plus de programmes (la quantité) on des programmes plus riches d'ioformations (la qualité) qo'actuellement. Les deux options correspondent, pour simplifier, l'une à la compression simple, l'autre à la haute définition oumérique.

Ni les services offerts, oi les coûts, ni les calendriers qui découlent de ces deux options o'étant similaires, il conviendrait en fait de parler «des» télévisions oumériques que préparent notsument divers industriels aux Etats-Unis. Premier éas, le compression

simple. General Instruments, Scientific Atlanta et Thornsoo Consumer Electronics (TCE) travaillent sur des systèmes multipliant per quatre ou plus, à débit identique, les programmes diffu-



sés par satellite ou par câble. Des matériels graod public (décodeurs), à des prix abordables (mais qui restent incertains...), devraient être disponibles à partir da 1994. Deux points essentiels soot à noter : ces systèmes n'auroot que la qualité actuelle du NTSC américain (1), médiocre. Et ces recherches se foot en dehors de toute réglementation, à l'iostigation des iodustries iotéressées, opérateurs de câble ou de satellite notamment (Hughes est par exemple le donneur d'ordres de Thomsoo), en vue d'offrir des services complets;

Deuxième axe de développement, la télévision haute définition (TVHD) numérique terrestre. La Federal Communications Commission (qui o des compétences plus élargies que notre Conseil supérieur de l'audiovisuel) envisage de choisir un système en 1993 et se doone trois ans pour attribuer des licences d'émission, pour une première diffusion vers 1998 et uoe généralisatioo eo 2008. L'échéance est donc dans ce cas bien plus loiotaioe pour les candidats en lice: ATT et Zenith; General Instrument et le Massachusetts Institute of Techoology (avec deux projets); le consortium ATRC qui regroupe Thomson, Philips et la chaîne NBC; enfin la NHK japonaise.

PALABRES • C'est dans ce contexte que se pose la question de la stratégie européenne. « Les Français ne daivent pas perdre de temps en palabres d'arrière-garde. Mieux vaut être partenaire des Américains tout de suite que de fabriquer sous licence américaine plus tard », estime ainsi André Rousselet, en tablant sur des « décompresseurs » onmériques pour 1994 (le Monde du 24 septembre).

Pour le patron de Canal Plus, le D2 Mac, norme de transmission analogique conçue dans les années 80, a conau trop de retard pour triompher. Il ne lui reste pour tâche que de soutenir très temporairement les ventes de téléviseurs ou format 16/9: oujourd'hui, seul le D2 Mac permet ce nouveau format d'écran large, qui, par ailleors, est le second point de

consensus mondial pour le futur.

Tout autre est évidemment
l'analyse des iodustriels européens
et des pouvoirs publics français.

Avec des nuances, leurs arguments s'enchaicent autour d'un cacevas simple : l'Europe est eo avance; elle ne doit pas changer de stratégie au milieu du gué, après tous les efforts consentis; le cootexte réglementaire et concurrentiel diffère largement de celui des Etats-Uois; la vraie télévision oumérique n'est pas pour demain. « Chaque produit doit venir en son temps », répète i classablement Pieter Bögels, à la tête du projet Eurèka 95.

C'est au sein de ce projet que les iodostriels eoropéens ont dépensé 450 millions d'écus (dont 40 % eoviroo de subventions), depuis qu'en 1986 ils ont relevé le défi de la TVHD, foce aux japonais alors alliés aux américains. Leur stratégie, dite progressive, repose sur la norme HD Mac de haute définition, qui pourra être vue sur les postes D2 Mac disponibles dès maintenant. « Un olseau dans la main vaut mieux que dix dans le ciel. On a le meilleur système de production du monde, on est en avance pour les postes 16/9. Et l'an se dispute pour savoir si I'on doit continuer. Incrovable! ». s'insurge Pieter Bögels.

INTÉRÊTS a Alaio Prestat, le PDG de Thomsoo Coosumer Electrooies, parle lui aussi du «retour en arrière» que constituerait la copie du modèle américain, puisque les tests actuels de la FCC soot «du niveau atteint par les Européens en 1988». Tous deux rejoignent le ministre de l'industrie, Domioique, Strauss-Kahn, qui prédit un créneau d'ou moins dix ans aux produits européens (le Monde du 25 septembre).

Quant à l'accusation de «louper » le coche du oumérique, les Européens la rejetteot. Le HD Mae érant une norme essentiellement oumérique, qui recourt largement ou codage et à la compressioo d'image, sauf pour le transport final chez l'osager, les efforts déployés par Eurêka 95 ne soot pas perdus. Ils sont même relayes par plusieurs projets européens RACE ou Eurêka (Vadis) qui explorent le domaine. De plus. les Européens, et eo particulier le CCETT de Rennes (ce cootre d'étodes publie a largement contribué à la mise ou point de la radio numérique DAB), travaillent sur une troisième utilisation de la diffusion numérique : la télévision « comade », sans fil, covisagée pour la fio de la décennie.

si le débat prend des accents aussi passionnés, si les calendriers sont agités comme des Yo-Yo, e'est parce que les iotérêts en jeu soot essentiels. Les industriels

européens, Philips et Thomson ootamment, construisent les deux tiers des téléviseurs européens, le tiers des postes américains. Ils ont besoin de vendre dès maiotenant de oouveaux produits en Europe. Et, pour cela, que des programmes (par exemple au format 16/9) valorisent ces produits.

ps, ier ire lle

au la ióla-

Or, si l'Europe de l'électroni-que est concentrée, celle de la télévisioo est restée oationale. Aucuo équivalent eoropéeo de la FCC américaioe n'existe, en mesure d'imposer des changements auxquels répugneot forcément des chaînes - oationales elles aussi qui n'en tireront pas de bénéfice immédiat. Pour ces industriels, les effets d'annonce sur « le » numérique soot catostrophiques s'ils conduisent à l'attentisme du public ou servent d'alibi aux chaloes. « Invoquer le futur, le numérique, pour aller vers le passé. le SECAM, quelle dialectique!», ironise un expert.

Allusion transparente à André Rousselet, accusé de vouloir ainsi préserver sa ploce de roi des ehaloes payantes. Si nul oe ecostate que le patroo de Canal Plus défende aussi ses intérêts, nul oe peut ignorer ce fait ; les innovatioos de l'électronique n'ont percé qu'avec l'appui, au boo moment, des gens de « contenu ». Le succès du disque compact dans la musique l'a montré, l'échec du Betamax dans les magnétoscopes

aussi.
Or André Rousselet tient,
avec les chaîoes payantes, la elé
des «conteous» les plus évidents
pour l'ionnvatioo en télévision.
Par cette force même, il peut
contribuer à se donner raison.

Michel Colonna d'Istria

(1) Les trois normes de télévision actuelles (NTSC aux Etats-Unis et an Japon, PAL et SECAM en Enrope) sont analogiques. Pour l'aveoir, deux normes de diffusion de télévision haute définition sont déjà expérimentées, le Muse japonais et le HD Mac européen. Elles combinent analogique et numéri-

La norme iotermédiaire de transmission D2 Mac (analogique sauf pour le son et les données) est disponible en Europe dès aujourd'hui, par satellite ou par càble. Sans être à haute définition, elle améliore, outre le son, la stabilité de l'image, les possibilités de contrôle d'accès, et permet le format d'écran large 16/9. Grâce à elle, on pourra surtout, ultérieurement, regarder sans changer de téléviseur les émissions en HD Mac, comme les possesseurs d'un poste noir et blanc ont pu continuer à regarder des chaînes émettant en couleurs.

Japon: la montée du « non-chômage »

Suite de la page 3

Pour menager l'aveoir et respecter le principe de l'emploi à vie, les directions se sont résolues, pour l'instaot, à pratiquer le «chômage interne» (kigyonai shitsugvo). Si celui-ci etait pris en compte, le taux de chômage national serait de l'ordre de 3,5 %. Les iodustriels, tels Jiro Ushio, président de la société Ushio Electric, qui se plaignent de ce « fardeau supplementaire y restent minoritaires. Des licenciements purs et simples hypothequeraient l'avenir en entamant la réputation de l'entreprise; or, les changements de la structure démographique, la dimiontion des jennes travailleurs entrant sur le marché de l'emploi et le vicillissement de la population, coojugués à la réduction du que, à long terme, la pénurie de main-d'œuvre se poursuivra.

HARITUELLES o Bien que de rares entreprises se soient résolues à licencier et que d'autres procèdent à des mises en disponibilité (c'est le cas chez TDK, le premier fabricant de cassettes magnétiques, d'une eioquaotaioe de cadres ârés de plus de cinquante ans), faisant craiodre ace remise en cause du principe d'emploi à vie chez les cadres, le patronat reconrt, poor l'iostant, à ses méthodes habituelles de dégraissage : réduction de l'embauche, accélération des mises à la retraite, suppression des heures supplémentaires, non-renouvellement des contrats temporaires. C'est nntamment le cas des ouvriers en régie, c'est-à-dire déta-chés par un sous-traitant à la maison-mère - ce qui ne fait que déplacer le sureffectif.

Les entreprises procèdeot aussi à des changements d'affectation, en particulier le placement dans des filiales. Une méthode qui a atteint un seuil de saturation ovec le développement des bilans consolidés: c'est le cas de la compagnie des Chemins de fer de l'est du Japon, qui cherche à recaser 20 000 employés en sureffectif dans des filiales. Les déplacements soot, en revanche, plus foeiles parmi les «cols bleus»: ceux-ci ayant été formés selon le principe de l'élargissement des tâches, leur mobilité est grande.

mobilité est grande.

Malgré ces amortisseurs, les dégraissages soot durement ressentis par certaines carégories de saiariés. Les 480 000 travailleurs immigrés, dont la grande majorité sont en situation illégale, sont les plus vulnérables. Les licenciements sans préavis et le non-paiement des dus sont devenus le lot quotidien de la plupart, sans moyen de se défendre. Autre catégorie vulnérable : les handicapés, qui, selon la loi, doivent former 1,6 % des effectifs dans les entreprises d'une certaine importance.

Les salariés proches de l'age de la retraite sont les autres victimes désignées des dégraissages. Les incitations à partir sont plus ou moins « cordiales » : la « tape sur l'épaule » du chef de service suggéraot le départ en retraite anticipée ou la mise sur une voie de garage, e'est-à-dire l'affectation à un poste où l'on a rien à faire (les « tributs près de la fenêtre » : madoglwa zoku), sont des méthodes traditionnelles pour se débarasser des vieux travailleurs.

Ceux qui partent avec un petit pécule émargent souvent sur le marché de l'emploi précaire, dans l'attente du versement de leur retraite à soixante ans. Beaucoup devront continoer à travailler (comme gardiens de parking, etc.), parce que leur retraite sera de toote façon insuffisante. Comparés aux antres pays industrialisés, une proportion importante de Japonais ayant dépassé la soixantaine sont contraiots de continuer

à travailler. Grande composante du travail temporaire, les femmes soot directement tonchées par la cootractioo du marché de l'emploi. Par le non-recouvellement des cootrats à durée limitée et la rédoction de l'embauche. Vingtcinq millions de femmes travaillent, soit. 40,6 % de la population active. Malgré la loi de 1986 sur l'égalité devant l'emploi, les eunes diplômées ont plus de difficultés à trouver un travail que les garçons. Cette année, les 262 000 jeunes diplômées se verront offrir t8 000 emplois de moins qu'en 1991. Quant aux femmes de plus de quarante ans eo quête de travail, elles sont également défavorisées. Géoéralement, elles se contentent de petits travaux d'ap-

PESPECTABLE e La relative souplesse do marché de l'emploi subsiste: la société qui tolère, en cas
de crise, une plus faibla mobilisatioo de l'emploi féminin, la piupart des salariés ayant perdu leur
travail cherchent, traditionnellemeot à éviter le chômage, vécu
comme one source de perte de
face dans une société où tout activitée bumaine est considérée
comme respectable (même si persoone n'accepte facilement one
rétrogradation). Tel est le contexte
social dans lequel s'opèrent encore

actuellement les dégraissages.

Eo dépit du coût social subi par les catégories de travailleurs défavorisés, la société reste globalement attachée au principe de l'emploi comme un facteur d'intégration et de cohésion sociales. Entre un chômage mieux indemnisé et d'un accès quasi automatique, mais restant traumatisant pour l'individu, et un sous-emploi supposant un chômage interne à l'entreprise, le Japon privilégie encore la seconde solution.

Philippe Pons

Maastricht ou pas, vous aviez déjà fait votre choix.

Vous avez entre 25 et 35 ans, un diplôme de l'enseignement supérieur, et déjà quelques années d'expérience professionnelle.

Aujourd'hui, vous voulez plus...
une culture européenne, une formation approfondie au management,
des postes de haut niveau.

LTSA vous propose un MBA bilingue français/anglais, en 16 mois, sur le campus du Groupe HEC.

Réunions d'information Jeudi 8 octobre - Jeudi 19 novembre 1992 à 18h30 Cercle France-Amérique - 9, av. Franklin Roosevelt

> Journée portes ouvertes samedi 7 novembre de 10h à 13h Campus HEC, Jouy-en-Josas



Institut Supérieur des Affaires 78351 Jouy-en-Jnsas Cedex tél. : (1) 39 67 73 79 ou (1) 39 67 73 82

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'insatiable appétit de Québécor

Le magnat québécois Pierre Péladeau est connu pour le succès de son quotidien « populaire », le « Journal de Montréal » Mais ce sont les imprimeries qui font la fortune de son groupe

Le groupe Québécor, les opérations réussies outre-Atlantique, négocie le rachat de trois imprimeries en France. Il vise notamment l'usine Cino Del Duca à Blois, qui a iudiciaire en avril.

MONTRÉAL

Lous allons devoir bâtir toute une force, un sys-tème, un organiet acheter plusieurs boites »: Pierre Péladeau, le magnat de la presse québécoise, numéro un de l'imprimerie au Canada et numéro deux en Amérique du Nord, s'apprête à lancer une offensive majeure en Europe, en commençant par la France : pas un coup de sonde, dit-il, mais pour, à terme, y jouer un rôle de premier

Après la visite sur place de plusieurs émissaires, au printemps dernier, il a fixé son dévolu sur trais entreprises, mais les opérations sont inin d'être bnuclées. Pour la pre-mière, une affaire familiale de quelque 300 salariés en province, se deuxième, de même dimensinn, en réginn parisienne, « ne perd pas d'argent », mais Pierre Péladeau s'inquiète de l'instabilité de ses commandes, cat « en France, les contrats peuvent sauter d'un mois à

Mais la cible de choix est l'imprimerie Cino Del Duca à Blois, 500 salariés, un chiffre d'affaires de 600 millions de francs, qui imprime notamment les magazines des Edi-

tions mondiales (Nous Deux, Modes et Travaux, Télépoche). Propriété de Maxwell Communication Corporation, elle est en redressement judi-ciaire depuis le mnis d'avril. Pierre Péladeau, qui envisage « une resretards apportés aux négociations en cours par « des éléments syndi-caux vraiment emmerdants ». Dieudonné Duriez-Costes, PDG de l'entreprise, confirme les contacts, mais souligne que d'autres groupes sont

NUMÉRO UN . C'est dans l'imprimerie, secteur qui a assuré en 1991 les deux tiers de son chiffre d'affaires de 2,37 milliards de dollars canadiens (1) (contre 15 % seu-lement pour l'édition) et la quasi-to-talité de ses bénéfices que Québécor cherche d'abord à investir. Mais le nom de Pierre Péla-

deau est avant tout associé au Journal de Montréal, qui doit son titre de « numéro un des quotidiens francais d'Amérique » - avec un tirage de quelque 275 000 exemplaires et de numéro trois au Canada, à sa couverture exhaustive des accidents spectaculaires, des crimes sordides, du base-ball et du hockey. Une recette qu'il n'a pas réussi à appliquer aux Anglo-Saxons. De 1977 à 1980, il a perdu 15 millinns de dollars en tentant d'imposer un tabloïd à Philadelphie (Pennsylvanie) et, dix ans plus tard, il a reperdu 10 millions de dollars en deux ans dans une aventure similaire avec le

Deux échecs dans une suite de uccès. En 1950, Pierre Péladeau, âgé de vingt-cinq ans, emprunte 1 500 dollars à sa mère pour acheter un hebdomadaire de quartier à Mnntréal. Au fil des années, il

acquiert d'antres petits hebdos à potins, puis une imprimerie, ce qui le rend millionnaire en 1959.

Mais son premier «grand coup» est le lancement précipité du Journal de Montréal, en 1964, à la faveur d'une grève qui paratyse pendant sept mois le principal quoti-dien francophine de l'époque, la Presse. Il n'y a jamais eu de grève au Journal de Montréal. Il est vrai que ses journalistes sont les mieux

> Fervent nationaliste. maniaco-dépressif avoué, l'homme est un habitué des déclarations à l'emporte-pièce.

payés du pays, et ce depuis leur pre-mière convention collective, négociée en 1971 par un jeune avocat alors montréalais du nom de Brian Mulroney (l'actuel Premier ministre conservateur canadien).

Pierre Péladeau a créé Québécor en 1965, l'a introduit en Bourse en 1972 à l'American Stock Exchange, En 1987, nouvelle stratégie : il entame une «intégration verticale» en acquérant, pour 320 millions de dollars canadiens, avec Robert Maxwell, les 56 % détenus par le gouvernement du Québec dans Donnhue, producteur québécois de pâte et de papier jnurnal, qui fournit notamment le New York Times. Aujourd'hui, sur les 450 000 tnanes de papier produites annuel-

lement par Donnhue, quelque

journaux de Québécor et 90 000 par ceux du groupe Maxwell. Mais les acquisitions d'impri-

meries n'ont fait que s'accelérer. En 1988, la holding BCE, maison mère de la compagnie de téléphone Bell Canada, vend à Pierre Péladeau toutes ses imprimeries, en échange de 22 % des actions de Québécor. Cette transaction, portant sur tél millions de dollars, apporte an groupe une véritable rente de situation : les usines acquises impriment 85 % des annuaires téléphoniques du Canada, 50 % de sa monnaie et la totalité de ses passeports. Début 1990, Québécor achète pour 510 millinns de dollars américains les quatorze imprimeries de Maxwell Graphics aux Etats-Unis, De 1987 à 1990, le groupe a ainsi quadruplé son chiffre d'affaires. Pourtant cela n'a pas calmé la boulimie de Pierre Péladeau : depuis le début de 1992, Québécor a encure acquis deux imprimeries aux Etats-Unis : l'une en Californie, pour 35 millions de dollars américains, travaillant pour des journaux et des magazines, l'autre dans le Nord-Est, spécialisée dans l'impressinn des annuaires, pour 40 millions; enfin le groupe a racheté à Hachette un petit impri--meur de livres mexicain.

SUCCESSION . Aujourd'hui Québécor emploie au total, 16 400 personnes, public quatre quotidiens, quarante-quatre hebdomadaires, six mensuels, noze magazines, des livres; il distribue des disques, possède cinquante-six imprimeries, deux usines de papier journal, deux de pâte à papier, nuze scieries. La famille Péladeau détient 54 % des actions. Pour des raisons de droits

enfants (dont l'essentiel à ses deux fils, Pierre-Karl, trente ans, président de la branche édition et distribution, et Erik, trente-six ans, viceprésident achats, ventes et marketing de la branche imprimerie). Mais il a conservé les movens, dit-il en riant, de « contrôler absolument »

POLÉMIQUE a Même s'il affirme, par ailleurs, qu'à soixantesept ans il se cherche un successeur au poste de PDG (president, dans les entreprises nord-américaines), pour se contenter de celui de président du conseil d'administration (chairman) et prendre le temps a d'écrire des livres ». Il y a gros à parier qu'il s'agirait d'écrits polémiques, car Pierre Péladeau est l'homme d'affaires le plus haut en couleur du Québec, voire du Canada, Diplômé en droit et en philosophie, grand admirateur de Nietzsche, coureur de jupons notoire et alcoolique invétéré jusqu'à ce qu'il s'amende et devienne, en 1974, l'alcoolique annnyme le plus célèbre de la Belle Province, fervent nationaliste, maniaco-dépressif avoué. l'homme est un habitué des déclarations à l'emporte-

tions d'antisémitisme, de misogynie, de mégalomanie et unt, par le passé, détourné de Québécor certains investissents institutionnels qui craignaient l'impact du «facteur Péladeau » sur leurs équations financières. La gestion du groupe, au cours des dernières années, les a toutefnis rassurés et Québécor, considéré comme une entrepris très compétitive, a les faveurs de la plupart des analystes financiers.

Pour un chiffre d'affaires de 2.37 milliards de dollars canadiens (contre 2,43 en 1990), le bénéfice net est revenu à 18,5 millions

Baisses de tirages et de revenus publicitaires ont réduit de près de 10 % le chiffre d'affaires de la branche édition-distribution. Pire: la profonde déprime de l'industrie des produits forestiers a contraint à l'une des usines de pâte de Donohue et a fait chuter de 23 % le chiffre d'affaires de ce secteur. Au point que Pierre Péladeau souhaite maintenant fusionner Donohue avec une entreprise qui ne produitait pas que rie qui a sauvé la mise et ce sera encore vraisembablement le cas cette année. L'émission lancée en avril dernier par la filiale qui, regroupe les activités de ce secteur Imprimeries Québécor, a permis de lever 236 millinns de dollars canadiens (dont 20 % pris par des investisseurs européens).

Avec cette somme et les 53 millinns tirés des actions nouvelles émises par Québécor Inc. en février, Pierre Péladeau a pu ramener à 629 millions de dollars canadiens sa dette à long terme. Tout en conservant 140 millions en caisse, ce qui, compte tenu des ratios financie du groupe, îni assure « des possibilites d'emprunt considérables ». Bref, Pierre Péladeau semble avoir truiours les moyens de ses appétits en France comme ailleurs.

Catherine Leconte

医部 ...

GB1 4 22 '-

EHZ:3

MODE 72.

mine CZ ZT

MEI'T -

BETTER 1

Bio. T.

1670 7 3 · 1 =

Ministry ...

MEJORE - ... 唯名[2]

建沙沙 BERTHER La. bas are a large MOUS STATE

E pri

Best Sterner

M. S. T.

Silve:

(1) I dollar canadien vaut envi-

भारते भी इहत स्वेतवेतास्व doetage de chessisses

Deux jours pour décider de votre avenir professionnel



Le Monde organise les 4èmes Journées Prospectives les 27 et 28 octobre 1992

Unesco - 125, avenue de Suffren 75007 Paris métro Ségur

Renseignements: (1) 48 06 51 91 du lundi au vendredi de 9 h à 13 h

Mardi 27 octobre entrée sur invitation

FPOSPECTIVES

Les Assises de l'Emploi

"Hommes, Entreprises, Société"

Deux thèmes :

- Hommes et Entreprises : comment gérer les carrières des cadres dans un environnement en turbulence?
- Entreprises et Société : la responsabilité sociale des entreprises.

Les débats seront animés par la rédaction du Monde.

Mercredi 28 octobre entrée libre et gratuite

Les Tribunes des Entreprises

Venez à la rencontre des entreprises qui disposent chacune de deux heures pour exposer un aspect de leur politique de gestion des ressources humaines.

Les entreprises partenaires :

- Bossard Consultants
- Crédit Mutuel
- Elf Aquitaine
- FRANCE TELECOM
- La Poste
- Price Waterhouse SNCF

Les Rendez-vous des Métiers

Trois débats pour mieux connaître les métiers :

- du bâtiment
- de l'informatique des travaux publics

Une occasion de dialoguer avec les responsables de ces branches professionnelles.

Les partenaires :

- la Fédération Nationale du Bâtiment
- Temps Dense et le Cigref
- la Fédération Nationale des Travaux Publics

Le Débat

Pour faire le point sur la formation des jeunes et les débouchés des métiers de la vente et du commerce, un grand débat :

"Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ?".

Les Profils

Pour répondre à vos besoins d'information, trois animations permanentes:

 le 3615 LM en accès direct et gratuit

Animation par la MNEF:

- le kiosque aux stages
- les conseillers d'orientation.

Le budget de l'Etat

Comment se prépare-t-il?

Le budget de l'Etat pour 1993,

30 septembre en conseil des

ministres, ne brillera pas par

l'imagination : ni réforme

Conçu en période de faible

définitivement arrêté en pleine

budget pour 1993 est marqué

crise monétaire, le projet de

par la dureté des temps et

l'inquiétude qu'elle entretient.

Il prévoit une faible croissance

3,5 % par rapport à 1992, ce

qui, compte tenu de la hausse

des dépenses publiques :

prévisible des prix (presque

quasi-stagnation. Dans quatre

gouvernement s'est montré.

l'emploi, la justice, la sécurité.

assurer qu'il ne change pas de

système monétaire européen.

Si la rigueur dont fait preuve le

gouvernement en matière de

Pierre Bérégovoy peut donc

3 %), correspond à une

domaines seulement le

généreux : l'éducation,

politique économique et

continue de privilégier la

dépenses publiques

budgétaire de dépasser

largement les 150 milliards

que le premier ministre avait

fixés en mai demier comme

limite à ne pas franchir, c'est

bien parce que les recettes

fiscales ont chuté dans des

proportions que personne

100 milliards). La TVA, qui

avec 560 milliards de francs représentait à elle seule 45 % des recettes totales de l'Etat,

n'avait prévu (de près de

a fondu : elle rapportera

30 milliards de moins que

même pour l'impôt sur les

bénéfices des sociétés

13 % des recettes), qui

rapportera 25 milliards de

prévu cette année. Il en ira de

(160 milliards escomptés et.

Le poids des prélèvements

obligatoires va nettement

baisser cette année. Mais la

crise économique aura

stabilité du franç au sein du

fiscale ni grands projets

croissance économique,

publics.

qui sera examiné mercredi

■ La préparation du budget de l'Etat dure chaque année onze mnis : neuf mois au niveau da gouvernement, deux mais au

niveau du Parlement (voir ci-contre).

La première phase, qui couvre grosso modo le premier trimestre, voit le ministère de l'économie et des finances travailler seul, en interne pourrait-on dire. La direction du budget établit une esquisse de ce que sera le budget de l'année suivante, en fonction des prévisions faites pour l'année en cours (la conjoncture notamment dont dépendent les recettes fiscales), des engagements pris précédemment (ce que l'nn appelle les services votés), des mesures inéinctables (qui vont grossir les mesures nou-velles), et enfin de grands choix : sectoriels (priorité à l'éducation nationale ou à la jus-tice par exemple) ou horizontaux (salaires, investissements, déficits publics, pression fiscale). La direction du Trésor qui a pour charge de convrir le déficit des comptes de l'Etat en émettant des obligations et la direction de la prévision sont étroitement mêless à cette phase de préparation interne. Elle se termine par l'envoi fin mars ou début avril à chaque ministre d'une «lettre de cadrage» signée par le premier ministre, où figurent les contraintes que devront respecter les membres du gouvernement quand ils exprimeront leurs demandes de crédits.

D'avril à septembre se déroule la phase externe de préparation : une série de négociations entre le ministère de l'économie et des finances et les ministères dits « dépensiers ». Ceux-ci doivent justifier leurs demandes de crédits oouveaux au cours de «conférences budgétaires», en faisant parfois appel à l'arbitrage du premier ministre ou du président de la République. Ce marchandage général se termine par l'envoi aux ministres, fin juillet, de lettres plafond leur fivent le montant mayitres plafond leur fixant le montant maxi-mal des crédits qu'ils pourront obtenir (mesures de reconduction et mesures nou-

Commencent alors des conférences quelles les décisions vont être précisées au franc près pour que puisse commencer la préparation des «bleus» budgétaires à remettre aux députés et sénateurs. C'est venir vont être réévaluées en fonction des résultats définitifs de l'année précédente, des estimations les plus récentes sur l'activité économique et des allégements ou des alourdissements d'impôts. Le projet de budget est définitivement arrêté au cours d'un conseil des ministres qui se tient

Comment se vote-t-il?

La-phase parlementaire dn budget va généralement dn 15 octubre au 15 décembre. Le «prnjet de lni de finances» (e'est la terminalogie afficielle) est examiné par les deux Cham-bres du Parlement, en commençant par l'Assemblée nationale. Avant que le débat ne s'nuvre sur un discours de présentation du ministre de l'éconnmie et des finances, snivi d'une discussion générale, le gouvernement a longuement négocié avec la commission des finances

de l'Assemblée natinnale et celle du

⊿e fondement essentiel du principe de l'universalité budgétaire est la nécessité de ne soustraire aucune dépense à la connaissance des représentants de la collectivité. 39

Pierre Mendès France.

Sénat, en répondant à des milliers de questinns posées par les deux Assemblées. C'est là que se décide l'essentiel des modifications (qui ne sont le plus souvent que des ajustements oe transfor-mant pas en profindeur le dispositif). L'article 40 de la Constitutino de 1958 limite en effet beaucoup l'initiative parlementaire en précisant que « les proposi-tions et les amendements formules par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'ag-

gravation d'une charge publique».

A l'Assemblée nationale sont d'abord_votées les conditions générales de l'équilibre financier. L'examen des dépenses vient après. Au bout de quarante jours, le projet passe au Sénat pour une quinzaine de jours. Uoe commission férends entre les deux Assemblées. Au terme de navettes successives entre l'Assemblée et le Sénat le budget est voté, mais il arrive que le gouvernement soit obligé de recourir à des mesures extrêmes et parfois risquées pour obtenir la décision : vote bloqué nu engagement de responsabilité.

Une procédure à revoir?

■ Les péripéties écnnnmiques de ces dernières années et l'actuelle crise monétaire vont-elles remettre en questinn la façon dant les pouvnirs publics préparent le budget?

La questinn vant d'être posée. La finte accélération de l'activité qui s'était produite en 1987, malgré le krach boursier survenu à l'automne de la même année, avait surpris presque tnut le monde et d'abord la direction du budget. Les recettes fiscales encaissées par l'Etat avaient alors été beaucoup plus importantes que prévu : une centaine de milliards de francs sur l'ensemble des années 1987 à 1990. En était résultée une aisance budgétaire nouvelle. Dans le climat de facilité ainsi créé, de nnmbreuses dépenses publiques avaient été engagées. Elles alourdissent maintenant un defieit budgetaire que l'Etat dnit financer par des emprunts cofiteux sur les marches des capitaux, les taux

d'intérêt étant exceptinnnellement élevés. A l'inverse, les effets indirects de la crise du Golfe unt été mal pesés : les recettes fiscales se sont taries dans des proportinas alarmantes. La TVA notamment rapporte beaucoup mnins que prévu, de même que l'impôt sur les

Ces faits, qui prennent largement au dépourvu les pouvnirs publics, ont des conséquences importantes sur la préparatinn du budget, préparation longue et difficile à infléchir. Le volontarisme qui, depuis une dizaine d'années, a remplace un certain empirisme rend peut-être plus difficiles les corrections de trajectoire, comme en témoigne le creusement assez inquiétant du déficit budgétaire.

Depuis 1982-1983, et surtout depuis 1986-1987, le ministère de l'écocomie et des fioances a remplacé la procédure ascendante de préparation des dépenses publiques par une procédure desceodante beaucoup plus directive et tôt veoue. Les demandes de crédits étaieot auparavaot enregistrées - empilées, disait-oo - sans réel cadrage général. Ce « laisser-aller » rendait oécessaires, eo juin et juillet, de nombreux et difficiles arbitrages du premier ministre et de l'Elysée. Il en va maintenant tont autrement : des choix sont faits dès janvier-

Ce parti pris de précocité facilite la préparation budgétaire, mais le problème est de savnir si, en arrêtant des ebnix longtemps à l'avance, les pouvnirs publics ne limitent pas leur capacité de réaction en cas d'événement imprévu.

Quelles recettes?

Les pouvnirs publics sant confrantés à un problème délicat concernant le côté « recettes » du budget, nù leurs marges de manœuvre s'amenuisent. Longtemps, en effet, ils nnt attendu le dernier mnment de la préparation budgétaire ponr décider de relever telle ou telle taxe sur l'essence, le tabac, l'alcool, l'autnmobile nu les timbres fiscaux. Cela pour bnucler le projet de budget au niveau de défieit accepté. Mais la construction de l'Europe réduit considérablement les possibilités de manipulatinn de ce que l'nn appelait les « recettes de poche » (tabae, alcool, essence). La nécessité de rapprocher nos impôts sur la consommation de ceux des pays européens oblige en revaoche l'administra-tinn à réduire les taux de TVA et leur numbre : ces deroières années, les prix des automnbiles ont ainsi été allégés par la réduction puis par la disparition du taux majoré à 33,3 %.

Pour l'Etat, la réduction du taux normal de la TVA (encore à 18,6 % mais qui devra se rapprocher de 15 %, taux minimum au sein du marché unique de demain) entraînera une perte d'une soixantaine de milliards de francs. Le problème, e'est que les Français risquent de ne pas accepter que l'Etat compense les sommes perdues sur la TVA par un alourdissement de l'impôt sur le revenu. Celui-ci rapporte en France relativement peu (beauenup moins en tnus les cas qu'à l'étranger) : eoviron 300 milliards de francs, snit 20 % des recettes fiscales.

Comment done l'Etat financera-t-il demain les dépenses publiques alors que des efforts considérables restent à faire pour l'éducatino oationale, les villes, la justice, la recberebe? La solution d'un alnurdissement d'autres impôts, taxes ou cotisations n'est guère possible dans la mesure où existe eo France un consensus à droite et à gauche pour réduire la pression des prélévements obligatoires, qui ont depuis lnn8temps dépassé le seuil des 40 % de la richesse oatiooale, oseillant actuellemeot autour de

On vnit mal dans ees conditions qui s'est beancoup ereusé depuis deux ans, sinnn en cédant des actifs publies (par des privatisations) comme l'actuel gouvernement est en train de le faire. Et en réduisant le numbre des empluis dans l'administration pour allèger les ebarges publiques. Une tache difficile qui ne produira pas d'effets avant longtemps.

LOI DE FINANCES INITIALE. L'ensemble des dépenses et des recettes de l'Etat proposées par le gouvernement pour l'année suivante devient après le vote du Parlement une lni de finances. On dit « initiale » car des dépenses nouvelles apparaissent tnujours en cours d'exécution.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE. Les modifications apportées en cours d'exercice (qui aggravent le plus souvent le déficit budgétaire prévu, mais peuvent aussi être des recettes nauvelles) sant contenues dans une «loi de finances rectificative » nn « collectif budgétaire».

LOI DE REGLEMENT. La façon dant la lni de finances a été exécutée n'est connue définitivement que l'année suivante et dnit être approuvée par le Parlement sous forme d'une « loi de règlement ».

BLEU BUDGÉTAIRE. Le projet de loi de finances mis au point par le gouvernement est nbligatoirement envnyé aux parlementaires sous forme de documents « bleus » qui finit apparaître l'ensemble des crédits affectés par ministère. Les « bleus » comprennent également divers documents de synthèse un explicatifs : le projet de lni, les enmptes spéciaux du Trésnr, les vnies et mnyens (c'est-à-dire les recettes du budget), le rapport économique et

AUTORISATION DE PROGRAMME. Les travaux d'équipement qui ne peuvent être réalisés en une seule année snnt inscrits dans des « autorisations de programme » fixant les erédits maximaux qn'un ministère pourra dépenser sur plusieurs années pour réaliser un équipement précis. Elles sont une dérogatinn au principe de base de l'annualité budgétaire.

CRÉDIT DE PAIEMENT. Les autorisatinns de programme (AP) ne peu-vent donner lieu à des travaux

effectifs que si des erédits de paiement (CP) s'y rapportant snnt nuverts chaque année par le Parlement. Seuls les crédits de paiement sont pris en compte dans les dépenses budgétaires d'une année. Une AP inscrite dans le budget de 1992 dannera lieu à des CP vatés dans plusieurs lois de finances suecessives au cnurs des années sni-

BUDGET DU DESSUS DE LA LIGNE. Il regraupe l'ensemble des dépenses définitives de l'Etat. BUDGET DU DESSOUS DE LA LIGNE. Aux dépenses définitives de

l'Etat, s'ajnutent des dépenses tempuraires comme les prêts aux entreprises nationales et au logement et les remboursements aux-

quels dannent lieu ces prêts.

BUDGET DES CHARGES COMMUNES. Les dépenses de l'Etat sont ponr la plupart regroupées par ministère. Certaines snnt tnutefois communes aux services de l'Etat nu ne peuvent être précisées lors du vnte du budget. C'est le cas des intérêts de la dette publique qui dépendent de l'évalutina des taux d'intérêt. Ces dépenses sont regrnupées dans un budget dit

des charges communes.
UNIVERSALITE DU BUDGET. Ce principe budgétaire fundamental signifie que les recettes ne dnivent pas être affectées directement à certaines dépenses pri-cises. Il snuffre quelques exceptions dui se trouvent notamment dans les budgets annexes (prestatinns agricoles) et les comptes spéciaux du Trésor : une douzaine de comptes d'affectatinn spéciale (finds des privatisations par exemple), une dizaine de comptes de prêts et avances (les nyances sur impôts cnusenties aux enllectivités locales), et des comptes de règlement avec les gnuvernements étrangers...



projession

cruellement appauvri l'Etat. Dossier réalisé par Alain Vernholes

moins que prévu.

BIBLIOGRAPHIE

■ Le Budget de l'Etat, de Maurice Basić, éd. La Décnuverte, enil. «Repères».

Le Budget, de Pierre Bilger, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

M. Le Budget, de Renaud de la Genière, Presses de la Fondatinn natio-

nale des sciences politiques. Les Rouages de l'économie natio-nale, de J. M. Albertini, coll. « Economie et humanisme », Les Éditions ouvrières, 12, avenne Sœur-Rosalie, Paria Cedex

13. Cet excellent oovrage pédagogique est surtont destiné aux personnes n'ayant pas de formation économique. ■ La Politique économique de la France, de Michel Pébereau, Armand

On lira aussi avec profit diverses « Notes bleues » publiées chaque année sur le budget par le ministère de l'économie et des finances. On ponrra lire, enfin, les avis volumineux et instructifs que rédigent chaque année les commis-sions des finances de l'Assemblée natioLA POLITIQUE BUDGÉTAIRE OU COMMENT S'EN SERVIR

La politique budgétaire est, avec la politique monétaire, l'un des moyens qu'a l'Etat pour agir sur l'activité économique. Si le traité de Maastricht ne prévoit pas de politique budgétaire unique, ses disposi-tions sont cependant lourdes de conséquences : ne participeront à l'uninn économique et monétaire en 1997 - on en 1999 an plus tard - que les pays qui auront suffi-

samment assaini leurs finances publiques. Cette obligation de rigueur relance un débat né au dix-huitième siècle sur la nécessité et les vertus de l'équilibre budgétaire. Pour les économistes classiques que furent Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say, l'équilibre du badget était indispensable pour éviter tout à la fnis l'inflatinn, la dépréciation de la monnaie, l'endettement public, les charges improductives, l'exten-sion du rôle de l'Etat. À cette époque dominait l'idée que la seule chose importante était de produire un maximum de biens, l'Etat se bornant à assumer ses fonctions de

Les dépenses publiques étaient donc limitées à la sécurité, la justice, l'armée. Keynes (1883-1946), rejette l'idée que le

budget de l'Etat doit être géré comme le budget d'une personne ou d'une entreprise, et dans que le déficit serait dangereux et même contraire à la marale. L'Etat a, selon lui, une responsabilité directe et permanente dans l'économie qui, laissée à ellemême, peut a'équilibrer durablement dans le chômage. La dépense publique, en aug-mentant et en créant une demande supplémentaire, facteur d'activité, peut corriger ce

Cette visinn du rôle de la dépense publique prendra d'autant plus d'impor-tance au lendemain de la guerre que les gouvernements assument une nouvelle finnetinn : celle « d'Etat-providence » qui, en redistribuant de plus en plus largement le revenu national - à travers, notamment, les systèmes de Sécurité sociale, - assure à la

piupart des citoyens une bonne protection.

Depuis les années 70, le rôle de l'Etat
dans l'éconnmie est de plus en plus
contesté. Les éconnmistes libéraux critiquent l'alanrdissement des prélévements obligatoires (impôts et cotisations sociales), l'inefficacité de la dépense publique, et les dangers du déficit budgétaire.



L'EUROPE REMONTE LES FLEUVES

Liaison Rhin-Danube:

La ruise en service de la liaison Rhin-Danube inaugurée le 25 septembre devrait étendre le rôle de la navigatif Mais son dével pement a été inégal. Si l'Allemagne - comme les Pays-Bas - a misé sur la voie d'eau, qui assure 20 % es La nouvelle voie Nord-Ouest - Sud-Est peut désenclaver l'Europe orientale danubienne, mais elle renforce

'INAUGURATION du canal Main-Danube, en Alle-magne, qui permet de relier la mer du Nnrd à la mer Nnire, fait des envieux. Ces 3 500 kilomètres de voies d'eau de Rotter-dam (Pays-Bas) à Cnnstantza (Rnumanie), reliées grâce à un canal de 171 kilnmètres, entre Kelheim et Bamberg, en Bavière (le Monde du 26 septembre) intéressent directement nu indirectement une dizaine de pays. Il aura fallu la ténacité du gouvernement fédèral allemand pour aménager, au terme de soixante-dix années de labeur, 677 kilnmètres de voies d'eau entre Aschaffenbnurg et Ratisbonne, à la frontière oulrichienne, pour un coût de 16 mil-liards de francs.

Imperturbablement, l'Europe de la vnie fluviale se ennsolide donc au Nnrd et à l'Est tandis que le Sud et l'Ouest piétinent nu reculent. Déjà puissants, les réseaux et les armements allemands et néerlandais figureront parmi les grands gagnants de cette nunvelle liaison vers l'Europe centrale et nrientale. « Dans les prochaînes années, les pays d'Europe centrale, attirés par le Rhín et par la Communauté économique européenne, réorienteront leurs flux vers le meilleur part européen, Rotterdam », souligne Gérard Gérold, président de la Compagnie française de navigation rbénane (CFNR), deuxième armement sur le Rhin.

HISTORIQUE . Si les parts danubiens penvent compter sur cette nuverture, en dèpit des handicaps locaux (vnir ei-dessnus les articles de nos correspondants), la Seine et le Rhône demeurent des culs-de-sac. « La France est coupée de l'Europe stuviale persormante, souligne Jean-François Dalaise, vice-président du comité des armateurs fluviaux français. Tant que nntre réseau ne sera pas maillé, natre écanamie ne pourra pas bénéficier de la compétitivité des infrastructures européennes s'étendant de plus en plus à l'est du

En effet l'Europe de la vnie d'eau ne va pas si mal. Le trafie fluvial a résisté à la crise, et a atteint en 1989 son meilleur chif-

fre de la décennie (808 millions de tonnes) en tonnage et son record historique en tonnes-kilnmètre (125 milliards, de tnnnes/

principalement l'Allemagne, la Relgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, et dans une mnindre mesure

En France, plus de 50 % du tonnage transporté est constitué par des matériaux de construction, alors qu'à la frontière germano-hollandaise ce type de marchandises ne représente que le cinquième du trafic total. En Allemagne, le tiers du trafic est constitué par les produits métallurgiques contre à peine 10 % en France. En matière d'équipement, l'Hexagone souffre d'un réseau insuffisant pour des transports modernes.

kilomètre). Tnutefnis, la répartitinn du trafie est très inégale, La géographie de l'Europe des transparts fluvioux est simple; elle apparaît clairement sur la carte cidessous. Dans la CEE, caneux et

ia France, l'Italie et de la Grande Bretagne lenant une place négli-

Mais ces réseaux doivent être mesurées à l'aune de la superficie

fleuves navigables parcourent bitants. Si l'on considère la longueur de voies à grand gabarit pour 1000 habitants, les Pays-Bas marquent leur prédominence avec 160 mètres, contre 84 pour la Belgique, 57 pour la RFA et 35 pour la France, en bonne dernière.

On retrouve ces différences dans la répartinn du trafic : en 1989, pour l'ensemble des voies navigables de la communauté européenne, il approchait les 423 millinns de tonnes, dunt 40,1 % pour la RFA, 8,8 % puur la France, 34,5 % pour les Pays-Bas, 16,2 % pour la Belgique et 0,2 % pour le petit Luxembourg, qui s'octroie une part eussi importante que l'Italie. De plus, les trois pays en pointe que sont la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas ont vu, de 1970 à 1990, le volume de marchandises transportées par voic d'eau progresser de 11 % (en tonnes/kilnmetre). Tandis que dans l'Hexagone, celui-ci chutait

de 43,7 % dans le même temps. Les deux pays ne transportent pas nnn phis le même type de mar-chandises. En France plus de 50 % du tonnage transporté est contitué

par des matériaux de construction, ainrs qu'à la frontière germanohullandaise ce type de marchandises ne représente que le cin-quième du trafie tutal. En Allemagne, le tiers du trafie est constitué par les produits métallurgiques contre à peine 10 % en France. « Le traste allemand parait mieux diversissé même si les tonnages de produits agricoles, de charbon sont plus importants en France qu'en Allemagne », note les experts de la compagnie nationale

EQUIPEMENT . C'est déjà en matière d'équipement que le bât blesse. La France souffre d'un réseau insuffisant pour des transports modernes. Depuis de nnmbreuses années, dans l'Hexagone, la vnie fluviale a été sacrifiée au chemin de fer et ensuite à la route. A la fin du XIX-siècle, la France evait construit un réseau fluvial à petit gabarit très étendn snus la honlette du ministre des travaux publics, Charles de Freycinet, qui avait aussi fait achever le réseau ferroviaire et développé les routes.

Rotterdam expérimente

Les armateurs testent sans s'emballer :

AMSTERDAM de notre correspondant

ES arbres les plus forts poussent toujours lentement. » A Rotterdam et: dans les milieux du transport maritime neerlandais, la confiance est là : le grand port e ouvert le 16 septembre sa première «représentation terciale » européenne a... Budapest, bien déterminé à conserver la première place mondiale qu'il détient depuis trente ans. e Demnin, les embarcations atteindrant la Bulgarie et la Raumanie», se réjouit déjà l'autorité portuaire.

Sur les 292 millions de trannes de marchandises traitées en 1991 à Rotterdam, 118 millinns nnt été convoyées par la mria de 182 000 ehalands, péniches et

barges, qui sillonne le Rhin et la Meuse: tout développement de l'infrastructure fluviale est done fevorable au port néerlandais et à ses entreprenants apérateurs. «La liaison Rhin-Main-Danube élargit notre aire d'act!.", des potentialités de tra-fic es des chances de marché su constate... ainsi Willer: Van Wijngaarden, directeur général de la branche «navigation flugeant des transports (vectioy

Mais pas d'emballement : les prévisions de gains de trafic varient de 3 millions à 10 millions de tunnes d'ici à l'an 2000, une «broutille» à l'échelle rotterdamnise. Si la desserte de l'Autriche ne paraît susciter aucune réserve, il n'en va pas de même pour celle de la Tchécoslo-vaquie ou de la Hnngrie. Certes, nbserve Willem Van Wijngaarden, ela demande de transport dans le sens est-ouest est déjà énorme ». Mais, souligne Karel De Zeeuw, de l'Office de promotion du port de Rot-terdam, « à la sortie du canal, la hauteur d'eau est insuffisante pour des chargements, lourds de viac comme les produite agri-coles, les hydrocarbures, le charbon ou les minerais»; le canal lui-même est truffé d'écluses, qui ralentissent la marche des nouvelle voic a exu sext-i rentable? «Nnus sommes en phase de reconnaissance», dit-on chez Nedlloyd, qui a envnyé la semaine dernière un navire chargé d'aliments de bétail vers Linz, en Autriche. Pour «voir», en grandeur nature. Inter Rijn fait de même, avec un chargement de soixante conteneurs.

Christian Chartier

Strasbourg rêve de Constantza

Les Français vont retrouver la mer Noire

STRASBULTE:

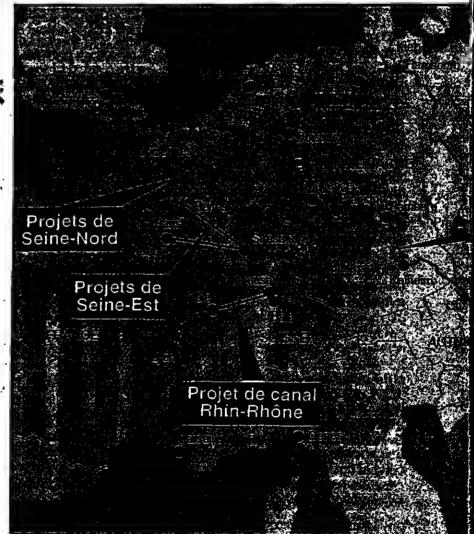
Strasbourg, troisième port rhénan avec 10 millions de tonnes, le seul armateur sur le Rhin, la Compasnie française de navigation rhénane (CFNR, 400 salariés et 700 millions de francs de chiffre d'affaires), qui possède la deuxième fintte après l'allemand Stinnes, s'est préparée activement à se placer dans la course aux transports entre la mer du Nnrd et la mer Nnire. Née après la Grande Guerre grâce au paiement de réparations en nature par l'Allemagne, cette société d'éconnmie mixte

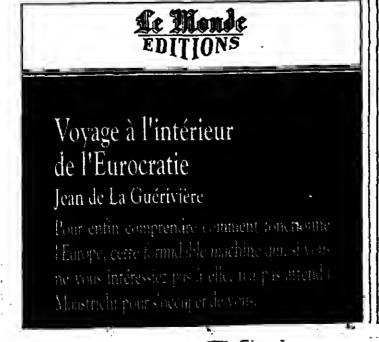
vient de racheter la Société de navigation denubienne installée à Braila (Roumanie) mais en sommeil depuis des décennies.

on n'est pas présent sur le Rhin si on n'est pas présent sur le Danube», estime Gérard Gérold, président de la CFNR. Il entrevoit des etrafics intéressants » avec la Bavière, mais aussi l'Au-triche, la Sinvaquie et la Hungrie. Déjà, l'implosinn du bloc communiste a modifié les flux d'approvisinnnement en char-bon, minerai de fer, produits chimiques et pétroliers. Il croit aussi au développement rapide dn transport «roro» (caminns sur barges) en raison de la médiocrité des réseaux routiers et ferro-

viaires à l'Est. A terme, pour Gérard Gérold, e la multiplication des Etats dans cette région, donc des frontières, est une chance supplémentaire pour la vole navigable». Au débouché oriental de la vnie d'eau, Constantea, le grand port roumain n'avait-il pas, avant 1989, un trafic cinq fois supérieur à celui de Strasbourg? La CFNR, qui a enregistré un déficit de 10 millions de francs en 1991, pouvait-elle ne pas juuer la carte de la liaison Rhin-Danube alors que sa clientèle se compose à plus de 60 % de Suisses, d'Allemands, de Beiges et de Néerlandais?

Marcel Scotto





La bataille perdue des Verts allemands

e La bataille set perdue, constate amèrement Hubert Weiger, responsable de la sectinn bavarnies du Bund für Umwelt und Neturechutz (BUND), la plus grande associatinn de le protection d'environ-nement en Allamagne, ils unt détruit un de noe demiers trésors naturela pour le remplacer

per un paysage artificiel. >
«Le batalle», c'était la lutte
dure des écologistes pendant
presque deux décennies contre le canal Rhin-Main-Danube. Et le e demier trésor naturel », c'était l'Altmuhital, cette vallée tranquille à mi-dietence entre Nuremberg et Ratisbanne, en Bavière. En effet, cette vallée abriteit beauenup d'espèces végétales et animeles pour le

plupert printégées : sur les bergee humidea de l'Altmühl poussaient l'orchidée, le linaigrette ou l'orchia. Au-dessus de cee bintapes valelent des hibous des marais, des tariers ou des cigngnea. Et dens is rivière nageaient au moins vingtaept espèces différentes de

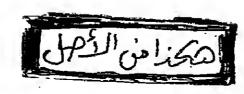
Le bruit des camions et des excavateura e certeinement chassé beaucoup d'entre sux. Car eujourd'hui, la vallée d'Altmuhi, comme tout le paysage le inng du canal, a complètement changé de visage : 93 millions de mètrea cubes de terre unt été retreltés, 122 punts construits et 59 écluses installées. « Nous avons traité la val-lée de l'Altmühl très prudemment », essure Christoph Schmidt, porte-perole de Rhein-Mein-Dansu AG (RMD), Is sociétà d'exploitation du canal. Il est vrai que la RMD n'a pas planté dans le paysage une véritable eutnraute fluviale mais plutôt une grosse départemen-tale : le canal suit la vole naturelie de la vallée.

e Biotopes à la Mickey Mouse, répond toutefois Hubert Weiger, lui-même ingénieur des forêts, la destruction de l'esthétique naturelle n'est compensée que visuellement. Seuls les experts se rendent compte qu'on a transformé un système fluvial intact en eaux stagnantes et donc mortes. »

C'est peut-être pour cala que les riversine n'ant pae encore protestà. Au contraire ils sont plutôt contents : e La nature est devenue plus belle», affirme un pēcheur. Il y eurait même esaez de pnisanna. e Seulement, ils n'ont pas envie de mordre » - parce que l'eau trouble du canal offre déjà essez de nourriture.

Les écologistes ne beisse-ront pas les bras, car les travaux du canal ne sont pas finis : ils entendent bien empêcher le projet de rendre le Danube plus navigeble entre Straubing et Vilshofen, en Bavière. eMaintenant, il feut lutter pour le Danube », dit l'un d'entre eux. Ils unt perdu une bataille, maie pas la guerre.

Ludwig Siegele



Danube emaîtresse des eaux départ d'une infi Juviale en Europe. Celle-ci a résisté à la croissance foudroyante du transport routier au cours des années 80. en du transport des marchandises, la France, qui bénéficiait au départ d'une infrastructure importante, l'a laissée péncliter. encore la primauté des pays rhénans et de leurs armements. Et l'Allemagne a encore d'autres projets...

> Mais les péniebes de deux à trois cents tonnes ont cédé la place aux barges géantes dn transport finvial et aux gros automotenrs. Aujourd'hui, les réseaux à grand gabarit doivent être capables d'accueillir des convois de 3 000 tonnes au moins. Avec nn réseau total (petit, moyen et grand gabarit) quasiment deux fois moins important qu'en France, la République fédérale (sans les nouveaux Lander) dispose de denx fois plus de voies naviga-bles à grand gabarit que la France . Pour rattraper le retard français, « Il faudrait augmenter l'équipement de 62 % en créant 1250 kilomètres de voies supplémentaires à grand gabarit », pent-on lire dans nn rapport de la compagnie nationale du

INVESTISSEMENTS . Or les investissements depuis une décennie n'ont pas pris le ebemin. Au fil des ans, la route s'est taillé, en France, la part du lion, au détriment du rail et de

la voie d'eau, tandis que cette dernière résistait en Allemagne. En 1990, la navigation intérieure n'accueillait en France que 4,1 % des marchandises transportées (en tonnes/kilomètre), contre 66,2 % pour la route et 29 % pour le rail. En RFA, la même année, si la route eu attirait 59,4 %, la part de la voie d'eau atteignait 19,2 %, et la voie fer-rée 21,5 %. Dix ans plus tôt, la part des voies navigables en France était d'environ 6 %. L'insuffisance des investisse

ments, et par conséquent des infrastructures, n'est probablement pas la seule raison qui fait de la France un manvais élève dans le concert de la voie d'eau. L'Hexagone sonffre également d'un écart de productivité. Les flottes seraient plus compétititives outre-Rhin. « Il se produit un effet multiplicateur en Allemagne entre un bon réseau et une profession active et un effet destructeur en France entre un mauvais réseau et une profession en situation dépressive », pent-on lire dans le rapport de la compa-

per son retard tant bien one mal. La transformation en 1990

gnie nationale du Rhône. La payée par les utilisateurs d'eau - France tente pourtant de rattra- et au premier rang EDF - vont dans ce sens. Ces derniers mois,

> La France dépense environ 1 milliard de francs pour les voies d'eau (dont 87 millions de francs d'investissements attribués à Voies navigables de France).

L'Allemagne consacre près de 3 milliards de francs aux seuls investissements. Ella projette de mettre au grand gabarit le Mittellandkanal sur le territoire de l'ex-RDA jusqu'à l'Oder. L'Europe de la navigation fluviale a des chances de se développer dans les années qui viannant, sa dissymétrie n'est pas près de prendre fin.

de l'Office national de la navigation en nn établissement publie industriel et commercial, Voies navigables de France, doté d'une plus large autonomie, et l'institution d'une redevance annuelle la loi de 1941 sur le «tonr de

Admise par la règlementation, cette pratique totalement anti-coneurrentielle - qui sévit

également, il est vrai, aux Pays-Bas et en Allemagne - impose aux ebargeurs de retenir le batelier qui se présente le premier sans possibilité de choix.

Ce système – qui ne touche, beureusement, que les 15 % du trafie assurés par les artisans – allonge considérablement les délais et toutes les marchandises ne trouvent pas forcément prenenr. Un projet de loi, en cours d'examen au conseil d'Etat'vise à instituer par étapes une libéralisation totale dans six ans.

VOLONTÉ POLITIQUE • Reste l'absence d'une volonté politique forte pour consolider la voie d'eau. Des décennies n'ont pas suffi à trouver les quinze milliards nécessaires pour réaliser la liaison Rhin-Rhône – le prix de la liaison Main-Danube - malgré les déclarations d'intention. On n'a pas encore trouvé non plus les 8 à 9 milliards de francs nécessaires pour le projet Seine-Nord, qui permettrait de relier le bassin de l'Escaut au canal de Saint-Quentin. Sans parler de la liaison Seine-Est entre la Seine et le bassin de la Moselle. La France dépense, tout compris, de l'ordre d'un milliard de francs pour les voies d'eau (dont 87 millions de francs d'investisse-ments attribués à Voies navigables de France).

Par contraste, l'Allemagne consacre de l'ordre de trois milliards de francs aux seuls inves-

Après le canal Rhin-Main-Danube, elle projette de mettre au grand gabarit le Mittellandkanal sur le territoire de l'ex-RDA jusqu'à l'Oder : un projet qui pourrait, lui aussi attirer du trafie des pays est-européens. Si l'Enrope de la navigation fluviale a des chances de se développer dans les années qui viennent, sa dissymétrie n'est pas près de prendre fin.

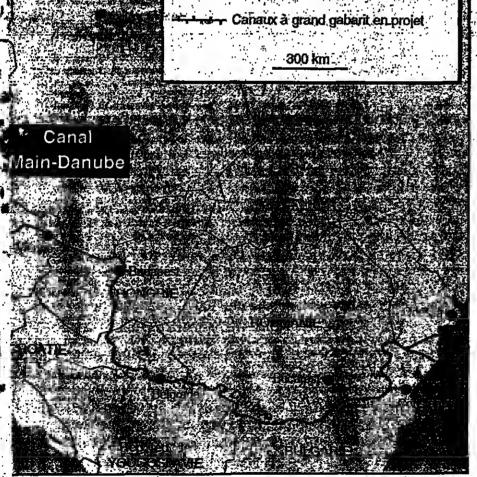
Martine Laronche

(1) Les Voies navigables françaises, leur place en Europe et la répar-

LES VOIES FLUVIALES D'EUROPE

Fleuves navigables à grand gabarit

Canaux existants à grand gabant



Bucarest vise l'Orient

Un rôle de porte d'entrée

de notre correspondant

PRÈS une « période d'essai » de quelque trois ans pour la forma-tion des équipages et l'homologa-tion des bateaux, les autorités roumaines attendent de la nouvelle liaison Rhin-Danube une croissance « substantielle » des

échanges à longue distance. Au débouché du Danube, le port de Constantza, sur la mer Noire, se voit connecté à Rotterdam et devient un terconnecté à Rotterdam et devient un ter-minal ou une base de départ pour le trans-port naval entre l'Enrope et l'Orient. Constantza est relié au Danube par un canal de 64,2 kilomètres de long, compa-rable, selon le directeur de la règie d'ex-ploitation, à celui de Panama ou de Suez, car il reconet le passage de convois de six car il permet le passage de convois de six barges de 3 000 tonnes ou de cargos de plus de 5 000 tonnes. Avec des sociétés de

moyens d'améliorer et d'étendre les services du port. Personne à Bucarest, capen-dant, ne se risque à chiffrer la progression du trafic, car celui-ci est aujourd'hui en régression en raison de l'embargo à l'égard de la Serbie et du Monténégro. Mais on espère que la nouvelle liaison fera de Constantza la «porte d'entrée» de l'Eu-rope et transformera la mer Noire en «plaque tournante», notamment avec l'accord de coopération économique signé à Istanbul, le 25 juin, par onze pays du bassin de la mer Noire.

Afin de stimuler les échanges, Constantza va devenir l'une des quatre « zones de commerce libre » à l'étude sur le Danube, sans droit de douane. Selon le ministère des transports, beaucoup de sociétés, allemandes notamment, mais aussi sud-coréennes, ont déjà déposé des demandes de création d'entrepôts.

Jean-Baptiste Naudet

Vienne espère et doute

Autorités et transporteurs divergent sur les perspectives

de notre correspondante

I le ministère des transports spécule sur une «méga-chance» pour les ports fluviant de Vica-c ports fluviaux de Vienne, Krems, Linz et Ennsdorf (en contruction) avec la :: laison Rhin-Danube, l'association profes-sionnelle des transporteurs doute de la compétitivité du transport danubien. L'Institut pour l'aménagement du terri-toire table sur une hansse de 77 % du la partie autrichienne du Danube d'ici à la fin du siècle (16 millions de tonnes, contre 9 millions aujourd'hui), les importations autrichieunes transitant par le nouveau canal atteignant à cette date 2 millions de tonnes et les exportations 1 million.

Selon Erich Wittmann, an ministère des transports, «l'Autriche économiserait un milliard de schillings environ en frals de transport, en raison des bas tarifs du transport fluvial v. En outre, le canal apporte des capacités supplémentaires et l'accès à des marchés nouveaux pour les ports autrichiens, reliés directement aux centres commerciaux de Bâle, Francfort, Dusseldorf et Rotterdam.

Mais pour Karl Fiegl, président de l'Association des transporteurs, en dépit Est-Ouest n'est pas pour demain», en raison de la lenteur du transport fluvial - il faudra trois semaines pour le trajet Rotterdam-mer Noire, - des étiages du Danube qui paralysent tout trafic une centaine de jours par an, de l'insuffisance des

capacités de transport, de l'absence d'infrastructures portuaires permettant de charger ou décharger les bateaux européens. Tous ces éléments, selon Kark Fliegl, contribuent à réduire l'« avantageprix» en faveus de la voie d'eau Rhin-Danube. Enfin la DDSG (Compagnie de navigation du bassin du Danube), société nationalisée, en déficit cbronique - qui traverse sa plus mauvaise période depuis sa création il y a plus de cent soixante ans et risque d'être cédée à des Allemands transport des conleneurs. Du moins se prépare-t-elle au transport de passagers, en organisant, à partir de 1993, quatre croisières par an entre Nuremberg et Vienne.

Waltraud Baryli

Budapest regarde vers l'Ouest

Les Hongrois se tiennent déjà prêts

de notre correspondant

I le port de Rotterdam a ouvert un bureau de représentation dans la capitale magyare, les Hongrois ne sont pas en reste. La compagnie de navi-gation Mahart a déjà créé deux sociétés mixtes avec des partenaires néerlandais, à Amsterdam et à Rotterdam, et a conclu deux accords sur le transport fluvial avec l'Allemagne et les Pays-Bas. Elle a également tenu à ce que l'un de ses bateaux, le Buda, transportant I 000 tonnes d'acier, soit un des premiers à arriver dans le port allemand de Duisbourg après l'ouverture du canal. Pour la Hongrie, petit pays enclavé, situé à peu près à mi-chemin sur cette nouvelle voie fluviale, le canal offre une voie d'accès précieuse à la mer dn Nord et au marché de la CEE. En prévision d'une augmentation du trafie au cours des prochaines années, le port de Csepel, à Budapest, a déjà été réaménagé ez sa capacité d'accueil de conteneurs nettement accrue.

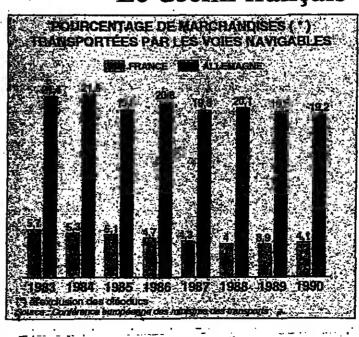
Sans croire au miracle, les Hongrois espèrent que l'ouverture du canal pourra redynamiser le transport fluvial de marchandises à l'intérieur du pays qui ne représente que de 3 % à 5 % du tonnage total transporté. Mais certains obstacles

subsistent. Il faudrait approfondir certains tronçons du Danube, notamment entre Vienne et Budapest, où le fleuve n'atteint pas les 2,5 mètres réglementaires. Le gouvernement travaille actuellement sur un projet de creusement du lit du Danube. Les différences de réglementation entre les pays de l'Est et de l'Ouest pourraient entraver le développement du trafic.

A court terme, la Mahart estime néanmoins que la eireulation des marehandises sur les 420 kilomètres du Danube en Hongrie va augmenter d'environ 2 millions de tonnes par an.

Yves-Michel Riols

Le déclin français



la part du trefic fluvial e chuté de près de 34 % en France, elors qu'en Allemagne elle s'est seulement effritée de 10 % environ). En l'écart est plus important encore, car au cours de ces dix années, le trafic global (en tonnes/kilomètre) a. parallèlement, baissé en France tandis qu'il augmentait en Allemagne, le transport per vole nevigable croissant toutefoie à un rythme moins

De 1980 à 1990.

AR) HŌTEL DU RHŌNE Parce que The Leading Hotels of the World TÉL. (41 22) 731 98 31 FAX (41 22) 732 45 58

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

Rotterdam, les autorités étudient les

Ne perdue allemands

La mystérieuse prospérité de Malte

Candidats à l'adhésion de la CEE, les 350 000 Maltais vivent bien, entre tourisme commerce et industrie (SGS-Thomson). Et ils affirment que leur place financière n'est pas polluée par l'argent sale

LA VALETTE de notre envoyé spécial

E quitterai cette ile sans ovnir cumpris d'où Cette remarque d'un dipinmate étranger, en poste depuis plusieurs années, ôte tout compiexe au visiteur perplexe qui se demande d'nu ce bout de rocher calcaire, planté en pleine Méditerranée, à une centaice de kilomètres au sud de la Sicile, grand comme un départe-ment français, pelé comme la campagne après la sécheresse, tire son apparente prospérité: un pays totalement dénué de matières premières, avec une agriculture incapable de s'aligner sur les marchés internationaux. La terre est pauvre, l'eau rare, l'espace compté, le vin produit sur place souvent ...

Seules ressources minérales : les pierres qui ont servi à construire les imposantes fortificatinns de l'île. Si, à Malte comme ailleurs, nn a sonvent défiguré le front de mer eo intercalant des immeubles élevés et modernes dans l'alignement des vieilles façades, avec leurs fenêtres à bow windows, cette pierre blonde est encore largement utilisée pour la construction de maisons neuves et architecturale, Sauf qu'il faudra bien s'arrêter un jour. Sinna, « les deux tiers de l'île seront bâtis et le tiers restant sera une carrière... », lance un Maltais facétieux.

Pays étrange, où l'archaïgoe et le moderne se côtoient dans une apparente harmnnie : le divorce île où l'Eglist est restée une puissance (y compris fioancière), mais le téléphone mobile est d'un usage plus conrant qu'en France. Les conditions de logement feraient rêver le Parisien ou le banlieusard ordinaire : le Maltais moyen dispose d'une grande maison, dont il est, de surcroit, propriétaire, dans presque 60 % des cas.

S'il n'a pas encore construit sa maison, le gouvernement peut l'ai-der par des prêts à très faible taux. Et si, par extraordinaire, il n'est que locataire, son loyer ne dépasse pas 10 % de snn salaire, à en croire John Dalli, le ministre des finances, l'une des personnalités les plus en vue de l'île. Quant à l'amenblement de cès grandes maisons, il n'est pas mai nun

Daimler Benz : une diversification

• La Russie en panne de modèle

• Sortie de crise en Amérique latine ?

Chez votre marchand de journaux

Abonnement 1 an: 150 F

Alternatives Economiques 12 rue du Chaignot 21000 DIJON

à haut risque

souriant Laurence Grech, rédacteur en chef du Sunday Times, de voir dans de nombreux cas, trois. quatre télévisions...»

Les Maltais savent qu'ils soot étoonants. Ils sont fiers de souligner qu'il o'y a pas l'ambre d'un sans-abri dans les rues et que la vraie pauvreté qui touche aujoureux. Jovial et direct, George Booelin Du Puis, ministre de l'économie à la luintaine origine française, souligne qu'« il y a des muntagnes de capitaux à Malte », qui fint éclater les comptes d'épargne. La plupart des indices économiques unt fait un bond depuis que le gouvernement nationaliste (centre-droit), revenu ao pouvnir en 1987, a entrepris de dynamiser et de privatiser l'économie (l'Etat est encore le principal emplnyeur) et le chômage a été

ARGENT PUBLIC . Les véritables richesses de Malte semblent être la qualité de sa main-d'œuvre et aussi son soleil : chaque année, quelques centaines de milliers de

tnuristes, en particulier des Anglais, le plus souvent de condition modeste, viennent prendre un délicat teint d'écrevisse ébouillantée sous le soleil ardent de cette île qui manque de plages mais nu, à tons les coins de rue, ils peuvent boire de la bière avec des fish and chips, comme à la maison et proposés dans leur langue. Au total, douze mille vacanciers en 1990, l'apport du trurisme en devises équivalait, cette année-là à 65.2 % des exportations de produits manufacturés et à 25,1 % des exportations totales de biens

> Avec une productivité identique, parfois meilleure, le coût du travail équivaut à la moitié, voire au tiers, de celui des pays de l'Europe du Nord. Ajouter à cela des encouragements fiscaux accordés par le qouvernement.

plutôt fait leur fortune dans l'import-export ou dans l'immobilier. C'est pourquoi, afio de sortir d'noe dépendance confortable mais dangereuse, le gouvernement d'Eddy Fenech Adami a tenté de diversifier l'économie, en s'employant à développer ooe hôtellerie de haut niveau - qui fait défaot pour le moment - en tentant d'attirer les investissenrs étraneers en plus grand nombre ootamment daos les secteurs de haute technologie, l'électronique par exemple, qui sont en train de supplanter les activités textiles tra-ditioocelles, quitte à iovestir

moderniser les infrastrucures de

Principal avantage de Malte . pour les investisseurs étrangers : avec une productivité identique, parfois meilleure, le coût du travail équivant à la moitié, voire an. tiers, de celui des pays de l'Europe du Nord. Nun sculement le niveau de salaire s'apparente à celui de sociales sont réduites (un douzième du salaire payé par l'em-ployeur, un douzième payé par le salarie). Enfin, les entreprises étrangères peuvent faire appel à un «vulant» de travailleurs à

Coût du travail avantageux, localisation proche des grands centres européens, mais aussi de l'Afrique de Nord, à cela s'ajnutent des encouragements fiscaux largement accordés par le gouvernement. Schematiquement, à condition d'exporter l'essentiel de sa production et d'investir régulièrement, une entreprise étrangère peut prolonger praliquement sans limite une exunération totale d'impôts accordée pour ses dix premières années d'activité. Les antorités vnudraient ainsi attirer des investissements étrangers pour des productions en quantité nécessairement limitée mais à forte valeur ajoutée.

Pnur sa part, Alfred Sant.

porter la bureaucratie, souvent lourde et lente, de l'île. Mais les antonités savent aussi - à une époque où la lutte cootre les circuits de blanchiment de l'argent sale fait l'objet d'une coopération internationale – que ports francs et places finaocières offshure trainent avec eux un parfum douteux, surtoot à proximité de la

Même si on jure ici qu'aucune des teotacules de la Malia n'a atteint Malte: « Depuis eing ans que j'ai des responsabilités économiques, explique Joho Dalli, j'ai essaye, et je n'ai pas reussi, à combeaucoup d'argeot public pour prendre poucquoi nous n'avons

absolument aucune relation avec la Sicile. * D'après lui, la colonisa-tinn anglaise, l'administration militaire, ont créé l'habitude d'une discipline qui trace entre Malte et le reste de la Méditerranée une sorte de « ligne invisible » et pré-

serve l'île de son voisinage. Mais les sources d'argent sale sont multiples. C'est pourquoi les responsables de l'inpération rejettent le terme sulfureux de « paradis fiscal», en faisant valoir qu'ils se sont entourés, pour écarter les brebis galenses, d'un dispositif de protection qui repose principale-ment sur l'obligatina faite aux sociétés intéressées d'avoir sur place un correspondant maltais, dument enregistré et personnelle-ment responsable devant la loi. La encore, Malte entend faire petit mais hant de gamme : « Nous vou-inns la qualité, pas la quantité ». dit James A. Bonello, directeur de la Malta International Business Authority (MIBA).

Les promntenrs de la place offshore récusent avec la même énergie les accusations de l'opposition qui leur reproche de vouloir entrer dans la CEE tout en se spécialisant dans un créneau incompatible avec les règles communau-taires. An-delà du cas particulier

du Luxembourg - leur e modèle»,
- les défenseurs de la place
offshore observent que d'antres zones de ce type existent daos l'Europe communautaire. Ils font aussi valoir, ainsi que le soulignent les dirigeants du MIBA, qu'après tout, il faut bien trouver quelque part les ressorts de leur aspirent : comme ils ne penvent tabler que sur leurs ressources humaines, l'ingénierie financière, activité quasiment immatérielle et qui ne consomme pas d'espace, est one manière d'utiliser ces res-

Tandis que le port franc connaît un vif succès, la place offshore semble avoir plus de mal à décoller. Un avocat d'affaires international maltais attribue précisément ce phénomène à l'impor-. tance des garanties dont se sont entourées les autorités, qui ren-dent les opérations moins rapides que dans les places concurrentes. D'autres observateurs estiment que la place souffre, plus classiquement, de sa jeunesse et d'un manque de confiance des opéra-teurs, lié bien sûr à la proximité de l'encombrant voisin libyen.

PRIVATISATIONS . La juxtaposition des deux économies - l'éconamie d'exportation, moderne et libérale, l'économie domestique, encore très protégée et quelque pen archalque - est parfois specta-

en deux », affirme cet avocat, citant son propre exemple : lorsde la place offshore, tout est possique Maltais, il est pris dans le car-

Les activités financières domestiques, notamment les assurances, restent souvent sous la tutelle de l'Etat, tandis que les Maltais sont toujours soumis à un strict contrôle des changes. Malgré ces restrictions, nu à cause de celles-ci, ils semblent être devenus des sortes de champions de la fuite des capitaux : le ministre de dollars (environ 18 milliards de francs) le montant de l'« argent noir» placé à l'étranger par des

> Le gouvernement veut continuer à privatiser l'économie, 'épée qu'il s'est mise lui-même en souhaltant adhérer le plus vite possible à la CEE.

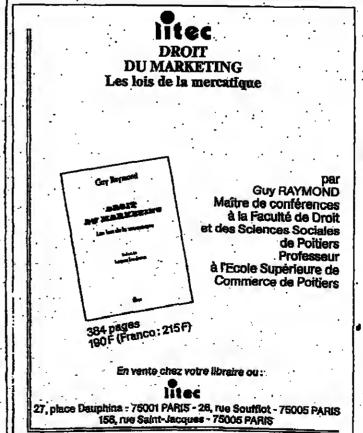
mise lui-meme en soubaitant adhérer le plus vite possible à la CEE (le Monde du 26 mai).

Le ministre des finances se Le ministre des finances se fixe cinq ans pour restructurer et rendre à l'initiative privée, y compris étrangère, le secteur économique public, notaminent les chantiers et la réparation navals : tous deux vivent anjoind'hui à coup de subventions; mais émploient quelque six mille pessonnes, dans un si petit pays, de mettre la moitié sur le payé. « Ce seruit catastrophique »,

pavé. « Ce sergit catastrophique », admet John Dalli. Mais il souhaite que la part de la population active employée par l'Etat, déjà passée de 52 % à 44 %, diminue encore de moitié, pour atteindre 20 %. Il faudra recaser tous ces salariés qui occupaient des emplois dont tous ne correspondaient pas à une réalité économique. La petite taille de l'île, cette fuis, devient un avantage : e Si nous pouvons créer vingt mille emplois, dit John Dalli, nous pou-

vons restructurer notre économie. Jean-Louis Andréani





Couvents et Cie

Suite de la page 35

Une belle - trop belle? - reussite. A la tête d'une vingtaioe de salariés - dont dix moines, - le Père abbé Hervé reconnaît avoir voluntairement réduit de 30 % son volume d'affaires l'an dernier afin de ne pas s'élnigner de la vocation première de tout monastère : la prière. Une ligne directrice qui justifie largement qu'en moyenne le temps de travail dans les monastères ne dépasse pas six

heures par jour. En Loire-Atlantique, à l'abbaye de Melleray, une dizaine de Pères cisterciens maîtriseot pour leur part les logiciels de composi-tion à la PAO (publication assistée par ordinateur). A tel point que les 3 millions de francs de chiffre d'affaires réalisés l'an dernier proviennent essentiellement de leur collaboratinn avec de grandes maisons d'édition comme Hachette ou Hatier. C'est aussi dans l'univers du livre que les bénédictins de la Pierre-qui-Vire, dans l'Ynnne, se sont fait une place an soleil, sous le label réputé des éditions Zodiac.

RECONVERSIONS . D'autres monastères se sont lancés dans les affaires pour s'adapter aox contraintes éconnmiques et se recoovertir. Aiosi, en 1988 le « framage de l'Abbaye » fabriqué an monastère d'Entrammes - lieu de naissance du Port-Salut - disparaissait. Les nouvelles normes sanitaires européennes imposaient nne restructuration trop lourde pour le porteseuille de la communaoté, « A l'époque, la décision d'arrêter était un sulcide économique, mais cette réglementation ne correspondait pas aux capacités d'une petite entreprise comme la

e man sagair a con tai

ing the same of the same states in the



nôtre», estime le Père économe. Les trente-cinq tonnes de fromage, qui dégageaient en moyenne I million de francs de chiffre d'affaires par an, représentaient 70 % des ressources du monastère. Heureusement, quelques mois plus tard, un fabricant de capsules lui cnofiait le soio de rajouter manuellement des joints de plastique dans des capsules de flacons destinés à de grands parfumeurs parisiens. Les bénéfices déconlant des capsules dépassent aujourd'hui ceux du fromage. Une aubaine providentielle.

En 1990, l'abbaye de Saint-Wandrille, en Seine-Maritime, a dû céder les formules de fabrication et la marque de la célèbre Cire des antiquaires, dant les ventes avaient trop fortement chuté. Les moines se l'abattent done désormais sur leur magasinlibrairie et développent un procédé de microcopie et de microfilmage ayant servi ootamment à réduire les plans du pont de Normandie ou de centrales nucléaires.

SOLIDARITÉ . Le auccès économique de ces mnnastères «de pointe» ne doit pourtant pas faire oublier le désœuvrement de quelques aotres. « Certaines abbayes sant à la limite de la misère». affirme sans les unmmer un mnine sistereico. Snlidarité nblige : une partie importante des revenus des communautés aisées est consacrée à l'entraide au sein des ordres. Même ai le Père éconame de l'abbaye d'Entrammes -affirme que des prêts rémunérés penvent être accordes entre monastères, la générosité reste lar-

gement prioritaire. Les religieuses, notamment, peuvent en avoir besoin en raison de l'absence de revenus d'origioe purement spiri-tuelle. Père Emmanuel reconnaît que les honoraires de messe atteignent 150 000 francs par an dans son abbaye, soit 15 % du budget, uoe ressource sur laquelle les

moniales ne peuvent compter.

« Cette solidarité entre les manastères constitue un des élèments de non-risque pour les prêts que nous leur accordons », explique Michel Vaslin, l'un des trois respnosables du seeteur des affaires cultuelles du Crédit lyonnais, spécialisé depuis quinze ans dans les besoins financiers des

RÉSEAU . Seloo lui, l'évolution majeure de ces deroières années réside dans l'acceptatino de la ootinn d'entreprise monacale par ses interlocuteurs et dans leur démystification de l'argent. Même si, précise-t-il, « la démarche économique première d'un monastère est d'exploiter une compétence et pas encore de réaliser des études de marché». C'est peut-être ce qui explique que la vente des produits artisanaux constitue aussi souvent

nn gagne-pain indispensable. Mais, avec plus de trois mille articles répertoriés, les mooastères, pour rencootrer le consommateur, ne se suffisent plus de leur porterie, et près de cent cioquante d'entre eux, féminins pour la plupart, otilisent le réseau de distribution de l'artisanat mnnastique. Trait d'uoion cotre les cloîtres et la société civile, cette filiale commerciale de l'Associatioo d'aide au travail des chîtres (ATC), créée en 1948, dispose de six boutiques dans les principales capitales réginnales, dont une à

Paris, avenue Denfert-Rochereau. Animée essentiellement par des bénévoles, cette chaîne de maga-sins monastiques a un chiffre d'af-faires en constante progressioo. atteignant, en 1991, 9 millions de francs. Au-delà de cette vocation commerciale, l'ATC intervient également comme consultant, afio d'adapter l'offre à la demande, et

> Jes ressources des monastères ne suffisent pas toujours à couvrir les frais d'entretien des bâtiments et le vieillissement des effectifs entraîne des baisses de production. 33

elle cootribue finaocièrement à l'équipement des abbayes. « Les ressources des monastères ne suffisent pas toujours à couvrir les frais d'entretien des bâtiments par exemple, et le vielllissement des effectifs entraîne aussi des baisses de production. Ce n'est pas avec des pensions viellesse de 1500 francs par mais que l'an refait une charpente», précise le Père Daniel Ferrant, président de

Cependant, la qualité et la finition des produits mooastiques semblent promettre de beaux jours à leurs fabricants. Si bieo que l'association Monastie, créée pour combattre l'utilisation abu-

sive de l'imagerie monacale par des concurrents laïcs, n déposé une marque collective. L'image fait le moine. Désormais, seuls les produits frappés du label Monastie garantissent aux consommateurs qu'ils proviennent d'un mnoastère. Les faux frères rondouillards et rubicons s'exposant sur l'étiquette de fromages ou de vins n'oot plus qu'à bien se tenir.

ÉTHIQUE • Une démarche salvatrice pour la sœur économe de l'abbaye de Notre-Dame-de-la-Loudre, qui prévoit une baisse de 50 % en 1992 de sa production de fromage La Trappe, du fait de la concurrence d'uo autre fromage au nnm équivoque. L'association Monastie, qui regroupe cent qua-rante mooastères de tous ordres, avec pour président l'abbé Dom Loys, de l'abbaye de Citeaux, eovisage maiotenant d'éteodre ce label au oiveau européen. Un groupe de travail de cette associatioo mène, d'autre part, une réflexion éthique sur l'Europe des Dnuze eo étroite collaboratino avec Bruxelles.

Cette dimension communautaire et internationale, certains mooastères la pratiqueot déjà au quotidien par l'échange de produits. A l'instar des sisterciennes de Laval, qui exporteot leur fro-mage La Trappe en Belgique, en Irlande et même aux Etats-Unis. L'usage reonue avec les expéditioos au Japoo de vitraux fabriqués par le carmel du Mans à la fin du dix-neuvième siècle. Peu à peu, le travail mnoastique se découvre aussi une vocation universelle dans le respect des obligatinos de la vie religieuse et des vœux de pauvreté.

Thibault Romain

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTES —



La corbeille Mteux Vivre remise à la BNF par Monsieur Michet Sapin, Ministre de l'Economie et des Finances. a/ Sachant que la BNP vient de recevoir le premier prix pour la gestion de ses SICAV sur 5 ans;

b/ Sachant que le PEA est un produit de placement à long terme;

Dans quelle banque allez-vous souscrire vos SICAV PEA?

Parmi les premières depuis plusieurs années, la gestion des SICAV BNP est aujourd'hui reconnue comme la meilleure de toutes sur le long terme. Le magazine Mieux Vivre vient en effet de décerner à la BNP le Premier Prix pour la gestion

de ses SICAV actions et obligataires sur 5 ans. Compétence et Technicité de ses gestionnaires, des qualités dont un million d'épargnants ont déjà bénéficié! Vous savez maintenant où vous devez souscrire votre PEA.

TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER



هكذامن رالإصل

Çe etr

Çe

en tai Sic

soi tol mi

iπ

Problèmes d'Europe

LUS que per le retour à l'egitation des chenges, le drame monétaire de l'Eu-rope sa menifeete par une dichotomie. Aux environe de 5 F, le cours du dollar s'établit actuellement à Peris eu voieinege du teux euquel le générel de Geulle, fin décembre 1958, l'eveit fixé (4,93 F). Le premier président de le Ve République pensait, à le veille du jour où il allait s'installer à l'Elyeée, stabilieer pour une ou plueieure générations le valeur de le monneie natio-

Que trente-trois ens plus tard francs et dollers se retrouvent à peu près dene le même repport de chenge mesura l'échec de expérience. Si le permanence que révèlent à travers le temps ces différentes cotations e une signification économique, c'est bien calle-ci : grosso modo, les prix français et lee prix emériceine ont eu cours de cette longue période finalement évolué de facon perellàle. Dens les deux peye, l'infletion e est développée puis s'est relentie eu même rythme, parfois evec deux ou trois ennées, meis pas plus, de décalage.

Les données etetietiques semblent confirmer qu'il en e bien été einsi. Pereonne eujourd'hui ne se plaint en France d'un dollar trop bae, encore moins d'un doller trop haut. Ce sentiment correspond sans doute à une réalité profonde : le taux de chenge est en phase avec les conditions objectives de la vie économique. Ne perlons pes ici de parité de pouvoir d'achat : c'est un concept ertificiel et mel conçu qu'on devrait laisser

de côté. En résumé, tout se passe comme si le monnele frençaise, melgré son epperte-nance au SME, evait continué de faire partie de le zone doller. Cette dernière expression n'a pas d'eutre sens que d'exprimer, grossièrement, la relative similitude des évolutions de prix.....

La même constebeaucoup d'eutres monnaies européennes. Tel est notamment le cas de le melheureuse couronne suédoise, qui fait beaucoup perler d'elle actuellement. En 1959, le doller valait 5,17 couronnes à Stockhoim; trente-trois ans

eprès, le cours moyen est de l'ordre de 5,40 couronnes. Plus fréquent encore est le cas où la devise d'un peys européen est cotée aujourd'hui plus cher qu'elle na l'était dens les ennées 60. A Londres, à Madrid, à Milan, le cours du dollar e'éteblit à un niveeu plue élevé qu'il y e trente ens. Autrement dit, les monnaies britannique, espegnole, italienne, se sont dévalorisées par rapport à le devise phare de la zone. La cause est que l'inflation e été dens ces pays plus virulante encore que l'inflation emériceine. En quelque sorte, les peye méditerranéens et le Grande-Bretagne ont été les meuvais élèves de la zone dollar. La Frence et la Scandinavie se sont contentées de ne pas faire sensiblament plus mel que lea Etats-Unis.

Fait exception le petit groupe de nations où le doller e'eet eu contraire fortemant déprécié. Le chef de file en est, comme on sait, l'Allemagne. En 1959, la devise eméricaine valait à Francfort 4,20 DM, eon cours e'établit eujourd'hui eutour de 1,50 DM eprès être descendu (le 1ª septembre dernier) jusqu'à 1,39 DM. A Ameterdem, le dollar était coté il y e trente-trois ane 3,80 florins, le cours oscille eujourd'hui eutour de 1,55 flonn. A Zurich, l'écart eat encore plus eccusé : le cours du dollar est passé eu cours de la période de 4,30 FS à 1.23 FS. Certes, dens tous ces pays, la monnais a perdu an l'espace d'une génération largement plus de la moitié de son pouvoir d'achet initiel. Cependent, la dégringolade e été beaucoup plue forte dens tous les peys où le mouvement des prix e été influencé par le mouvement des prix eméricains, à quoi e'est ejouté un facteur eupplé-

mentaire d'inflation propre à chacun d'eux. C'est en exerçant une vigilence monétaire de tous les instants que le petit groupe des pays à monnaie forte a échappé à l'influence eméricaine. Encora aujourd'hui, les hommes politiques français s'élèvent contre l'impérielisme du dollar. La vérité oblige à dire que leurs protestations relèvent plus de le rhétorique que d'une démarche consé-

De la division monétaire de l'Europe, les règles du SME tiennent compte. Les réajustemente périodiquee des teux de change effacent pour une période plus ou moins longue les écarts enregietrés dans l'évolution des prix.

Encore feut-il prendre en considération les circonetances dane lesquellee l'inflation intérieure peut être plus ou moins contenue. Si elle l'eat eu prix d'une discipline excessive des salaires, de taux d'intérêt plus élevés que neture, bref, eu prix d'une eustérité indéfiniment prolongée, le stebilité des chenges n'est qu'un trompe-l'œil.

Cele dit, le France a fait des progrèe dene le voie de le désinflation. Simultanément, la eituation intérieure allemande e'est eu contraire besucoup détériorée (déjà avant le réunification). Cette double évolution en sene contraire e'est notamment merquée dene le domeine des taux d'intérêt : l'écart a diminué per suite de l'ebeissement des taux français et de le montée des taux allemends. Lee parties composentes de l'Europe se rencontreraient-elles à la faveur d'un rapprochement autour d'une médiocra moyenne ? Si tel était le cas, le résultat sereit non pas moins mais plue d'instabilité.

En l'ebsence d'une encre solide où se reccrocher, le système sereit de plus en plus difficile à maîtriser. A un premier stade, les tensions, comme on le voit aujourd'hui, euraient tendence à s'exespérer entre, d'une part, les pays qui sont restés envers et contre tout dens l'ombre du dollar et,

d'autre pert, les pays qui s'en eont affrenchis. Meis on ne peut plus écarter la possibilité de voir ces derniers finir per e'eligner sur le dollar : en 'unissent, l'Europe monéteire eureit perdu ses dernières chences d'indépandance. La Bundesbenk, la Benque nationale suisse, la Banque royale néerlandelse, etc., auraient cessé de constituer un pôle de

L'issue dépendra eussi d'autres éléments, eu premier rena deeguels le mise en place plus ou moins complète, plus ou moins vigoureuse du grand marché intérieur.

Maestricht e détourné l'attention de la fameuse

échéance du 1ª janvier 1993. N'étaient pas prévues les circonstances particuliàrement défavorables dene lesquelles l'application de l'Acte unique va s'opérer : un climat économique détestable sur fond de défletion. La raison voudrait que la détermination dee Douze en eoit eccrue. Dans une levée dee obstacles intérieurs à la libre circulation des hommes et des cepiteux, eu libre échange des marchandises et des services, leurs économies respectives pourraient trouver une certaine compensation à la réduction des débouchés extérieure per quoi sa traduisent nécessairement la réceseion eméricaine, la récession jeponaise, la prostration russe.

Les Douze eeront-ile assez sages pour ne pes leisser le protectionnisme embient influer eur le conduite de leurs affaires de femille? La création du grand marché inté-rieur peut se concevoir de deux façons. Ou bien on s'eppuie sur les directives de Bruxelles pour donner corps eu principe général de la reconnaissance mutuelle des églementations nationeles (ei un produit eet edmis à le vante dans un pays, les eutres ne le soumettent à aucune exigence supplémentaire de qualité). Ou bien on s'en tient à le logique administretive étroite impliquée par l'existence de directivas différentas pour chaque profession et pour chaque sectaur d'activité.

Pouesée à l'extrême, cette méthode débouche sur un système où la liberté économique ou bien est codifiée, ou bien n'exiete pae. Ce second terme de l'elternative eet illustré par le réponse ubuesque faite il y a deux ou troie ans par le chef de cabinet de Jecques Delors. A l'occaeion d'un colloque, la question suivante lui était posée par un représentant des moniteurs de eki de le région de Chamonix : « Verronsnoue à partir de 1993 s'installer dens nos montagnee des aspirants moniteurs venus des plats pays, Danois, Néerlandais, Belges, etc. ? » Après un moment de réflexion, le colleborateur du président de le Commission européenne répliqua : « Vous n'avez rien à craindre : aucune directive n'est prévue pour votre profession!>

LIVRES Le prix de l'abondance

La prise de conscience par les physiocrates du rôle des prix dans la prospérité de l'agriculture a permis une nouvelle analyse des relations entre l'individu et la société

L'INVENTION DE L'ÉCONOMIE AU XVIII- SIÈCLE de Catherine Larrère, PUF, coll. « Léviathan », 328 p., 195 F.

Ce livre est une version remaniée d'une thèse de philosophie soutenue en 1988 par Catherine Larrère, professeur à l'université de Bordeaux. Il faut tout d'abord saluer le travail réussi d'adaptation d'un texte philosophique académique aux exigences de la communication. Savante culture et profondeur philosophique ne signifient, pas ici ésotérisme.

L'objectif de l'ouvrage est de nous faire assister à l'ainvention. de l'économie au XVIII siècle (en France, comme le titre aurait dû le mentionner) en analysant la naissance de la physiocratie. Le point de vue de l'enteur, que l'on suit facilement, est la nécessité d'examiner la physiocratie dans le cadre des sciences morales et politiques -contrairement à l'histoire traditionnelle de la pensée économique, qui la réduit an discours économi-

DROIT NATUREL . Les premiers chapitres sont destinés à montrer le rôle essentiel joué par la théorie du droit naturel de Grotius et Pufendorf et par les critiques de Rousseau, Helvetius, d'Alembert, etc. Emerge alors comme clé du développement du droit naturel aun effort continuel pour intégrer les lois naturelles dans un système fondé sur le principe de la conservation de soi » (Pufendorf). On affirme l'amour de soi comme la principale détermination naturelle. Quels que soient les devoirs à l'égard des-outres, chaqun reste intérêt. Ainsi naît l'individualisme

Hobbes propose alors une solution politique à l'organisation de la vie en société. Les hommes s'associent par un contrat qui définit l'Etat comme condition de la liberté. Seules les lois civiles donsent un contenu précis aux lois

BERLIN, BAGDAD, RIO

naturelles, seule l'autorité politique les rend effectives et consistantes.

Pufendorf, avec sa théorie de la sociabilité naturelle, tente de donner une consistance rationnelle à la promotion des intérêts individuels dans la vie sociale à partir d'un concept d'homme isolé faible. «L'état de nature et une vie sociale ne sont pas à proprement parler opposés, car ceux-la mêmes qui vivent dans l'état de nature peuvent et doivent entretenir ensemble quelque commerce et se montrer socia-bles les uns envers les œutres.» En d'autres termes, avant la naissance de l'Etat, les hommes ont découvert par leurs interactions répétées l'intérêt de la coopération.

An contraire, pour Rousseau (et Diderot), l'homme, fort à l'état de nature, entrera dans la société avec des exigences contractuelles pour éviter d'être exploité, donc d'être moins bien loti qu'à l'état de

· L'étape suivante est le mercantilisme revu à travers la lecture de Rothleug, qui lui trouve une cohérence non comme doctrine économique, mais comme théorie « machiavelique » de l'Etat moderne. Le commerce intérieur, sous la bannière « laissez faire, laissez passer», s'applique à entretenir la richesse de l'État dans une vision de l'antosuffisance à l'intérieur du territoire national. L'abondance économique est lc ciment de la solidarité nationale. Le système mercantiliste, mis en œuvre par l'Etat - en l'occurrence - protège les citoyens de la le roi. cupidité des négociants. Pour l'auteur, l'invention de

l'écocomic est la prise de conscience du rôle des prix dans le bien-être des agriculteurs. A. un inercantilisme qui ne souhaitait maître de veiller à son propre haite l'autosuffisance génératrice de disettes les manvaises années, tenir la plus grande augmentation possible de jouissances, par la plus grande diminution possible des dépenses», à partir d'unc agriculture rationnelle. On a yu dans ce principe économique « l'essence de l'économie politique ».

NOTES DE LECTURE

années avec les commun

avant de la perdre, ce qui est pro-bable) est aussi une bataille pour

le développement du Sud : entre

«les truands» (les nouveaux pays

industrialisés d'Asic, et pourquoi

pas la Chine, qui veulent une voi-ture par individo : de quoi finir

d'asphyxier la planète), « les-brutes » (oc jamais oublier ce

qu'osa écrire Lawrence Summera

pour la Banque mondiale, sur la légitimité de polluer l'Afrique (1),

et « les bons » qui n'en sont pas

(l'Europe, le Japon), le jeu est impossible. Alors? « L'audace, la

démocratie, les ONG (organisa-tions non gouvernementales) ...». Mais la démocratic c'est combien

tique économique, absolument original, dense, d'un grand expert

du tiers-monde et de l'environne-

ment, qui est un pen à l'économie

ce que Jacques Testard est à la

biologie : un oiseau rare. Propre à

l'envol, comme les niseaux... On

songe - ce n'est pas un mince

compliment - aux consequences

économiques de la paix du jeune

Keynes. Oo n'osait plus espérer

que les économistes avaient du

souffle, sinon du courage.

Il faut lire ce livre de géopoli-

guerre pour le pétrole». Alain Lipietz, avec une ironie au goût de d'Alain Lipietz. Ed. Quai Voltaire, larmes, expose la tactique exportacoll. « Parti pris», 160 p., 85 F. trice des États-Unis : à défaut de vendre du riz aux Japonais, leur Dédié à René Dumont, faire payer le déplacement des troupes. Modernes condottieres. homme si jeune d'un si juste commercenaires sans guère de panache, ils campent avec impedimenta au pied d'un second limes.

bat, ce livre est ce que disait Kafka d'un vrai livre : la hache qui brise la glace gelée en nous. Un livre de parti pris? C'est la collection qui le dit, et c'est tant mieux. Oui, ce livre est ardent. Mais s'il faut, en ces temps harassés et chômés, que les économistes « prennent parti », qu'ils le prennest, et vite l'Oo avait oublié qu'ils pouvaient écrire avec

Berlin, Bagdad, Rio: la guerre européenne et «l'escroque-rie» de Maastricht, la guerre clinique du Nord au Sud, la guerre chimique à l'environnement. Trois champs de bataille pour une guerre mondiale. A Berlin, « Kohl rachète l'Allemagne de l'Est sans assurer son financement, comme un raider de Wall Street». Coup de maître, coup de maître de l'Enrope. L'Acte unique de 1985, l'En-rope des marchands et des capi-tanz, se referme comme un piège sur Jacques Delors et François

Mitterrand. Le social ne suivra pas. Dès 1990, l'harmonisation de la TVA a échoué. Et la libération du capital se fait à son avantage fiscal. Scenario d'une catastrophe annoncée par Alain Lipietz: satellisation à la carte de l'Est par l'Allemagne, « IV- Reich économique ». et constitution d'un premier limes (le fameux mur de défense romain), partageant l'Europe des riches et des pauvres et refoulant

le sud de la Méditerrance. Bagdad, ou la lapidation d'un peuple. « Les grands n'aiment les peuples qu'une fois qu'ils sont à terre, surtout si leur misère est togénique. » C'est le chapitre le plus impressionnant et le plus émouvant du livre, où l'économiste baleie l'excusc d'« une

A la «sociabilité naturelle» de Pufendorf, les physiocrates, qui rejettent toute version contractuelle de la société, substituent la relation d'ordre qui lie l'individu au tout et fonde la propriété. L'ordre providentiel mis en évidence par les physiocrates conduit au despotisme légal, qui peut s'accommoder d'un roi, premier propriétaire du royaume, intéresse au pre-mier chef à la prospérité de la nation. En cela la doctrine physiocratique sort du schéma libéral.

AVEUGLES • De vastes débats ont lieu sur les réglementations du commerce extérieur et intérieur des blés; Turgot met en evant les effets pervers de la réglementation dans un langage très moderne : primanté des goûts du consommateur, impossibilité pour le régulateur de connaître ces goûts, hypertrophic des régulateurs, corruption. «Il est inutile de prouver que chaque particulier est le seul juge de cet emplot le plus avantageux de sa terre et de ses bras. Il a seul les connaissances locales sans lesquelles l'homme le plus éclairé ne raisonne qu'à l'aveugle.»

A l'opposé, Galiani réaffirme la rationalité de l'Etat moderne. Dans un monde où la spéculation, l'absence de marchés futurs rendent cahotants ou du moins extrêmement risqués les revenus agricoles, les paysans français par leurs émeutes communiquent leur. attachement au pacte de subsistance dont la disparitioo serait incompatible avec le système politique autocratique.

Comme en ces débats sont pertinents à l'heure de l'abandon de la politique agricole commune qui fait renaître les ementes paysannes ! L'analyse historique du pacte social entre Pittat monde agricole ainsi que des plus grande éducation économ sont des clés d'un oouvean pacie, national ou communautaire, 'qui débouchera sur l'agriculture du XXI siècle.

... Jean Jacques Laffont

RENAULT A LA UNE La presse d'entreprise Renault depuis 1945 de Catherine Malaval, Ed.

ClioMedia, 189 pages, 89 F. Partie en février 1945 avec un Bulletin d'information mensuel de 8 pages 21×27, imprimé sur du mauvais papier avec des moyens de fortune, l'ex-Régie Renault difcelui qui sépare le Nord du Sud (mais l'on sait ce qu'il advient des fuse anjourd'hui toute une kyriclle murs, dussent-ils durer quelones de publications : un magazine en siècles après Hadrien, ou quelques couleurs tiré à quatre-vingt-quinze mille exemplaires et toute unc série de périodiques destinés aux C'est pourquoi la bataille de l'environnement (quarante ans

> compter les documents divers, les ages audiovisuels, etc. D'une sorte de tribune de la direction accompagnée d'informations sur les instances, tentative de contact direct avec les salariés. on est passé à une information plus large sur l'actualité de l'entreprise - et de l'industrie automo-bile, - ses différents secteurs, ses hommes, les différents projets, les

cadres, aux agents techniques et à

la maîtrise, aux différentes direc-

tions: des journaux d'usines, sans

innovations sociales, etc. Catherine Malaval nous fait suivre le « progrès vers une information plus proche du personnel et de ses préoccupations » et les hési-tations entre le désir d'information, celui de formation et de motivation du personnel entre l'information « institutionnelle » et les essais de « vrais journaux » (sauf en 1983, la presse Renault n'a évoqué les conflits sociaux dans l'entreprise qu'à travers les accords intervenus à la fin), entre a l'utopie d'un journal pour tous » et un système plus décentralisé, déclinant les médias selon les

publics - notamment les cadres. Mais on regrette qu'elle n'explique guère ces évolutions et ces tâtonnements et eo particulier an'elle ne les relie pas à la politique générale de l'entreprise et de ses dirigeants successifs.

(1) Voir l'article d'Eric Fottorino, dans le Monde du 19 mai 1992 : « L'écologie pour le développement ».

les product

TRUE CO. S. S. Die Gran MANUAL TO STREET BROOME LANG. ...

- Till 10 . . .

+3 34 · · ·

M 0 22 .

52 E 2 . E3:

Alternatives Economiaues 12 rue du Chaignot 21000 DIJON

COMIONNELLES, YELLE & PROCES

beaucoup d'argent public pour prendre pourquoi nous n'avons

Agriculture et développement

La nouvelle PAC : penser à l'avenir?

Pour nourrir l'humanité d'ici vingt ou trente ans, on aura besoin d'utiliser complètement le potentiel agricole des pays occidentanx. La politique européenne doit en tenir compte et ne rien décider d'irréversible.

de l'abondance

المسالح 🐞 🐞

Page 5 min

Alexander 1

55 m

STATE OF ST

The state of the state of

· · · proper / settle

par JOSEPH KLATZMANN (*)

d'EUROPE, nous dit-on, croule sous les excédents agricoles, d'où la nécessité de « maîtriser » le production. Mais il ne faudrait pas que le aoin apporté à tenter de régler les problèmes du moyen terme fasse oublier les problèmes très différents qui se poseront dans l'avenir éloigné.

A une époque où, fort légitimement, on se préoccupe de plus en plus des droits de l'homme, on peut prévoir qu'un jour viendre où l'on considérera que le premier de ces droits est celui de man-ger convenablement. Or, pour nourrir de feçon satisfaisante toute l'humanité, une forte augmentation de la production atimentaire par personne - et ' e fortiori de la production totale, puisque la popula-

tion augmente – sera indispensable.

« On produit déjà assez », soutiennent ceux qui constatent qu'une répartition rigoureusement éga-Iltaire de le production elimenteire mondiale actuelle permettrait de bien nourrir toute la population du globe. Meis comment peut-on énoncer une affirmation aussi irréalists? Plus irréaliste encore : si l'on ne consommait que des produits végétaux, surtout des céréales, on pourrait déjà nourtir plus de dix millierds d'hommes.

. Si l'on tient compte de l'inévitable maintien d'importantes inégalités entre les hommes (même si ces inégalités peuvent et doivent être rédultes), de l'espiration générale à consommer des produits enimaux (il faut plusieurs calories végétales pour obtenir une celorie animale), du coût élevé de certains produits végétaux (légumes et fruits) et si l'on renonce aux illusions sur les eliments d'origine non egricole (souvenons-nous du « bifteck de pétrole»), le conclusion s'impose ; c'est essentiellement par une eugmentation considérable de la production de l'agriculture que l'on réussire à nour-

faisante. l'humenité.

Certes, le progrès technique ouvre - entre eutres grace aux biotachnologies des perspectives nouvelles, quoique non illimitées (une fois de plus, ettention eux illusions). Meis il faudre eugmenter le production agncole en évitant de nuire à la génération présente per les pollutione et en précervent la nature pour lesgénéretions futures. En outre, l'egriculture est menacée de l'extérieur, par les

coneéquences

éventuelles de l'effet de serre. Accroître fortement la production agricole dans de telles conditions sera une tâche fort malaisée.

Enfin, on ne peut se contenter de cette optique mondiale. Il va de eoi que c'est surtout dans les pays pauvres, dont les ressources alimentaires sont très insuffisantes, qu'il est souheiteble d'eccroître la production agricole. Mais les obstacles sont immenses. Il faudre donc, pendant une première période, qui durera peut-être des décennies, accroître considérablement l'aide alimentaire (et les exportations commerciales vers les peye qui euront réussi à développer leur industrie avant leur

Cette aide alimentaire est certes - à part l'aide

d'urgence - très décriée. Elle est considérée, souvent à juste titre, comme un obstacle eu développement de l'agriculture des pays qui la recoivent. ell faut donc la supprimera, entend-on dire. Meis l'eide alimentaire, blen employée, pourrait à la fois soulager ceux qui ont faim et contribuer eu progrès de l'egriculture des pays qui le recoivent.

On me répondra que je rêve, que je suis Irréaliste. Moins que ceux qui prônent une impossible égalité. De plus, c'est un evenir encore lointain que j'anvisage. Je soutiens seulement qu'il sere moins difficile d'eméliorer l'utilisation de l'aide alimentaire que de développer, sens elle, l'egriculture des

Si cette thèse est juste, on sura besoin un jour

(dens dix ens, dens vingt ane, dens trente ens?) d'utiliser plus complètement, pendant une période assez longue, le potentiel agricole des pays occi-dentaux. Les Etats-Unis seront certes les premiers concernés, mais aussi l'Europe – plus précisément les peye d'Europe qui disposent d'un potential agricole important encore largement sous-utilisé. La Frence est, indiscuteblement, au premier rang

Pas de temps à perdre

Je ne porte donc pas icl de jugement sur la nouvelle politique agricole commune, élaborée dans une optique de moyen terme (je regrette toutefois qu'elle ne contribue apparemment pas à améliorer la répartition géographique actuelle, fort irrationnelle du point de vue économique, des productions agricoles eur le territoire européen). Je demande simplement que l'on songe déjà à l'evenir, à l'époque où l'on eura à résoudre des problèmes opposés à ceux d'aujourd'hui. Que l'on ne fassa donc surtout rien d'irréver-

sible. Cele veut dire d'abord ne pes enlever définitivement à l'egriculture des terres dont on eure peut-être besoin un jour. Cela veut dire aussi, entre autres choses, ne pas laisser vieillir indéfiniment la population egricole, réussir à ce que celle-ci conserve une forte proportion d'hommes jeunes et bien formés. Si l'on se met à réfléchir à tous ces problèmes, on s'epercevra que certaines mesures indispensables doivent faire partie déjà de la politique du moyen terme. Il n'y e donc pas de temps à

Et plus tard, lorsque les pays du tiers-monde euront relenti leur progression démographique et réussi à développer leur agriculture, l'Europe ne se trouvere-elle pas à nouveeu devent un problème de «maîtrise de la production»? Cette perspective est, hélas I si lointaine qu'il n'est pas encore temps de s'en préoccuper.

(*) Directeur d'études à l'Ecole des heutes

Les producteurs du Sud victimes du libéralisme

En privilégiant les intermédiaires, la privatisation des économies du tiers-monde

gabegle des organismes publics intervenent dens eit pas d'excédent apparent sur le période de les économies agricoles des pays en vois de déve-loppement ont entraîné une libéralisation et une pri-soit pas supérieure à 33 % de la demande globele vatisation de ces économies, mouvement rendu possible par le triomphe légitime des tenants du capitalisme libéral sur ceux de l'économie planifiée. Ce mouvement privilégie les opérateurs privés,

tels les commercants, les transporteurs, les transformateurs, etc. en partant du principe que l'amélioration des filières doit avoir des effets induits positifs en amont, c'eet-à-dire que le producteur agricole devrait en voir son revenu amélioré. Ce reisonnement est théoriquement exact, meis il est

En effet, il présuppose que, la fibre concurrence jouant pleinement entre tous les opérateurs, lee retombées de la libéralisation se répartiront équitablement entre eux à proportion de leur efficacité. Cela postule un rapport de forces équilibré entre les diverses catégories d'opérateurs privés. Ce postulat est erroné et e des conséquences graves en matière

de produits vivriers. C'est une évidence trop souvent oubliée que le producteur est le premier opérateur privé, puisque les produits locaux commercialisés sont produits par lui à 100 %. Mais cette situation de départ ne lui apporte aucun avantage; au contraire, en cas de flambée des prix, ca n'est pas lui qui empoche les super-profits réelisables en année de pénurie.

La raison en est extrêmement simple. Les pro-duits vivners à cycle ennuel et conservebles sont récoités durant une courte période (deux à trais mois) et les producteurs, légitimement désireux de percevoir le ravenu de leur travail, en commercielisent une très grande partie immédiatement après la

Des excédents inévitables

Or le demande des consommeteurs ne peut excéder, mensuellement, 8,33 % (1) de son volume ennuel. Dans ces conditions, si l'on suppose un pays autosuffisant, dans lequel l'offre est égale à la demande (100), les ventes des producteurs, égales à 75 % de ce total, durant trois mois, sont le triple da la damande de cette pénode. C'est ce qui explique la chute des cours observable partout durant la

période de récolte. Cet énorme excédent est echeté à bas prix pa les intermédiaires, qui le stockent en vue d'une mise en marché ultérieure en réalisant des profits, liés à leur effort de conservation, qui échappent aux producteurs et les privent d'un stimulant puissant à la productivité. Il ne s'agit pas ici de crier « haro I » sur les intermédiaires, qui ne sont pas responsables de la structure naturelle de la commercialisation. Cela n'empêche nullement de vouloir modifier le condition paysanne, car elle lui est défavorable en année excádentaire comme en année déficitaire.

Dans le cas où l'offre globale annuelle des producteurs serait de 125 pour une consommation de 100, si on retient l'hypothèse de ventes de 75 % durant trois mois aux environs de la période de récoite, l'offre est égale à 3,75 fois la damande de la même époque. On peut en imaginer les effets sur les prix eu producteur l

Mais, ò paradoxe I dans des pays le plus souvent déficitaires, on peut observer le même phénopénalise les producteurs, incapables de maîtriser mêne lorsque l'offre globele des producteurs n'etla commercialisation de leurs récoltes, incapables de maîtriser mêne lorsque l'offre globele des producteurs n'etla commercialisation de leurs récoltes, incapables que 75 % de la demande. Dans
leurisment l'action de leurs récoltes, incapables que 75 % de la demande. Dans
leurisment l'action de leurs récoltes, incapables que 75 % de la demande. Dans
leurisment l'action de leurs récoltes de l'action de leurs de l'action de récolte. La encore, les cours eu producteur ne

> On observe, bien sûr, que les prix de récolte d'une année déficitaire sont supérieurs à ceux d'une ennée excédentaire. Mais, il ne faut pes perdre de vue le fait que les rendements leur sont inversement proportionnels et que, au total, le ravenu paysan se trouve identique d'une année à l'eutre.

Maîtrise du calendrier

Il convient d'ejouter qu'en ennée déficitaire les cours, hors de le période de récoite, s'envoient vers des sommets considérables (surtout s'îl y a des carences en matière d'importation), qui engendrent des super-profits dépassant largement la rémunération de la seule conservation. Est-il utile de préciser que ces super-profits restent chez les intermédiaires et non chez les producteurs? Dans ces conditions, comment espérer que les producteurs puissent Investir pour améliorer leur productivité? C'est ce phénomène qui explique la permanence des récoltes déficitaires, et non pas les conditions climetiques qui, seuf catastrophe, ne sont qu'un facteur eggravant ou etténuant.

Certes, le régulation du marché a été tentée par l'intervention d'organismes publics de commercialisation (offices, marketing boards, etc.), qui, echetant à la récolte, devaient soutenir les cours au producteur et, vendent event le récolte suivente, deveient protéger égelement le consommeteur. Mels ces organismes n'ont pu se rentabiliser, cer, au lieu de pratiquer une véritable régulation des marchés sur la base d'une rotation ennuelle des stocks, ils se sont inconsciemment (2) consecrés à la gestion des atocks de sécurité, qui se renouvellent tous les deux ou trois ens, et ne peuvent être que finenciarement déficitaires car les profits (3) réelisés annuellement sur le moitié ou le tiers du stock ne peuvent couvrir les charges relatives à son ensem-

Mais, quend bien même la régulation aurait été bien conduite par ces organismes, ca qui est tout à fait possible et démontré, les producteurs n'auraient bénéficié que de l'emélioration globale des conditions de marché, meis n'euralent rien perçu des pro-fits réalisés par ces organismes. En effet, le béné-fice ne se réelise qu'eu moment de la vente et ne profite qu'eu demier détenteur du produit : l'orgenisme de régulation et non pas le producteur, qui pourrait réaliser le même tache à travers ses coopérativas (à créer), si les moyens lui en étaient donnés véritablement.

(1) 100 % divisé par douze mois = 8,33 % par mois. (2) Tellement inconsciemment que les bailleurs de foods, Banque mondiale en tête, interprétent leurs désastreux résultats comme une condamnation de la régulation de marché et présent la mise en place de stocks de sécurité dont la justification mériterait quelque développement et sont la cause même de ces désastres.

(3) Quand les prix de vente sont supéneurs aux prix d'achat (sans parler de prix de revient).

Il appareît donc que l'on ne paut ettendre de en cours n'apporte pas eu producteur la maîtrise du progrès décisif de la libéralisation-privatisation des économies egricoles tant que ne sere pes fondamentalement transformée la condition naturelle dur teur privé restera un lessé pour compte. Dans cette producteur agricole en matière de commercialise triste perspective, il est inutile d'espèrer un eccrolstion, à savoir tent qu'il ne restera pas propriétaire sament des productions qui assurereit l'approvides produits stockés aussi longtemps que possible

avent la récoite suivante. Si le mouvement de libéralisation-privatisation calendrier de le mise en merché, sa situation ne s'améliorera pas, et celui qui est le premier opérasionnement des populetions.

(*) Consultant international,

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOTRE METIER: VOUS FINANCER

Résultat net d'exploitation consolidé (part SOVAC) en progression de 12 %

Le consell de surveillance, réuni le 23 septembre 1992, a pris connaissance de l'évolution de l'activité et des résultats du premier semestre 1992.

Activité commerciale

La poursuite du ralentissement économique et le maintien de taux réels élevés ont défavorablement influencé l'activité commerciale du ter comestre

L'attitude des consommateurs à l'égard du crédit s'est traduite par une beieee ganérale de le demande de financement, plus notable ancore dans la part la plus solvable de la clientèle potentielle. Css fecteurs, constatée dans l'ensemble de le profession, ont déterminé une diminution des financements distribués par les sociétés du groupe SOVAC.

Les encours consolidés s'établissent é 44 531 MP au 30 juin 1992 contre 47 244 MF au 30 juin t99t et 46 315 MF eu 3t décembre 1991, en baiese respectivement de 5,7 % et 3,8 %.

Evolution du groupe

Au cours du 1º semestre 1992, SOVAC e cédé, à l'occasion d'une O.P.A. amicale, la participation de 28,5 % détenue dans le Sicomi SOVABAIL dont, précédemment, elle assurait le gestion et intégrait globalement les comptes; elle e d'eutre pert renforce ees positions dans ses filiales et participations des départements d'outre-mer, spécialisées dans le financement automobile. L'incidence de ces changements de périmètre est peu significative ant le compte de résultat consolidé, part des tiers exclue.

Par ailleurs, une prise de participation de 49 % dans la société UCCM, établissement spécialisé dans le financement des ventes de la FNAC, est intervenue en juillet 1992.

Dans ce contexte, l'exploite 'on du groupe a été

· une stabilité du produit net bancaire consolidé Ratio de solvabilité européen

Résultats consolidés

dont les effets ne se sont pas encore pleinement traduits dans les frais de personnel en raison des cours engagés, · une maîtrise des frais généraux de structure,

· à périmètre constant, un allègement des effectifs

· une diminution du flux des créances douteuses nnuvelles et le constitution de provisione maintenue à un niveau élevé justifié par lee défaillances entérieures. Les datetinns eux provisions eu titre des engagements du groupe sur le secteur des professionnels de l'immobilier n'out pas eu une influence notable sur le résultat net, ce d'eutant plus que cee engagements ne représentent que 3 % des encours consolidés.

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation net consolidé, part SOVAC, est de 211 MF, en progression de 12 % sur le résultat correspondant de 1991. Le résultat d'exploitation net total s'élève à 231 MF, en progressinn de 10 % sur celui du 30 juin 1991; le moindre progression du résultat d'exploitation total est liée à la sortie de SOVABAIL du périmétre de consolidation pendant le 1" eemestre 1992 et à son incidence sur la part des tiers.

Le récultat hors exploitation inclut principalement la plue-value nette de 25 MF résultant de la cession, lore d'une O.P.A., d'une fraction de la participation détenue dans AU PRINTEMPS S.A., et la phis-value nette de 29 MF réalisée sur la vente de la participation que SOVAC détenuit dans SOVABAIL, (cetts plus-value nette est de 67 MF dans les comptes de SOVAC personne morale; son montant est inférieur en consolidation, compte tenu des règles de consolidation).

Le résultat consolidé net total, part SOVAC, s'élèva ainsi é 262 MF contre t84 MF pour le 1" semestre 1991 et le résultat consolidé net total, part des tiers incluse, à 282 MF contre 207 MF.

CONJONGTURE

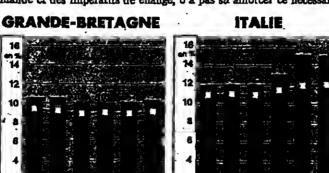
ORSQUE l'activité économique se ralentit, les besoins de liquidité sout moindres et les tensions inflationnistes se dissipent; il est alors normal que les taux d'intérêt baissent. Ce mécanisme, automatique ou mis en œuvre par les autorités, est au centre de la plupart des schémas économiques de base. C'est notamment par ce bisis que la régulation conjuncturelle s'exerce de les consoles c conjoncturelle s'exerce et que les ajustements nécessaires à une reprise se réalisent. Les taux d'intérêt à taux à court terme, à la portée des autorités monétaires et plus sensibles à l'environnement coojuncturel, sont ceux qui, logiquement, s'abaissent le plus fortement, de sorte que se

creuse l'écart entre taux à court et à long terme. C'est ce que l'on observe aux États-Unis, où les taux à court terme

FRANCE

INDICATEUR e Les taux d'intérêt Un impératif de croissance

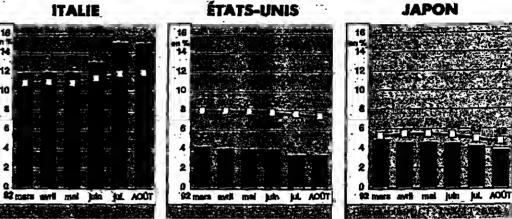
ont été ramenés à de très faibles niveaux permettant que se rétablissent peu à peu les conditions d'un redémarrage. Au Japoo, la détente des taux à coart terme, bien que plus tardive, est aujourd'hui acquise. L'Europe, prise dans l'étan du durcissement de la politique alle-mande et des impératifs de change, o'a pas su amorcer ce nécessaire



revirement. Résultat, la situation bascule. Les économies les plus mal en revirement. Résultat, la situation bascule. Les économies les plus mai en point, comme la Grande-Bretagne, s'enlisent et entament, après la récession, une période de dépression, contre laquelle scule une baisse importante des taux d'intérêt peut être efficace. Ailleurs, l'économie se paralyse peu à peu; sans une détente du loyer de l'argent, e'est probablement vers une récession durable que l'on s'engage.

Les craquements monétaires récents-témoignent de la précarité des modes de régulation conjoncturelle et de l'insuffisance des politiques actuelles pour faire face aux impératifs de croissance dans les pays

actuelles pour faire face aux impératifs de croissance dans les pays industrialisés. Est-ce là le prix à payer pour les dérapages monétaristes de ces dernières années?



Eo colonnes: les taux à court terme, à trois mois sur le marché des eurodevises (CT). En courbes: les taux des emprunts d'Etat à long terme (LT). Sources nationales.

\$2 more and mai jub jul. AOGT

RÉGION e Le Proche-Orient

Incohérences industrielles

ES répercussions de la crise du expansion de la pétrochimie en Golfe se feront sentir long-temps encore sur l'activité manufacturière des pays du Proche-Orient, qui souffrait déjà de fai-

ALLEMAGNE

blesses structurelles. L'insuffisance de données statistiques et de calcul économique dans la plupart des pays de la trois quarts en Arabie saoudite, région constitue en outre un han-dicap sérieux à l'afflux de capi-En Iran, la pétrochimie, dont les nouveaux codes d'investissement lancés dans plusieurs pays.

En Irak et ao Koweit, les pertes industrielles se chiffrent par milliards de dollars et les séquelles de la guecre empêchent une reprise Irak, toujours soumis à l'embargo

Au Liban, l'incertitude sur l'avenir, les destructions d'usines et des infrastructures paralysent l'acti-vité industrielle, autrefois dynami-que (10 à 15 % du PNB avant la guerre); actuellement, celle-ci est réduite à de petites unités mobiles tournées vers l'extérieur (textile,

bijouterie, cuir, plastiques...). L'industrie jordanienne ne se remet pas encore de la perte de son marché irakien et, malgré un remarquable développement du secteur pharmaceutique, elle res-tera de faible dimension (12 % du PIB, 10 % de la population active) en raison de l'étroitesse du mar-

L'industrie des territoires occupés, complètement dépendante d'Israel et spécialisée dans la sous-traitance (textile, chaussure... contribue faiblement au PIB (8 %) L'industrie israélienne, diversifiée et développée, contribue en revanche pour 40 % ao PNB et emploie 28 % de la population active. En dehors do traitement des diamants, elle touche aussi bien aux branches traditionnelles alimentaire, boissons et tabec, tex-tile et habillement - qu'à des spécialités à plus haut cooteno technologique (chimie, métallurgie, transports, équipements électriques, électronique), sans parier des industries d'armement (20 % de la production totale).

L'ajustement structurel eo Egypte et le processus de libéralition économique en Syrie (loi «10» sur les investissements de mai 1991) ouvrent de nouvelles perspectives industrielles dans les deux pays. En Egypte, l'industrie accuse une faible productivité, malgré une base diversifiée allant du textile à l'agroelimentaire en passant par le raffinage, la pétrochimie, la sidérurgie, le ciment, le montage de voitures et l'armement. La contribution de l'industrie de transformation ao PIB est de 16 %. En Syrie, l'industrie manufacturière est dominée par les produits pétroliers et le textile; sa contribution au PIB est de 18 % (y compris l'industrie extractive).

La crise do Golfe o'a pas modifié sensiblement les projets industriels des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG): unis. Cependant, la contribution de l'industrie manufacturière au PIB reste faible (9 % en 1991), dominée essentiellement par le raffinage, qui en constitue plus des

taux, nationaux et étrangers, censés la production a augmenté de 21 % être attirés par les privatisations et en 1991, reçoit une attention particulière de la part du gouverne-ment, ce qui entraîne la République islamique d'Iran à faire appel aux sociétés internationales, malgré toutes les réticences vis-à-vis de l'étranger.

> elle continue sur sa lancée : sa part dans le PIB est passée de 12 % ea 1952 à 31 % en 1991, stimulée par la libéralisation et la politique d'exportation industrielle (textile et habillement représentent 35,5 % des recettes d'exportation); la sidérurgie continue de connaître un grand essor et la fabrication de moteurs de voiture (5 % de la production industrielle à elle seule) constitue la deuxième source d'emploi après le textile.

Malheureusement, de nombreux problèmes subsistent : l'insuffisance d'infrastructures, surtout en Iran, en Jordanie, au Liban, dans les territoires occupés et au Yémen, bloque l'activité industrielle. Il est rare que les mesures en faveur de l'industrie s'inscrivent dans un projet cohérent de développement économique et social : l'absence d'un savoir-faire et d'une tradition industrielle ne facilite pas l'adoption d'un tel schéma de développement. La main-d'œuvre qualifiée ne manque pas moins que les capitaux (sauf dans les pays pétroliers du Golfe).

Les projets industriels relèvent souvent de considérations de prestige et d'effets d'imitation. Le manque de coordination régionale entraîne en outre une sous-utilisation des capacités de production dans plusieurs branches de l'industrie lourde : la pétrochimie, le raf-finage, la sidérurgie. La lisison entre l'agriculture et l'industrie est faible; bien que l'agroalimentaire constitue l'essentiel des activités industriclles dans la phipart des pays, ia région continue d'accuser

un important déficit alimentaire. Par ailleurs, les comporte-ments, renforcés par l'insécurité, retardent l'épanouissement du secteur secondaire. Enfin, l'industrie ne bénéficie pas d'un accompagne

ment monétaire adéquat.

La maîtrise progressive de la technologie, liée à l'amélioration de la formation technique et de la productivité, est pourtant une réa-lité. Mais l'avenir de l'industriali-sation au Proche-Orient ne peut être fondé que sur les avantage comparatifs, en fonction des besoins réels du développement

> Katia Salamé économiste



PAYS e L'Egypte Le tournant

programme tracé par la Banque mondiale en 1978 et reformulé en 1990 constitue un tournant fondamental dans la stratégie économique du pays. Ce schéma a pour originalité de toncher à tous les secteurs et devrait redonner un nouveau souffle à une économie qui a connu successivement le féodalisme de l'ère monarchique, puis l'inefficacité de l'ère socialiste et cofin les désordres de l'ouverture et du libéralisme économique (Infi-

tah) engagé depuis 1974. Grâce au soutien internatio-nal, le pays a réduit de moitié la charge de sa dette : il ne devra débourser que 25 milliards de dollars, au lieu des 50 milliards accumulés avant la guerre du Golfe. Les Etats-Unis ont en effet annulé 6,7 milliards de dollars de dettes militaires, les pays du Golfe ont effacé 7 milliards et les dix-sept pays créditeurs occidentaux oot

annulé la moitié de leurs créance Ce soutien financier couplé à l'augmentation de plus d'un cin-quième des recettes do canal de Suez et à la hausse de 65 % des recettes pétrolières ont entraîné en 1990/1991 un excédent record 2 milliards de dollars) de la balance des paiements égyptienne. Le nouveau budget pour l'exercice allant du 1= juillet 1992 au 30 juin 1993 prévoit une augmentation de 14 % des dépenses, qui passent à 18,9 milliards de dollars et financeront une augmentation des salaires et des investissements, compensée en partie par une réduction des subventions et la quasi-

stamation des remboursements de

'ADHÉSION de l'Egypte an la dette extérieure. La hausse des programme tracé par la Banque recettes (16,08 milliards de dollars) devrait être supérieure (+ 18,4 %) grâce à l'accrossement des revenus du pétrole (+ 27,8 %) et do canal (+ 31,5 %). Résultat : le déficit budgétaire devrait être légèrement réduit (-2,2 %).

Des problèmes structurels

continuent toutefois à bloquer les efforts de développement, au pre-mier rang desquels la croissance démographique (+2,5 %), qui reste supérieure à la croissance économique. La population - 54,5 millions actuellement – gonfie d'un million tous les neuf mois, et chaque année 500 000 jeunes arrivent sur le marché du travail. La part de l'industrie dans le produit intérieur brut stagne autour de 25 %, et la réduction de la place de l'agriculture – pessée de 25 % à 19,7 % – ne reflète pas une meilleure productivité mais plutôt le manque de terres cultivables du fait de la forte urbanisation.

L'amélioration de la conjoncture ne peut occulter les risques de l'ajustement structurel dans un pays où la population ne peut accepter de sacrifice supplémentaire. L'impact des hausses de prix et du chomage (estimé entre 15 % et 20 % de la population active) ris-que de jeter de plus en plus de gens dans les bras de l'intégrisme et d'entraîner des troubles sociaux. Les investisseurs nationaux et étrangers sont dans l'expectative. L'Etal, de son côté, mène prudemment les réformes, prenant bien soin de préserver le consensus

SECTEUR e Les surgelés

A bonne température

tendance de fond n'est pas remise en cause : ces secteurs sont les senis, avec les boissons non alcoolisées, sur l'ensemble de l'agroalimentaire en France, à connaître une forte croissance depuis cinq ans. Alors qu'entre 1987 et 1991, globalement, le marché a quasi stagné, voire baissé, les boissons sans alcool ont progressé de 45 % en volume, les surgelés et glaces de 37 %.

L'an dernier, les ventes de sur-gelés ont crû de 6,5 %, atteignant 1,43 million de tonnes, tandis que celles de glaces sont restées stables, ie maintenant à 313 millions de litres. Les situations se sont inversées depuis le début de l'année. Au cours des sept premiers mois de 1992, les glaciers ont vu leur marché progresser de 5,5 %, tandis que les industriels du surgelé pressen-tent un tasseruent de leur activité par rapport à l'an dernier. « La ten-dance reste correcte, mais nous n'échappons pas à la morosité de la consommation», explique Félix Bonduelle, président do Syndicat national des fabricants de produits

Ces évolutions différentes sont cependant perçues comme des épi-phénomènes dans un marché en développement pour encore longtemps. L'équipement à domicile des ménages en réfrigérateurs « grand froid » comme en congélateurs est loin d'être achevé, et seulement un tiers des ménages possèdent un four à micro-ondes. Le Français semble friand de surgelés, puisque, avec 24.4 kilos consommés chaque année, il se classe au quatrième rang des consommateurs européens. En revanche il o'est qu'an neuvième rang pour les.

glaces, avec 5,5 litres par personne. Dans le surgelé, les deux secteurs dont la consommation a crû le plus depuis cinq ans sont les plats préparés (+ 155 %) et les produits à base de pommes de terre (+ 74 %). Viennent ensuite ceux de la mer (+ 31 %), les légumes (+ 28 %) et enfin les viandes (+ 18 %). Du côté

UN repart, l'autre stagne, mais des glaces, les spécialités à partager tous deux vont plutôt bien. Si les marchés do surgelé et de la glace connaissent des évolutions différentes depuis le début de l'année, la (+ 29 %). Pour les glaces comme pour les surgelés, d'antre part, la consommation à domicile l'emporte maintenant sur celle de la restauration collective.

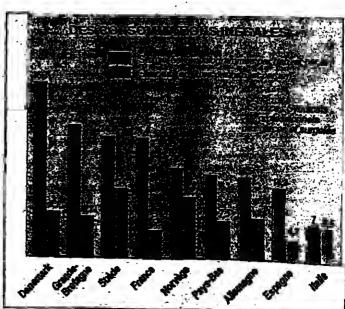
Si la consommation présente un certain parallélisme, les structures des deux industries sont différentes. Côté glace, on compte une quinzaine de fabricants, dont trois grands (Motta, Ortiz Miko, et Gervais) se partagent plus de 50 % du marché. Côté surgelé, le marché, qui était tenu voilà dix ans par deux grandes marques, Vivagel et Findus, est de plus en plus fractionné entre une quarantaine d'entreprises. Les deux leaders o'en détiennent plus que 25 % à 30 %.

La nouvelle taxe sur les emba lages et le coût des transports préoccupent aujourd'hui les industriels. La taxe éco-emballage devrait s'appliquer uniquement aux produits destines au grand public, non à ceux destines à la sestauration. Les groopes qui vendent plus aux iges, par l'informédiaire de la grande distribution - en fait les «grands» industriels, - secaient donc plus touchés que ceux toumes vers la restauration collective généralement les petits. Ce traitement à deux vitesses est critiqué par les fédérations professionnelles.

Le blocage des mutes par les

camionneurs eo inillet a en anssi des répercussions. Non senlement il a pénalisé de nombreux industriels, mais certains transporteurs out angmenté de 10 % leurs prix au 1e septembre pour faire face aux contraintes da nouveau permis à points et aux modifications de la réglementation, n'en avertissant par lettre les producteurs que le 2 sep-tembre. Ces décisions, qui causent quelques soucis aux industricis posent selon Patrick Barthe, président du Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées, un problème plus général : celui du coût du transport en France.

Dominique Gallois



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

